



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 4.4.2023
SWD(2023) 76 final

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

accompagnant le document

RAPPORT DE LA COMMISSION

Rapport sur la politique de concurrence 2022

{ COM(2023) 184 final }

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	3
I. ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION ET DES POLITIQUES	3
1. Pratiques anticoncurrentielles et ententes	3
1.1. Révision des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles et des orientations connexes.....	5
1.2. Arrêts importants des juridictions de l'Union européenne en matière d'ententes.....	9
1.3. La répression des ententes demeure une priorité absolue	14
1.4. Coopération au sein du réseau européen de la concurrence ainsi qu'avec les juridictions nationales	17
1.4.1. <i>Coopération avec les autorités nationales de concurrence au sein du réseau européen de la concurrence</i>	17
2. Contrôle des concentrations	20
2.1. Les tendances récentes en matière de mise en œuvre.....	20
2.2. Évaluation de certains aspects procéduraux et juridictionnels du contrôle des concentrations dans l'UE	23
2.3. Communication sur la définition du marché	23
2.4. Arrêts importants des juridictions de l'UE en matière de contrôle des concentrations	24
3. Contrôle des aides d'État	25
3.1. Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine.....	26
3.2. Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19	27
3.3. Facilité pour la reprise et la résilience (FRR).....	28
3.4. Aides en faveur d'objectifs horizontaux.....	29
3.5. Arrêts importants des juridictions de l'Union européenne dans le domaine des aides d'État.....	38
4. Développement de la dimension internationale de la politique de l'UE en matière de concurrence	42
4.1. Le règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur — un nouvel outil pour préserver des conditions de concurrence équitables dans le marché intérieur	42
4.2. Relations multilatérales	43
4.3. Relations bilatérales	45
5. Soutenir la mise en œuvre du droit de la concurrence de l'UE	47
5.1. Transformation numérique	47
5.2. Programme pour le marché unique.....	49
5.3. Communication externe et activités de sensibilisation.....	49
5.4. Analyse des avantages de la mise en œuvre du droit de la concurrence de l'UE pour les citoyens	50
II. SITUATION PAR SECTEUR	53
1. ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT	53

1.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté	53
1.2. Concurrence effective dans le secteur de l'économie verte	55
1.3. Sécurité de l'approvisionnement en énergie	59
1.4. Concurrence effective sur les marchés de l'énergie	60
2. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ET MÉDIAS	61
2.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté	61
2.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes	62
3. SERVICES FINANCIERS	73
3.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté	73
3.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes	74
4. FISCALITÉ ET AIDES D'ÉTAT	81
4.1. Aperçu des principaux problèmes en matière de fraude et d'évasion fiscales et d'aides fiscales	81
4.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes	82
5. INDUSTRIES DE BASE ET INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE.....	85
5.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté	85
5.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes	86
6. SECTEUR AGROALIMENTAIRE.....	89
6.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté	89
6.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes	90
7. INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET SERVICES DE SANTÉ	94
7.1. Aperçu	94
7.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne.....	95
8. TRANSPORTS, TOURISME ET SERVICES POSTAUX	98
8.1. Aperçu	98
8.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne.....	99
ANNEXE 1.	110
ANNEXE 2	122
ANNEXE 3	124
ANNEXE 4	135

INTRODUCTION

Le présent document de travail des services de la Commission se compose de deux parties. La première présente les principales évolutions de la législation et des politiques en 2022 en ce qui concerne les trois instruments de concurrence: les pratiques anticoncurrentielles (dont les ententes), les concentrations et les aides d'État. La seconde partie, consacrée à la situation par secteur, décrit des actions spécifiques.

I. ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION ET DES POLITIQUES

1. PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES ET ENTENTES

Articles 101, 102 et 106 du TFUE

En vertu de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), les accords anticoncurrentiels sont incompatibles avec le marché intérieur et interdits. L'article 101 du TFUE interdit les accords par lesquels des entreprises coordonnent leurs agissements au lieu de se concurrencer en toute indépendance et qui ont pour objet ou pour effet de fausser la concurrence. Cependant, même si un accord horizontal ou vertical peut être considéré comme restrictif, il pourra être autorisé en vertu de l'article 101, paragraphe 3, du TFUE s'il a finalement pour effet de stimuler la concurrence (du fait, par exemple, de la promotion du progrès technique ou d'une amélioration de la distribution).

L'article 102 du TFUE interdit les abus de position dominante. En soi, il n'est pas illégal, pour une entreprise, de détenir ou d'acquérir une position dominante. Les entreprises en position dominante peuvent, comme toutes les autres entreprises présentes sur le marché, livrer concurrence en fonction de leurs mérites. Cependant, l'article 102 du TFUE interdit les comportements abusifs d'entreprises en position dominante qui, par exemple, imposent de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables.

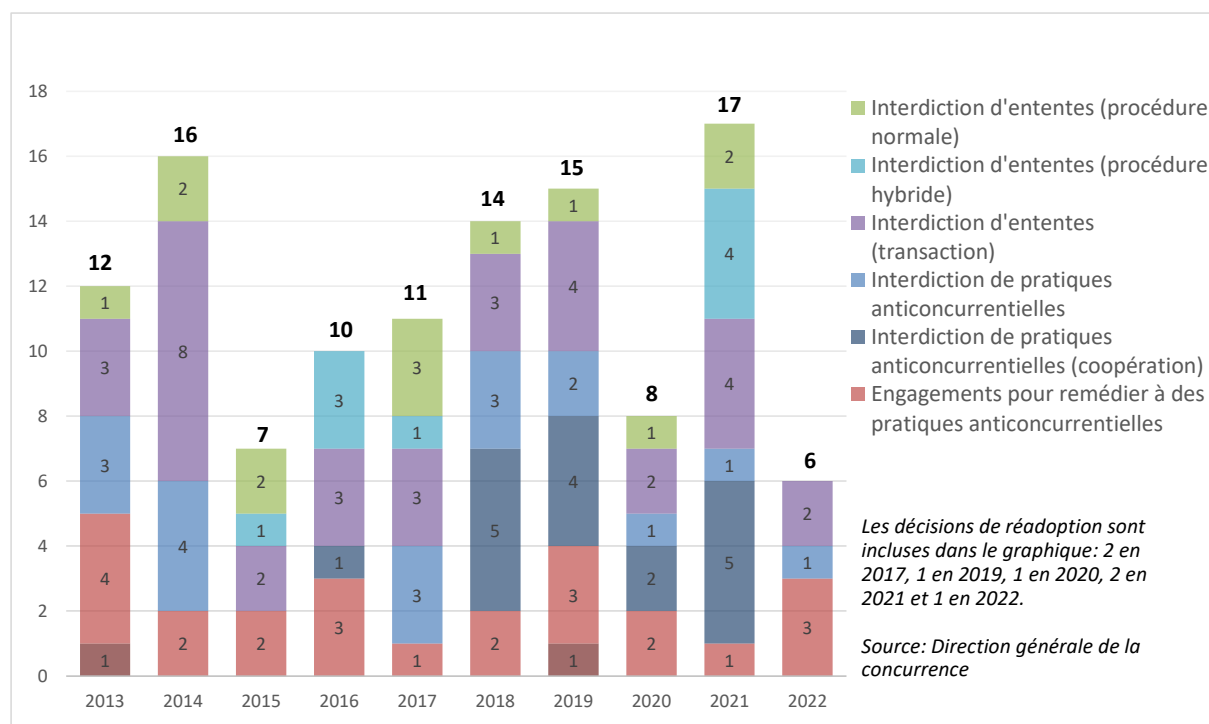
Enfin, l'article 106 du TFUE interdit aux États membres d'édicter ou de maintenir des mesures contraires aux règles des traités en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs.

La nécessité de préserver la discipline de marché pour garantir le bon fonctionnement du marché unique est essentielle, surtout en période de crise. La mise en œuvre efficace des règles de concurrence de l'UE revêt une importance cruciale pour la transformation numérique de l'économie européenne et une reprise résiliente après la pandémie. L'application des règles concernant les pratiques anticoncurrentielles peut contribuer à éliminer les derniers obstacles au marché unique, ainsi qu'à supprimer les restrictions au développement de technologies propres et à la libre circulation des ressources nécessaires à l'économie circulaire et aux objectifs du pacte vert pour l'Europe. Le présent document de travail des services de la Commission met en lumière les décisions récentes en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'ententes, tandis que les graphiques ci-dessous donnent un aperçu de l'application des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles au cours des dix dernières années, y compris les décisions de rejet de plaintes¹.

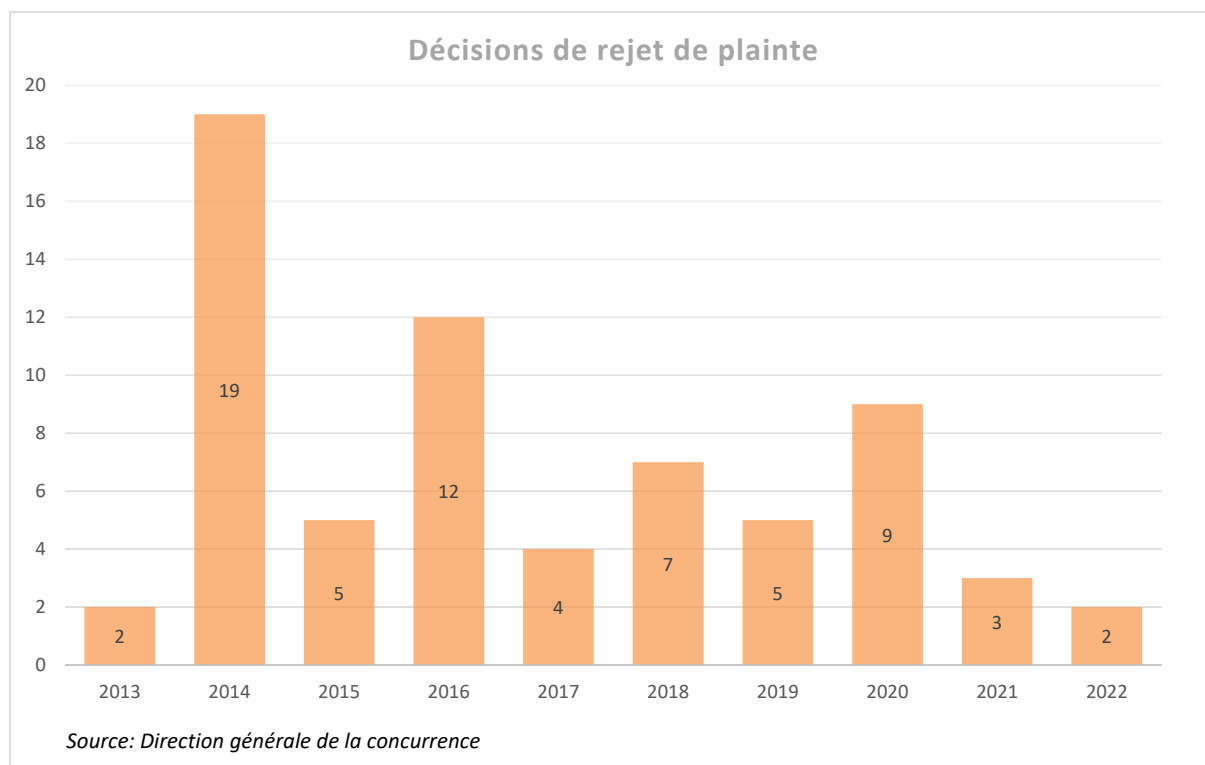
¹ Affaires AT.39999, *Concurrence/Samsung*; AT.40629, *Services postaux*; AT.40626, *Struttura Trasporto Alto Adige S.p.A. et Trenitalia S.p.A.*; AT.40562, *Fourniture de biodiesel en Pologne*; AT.40665, *Toyota*; AT.40609, *Application d'achat de carburant en Pologne*; et

Outre l'application des règles, des réformes sont également indispensables pour garantir la pleine efficacité de la politique de concurrence: la Commission a avancé dans son programme de révision portant sur un grand nombre de ses principaux règlements d'exemption par catégorie, lignes directrices et communications, et fait progresser diverses initiatives en cours visant à garantir une concurrence loyale dans le marché unique.

Graphique n° 1: Décisions en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'ententes sur la période 2013-2022



Graphique n° 2: Décisions de rejet de plaintes sur la période 2013-2022



1.1. Révision des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles et des orientations connexes

1.1.1. Évaluation des règles de procédure en matière de pratiques anticoncurrentielles

En mars 2022, la Commission a annoncé l'évaluation de ses règles de procédure en matière de pratiques anticoncurrentielles, le règlement (CE) n° 1/2003² et son acte d'exécution, le règlement (CE) n° 773/2004³. La Commission, les autorités nationales de concurrence (ANC), les juristes, les entreprises et les autres parties prenantes comptent désormais près de 20 ans de pratique et d'expérience dans l'application de ces règlements. Compte tenu des changements intervenus dans le paysage économique au cours des 20 dernières années, tels que la numérisation de l'économie mondiale, une évaluation a été jugée opportune.

Le 30 juin 2022, la Commission a lancé une consultation publique, dans le but de recueillir des données détaillées et de grande qualité qui serviront de base à l'évaluation de l'efficacité du cadre procédural en matière de pratiques anticoncurrentielles⁴. La consultation s'est achevée le 6 octobre 2022. Dans le cadre de ce processus, la Commission entend également commander une étude qui étayera l'évaluation, organiser des ateliers sur les thèmes spécifiques qui émergeront de la consultation et dialoguer avec les ANC. L'objectif est de

² Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité (JO L 1 du 4.1.2003, p. 1).

³ Règlement (CE) n° 773/2004 de la Commission du 7 avril 2004 relatif aux procédures mises en œuvre par la Commission en application des articles 81 et 82 du traité CE (JO L 123 du 27.4.2004, p. 18).

⁴ Voir: https://competition-policy.ec.europa.eu/antitrust/legislation/regulation-12003_fr

publier un document de travail des services de la Commission présentant les résultats du processus d'évaluation d'ici à la mi-2024.

1.1.2. Orientations informelles et orientations liées à la COVID-19

La version révisée de la communication de la Commission relative à des orientations informelles adoptée le 3 octobre 2022⁵ met à jour les circonstances dans lesquelles la Commission peut envisager de publier des lettres d'orientation informelles sur l'application des règles de concurrence de l'UE à l'intention des entreprises confrontées à une incertitude réelle quant à la légalité de leurs actions. La précédente communication de 2004⁶ prévoyait une approche stricte, qui limitait les circonstances dans lesquelles la Commission pouvait fournir des orientations informelles, et, pour cette raison, elle n'a jamais été utilisée.

La communication révisée prévoit des conditions plus souples pour permettre à la Commission d'utiliser cet outil dans l'intérêt de la sécurité juridique, en particulier pour les entreprises qui ont recours à des pratiques commerciales émergentes ou pour celles qui sont confrontées à des situations de crise ou d'urgence. La Commission fera usage de son pouvoir discrétionnaire de décider comment et quand fournir des orientations dans chaque cas concret, mais elle est prête à nouer le dialogue et veillera à ce que ses orientations reflètent les besoins et les réalités économiques d'aujourd'hui.

À la lumière de l'amélioration relative de la situation sanitaire en Europe et de l'assouplissement des restrictions, la Commission a également retiré le cadre temporaire pour l'appréciation des pratiques anticoncurrentielles dans les coopérations mises en place entre des entreprises pour réagir aux situations d'urgence découlant de la pandémie actuelle de COVID-19⁷.

1.1.3. Orientations sur les accords verticaux

La Commission a terminé son analyse d'impact concernant la révision du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux de 2010⁸, ainsi que des lignes directrices sur les restrictions verticales de 2010⁹, après avoir mené une consultation ciblée supplémentaire sur le projet d'orientations relatives aux échanges d'informations dans le

⁵ Communication de la Commission relative à des orientations informelles sur des questions nouvelles ou non résolues qui se posent dans des affaires individuelles au regard des articles 101 et 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (lettres d'orientation) (JO C 381 du 4.10.2022, p. 9).

⁶ Communication de la Commission relative à des orientations informelles sur des questions nouvelles qui se posent dans des affaires individuelles au regard des articles 81 et 82 du traité CE (lettres d'orientation) (JO C 101 du 27.4.2004, p. 78).

⁷ Le cadre temporaire pour l'appréciation des pratiques anticoncurrentielles dans le contexte de la pandémie de COVID-19 a permis à la Commission d'évaluer les projets de coopération mis en place entre des entreprises pour réagir aux situations d'urgence découlant de la pandémie de coronavirus. Il a également introduit la possibilité, pour la Commission, de fournir aux entreprises une lettre administrative de compatibilité au moyen de «lettres administratives de compatibilité» ad hoc pour des projets de coopération spécifiques et bien définis relevant de son champ d'application. Voir: Communication de la Commission — Retrait du cadre temporaire pour l'appréciation des pratiques anticoncurrentielles dans les coopérations mises en place entre des entreprises pour réagir aux situations d'urgence découlant de la pandémie actuelle de COVID-19 (JO C 381 du 4.10.2022, p. 3).

⁸ Règlement (UE) n° 330/2010 de la Commission du 20 avril 2010 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées (JO L 102 du 23.4.2010, p. 1).

⁹ Lignes directrices sur les restrictions verticales (JO C 130 du 19.5.2010, p. 1).

cadre de la double distribution en février 2022 et publié les résultats ainsi qu'un rapport d'expert sur ce sujet¹⁰.

Le 10 mai 2022, la Commission a adopté le nouveau règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux (le «REC vertical»)¹¹, accompagné des lignes directrices sur les restrictions verticales¹². Le REC vertical et les lignes directrices sur les restrictions verticales sont entrés en vigueur le 1^{er} juin 2022.

La Commission a poursuivi son évaluation du régime du règlement d'exemption par catégorie applicable au secteur automobile (RECSA)¹³. Du 6 juillet au 30 septembre 2022, la Commission a organisé une consultation publique et un appel à contributions sur les modifications proposées du régime du RECSA, à savoir: i) une prorogation du RECSA pour une durée de cinq ans, jusqu'au 31 mai 2028; et ii) des modifications des lignes directrices supplémentaires.

1.1.4. Orientations sur les accords horizontaux, y compris en matière de durabilité

La Commission a poursuivi son analyse d'impact concernant la révision des deux règlements d'exemption par catégorie applicables aux accords horizontaux relatifs aux accords de recherche et de développement et aux accords de spécialisation (respectivement le «REC R&D»¹⁴ et le «REC Spécialisation»¹⁵, ensemble ci-après les «REC horizontaux»), ainsi que des lignes directrices sur les restrictions horizontales¹⁶.

Le 1^{er} mars 2022, la Commission a lancé une consultation publique sur le projet de révision des REC horizontaux et des lignes directrices sur les restrictions horizontales¹⁷, afin de recueillir des commentaires des parties prenantes sur les modifications proposées en vue de résoudre les problèmes recensés lors de l'évaluation des règles actuelles¹⁸. La consultation publique s'est terminée le 26 avril 2022 et a suscité un intérêt considérable de la part des parties prenantes. De nombreux commentaires ont porté sur le nouveau chapitre concernant

¹⁰ Voir: https://competition-policy.ec.europa.eu/public-consultations/2018-vber_fr

¹¹ Règlement (UE) 2022/720 de la Commission du 10 mai 2022 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées (JO L 134 du 11.5.2022, p. 4).

¹² Communication de la Commission — Lignes directrices sur les restrictions verticales (JO C 248 du 30.6.2022, p. 1).

¹³ Règlement (UE) n° 461/2010 de la Commission du 27 mai 2010 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées dans le secteur automobile (JO L 129 du 28.5.2010, p. 52), et communication de la Commission — Lignes directrices supplémentaires sur les restrictions verticales dans les accords de vente et de réparation de véhicules automobiles et de distribution de pièces de rechange de véhicules automobiles (JO C 138 du 28.5.2010, p. 16).

¹⁴ Règlement (UE) n° 1217/2010 de la Commission du 14 décembre 2010 relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de recherche et de développement (JO L 335 du 18.12.2010, p. 36).

¹⁵ Règlement (UE) n° 1218/2010 de la Commission du 14 décembre 2010 relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de spécialisation (JO L 335 du 18.12.2010, p. 43).

¹⁶ Lignes directrices sur l'applicabilité de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux accords de coopération horizontale (JO C 11 du 14.1.2011, p. 1).

¹⁷ Voir: https://competition-policy.ec.europa.eu/public-consultations/2022-hbers_fr

¹⁸ Voir: Document de travail des services de la Commission «Évaluation des règlements d'exemption par catégorie applicables aux accords horizontaux» [SWD(2021) 104 final du 6.5.2021], disponible à l'adresse suivante: https://competition-policy.ec.europa.eu/system/files/2021-05/HBERs_evaluation_SWD_en.pdf

les accords de durabilité dans les lignes directrices sur les restrictions horizontales et sur la version révisée des chapitres concernant les échanges d'informations et la normalisation. En outre, plusieurs parties prenantes ont commenté les propositions de révision du REC R&D concernant la concurrence dans l'innovation.

Les règles de concurrence jouent un rôle important pour aider l'économie européenne à réaliser les objectifs du pacte vert pour l'Europe¹⁹. Pour cette raison, le projet de lignes directrices sur les restrictions horizontales comprend un nouveau chapitre sur les accords de durabilité qui vise à répondre aux demandes d'orientations et de sécurité juridique des parties prenantes concernant la prise en considération des aspects liés à la durabilité dans l'analyse des accords entre concurrents au titre de l'article 101 du TFUE.

Le projet de chapitre sur les accords de durabilité vise à clarifier la manière dont la Commission évaluerait ces types d'accords entre concurrents au regard de l'article 101 du TFUE afin que les entreprises puissent en tenir compte lors de leur autoévaluation. En particulier, ce chapitre contient des orientations sur les types d'accords qui ne restreignent pas la concurrence et, par conséquent, qui ne relèvent pas de l'article 101 du TFUE. En ce qui concerne les accords ayant une incidence sur certains paramètres de la concurrence, le chapitre indique quand ceux-ci doivent être évalués par objet ou par effet et clarifie, sur la base des lignes directrices générales de 2004 relatives à l'article 101, paragraphe 3, comment les avantages en matière de durabilité sont pris en considération au titre de l'article 101, paragraphe 3, du TFUE afin de pouvoir l'emporter sur les restrictions de la concurrence. Cet aspect est nouveau, en ce qu'il articule plus clairement l'approche des trois catégories d'avantages en matière de durabilité, à savoir i) les avantages de la valeur d'usage, ii) les avantages de la valeur de non-usage et iii) les avantages collectifs.

La Commission entend adopter la version révisée des REC horizontaux et des lignes directrices sur les restrictions horizontales avant l'expiration des REC horizontaux actuels le 30 juin 2023²⁰.

1.1.5. Négociation collective des travailleurs indépendants sans salariés

Le nombre de travailleurs indépendants sans salariés dans l'UE est relativement élevé et a considérablement augmenté ces dernières années, principalement en raison de l'essor des plateformes de travail numériques. Bien que cette tendance ait amélioré l'accessibilité et la flexibilité du marché du travail, elle est également à l'origine de conditions de travail difficiles pour certaines personnes. Pour remédier à cette situation, la Commission avait lancé, en juin 2020, un processus visant à évaluer si des mesures devaient être prises au niveau de

¹⁹ Commission européenne, Direction générale de la concurrence, *Competition policy brief. 2021-01*, édition de septembre 2021, disponible à l'adresse suivante: <https://data.europa.eu/doi/10.2763/962262>

²⁰ Le 8 décembre 2022, la Commission a adopté deux règlements prolongeant la durée de validité des REC horizontaux de six mois, afin de disposer de suffisamment de temps pour mener à son terme la procédure d'adoption des nouveaux règlements: le règlement (UE) 2022/2455 de la Commission du 8 décembre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 1217/2010 relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de recherche et de développement (JO L 321 du 15.12.2022, p. 1), et le règlement (UE) 2022/2456 de la Commission du 8 décembre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 1218/2010 relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de spécialisation (JO L 321 du 15.12.2022, p. 3).

l'Union pour veiller à ce que le droit européen de la concurrence ne fasse pas obstacle aux conventions collectives des travailleurs indépendants visant à améliorer leurs conditions de travail²¹. À la suite d'une vaste consultation et de la publication d'un projet de lignes directrices en décembre 2021 sur l'application du droit de la concurrence de l'UE aux conventions collectives concernant les conditions de travail des travailleurs indépendants sans salariés, la Commission a adopté la version finale des lignes directrices le 29 septembre 2022²².

Fondées sur la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne²³, ces lignes directrices décrivent des situations dans lesquelles les travailleurs indépendants sans salariés peuvent être comparables à des travailleurs salariés et précisent que, dès lors, leurs conventions collectives ne relèvent pas du champ d'application de l'article 101 du TFUE. Elles concernent les travailleurs indépendants sans salariés économiquement dépendants, ceux qui travaillent côte à côte avec des travailleurs salariés et ceux qui fournissent leurs services par l'intermédiaire de plateformes de travail numériques.

En outre, les lignes directrices précisent que, dans certains cas, lorsque des travailleurs indépendants qui ne se trouvent pas dans une situation comparable à celle des travailleurs salariés éprouvent des difficultés à influencer sur leurs conditions de travail parce qu'ils se trouvent dans une faible position de négociation, la Commission n'interviendra pas contre certaines catégories de conventions collectives. Cela concerne les situations dans lesquelles il existe un déséquilibre de pouvoir de négociation ou certaines situations dans lesquelles des conventions collectives sont conclues conformément à la législation nationale ou de l'Union par des travailleurs indépendants, tels que des auteurs et artistes interprètes ou exécutants, des traducteurs audiovisuels indépendants ou des journalistes indépendants, pour autant que les conventions collectives soient couvertes par le droit national ou de l'Union²⁴.

1.2. Arrêts importants des juridictions de l'Union européenne en matière d'ententes

En 2022, les juridictions de l'Union européenne ont largement confirmé la pratique de la Commission en matière de lutte contre les ententes. En particulier, elles ont confirmé la compétence de la Commission de lutter contre les ententes opérant à l'échelle mondiale, la notion d'infraction unique et continue telle qu'interprétée par la Commission, la légalité des

²¹ Voir: https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12483-Conventions-collectives-pour-les-travailleurs-independants-champ-dapplication-des-regles-de-concurrence-de-lue_fr

²² Communication de la Commission — Lignes directrices relatives à l'application du droit de la concurrence de l'Union aux conventions collectives concernant les conditions de travail des travailleurs indépendants sans salariés (JO C 374 du 30.9.2022, p. 2).

²³ Arrêt de la Cour de justice du 4 décembre 2014, affaire C-413/13, FNV Kunsten Informatie en Media/Staat der Nederlanden, EU:C:2014:2411; arrêt de la Cour de justice du 21 décembre 1999, affaire C-67/96, Albany International BV/Stichting Bedrijfspensioenfonds Textielindustrie, EU:C:1999:430.

²⁴ Tel est par exemple le cas de la directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil (la «directive sur le droit d'auteur»), qui consacre le principe selon lequel les auteurs et artistes interprètes ou exécutants ont le droit de percevoir une rémunération appropriée et proportionnelle lorsqu'ils octroient sous licence ou transfèrent leurs droits exclusifs pour l'exploitation de leurs œuvres ou autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins. Les auteurs et artistes interprètes ou exécutants ont tendance à se trouver dans une position contractuelle moins favorable que celle de leurs contreparties et la directive sur le droit d'auteur prévoit la possibilité de renforcer leur position contractuelle afin de garantir une rémunération équitable dans les contrats d'exploitation de leurs œuvres. La directive sur le droit d'auteur accorde aux États membres une certaine flexibilité de mise en œuvre de ce principe en utilisant différents mécanismes (dont la négociation collective), pour autant qu'ils soient conformes au droit de l'Union.

procédures hybrides échelonnées, ainsi que la méthode suivie par la Commission pour le calcul des amendes. Les arrêts des juridictions de l'Union européenne ont également mis en lumière des aspects importants liés à l'application de la communication sur la clémence.

1.2.1. Compétence de la Commission

Dans les arrêts concernant l'entente sur le marché du *fret aérien*²⁵, le Tribunal a confirmé la compétence de la Commission, en vertu de l'article 101 du TFUE et de l'article 53 de l'accord EEE, de lutter contre les ententes d'ampleur mondiale qui restreignent la concurrence au sein de l'EEE.

Les compagnies aériennes avaient contesté la compétence de la Commission sur leur entente de niveau mondial (constituée d'une série de contacts bilatéraux et multilatéraux) au motif qu'une partie de cette entente concernait des ventes effectuées en dehors de l'EEE. Le Tribunal a tout d'abord rappelé qu'un comportement en dehors du territoire de l'EEE relève de la compétence de la Commission soit au regard du critère de la mise en œuvre (c'est-à-dire lorsque le comportement est mis en œuvre sur le territoire de l'EEE) ou au regard du critère des effets qualifiés (voir ci-dessous), ces deux critères étant alternatifs²⁶.

Le Tribunal a apprécié l'entente mondiale au regard du critère des effets qualifiés et a conclu que la Commission avait eu raison de considérer qu'elle était compétente pour les aspects de l'entente mondiale ayant une incidence dans l'EEE, car il était prévisible que ces aspects produisent un effet immédiat et substantiel dans le marché intérieur ou au sein de l'EEE²⁷. La Commission n'était donc pas tenue de démontrer les effets concrets de l'entente mondiale dans l'EEE, ses effets probables étant suffisants pour que la compétence de la Commission soit reconnue.

Le Tribunal a également confirmé que la Commission avait le droit d'appliquer le critère des effets qualifiés à l'entente mondiale prise dans son ensemble parce que tous ses aspects servaient un même objectif anticoncurrentiel. Par conséquent, il n'était pas possible pour les compagnies aériennes de se soustraire à l'application de l'article 101, paragraphe 1, du TFUE en combinant plusieurs comportements poursuivant un objectif identique, mais qui, pris isolément, n'étaient pas susceptibles de produire un effet immédiat et substantiel dans ledit marché²⁸.

²⁵ Arrêts du Tribunal du 30 mars 2022, affaires T-323/17, Martinair Holland/Commission, EU:T:2022:174; T-324/17, SAS Cargo Group e.a./Commission, EU:T:2022:175; T-325/17, Koninklijke Luchtvaart Maatschappij/Commission, EU:T:2022:176; T-326/17, Air Canada/Commission, EU:T:2022:177; T-334/17, Cargolux Airlines/Commission, EU:T:2022:178; T-337/17, Air France-KLM/Commission, EU:T:2022:179; T-338/17, Air France/Commission, EU:T:2022:180; T-340/17, Japan Airlines/Commission, EU:T:2022:181; T-341/17, British Airways/Commission, EU:T:2022:182; T-342/17, Deutsche Lufthansa e.a./Commission, EU:T:2022:183; T-343/17, Cathay Pacific Airways/Commission, EU:T:2022:184; T-344/17, Latam Airlines Group SA et Lan Cargo SA/Commission, EU:T:2022:185; et T-350/17, Singapore Airlines et Singapore Airlines Cargo/Commission, EU:T:2022:186.

²⁶ Voir, par exemple, arrêt du Tribunal du 30 mars 2022, affaire T-323/17, Martinair Holland/Commission, EU:T:2022:174, points 102 et 103.

²⁷ Voir, entre autres, arrêt du Tribunal du 30 mars 2022, affaire T-324/17, SAS Cargo Group e.a./Commission, EU:T:2022:175, point 161.

²⁸ Voir, entre autres, arrêt du Tribunal du 30 mars 2022, affaire T-340/17, Japan Airlines/Commission, EU:T:2022:181, points 154 et 155.

Dans les affaires *Lecteurs de disques optiques*, la Cour de justice a confirmé la conclusion de la Commission selon laquelle, bien que les contacts de l'entente aient eu lieu en dehors de l'EEE, ils ont été mis en œuvre à l'échelle mondiale, y compris dans l'EEE, la Commission étant par conséquent compétente²⁹.

1.2.2. Infraction unique et continue

Dans le cadre du contentieux concernant l'*entente sur le marché des constructeurs de camions*, une entente consistant en la coordination des prix ainsi que du calendrier et de la tarification liés à l'introduction des technologies en matière d'émissions pour se conformer aux normes européennes en matière d'émissions³⁰, le Tribunal a confirmé que, pour constater l'existence d'une infraction unique et continue, la Commission n'était pas tenue de démontrer que chacun des différents agissements tombe sous le coup de l'article 101 du TFUE. Au lieu de cela, il y a infraction unique et continue lorsqu'il est démontré que les différents agissements s'inscrivent dans un plan d'ensemble visant à la réalisation d'un objectif anticoncurrentiel unique³¹.

Dans les arrêts concernant l'entente sur le marché du *fret aérien*, le Tribunal a confirmé la qualification d'infraction unique et continue retenue pour une entente de niveau mondial (constituée d'une série de contacts bilatéraux et multilatéraux) dans la mesure où cette entente a eu une incidence dans l'EEE. Il a néanmoins réduit les amendes infligées à certains transporteurs en raison de l'incapacité de la Commission de prouver leur participation à certains éléments de l'infraction unique et continue³².

Dans les affaires *Lecteurs de disques optiques*, dans lesquelles les parties concernées avaient coordonné leur comportement au moyen d'un réseau de contacts bilatéraux, la Cour de justice a confirmé que la participation d'une entreprise à une infraction unique et continue n'exige pas sa participation directe à l'*ensemble* des comportements anticoncurrentiels composant cette infraction³³.

Les affaires *Lecteurs de disques optiques* ont également été l'occasion pour la Cour de justice de confirmer que la Commission a le droit de constater qu'une entreprise a participé à une

²⁹ Arrêts de la Cour de justice du 16 juin 2022, affaires C-697/19 P, *Sony Corporation et Sony Electronics/Commission*, EU:C:2022:478; C-698/19 P, *Sony Optiarc et Sony Optiarc America/Commission*, EU:C:2022:480; C-699/19 P, *Quanta Storage/Commission*, EU:C:2022:483; et C-700/19 P, *Toshiba Samsung Storage Technology et Toshiba Samsung Storage Technology Korea/Commission*, EU:C:2022:484.

³⁰ Arrêt du Tribunal du 2 février 2022, affaire T-799/17, *Scania e.a./Commission*, EU:T:2022:48. Plus précisément, en ce qui concerne les technologies en matière d'émissions, les constructeurs de camions avaient convenu i) de se coordonner pour le calendrier d'introduction des technologies en matière d'émissions; et ii) de répercuter sur les clients les coûts relatifs aux technologies en matière d'émissions requises pour se conformer aux normes européennes en matière d'émissions.

³¹ Arrêt du Tribunal du 2 février 2022, affaire T-799/17, *Scania e.a./Commission*, EU:T:2022:48, point 208.

³² À savoir *Air Canada*, *British Airways*, *LAN* et *SAS*. Voir, entre autres, arrêt du Tribunal du 30 mars 2022, affaire T-326/17, *Air Canada/Commission*, EU:T:2022:177, points 514 à 543 et 582 à 587.

³³ Voir, entre autres, arrêts de la Cour de justice du 16 juin 2022, affaires C-697/19 P, *Sony Corporation et Sony Electronics/Commission*, EU:C:2022:478, point 64; et C-698/19 P, *Sony Optiarc et Sony Optiarc America/Commission*, EU:C:2022:480, point 61.

infraction unique et continue lorsque celle-ci n'a participé que passivement (c'est-à-dire en étant simplement en copie de courriers électroniques) à ladite infraction³⁴.

Enfin, dans les affaires *Lecteurs de disques optiques*, la Cour de justice s'est également prononcée sur la question de la double qualification d'une infraction. Selon la Cour de justice, lorsqu'une infraction unique et continue consiste en des pratiques distinctes qui, prises isolément, sont également qualifiées d'infractions distinctes à l'article 101, paragraphe 1, du TFUE, la Commission est tenue d'identifier et de qualifier chacune de ces infractions distinctes. Par conséquent, la Cour de justice a conclu que la simple mention, dans une communication des griefs, de la possibilité de qualifier l'infraction unique et continue d'infractions distinctes n'était pas suffisante pour que soient respectés les droits de la défense des parties³⁵.

1.2.3. Procédures hybrides échelonnées

Dans un arrêt concernant l'*entente sur le marché des constructeurs de camions*³⁶, le Tribunal a confirmé la légalité des «procédures hybrides échelonnées» en matière d'ententes³⁷.

Dans cette affaire, la Commission avait d'abord adopté une décision de transaction à l'égard des entreprises qui avaient introduit une demande formelle de transaction. La Commission avait poursuivi son enquête au sujet de la requérante, qui s'était retirée de la procédure de transaction, et avait adopté à son encontre une décision d'interdiction assortie d'amendes. La requérante a fait valoir que la Commission avait violé la présomption d'innocence et ses droits de la défense en adoptant la décision de transaction avant la décision qui lui était destinée. Toutefois, le Tribunal a confirmé que la Commission avait le droit de recourir à une telle procédure hybride échelonnée dans le cadre de l'application de l'article 101 du TFUE.

Le Tribunal a souligné que la décision de la Commission de ne pas suivre la procédure de transaction n'emporte pas, en soi, une violation de la présomption d'innocence, des droits de la défense ou du devoir d'impartialité³⁸. Le Tribunal a ensuite examiné les circonstances précises de l'espèce et a reconnu que la Commission avait respecté ces principes, confirmant ainsi pleinement la décision de la Commission et le montant de l'amende.

1.2.4. Calcul des amendes en cas d'entente

Dans les arrêts concernant l'entente sur le marché du *fret aérien*, le Tribunal a confirmé la méthode suivie par la Commission pour le calcul des amendes et son application des lignes directrices pour le calcul des amendes de 2006³⁹.

³⁴ Voir, entre autres, arrêt de la Cour de justice du 16 juin 2022, affaire C-697/19 P, *Sony Corporation et Sony Electronics/Commission*, EU:C:2022:478, points 128 à 130.

³⁵ Voir, entre autres, arrêt de la Cour de justice du 16 juin 2022, affaire C-697/19 P, *Sony Corporation et Sony Electronics/Commission*, EU:C:2022:478, points 67 à 79.

³⁶ Arrêt du Tribunal du 2 février 2022, affaire T-799/17, *Scania e.a./Commission*, EU:T:2022:48.

³⁷ Voir, également, arrêt de la Cour de justice de 2021 concernant une procédure hybride échelonnée, affaire C-440/19 P, *Pometon/Commission*, EU:C:2021:214.

³⁸ Arrêt du Tribunal du 2 février 2022, affaire T-799/17, *Scania e.a./Commission*, EU:T:2022:48, points 99 à 105.

³⁹ Lignes directrices pour le calcul des amendes infligées en application de l'article 23, paragraphe 2, sous a), du règlement (CE) n° 1/2003 (JO C 210 du 1.9.2006, p. 2).

Premièrement, le Tribunal a reconnu que la Commission était en droit, pour déterminer le montant de base des amendes, de tenir compte de l'entier montant des ventes liées aux services de fret aérien, sans qu'il soit besoin de le diviser en ses éléments constitutifs⁴⁰. Le Tribunal a ainsi rejeté l'argument des compagnies aériennes selon lequel le montant de base des amendes aurait dû être calculé par référence aux revenus tirés spécifiquement des surcoûts qui constituaient l'infraction unique et continue.

Deuxièmement, le Tribunal a confirmé que les «ventes dans l'EEE» couvraient également les ventes à des clients en dehors de l'EEE, car ces ventes ont un lien avec l'EEE⁴¹.

1.2.5. Application de la communication de la Commission sur la clémence

Dans les arrêts concernant l'entente sur le marché du **fret aérien** — et plus précisément dans l'affaire *Air Canada* —, le Tribunal a jugé que la Commission n'avait pas violé les droits de la défense d'*Air Canada* lorsqu'elle a rejeté sa demande de retrait de sa demande de clémence et des documents qui l'accompagnaient à un stade tardif de la procédure administrative.

Le Tribunal a rappelé que toute déclaration faite à la Commission dans le cadre d'une demande de clémence fait partie intégrante de son dossier, de telles déclarations pouvant être utilisées à titre de preuve par la Commission⁴².

En outre, le Tribunal a jugé qu'écarter du dossier les éléments de preuve initialement fournis par une entreprise qui a, finalement, mis un terme à sa coopération avant l'adoption de la décision de la Commission compromettrait l'effet utile de la procédure de clémence. En effet, la Commission serait privée de preuves essentielles à l'établissement de l'infraction à un stade où la possibilité de suppléer à ce manque serait considérablement amoindrie, et elle serait soumise au bon vouloir du demandeur de clémence⁴³.

1.2.6. Durée des procédures

Dans le cadre de l'entente sur le **marché des ronds à béton**, le Tribunal a confirmé que la Commission avait le droit d'infliger des amendes aux entreprises pour leur participation à l'entente même si celle-ci avait commencé 30 ans avant que la Commission n'adopte sa décision finale⁴⁴.

La Commission avait initialement adopté deux décisions d'infraction à l'encontre des requérantes en 2002⁴⁵ et en 2009⁴⁶, et ces deux décisions ont ensuite été annulées pour des motifs de procédure, à savoir l'utilisation d'une base juridique erronée pour la décision de

⁴⁰ Arrêts du Tribunal du 30 mars 2022, affaires T-325/17, Koninklijke Luchtvaart Maatschappij/Commission, EU:T:2022:176, point 306; T-337/17, Air France-KLM/Commission, EU:T:2022:179, points 404 à 408; T-338/17, Air France/Commission, EU:T:2022:180, point 296; et T-340/17, Japan Airlines/Commission, EU:T:2022:181, point 307.

⁴¹ Arrêts du Tribunal du 30 mars 2022, affaires T-324/17, SAS Cargo Group e.a./Commission, EU:T:2022:175, point 778; T-340/17, Japan Airlines/Commission, EU:T:2022:181, point 369; et T-343/17, Cathay Pacific Airways/Commission, EU:T:2022:184, point 557.

⁴² Arrêt du Tribunal du 30 mars 2022, affaire T-326/17, Air Canada/Commission, EU:T:2022:177, point 547.

⁴³ Arrêt du Tribunal du 30 mars 2022, affaire T-326/17, Air Canada/Commission, EU:T:2022:177, point 552.

⁴⁴ Arrêts du Tribunal du 9 novembre 2022, affaires T-655/19, Ferriera Valsabbia et Valsabbia Investimenti/Commission, EU:T:2022:689; T-656/19, Alfa Acciai/Commission, EU:T:2022:690; T-657/19, Feralpi/Commission, EU:T:2022:691; et T-667/19, Ferriere Nord/Commission, EU:T:2022:692.

⁴⁵ Décision C(2002) 5087 final du 17.12.2002.

⁴⁶ Décision C(2009) 7492 final du 30.9.2009, telle que modifiée par la décision C(2009) 9912 final du 8.12.2009.

2002⁴⁷ et la consultation insuffisante des représentants des États membres de l'UE pour la décision de 2009⁴⁸. La Commission a finalement adopté une décision finale en 2019 et a accordé une réduction de 50 % du montant des amendes en raison de la durée de la procédure⁴⁹.

Le Tribunal a rejeté l'argument des requérantes selon lequel la durée de la procédure était excessive et avait pour conséquence que la Commission ne disposait plus du pouvoir de sanction⁵⁰. Le Tribunal a pleinement confirmé la décision de la Commission et a considéré que la durée de la procédure n'était pas déraisonnable au regard du nombre de recours introduits et de la complexité de l'affaire⁵¹.

1.2.7. Droits de la défense

Dans l'affaire *Qualcomm*, le Tribunal a annulé la décision de la Commission, ayant notamment constaté plusieurs irrégularités procédurales ayant affecté les droits de la défense de *Qualcomm*⁵². En 2018, la Commission a infligé une amende de 997 millions d'EUR à *Qualcomm*, au motif que cette entreprise avait abusé de sa position dominante sur le marché mondial des chipsets compatibles avec la norme Long-Term Evolution (LTE). *Qualcomm* avait accepté de verser des «montants substantiels» à *Apple* à la condition que cette dernière utilise exclusivement des chipsets de *Qualcomm* dans ses appareils. La Commission a estimé que ces paiements d'exclusivité étaient en mesure d'avoir des effets anticoncurrentiels en dissuadant *Apple* de passer à la concurrence pour s'approvisionner en chipsets LTE. *Qualcomm* a contesté la décision en faisant valoir que la Commission avait commis des erreurs de procédure et que son appréciation des effets anticoncurrentiels était insuffisante. Le Tribunal a annulé la décision de la Commission dans son intégralité, relevant un certain nombre d'irrégularités procédurales qui, selon le Tribunal, avaient porté atteinte aux droits de la défense de *Qualcomm*. Le Tribunal a également contesté l'analyse de la Commission concernant les effets anticoncurrentiels des paiements d'exclusivité.

1.3. La répression des ententes demeure une priorité absolue

Les ententes sont considérées comme la menace ultime pour la concurrence. La détection et la sanction des ententes sont dès lors des objectifs essentiels de la Commission. À la suite du solide bilan de 2021 en matière de répression des ententes, la Commission a profité de l'année 2022 pour constituer un nouveau flux d'affaires d'ententes, en s'appuyant sur les informations des demandeurs de clémence ainsi que sur les pistes obtenues grâce à ses efforts ex officio. En outre, l'assouplissement des restrictions sanitaires vers la fin de 2021 a permis à la Commission de procéder à nouveau à des inspections inopinées dans un certain nombre de

⁴⁷ Arrêt du Tribunal de première instance du 25 octobre 2007, affaires jointes T-27/03, T-46/03, T-58/03, T-79/03, T-80/03, T-97/03 et T-98/03, SP SpA e.a./Commission, EU:T:2007:317.

⁴⁸ Arrêts de la Cour de justice du 21 septembre 2017, affaires C-85/15 P, C-86/15 P, C-87/15 P, C-88/15 P et C-89/15 P, Feralpi Holding SpA e.a./Commission, EU:C:2017:709; EU:C:2017:717; EU:C:2017:716; et EU:C:2017:713.

⁴⁹ Décision C(2019) 4969 final du 4.7.2019.

⁵⁰ Voir, entre autres, arrêt du Tribunal du 9 novembre 2022, affaire T-667/19, Ferriere Nord/Commission, EU:T:2022:692, point 229.

⁵¹ Voir, entre autres, arrêt du Tribunal du 9 novembre 2022, affaire T-667/19, Ferriere Nord/Commission, EU:T:2022:692, point 252.

⁵² Arrêt du Tribunal du 15 juin 2022, affaire T-235/18, Qualcomm/Commission, EU:T:2022:358.

secteurs différents. Cela a compensé, du moins en partie, les lacunes dans les enquêtes causées par l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la logistique des déplacements.

Non seulement la pandémie a eu une incidence sur les pouvoirs de la Commission en matière d'inspection, mais elle a également modifié les habitudes de travail dans de nombreux secteurs de l'économie de l'UE. L'augmentation du nombre de travailleurs travaillant à domicile se répercute sur la localisation des preuves potentielles d'une entente présumée et, par conséquent, sur la portée des inspections de la Commission. C'est pourquoi la Commission a eu recours, pour la première fois depuis de nombreuses années, à ses pouvoirs de perquisition du domicile privé de particuliers parallèlement à une inspection dans les locaux professionnels de l'employeur concerné.

En outre, la Commission a encore renforcé sa politique de procédures d'office pour générer de nouvelles affaires d'ententes. Sa stratégie en la matière se compose de plusieurs éléments, tels que l'outil de dénonciation, la coopération avec d'autres autorités et des parties prenantes externes et l'appui fourni par une unité d'analyse technico-légale spécialisée à des fins de renseignement au sein de la DG Concurrence, et ces éléments se complètent souvent au cours des différents stades d'une enquête. La DG Concurrence renforce en permanence son savoir-faire dans ce domaine, et le nombre croissant d'enquêtes ouvertes sur la base de ses efforts ex officio en atteste.

La Commission continue également d'investir dans le renforcement de sa politique de clémence. Le 25 octobre 2022, elle a publié un document «Questions et réponses» pour fournir des orientations sur sa politique et sa pratique en matière de clémence⁵³. Ce document comprend des précisions sur l'application de la communication sur la clémence et des informations sur les protections et les avantages juridiques offerts par le programme de clémence, établit de nouvelles modalités pratiques, concernant notamment l'identification des responsables de la clémence que les entreprises ou leurs représentants légaux peuvent contacter pour obtenir des conseils informels sur la clémence ou des orientations sur la présentation d'une demande de clémence, et indique l'intention de la Commission d'examiner des demandes de clémence sur une base «anonyme», sans devoir divulguer le secteur, les parties prenantes ou toute autre information permettant d'identifier l'entente potentielle.

L'outil *eLeniency*, lancé en 2019, a été essentiel pour la poursuite efficace du programme de clémence tout au long de la pandémie, car il a permis aux demandeurs de clémence de soumettre leurs documents en ligne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, avec les mêmes garanties que si les déclarations avaient lieu dans les locaux de la Commission. La Commission s'est appuyée sur ce succès et a modernisé l'outil en 2022 afin d'accroître sa fonctionnalité⁵⁴. L'outil *eLeniency* permet désormais une interaction bidirectionnelle efficace avec les parties, y compris durant la procédure de transaction, tout en préservant la confidentialité des documents soumis ou affichés dans le système.

⁵³ Voir communiqué de presse du 25 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_6373

⁵⁴ Voir communiqué de presse du 30 septembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_5845

En juillet 2022, la Commission a infligé une amende d'un montant total de 31,5 millions d'EUR aux producteurs de conditionnements métalliques *Crown* et *Silgan* dans le cadre d'une procédure de transaction pour leur participation à une entente concernant des boîtes, cannettes et fermetures métalliques en Allemagne⁵⁵. L'entente comportait deux volets: 1) des échanges bilatéraux réguliers entre les parties sur leurs volumes annuels passés de ventes de fermetures métalliques à leurs clients, et 2) dans le contexte de l'introduction de boîtes, cannettes et fermetures métalliques revêtues d'un vernis sans BPA (neuf à l'époque) en Allemagne, des échanges d'informations sur les intentions des parties d'imposer un prix plus élevé et d'appliquer des recommandations de durabilité minimale plus courte par rapport aux vernis contenant du BPA. *Crown* a bénéficié d'une réduction de 50 % de l'amende en vertu de la communication sur la clémence et les deux entreprises ont bénéficié d'une réduction de 10 % au titre de la communication relative aux procédures de transaction.

En novembre 2022, la Commission a infligé à *Sunpor*, *Synbra*, *Synthomer*, *Synthos* et *Trinseo* une amende d'un montant total de 157 millions d'EUR pour participation à une entente portant sur des achats sur le marché libre du monomère de styrène⁵⁶. Cette dernière affaire d'entente en matière d'achats montre l'intention de la Commission de poursuivre un large éventail de types d'ententes, dont les ententes plus traditionnelles de fixation des prix et de répartition du marché ainsi que, par exemple, les ententes portant sur des achats ou le marché de la main-d'œuvre ou les concertations relatives à des éléments autres que le prix et la production. Les enquêtes sur les ententes dans ces affaires contribuent à clarifier les frontières de la coopération légitime entre les entreprises.

En juin 2022, la Commission a informé *České dráhy* et *Österreichische Bundesbahnen*, les opérateurs ferroviaires historiques tchèque et autrichien, de sa conclusion préliminaire selon laquelle ces deux entreprises avaient enfreint les règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles en s'entendant sur le marché des wagons de voyageurs d'occasion dans le but de fausser la concurrence sur le marché du transport ferroviaire de voyageurs⁵⁷.

En juillet 2022, la Commission a informé *Alcogroup S.A.* et sa filiale *Alcodis S.A.* (ensemble ci-après «*Alcogroup*») ainsi que *Lantmännen ek för* et sa filiale *Lantmännen Agroetanol AB* (conjointement «*Agroetanol*») de sa conclusion préliminaire selon laquelle ces entreprises, ainsi que l'entreprise *Abengoa S.A.*, qui a conclu une transaction en décembre 2021⁵⁸, avaient enfreint les règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles en se concertant dans le but d'influencer le mécanisme de formation des prix de gros de l'éthanol en Europe⁵⁹.

⁵⁵ Affaire AT.40522, *Conditionnements métalliques*; voir, également, communiqué de presse du 12 juillet 2022 à l'adresse suivante:

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_4483

⁵⁶ Affaire AT.40547, *Monomère de styrène*; voir, également, communiqué de presse du 29 novembre 2022 à l'adresse suivante:

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7168

⁵⁷ Voir communiqué de presse du 10 juin 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_3585

⁵⁸ Affaire AT.40054, *Indices de référence de l'éthanol*; voir, également, communiqué de presse du 10 décembre 2021 à l'adresse suivante:

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_6769

⁵⁹ Affaire AT.40054, *Indices de référence de l'éthanol*.

En décembre 2022, la Commission a informé *Deutsche Bank* et *Rabobank* de son avis préliminaire selon lequel ces deux banques avaient enfreint les règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles en s'échangeant des informations commercialement sensibles et en coordonnant leurs stratégies en matière de prix et de négociation lors de la négociation d'obligations SSA (supra-souveraines, souveraines étrangères, sous-souveraines/d'organismes publics), d'obligations sécurisées et d'obligations garanties par l'État, toutes libellées en euros⁶⁰.

La Commission reste déterminée à enquêter sur les éventuels comportements anticoncurrentiels nuisant à la réalisation des transitions écologique et numérique. Elle a, entre autres, mené des inspections inopinées dans le secteur de l'automobile concernant une possible collusion en matière de collecte, de traitement et de valorisation des voitures et camionnettes hors d'usage considérées comme des déchets⁶¹.

Décisions en matière d'ententes 2022:

Intitulé de l'affaire	Date d'adoption	Amende infligée (en EUR)	Entreprise(s) concernée(s)	Procédure ayant conduit à l'adoption d'une décision d'interdiction
Conditionnements métalliques	12.7.2022	31 522 000	2	Transaction
Monomère de styrène	29.11.2022	157 072 000	5	Transaction
Total		188 594 000		

1.4. Coopération au sein du réseau européen de la concurrence ainsi qu'avec les juridictions nationales

1.4.1. Coopération avec les autorités nationales de concurrence au sein du réseau européen de la concurrence

Depuis 2004, la Commission et les ANC de tous les États membres de l'UE coopèrent par l'intermédiaire du réseau européen de la concurrence (REC)⁶². L'objectif du REC est de veiller à ce que le droit de la concurrence de l'UE soit appliqué de manière efficace et cohérente à l'encontre des entreprises qui se livrent à des pratiques commerciales qui restreignent la concurrence dans l'Union.

En 2022, la Commission a continué de veiller à l'application cohérente du règlement (CE) n° 1/2003⁶³ relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence (articles 101 et 102 du TFUE) par l'intermédiaire du REC. Deux des principaux mécanismes de coopération à cette fin

⁶⁰ Affaire AT.40512, *Obligations libellées en euros*; voir, également, communiqué de presse du 6 décembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7409

⁶¹ Voir communiqué de presse du 15 mars 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_1765

⁶² Communication de la Commission relative à la coopération au sein du réseau des autorités de concurrence (JO C 101 du 27.4.2004, p. 43, et JO C 374 du 13.10.2016, p. 10).

⁶³ Voir note de bas de page n° 2.

prévus dans ce règlement sont les obligations pour les ANC d'informer la Commission d'une nouvelle enquête au stade de la première mesure formelle d'enquête et de consulter la Commission au sujet des décisions envisagées. En 2022, 148 nouvelles enquêtes ont été ouvertes au sein du réseau et 78 décisions envisagées ont été soumises.

Outre ces mécanismes de coopérations prévus par le règlement (CE) n° 1/2003, d'autres flux de coopération du REC garantissent également une mise en œuvre cohérente des règles de concurrence de l'Union. Les membres du REC se réunissent régulièrement pour examiner, à un stade précoce, des problèmes concernant les politiques menées ainsi que des questions d'importance stratégique. En 2022, 45 réunions entre groupes de travail horizontaux et sous-groupes sectoriels, lors desquelles les agents des autorités de concurrence ont échangé leurs points de vue, ont été organisées.

1.4.2. La directive REC+

La directive REC+⁶⁴, visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence de l'UE dans le domaine des pratiques anticoncurrentielles, est entrée en vigueur le 4 février 2019. La directive REC+ vise à garantir que les ANC, lorsqu'elles appliquent les mêmes dispositions juridiques (à savoir les règles de l'UE relatives aux pratiques anticoncurrentielles), disposent d'outils de mise en œuvre efficaces et des ressources nécessaires pour détecter et sanctionner les entreprises qui enfreignent les articles 101 et 102 du TFUE. Elle vise également à leur assurer une totale indépendance lors de la prise de décisions, sur la base des faits et de la législation. Les nouvelles règles contribuent à l'édification d'un véritable marché unique, l'objectif général étant de promouvoir un marché intérieur ouvert, concurrentiel et innovant, la création d'emplois et la croissance.

Les États membres avaient jusqu'au 4 février 2021 pour transposer cette directive dans leur législation nationale. Le 19 mars 2021, la Commission a envoyé des lettres de mise en demeure ouvrant des procédures d'infraction à l'encontre de 22 États membres pour non-communication des mesures de transposition dans le délai imparti. En septembre 2022, la Commission a envoyé un avis motivé, deuxième étape de la procédure d'infraction, à quatre États membres qui n'avaient toujours pas communiqué de mesures de transposition. En décembre 2022, 21 États membres avaient notifié une transposition complète de la directive et trois États membres, une transposition au moins partielle. La Commission vérifiera l'exhaustivité et la conformité de leurs mesures nationales de transposition. La Commission continue d'aider les autres États membres dans les dernières étapes de leurs processus de transposition respectifs.

1.4.3. Coopération avec les juridictions nationales

Outre sa coopération avec les ANC dans le cadre du REC, la Commission a poursuivi sa collaboration avec les juridictions nationales. Elle aide les juridictions nationales à faire respecter les règles de concurrence de l'Union de manière efficace et cohérente en fournissant

⁶⁴ Directive (UE) 2019/1 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur (JO L 11 du 14.1.2019, p. 3).

des informations relatives aux dossiers, en leur faisant part de son avis sur des questions de fond, ou encore en intervenant en qualité d'*amicus curiae* dans les procédures pendantes devant lesdites juridictions.

1.4.4. Mise en œuvre des règles de concurrence par la sphère privée

La directive 2014/104/UE sur les actions en dommages et intérêts pour infraction au droit de la concurrence (la «directive relative aux dommages et intérêts»)⁶⁵ vise à garantir que toute personne lésée par une infraction aux règles de concurrence de l'Union peut effectivement bénéficier du droit à réparation devant les juridictions nationales. Comme indiqué dans le rapport au Parlement européen et au Conseil de décembre 2020 sur la mise en œuvre de la directive relative aux dommages et intérêts⁶⁶, depuis l'adoption de cette directive en 2014, le nombre d'actions en dommages et intérêts devant les juridictions nationales a considérablement augmenté et les actions en dommages et intérêts se sont largement généralisées dans l'Union. Il en a aussi résulté un certain nombre de renvois préjudiciels à la Cour de justice en vertu de l'article 267 du TFUE, lesquels contribuent à clarifier davantage les aspects centraux de la mise en œuvre du droit de la concurrence de l'UE par la sphère privée ainsi que l'interprétation de la directive relative aux dommages et intérêts. Les actions en dommages et intérêts sont encore nombreuses à être des actions de suivi, dans le cadre desquelles la personne lésée par une infraction au droit de la concurrence demande des dommages et intérêts à la suite d'une décision finale d'une autorité de concurrence.

La Commission continue de suivre l'application de la directive relative aux dommages et intérêts par les juridictions nationales des États membres dans la perspective d'une révision de celle-ci, dès que l'expérience acquise dans l'application de ses règles sera suffisante.

⁶⁵ Directive 2014/104/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'Union européenne (JO L 349 du 5.12.2014, p. 1).

⁶⁶ Document de travail des services de la Commission sur la mise en œuvre de la directive 2014/104/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'Union européenne [SWD(2020) 338 final du 14.12.2020].

2. CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

Le contrôle des concentrations dans l'UE

L'objectif du contrôle des concentrations effectué par l'UE est de veiller à ce que les structures de marché demeurent concurrentielles tout en permettant une restructuration sans heurts du secteur concerné, et ce non seulement pour les entreprises établies dans l'UE, mais pour toutes les entreprises présentes sur les marchés de l'UE. La restructuration industrielle constitue un moyen important de favoriser la répartition efficace des actifs de production. Toutefois, dans certains cas, la consolidation de l'industrie peut entraîner des effets dommageables sur la concurrence, compte tenu du degré de pouvoir de marché des entreprises parties à la concentration et d'autres caractéristiques du marché. Le contrôle des concentrations dans l'UE permet d'éviter les modifications de la structure des marchés qui entraînent des effets dommageables sur la concurrence.

Le contrôle des concentrations dans l'UE garantit que toutes les entreprises actives sur les marchés de l'UE puissent exercer leurs activités dans des conditions de concurrence loyales et équitables. Les projets d'opérations susceptibles de fausser la concurrence font l'objet d'une surveillance étroite par la Commission. Si cela est nécessaire pour protéger la concurrence, la Commission peut donner aux entreprises qui fusionnent la possibilité de lever les inquiétudes au sujet de la concurrence en offrant des engagements. Si des engagements suffisants ne peuvent être trouvés ou convenus, la Commission peut interdire l'opération. Dans ses appréciations, la Commission tient compte des gains d'efficacité qui pourraient résulter des concentrations. Les gains d'efficacité peuvent avoir des effets positifs sur les coûts et l'innovation, par exemple, à condition qu'ils soient vérifiables, spécifiques aux concentrations et susceptibles d'être répercutés sur les consommateurs.

Les tendances récentes en matière de mise en œuvre

L'activité de la Commission en matière de mise en œuvre est restée intense, la Commission ayant adopté un total de 368 décisions sur des concentrations en 2022 (371 notifications). En outre, en 2022, la Commission a reçu 26 mémoires motivés soumis par des parties notifiantes dans leur dossier de prénotification afin de demander le renvoi d'un dossier de la Commission à une ANC ou inversement. La Commission a accepté d'examiner deux opérations à la suite d'un renvoi au titre de l'article 22 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil (le «règlement de l'UE sur les concentrations»)⁶⁷ et a renvoyé, en application de l'article 9 de ce règlement, une opération pour examen par les ANC.

La grande majorité des concentrations notifiées en 2022 n'ont pas posé de problèmes de concurrence et ont été passées en revue rapidement. La procédure simplifiée a été appliquée à 78 % de l'ensemble des opérations notifiées en application du règlement de l'UE sur les concentrations en 2022. L'activité de mise en œuvre de la Commission dans le domaine des concentrations a néanmoins été intense en 2022, à la fois en raison du nombre considérable d'opérations notifiées et en raison de la complexité d'un grand nombre d'affaires. En outre, la Commission est intervenue dans 14 affaires. Un nombre croissant d'opérations notifiées concernaient des secteurs déjà caractérisés par une importante concentration. Pour examiner ces opérations, la Commission a dû analyser attentivement leur incidence potentielle sur la

⁶⁷ Règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises (JO L 24 du 29.1.2004, p. 1).

concurrence au moyen de techniques quantitatives complexes et d'outils d'enquête qualitative approfondie.

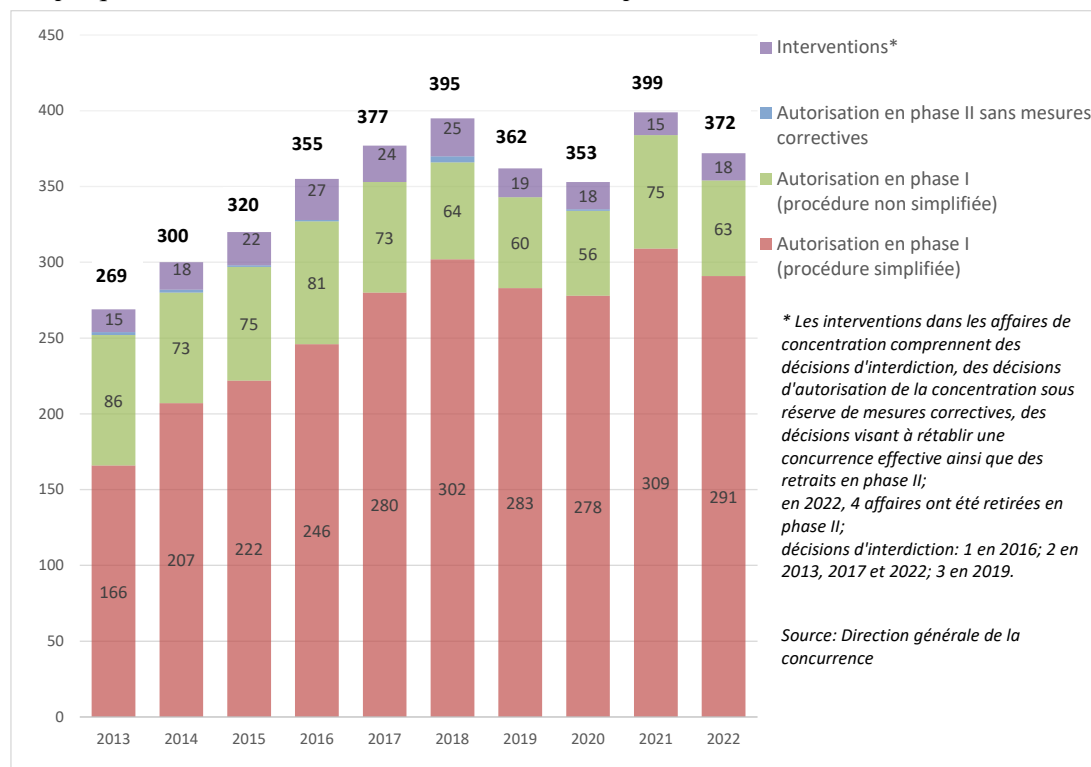
En 2022, la Commission a ouvert une enquête approfondie («de phase II») dans huit cas. Ces cas concernaient diverses filières de l'économie, tels que les panneaux en carton bois, les marchés de détail des carburants, les marchés de détail de la fourniture de services d'internet fixe et de services audiovisuels, l'ensemble de la chaîne de valeur du livre dans les pays francophones, les produits en aluminium recyclé, le marché des agences de voyages en ligne dans le domaine de l'hébergement, les jeux vidéo ainsi que les logiciels de virtualisation.

Conformément aux tendances observées ces dernières années, en 2022, la Commission a examiné des concentrations dans le secteur du numérique. Par exemple, la Commission a adopté, à la suite d'une enquête approfondie, une décision d'autorisation dans l'affaire *Meta/Kustomer*, concernant une opération sur le marché de la fourniture de logiciels de gestion des relations avec la clientèle, et a ouvert une enquête approfondie sur le projet d'acquisition d'*Activision* par *Microsoft*, étant donné que l'opération pourrait sensiblement réduire le jeu de la concurrence sur le marché de la distribution de jeux vidéo pour consoles et PC, y compris les services d'abonnement de jeux vidéo et/ou de jeu en streaming dans le nuage, et sur le marché des systèmes d'exploitation pour PC.

L'activité de la Commission en matière de mise en œuvre des règles relatives aux concentrations est restée à un niveau comparable à celui de ces dernières années. La Commission a adopté 368 décisions en matière de concentrations dans différents secteurs, et 291 opérations ont été autorisées à la suite d'une procédure simplifiée. La Commission est intervenue dans 14 projets d'acquisition, dont 12 ont été autorisés à certaines conditions. Quatre opérations notifiées ont été abandonnées par les parties et retirées au cours de la phase II durant l'enquête approfondie. Enfin, la Commission a interdit deux opérations en 2022⁶⁸.

⁶⁸ Affaires M.9343, *Hyundai Heavy Industries Holdings (HHIH)/Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering CO., Ltd (DSME)*, et M.10188, *Illumina/Grail*, décision d'interdiction du 6 septembre 2022.

Graphique n° 3: Résultats des concentrations sur la période 2013-2022



La plupart des mesures correctives acceptées par la Commission en 2022 consistaient en des cessions d'actifs corporels ou incorporels, ce qui confirme la préférence générale de la Commission pour les mesures correctives structurelles dans les affaires de concentration, mesures qui sont les plus à même de remédier de manière durable aux préoccupations de concurrence engendrées par une concentration.

Outre les mesures correctives proposées dans le cadre des enquêtes de phase II, en 2022, la Commission a également autorisé des opérations sous réserve de mesures correctives lorsque les parties notifiantes ont proposé des mesures correctives complètes dès la phase I, y compris dans le cas de certaines opérations complexes telles que l'acquisition d'*Equans* par *Bouygues*⁶⁹ ou l'acquisition par *Celanese* de l'activité «Mobilité & Matériaux» de *DuPont*⁷⁰.

En 2022, à la suite de l'acquisition de *GRAIL* réalisée prématurément par *Illumina* en 2021 avant l'issue de l'examen de l'opération de concentration et la décision d'interdiction ultérieure de 2022, la Commission a adopté des mesures provisoires conformément à l'article 8, paragraphe 5, point c), du règlement de l'UE sur les concentrations, afin de rétablir et de maintenir les conditions d'une concurrence effective⁷¹.

⁶⁹ Affaire M.10575, *Bouygues/Equans*; voir, également, communiqué de presse du 19 juillet 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_4603

⁷⁰ Affaire M.10721, *Celanese/DuPont*; voir, également, communiqué de presse du 11 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_6114

⁷¹ Affaire M.10938, *Illumina/Grail* [mesures provisoires au titre de l'article 8, paragraphe 5, point c)]. Ces mesures provisoires remplacent les mesures provisoires imposées par la Commission conformément à la décision adoptée le 29 octobre 2021 dans l'affaire M.10493 en vertu de l'article 8, paragraphe 5, point a), du règlement sur les concentrations.

Enfin, le 21 février 2022, la Commission a conclu à une violation de l'article 21 du règlement de l'UE sur les concentrations et a ordonné à la Hongrie de retirer son veto à l'acquisition de deux filiales hongroises d'*AEGON* par *VIG*, des entreprises toutes actives dans le secteur de l'assurance, pour le 18 mars 2022⁷².

2.2. Évaluation de certains aspects procéduraux et juridictionnels du contrôle des concentrations dans l'UE

À la suite d'une consultation des parties prenantes en mai et juin 2022, la Commission a achevé son analyse d'impact concernant les options stratégiques pour une nouvelle simplification des procédures de concentration⁷³. Le 28 octobre 2022, le comité d'examen de la réglementation de la Commission a rendu un avis favorable sur le rapport d'analyse d'impact. Une fois adoptés, le règlement d'application révisé et la communication révisée relative à une procédure simplifiée permettront une simplification plus poussée grâce à l'introduction de nouvelles catégories d'opérations soumises à la procédure simplifiée, à la rationalisation des procédures de la Commission en matière de concentrations et à l'adoption de la notification électronique en tant que mode par défaut de notification des opérations de concentration.

2.3. Communication sur la définition du marché

En 2022, la Commission a poursuivi son réexamen de la communication de 1997 sur la définition du marché en cause aux fins du droit communautaire de la concurrence (la «communication sur la définition du marché»)⁷⁴. La définition du marché est une première étape importante dans l'appréciation des affaires de concentration et de la plupart des affaires portant sur des pratiques anticoncurrentielles; elle sert à définir les limites de la concurrence entre les entreprises. C'est la première fois depuis son adoption en 1997 que la communication fait l'objet d'une révision. Sur la base des résultats de l'évaluation de la communication sur la définition du marché, résumés dans un document de travail des services de la Commission de juillet 2021⁷⁵, la Commission a lancé le 8 novembre 2022 une consultation publique sur un projet de communication révisée sur la définition du marché, qui prendra fin à la mi-janvier 2023. Le principal objectif du projet de communication révisée sur la définition du marché est d'offrir davantage d'orientations, de transparence et de sécurité juridique aux entreprises afin de faciliter le respect des règles, y compris au moyen d'exemples concrets. L'objectif consiste également à contribuer à une mise en œuvre plus efficace par la Commission et les ANC. La Commission entend adopter la communication révisée sur la définition du marché avant la fin de 2023.

⁷² Affaire M.10494, *VIG/Aegon CEE* (procédure au titre de l'article 21). L'opération avait déjà été autorisée sans condition par la Commission le 12 août 2021; voir: affaire M.10102.

⁷³ Voir: https://competition-policy.ec.europa.eu/public-consultations/2022-merger-simplification_fr

⁷⁴ Communication de la Commission sur la définition du marché en cause aux fins du droit communautaire de la concurrence (JO C 372 du 9.12.1997, p. 5).

⁷⁵ Document de travail des services de la Commission — Évaluation de la communication de la Commission sur la définition du marché en cause aux fins du droit communautaire de la concurrence du 9 décembre 1997 [SWD(2021) 199 final du 12.7.2021], https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-07/evaluation_market-definition-notice_en.pdf

2.4. Arrêts importants des juridictions de l'UE en matière de contrôle des concentrations

Le 23 février 2022, le Tribunal a rejeté les recours en dommages et intérêts introduits par *UPS* et *ASL*, qui réclamaient un montant total de 2 milliards d'EUR⁷⁶. Selon le Tribunal, dans l'affaire *UPS*, les conditions n'étaient pas remplies pour que soit engagée la responsabilité non contractuelle au titre de l'article 340 du TFUE. Toutefois, le Tribunal a condamné la Commission à payer un tiers des dépens exposés par *UPS*, en réparation de la violation suffisamment caractérisée par la Commission des droits procéduraux d'*UPS* lors de la procédure administrative ayant abouti à la décision d'interdiction en 2013. *UPS* a formé un pourvoi contre cet arrêt. Dans l'affaire *ASL*, le Tribunal a jugé que le simple renvoi global aux demandes d'*UPS* effectué par *ASL* pour fonder ses propres demandes était irrecevable.

Dans un arrêt important en matière de réalisation anticipée d'une opération de concentration, les juridictions de l'Union ont confirmé l'approche de la Commission. Le 18 mai 2022, le Tribunal a confirmé dans son intégralité la décision de la Commission dans l'affaire *Canon*⁷⁷. Le Tribunal a jugé que la réalisation partielle d'une concentration au moyen d'une structure de portage contribue au changement de contrôle final envisagé et peut être sanctionnée simultanément par une amende pour violation de l'article 4, paragraphe 1, du règlement de l'UE sur les concentrations et par une amende pour violation de l'article 7, paragraphe 1, dudit règlement.

Le même jour, le Tribunal a également rejeté le recours introduit par *Wieland* contre la décision de la Commission de 2019 interdisant l'acquisition par *Wieland* d'*Aurubis Rolled Products* et de la participation détenue par *Aurubis* dans *Schwermetall*⁷⁸. Dans son arrêt, le Tribunal a confirmé que l'approche de la Commission concernant la définition du marché des produits en cuivre était appropriée et correspondait à la réalité du marché. Il a également confirmé l'appréciation de la Commission concernant le risque de création d'une entrave significative à une concurrence effective sur les marchés des produits laminés en cuivre dans l'EEE. En outre, le Tribunal a confirmé le rejet par la Commission des engagements proposés par *Wieland* au motif que ceux-ci n'étaient ni efficaces ni complets.

Le 22 juin 2022, le Tribunal a confirmé la décision de la Commission de 2019 interdisant la création d'une entreprise commune par *Tata Steel* et *thyssenkrupp*⁷⁹. Dans son arrêt, le Tribunal a pleinement confirmé l'appréciation de la Commission et confirmé le constat d'une entrave significative à une concurrence effective dans l'EEE sur les marchés de certains produits d'acier destinés à l'automobile, pour lesquels le Tribunal a jugé que la concentration éliminerait une importante contrainte concurrentielle, et sur les marchés des produits d'acier destinés à l'emballage, pour lesquels l'entité issue de la concentration obtiendrait une position dominante sur certains segments. Le Tribunal a en outre constaté que la Commission avait à bon droit conclu que les mesures correctives proposées par les parties étaient insuffisantes pour éliminer les entraves significatives à une concurrence effective recensées.

⁷⁶ Arrêts du Tribunal du 23 février 2022, affaires parallèles T-834/17, *UPS/Commission*, EU:T:2022:84, et T-540/18, *ASL/Commission*, EU:T:2022:85. *UPS* a formé un pourvoi contre l'arrêt dans l'affaire T-834/17.

⁷⁷ Arrêt du Tribunal du 18 mai 2022, affaire T-609/19, *Canon Inc./Commission européenne*, EU:T:2022:299.

⁷⁸ Arrêt du Tribunal du 18 mai 2022, affaire T-251/19, *Wieland-Werke AG/Commission européenne*, EU:T:2022:296.

⁷⁹ Arrêt du Tribunal du 22 juin 2022, affaire T-584/19, *thyssenkrupp AG/Commission européenne*, EU:T:2022:386.

Enfin, le Tribunal a confirmé les décisions de renvoi de la Commission en vertu de l'article 22 du règlement de l'UE sur les concentrations dans l'affaire *Illumina/GRAIL*, affaire durant laquelle la Commission a appliqué pour la première fois son approche recalibrée des renvois d'opérations de concentration au titre de l'article 22 du règlement de l'UE sur les concentrations. Cette décision faisait suite à l'annonce de la vice-présidente exécutive, Margrethe Vestager, selon laquelle la Commission ne dissuaderait plus les États membres de demander le renvoi d'affaires qui ne sont pas soumises à l'obligation de notification dans l'État membre concerné, afin de garantir que les concentrations entre des entreprises dont le (faible) chiffre d'affaires ne reflète pas de manière appropriée leur importance pour la concurrence peuvent faire l'objet d'un examen. En mars 2021, la Commission a publié des orientations à cet égard. *Illumina*, soutenue par *GRAIL*, a contesté les décisions de la Commission du 19 avril 2021 de se déclarer compétente dans cette affaire après un tel renvoi. Le 13 juillet 2022, le Tribunal a rejeté le recours⁸⁰. Les répercussions de cet arrêt sont très importantes, le Tribunal ayant confirmé, entre autres, que les opérations visées à l'article 22 du règlement de l'UE sur les concentrations ne doivent pas nécessairement relever du champ d'application des règles en matière de contrôle des concentrations dans l'État membre demandant le renvoi. L'arrêt du Tribunal fait actuellement l'objet d'un pourvoi devant la Cour de justice.

3. CONTRÔLE DES AIDES D'ÉTAT

Le **contrôle des aides d'État** fait partie intégrante de la politique de concurrence de l'UE et constitue un garde-fou indispensable pour préserver le bon fonctionnement de la concurrence et du libre-échange au sein du marché unique.

Le traité pose le principe que les aides d'État qui faussent ou menacent de fausser la concurrence sont interdites dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres (article 107, paragraphe 1, du TFUE). Cependant, les aides d'État qui contribuent à des objectifs d'intérêt commun clairement définis sans fausser indûment la concurrence entre les entreprises ni les échanges entre États membres peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur (en vertu de l'article 107, paragraphe 3, du TFUE).

Les objectifs des activités de la Commission en matière de contrôle des aides d'État consistent à veiller à ce que l'aide favorise la croissance, soit efficace, effective et mieux ciblée en période de contraintes budgétaires, et à ce qu'elle ne restreigne pas la concurrence, mais remédie aux défaillances du marché dans l'intérêt de l'ensemble de la société. En outre, la Commission agit pour prévenir et récupérer les aides d'État incompatibles avec le marché intérieur.

En 2022, la Commission a continué d'appliquer l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte de la pandémie de COVID-19, adopté en 2020 et modifié à six reprises en tout, tout en s'engageant sur la voie de sa suppression progressive. Cet encadrement temporaire a permis de fournir une aide publique bien ciblée pour remédier à la grave perturbation de l'économie des États membres en neutralisant les perturbations causées par la pandémie et pour préserver la continuité de l'activité économique. En outre, la Commission a adopté en mars 2022 un encadrement temporaire de

⁸⁰ Arrêt du Tribunal du 13 juillet 2022, affaire T-227/21, *Illumina, Inc./Commission européenne*, EU:T:2022:447.

crise afin de permettre aux États membres d'exploiter la flexibilité prévue par les règles en matière d'aides d'État pour soutenir l'économie dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, tout en limitant les conséquences négatives sur l'équité des conditions de concurrence au sein du marché unique.

Afin de préparer la sortie de la crise économique et sociale causée par la COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie en vue d'une reprise durable et résiliente de l'économie de l'UE, en mettant l'accent sur les transitions écologique et numérique et sur la diminution de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, la DG Concurrence et d'autres services de la Commission ont continué d'aider les États membres à élaborer leurs plans pour la reprise et la résilience (PRR). En plus de traiter aussi rapidement que possible les dossiers d'aides d'État concernant des mesures au titre de la FRR, la DG Concurrence a continué de fournir des orientations pratiques sur les notifications des aides d'État⁸¹ et des modèles d'orientation afin d'aider les États membres à concevoir les éléments d'aide d'État de leurs PRR dans le respect des règles de l'UE en matière d'aides d'État, ainsi que des orientations sur les aspects liés aux aides d'État des types d'investissements qui devraient être communs à la plupart de ces plans⁸².

Outre ses activités en matière de réaction à la crise et de relance, la Commission a adopté en 2022 les lignes directrices révisées de l'UE concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie (les «CEEAG»), l'encadrement révisé des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation (l'«encadrement RDI»), de nouvelles lignes directrices relatives au haut débit, des versions révisées des lignes directrices et du règlement d'exemption par catégorie pour le secteur agricole et des versions révisées des lignes directrices et du règlement d'exemption par catégorie pour le secteur de la pêche. Elle a également poursuivi ses travaux sur la révision du règlement général d'exemption par catégorie visant à tenir compte des transitions écologique et numérique, en consultant les États membres sur un projet mis à jour en septembre, et sur la révision du règlement de minimis dans le secteur de la pêche. L'examen des règles et orientations sectorielles est présenté plus en détail ci-dessous dans la partie II «Situation par secteur» du présent document de travail des services de la Commission.

3.1. Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le 23 mars 2022, la Commission a adopté un encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine (ETC)⁸³. L'ETC permet d'apporter un soutien à la liquidité à toutes les entreprises qui sont directement ou indirectement touchées par la crise et d'aider les entreprises, en particulier les consommateurs commerciaux grands consommateurs d'énergie, afin de compenser une partie de l'augmentation de leurs coûts énergétiques due au choc sur les prix

⁸¹ Voir: https://competition-policy.ec.europa.eu/system/files/2022-02/practical_guidance_to_MS_for_notifications_under_RRF.pdf

⁸² Voir: https://competition-policy.ec.europa.eu/state-aid/coronavirus/rrf-guiding-templates_fr

⁸³ Communication de la Commission — Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine (JO C 131I du 24.3.2022, p. 1).

depuis l'invasion russe, tout en incluant un certain nombre de garde-fous visant à préserver des conditions de concurrence équitables.

Le 20 juillet 2022, la Commission a modifié l'ETC⁸⁴ afin de compléter le train de mesures de préparation à l'hiver⁸⁵, dans le respect des objectifs du plan REPowerEU⁸⁶.

Le 28 octobre 2022, la Commission a adopté une communication remplaçant l'ancien ETC par un ETC mis à jour⁸⁷. Celui-ci fixe les grands principes des recapitalisations potentielles, en particulier pour les entreprises du secteur de l'énergie, augmente les niveaux d'aide maximaux autorisés pour les aides de faible ampleur et prévoit une flexibilité supplémentaire pour les garanties destinées aux entreprises du secteur de l'énergie afin de couvrir leurs besoins de liquidités. De plus, il simplifie et adapte les règles d'octroi des aides compte tenu de l'augmentation des coûts de l'énergie.

Un besoin particulier de soutien à la liquidité est apparu dans le secteur de l'énergie, en particulier un besoin accru de garanties financières pour les activités commerciales sur le marché de l'énergie. L'ETC tient compte de cette particularité en prévoyant un régime temporaire plus permissif pour ce type de soutien à la liquidité. La Commission a autorisé des régimes sectoriels au Danemark, en Belgique et en Finlande⁸⁸.

En 2022, la Commission a adopté 195 décisions autorisant 182 mesures nationales notifiées par 27 États membres. Le budget global que les États membres ont notifié à la Commission pour ces mesures d'aide d'État s'élevait à environ 670 milliards d'EUR. Quelque 53 % des aides autorisées avaient été notifiées par l'Allemagne, 24 % par la France et 7 % par l'Italie⁸⁹, ces pourcentages ne correspondant toutefois pas aux montants effectivement versés.

3.2. Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19

En mars 2020, la Commission avait adopté un encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (l'«encadrement temporaire»)⁹⁰ afin que les États membres puissent exploiter toute la

⁸⁴ Communication de la Commission — Modification de l'encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine (JO C 280 du 21.7.2022, p. 1). La première modification comportait des dispositions permettant aux États membres de fournir un soutien afin d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables et de faciliter la décarbonation des procédés industriels.

⁸⁵ Proposition de règlement du Conseil arrêtant des mesures coordonnées de réduction de la demande de gaz [COM(2022) 361 final du 20.7.2022].

⁸⁶ Communication de la Commission — Plan REPowerEU [COM(2022) 230 final du 18.5.2022].

⁸⁷ Communication de la Commission — Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine (JO C 426 du 9.11.2022, p. 1). Cet encadrement temporaire de crise remplace l'encadrement temporaire de crise adopté le 23 mars 2022, tel que modifié le 20 juillet 2022 (l'«encadrement temporaire de crise précédent»). L'encadrement temporaire de crise précédent a cessé d'être en vigueur le 27 octobre 2022.

⁸⁸ Affaire SA.104273, *Belgique — ETC — Régime d'aides d'État dans le contexte de la crise économique causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine*; affaire SA.104602, *Danemark — ETC — Régime de garantie pour les garanties financières en faveur des entreprises des secteurs de l'électricité et du gaz*; affaire SA.104224, *Finlande — ETC — Aides d'État de soutien de trésorerie dans le secteur de l'énergie*; affaire SA.104267, *Finlande — ETC — Prêts bonifiés dans le secteur de l'énergie*.

⁸⁹ Source: direction générale de la concurrence.

⁹⁰ Communication de la Commission — Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (JO C 91I du 20.3.2020, p. 1), telle que modifiée par

flexibilité offerte par les règles en matière d'aides d'État pour soutenir l'économie. L'encadrement temporaire, initialement adopté avec une date d'expiration fixée au 31 décembre 2020, prévoyait un certain nombre de mesures d'aide que la Commission considère comme compatibles au regard de l'article 107, paragraphe 3, point b), et de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE, telles que des montants d'aide limités et les garanties publiques sur les prêts contractés. L'encadrement temporaire avait pour objectif de permettre aux États membres de remédier aux difficultés des entreprises résultant de la pandémie, tout en préservant l'intégrité du marché intérieur de l'Union et en garantissant une concurrence libre et loyale. L'encadrement temporaire comprenait certaines exigences liées aux transitions écologique et numérique. Les grandes entreprises qui ont reçu une aide à la recapitalisation doivent rendre compte de la manière dont l'aide reçue soutient leurs activités conformément aux objectifs de l'Union et aux obligations nationales liés aux transitions écologique et numérique, y compris l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050 visé par l'Union.

En mai 2022, la Commission a annoncé qu'elle supprimerait progressivement l'encadrement temporaire le 30 juin 2022, à quelques exceptions près. Plus particulièrement, des mesures de soutien à l'investissement et à la solvabilité peuvent encore être mises en place jusqu'au 31 décembre 2023. En outre, l'encadrement temporaire prévoit déjà une transition souple, dans les limites de garde-fous clairement définis, en particulier pour les options de conversion et de restructuration des instruments de dette, comme les prêts et les garanties, en d'autres formes d'aide, telles que des subventions directes, jusqu'au 30 juin 2023.

En 2022, la Commission a adopté 217 décisions autorisant 123 nouvelles mesures nationales en réponse à la grave perturbation de l'économie liée à la flambée de COVID-19. Le budget total notifié à la Commission pour ces mesures d'aide d'État s'élevait à environ 29 milliards d'EUR.

3.3. Facilité pour la reprise et la résilience (FRR)

La mise en œuvre des plans nationaux pour la reprise et la résilience (PRR) dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) a bien progressé. Le contrôle des aides d'État continue de garantir que les distorsions de concurrence que les mesures incluses dans les PRR pourraient entraîner sont limitées au minimum nécessaire. Cela aidera les entreprises européennes à devenir résilientes, saines et compétitives après la crise économique et sociale causée par la COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Toute mesure constituant une aide d'État doit être notifiée à la Commission, sauf si elle est mise en œuvre en vertu d'un règlement d'exemption par catégorie ou d'un régime autorisé existant. Pour faciliter ce processus, la DG Concurrence a publié des orientations pratiques à l'attention des États membres afin de garantir un traitement rapide des notifications d'aides d'État dans le cadre de la FRR⁹¹, et elle continuera à leur fournir des orientations et des modèles.

les communications de la Commission C(2020) 2215 (JO C 112I du 4.4.2020, p. 1); C(2020) 3156 (JO C 164 du 13.5.2020, p. 3); C(2020) 4509 (JO C 218 du 2.7.2020, p. 3); C(2020) 7127 (JO C 340I du 13.10.2020, p. 1); C(2021) 564 (JO C 34 du 1.2.2021, p. 6); C(2021) 8442 (JO C 473 du 24.11.2021, p. 1); et C(2022) 7902 du 28 octobre 2022.

⁹¹ Voir:

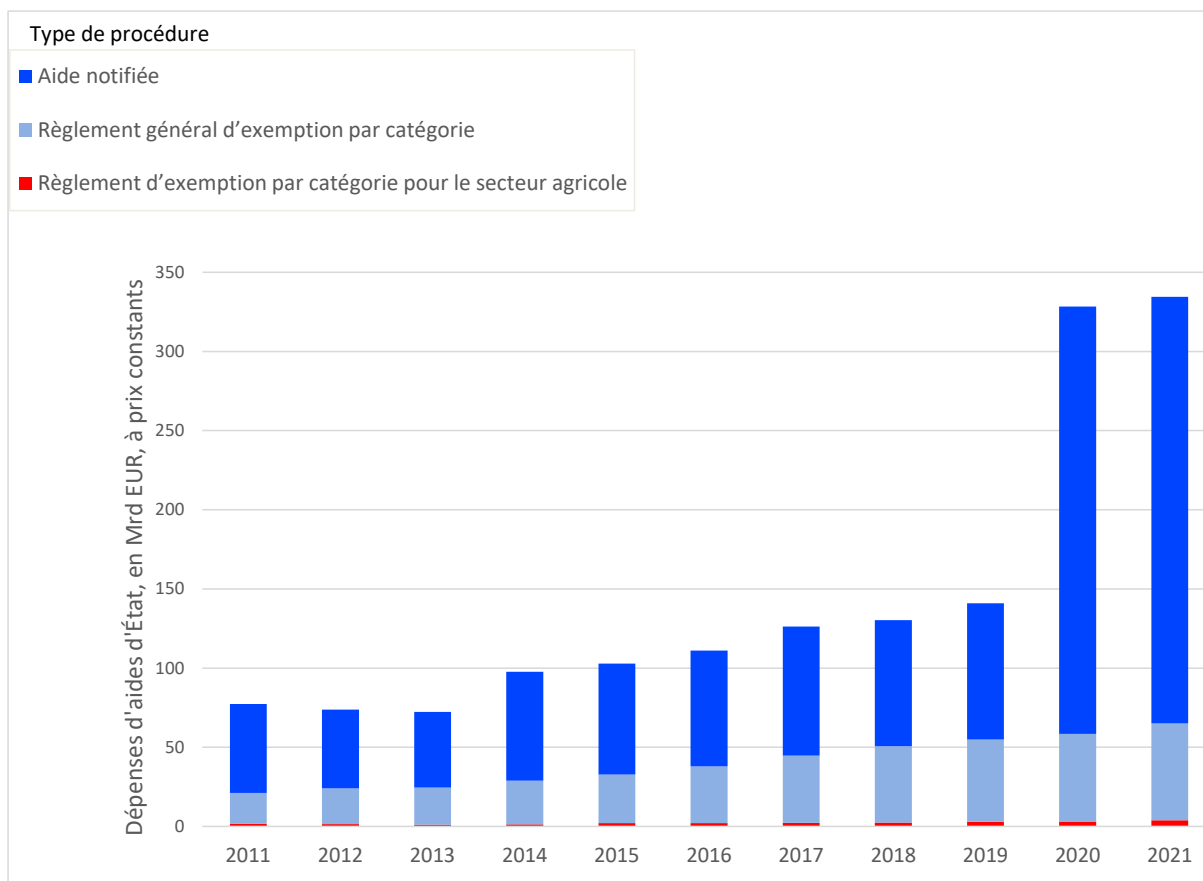
https://ec.europa.eu/competition/state_aid/what_is_new/practical_guidance_to_MS_for_notifications_under_RRF.pdf

3.4. Aides en faveur d'objectifs horizontaux

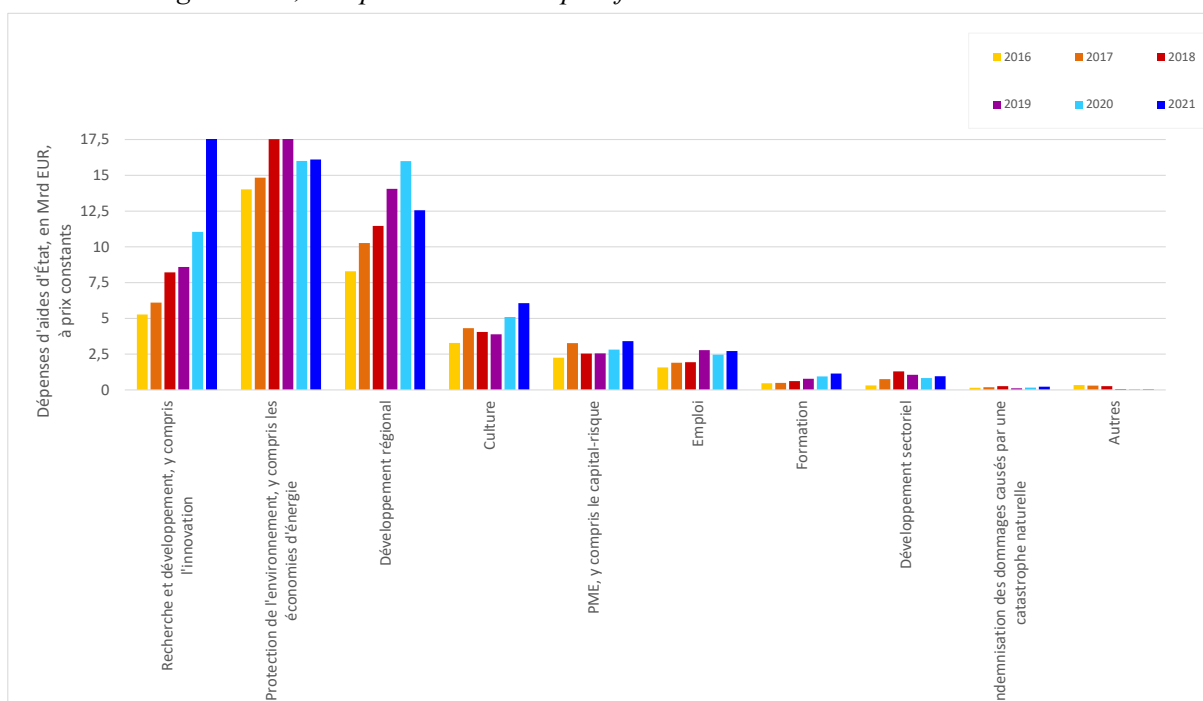
Au fil des ans, l'architecture du contrôle des aides d'État a évolué. Aujourd'hui, une part importante des aides sont octroyées dans le cadre de régimes bénéficiant d'une exemption par catégorie, qui ne font pas l'objet d'un examen par la Commission avant leur entrée en vigueur. Les aides d'État en faveur d'objectifs horizontaux représentent généralement l'écrasante majorité de l'ensemble des aides. Les règlements d'exemption par catégorie (règlement général d'exemption par catégorie, règlement d'exemption par catégorie pour le secteur agricole, règlement d'exemption par catégorie pour le secteur de la pêche)⁹² autorisent déjà les États membres à mettre en œuvre un large éventail de mesures de soutien public dans des domaines tels que la recherche et le développement, la protection de l'environnement, la connectivité à haut débit, le développement régional ou le soutien aux PME, sans notification préalable si certaines conditions sont remplies. Comme l'illustrent les graphiques ci-dessous, une grande partie des aides horizontales relèvent du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC).

Graphique n° 4: Dépenses d'aides d'État sur la période 2011-2021

⁹² Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (JO L 187 du 26.6.2014, p. 1); règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 193 du 1.7.2014, p. 1); règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 369 du 24.12.2014, p. 37).



Graphique n° 5: Dépenses d'aides d'État couvertes par le RGEC dans l'UE, par objectif, à l'exclusion des aides à l'agriculture, à la pêche et au transport ferroviaire



3.4.1. Évaluation des régimes d'aides

L'évaluation des régimes d'aides est également une exigence introduite par la modernisation du contrôle des aides d'État⁹³. L'objectif est de recueillir les éléments nécessaires pour mieux comprendre les effets, tant positifs que négatifs, de l'aide et d'apporter une contribution à l'élaboration future de l'action des États membres et de la Commission. Depuis le 1^{er} juillet 2014, l'évaluation est exigée pour les régimes RGEC de grande ampleur dans certaines catégories d'aide⁹⁴, ainsi que pour une sélection de régimes notifiés relevant de la nouvelle génération de lignes directrices relatives aux aides d'État⁹⁵.

À la fin de l'année 2022, la Commission avait approuvé des plans d'évaluation couvrant 118 régimes d'aides d'État. Dix autres régimes étaient encore en cours d'examen, couvrant au total 19 États membres⁹⁶ et le Royaume-Uni. La plupart de ces décisions concernaient soit des projets d'aides de grande ampleur à finalité régionale ou à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) au titre du RGEC, soit des régimes notifiés dans les domaines de l'énergie et du haut débit. Ces régimes représentent au total plus de 62 milliards d'EUR du budget annuel consacré aux aides d'État. À la fin de l'année 2022, les États membres avaient communiqué à la Commission 32 rapports d'évaluation intermédiaires et 36 rapports d'évaluation finaux, qui ont été évalués par les services de la Commission et jugés d'une qualité moyenne à bonne⁹⁷.

En 2022, la Commission a poursuivi l'harmonisation de l'obligation d'évaluation entre les bases juridiques. Elle a lancé ce processus en 2021 afin de tenir compte de l'expérience acquise au cours des années précédentes ainsi que de l'étude exploratoire et du bilan de qualité de 2020 pour évaluer la mise en œuvre de l'obligation d'évaluation prévue par le RGEC et les lignes directrices pertinentes. La version révisée de l'obligation d'évaluation figure déjà dans les lignes directrices nouvellement approuvées concernant les aides d'État à finalité régionale, le financement des risques et le système d'échange de quotas d'émission (SEQE).

En 2022, la Commission a repris les ateliers annuels ad hoc avec des représentants des États membres et des experts en évaluation, qui avaient été suspendus en raison de la situation liée à la COVID-19. La priorité actuelle de la Commission est d'évaluer de manière exhaustive les rapports d'évaluation, tant intermédiaires que finaux, afin de: i) fournir un retour

⁹³ Voir: https://competition-policy.ec.europa.eu/state-aid/legislation/modernisation_fr

⁹⁴ Régimes dont le budget annuel moyen affecté aux aides d'État est supérieur à 150 millions d'EUR dans les domaines des aides à finalité régionale, des aides aux PME et à l'accès au financement, des aides à la recherche, au développement et à l'innovation, des aides à l'environnement et à l'énergie et des aides en faveur des infrastructures à haut débit.

⁹⁵ L'évaluation peut porter sur des régimes d'aides notifiés dont le budget est élevé, qui possèdent des caractéristiques nouvelles, ou lorsque d'importantes modifications sont prévues sur le plan du marché, des technologies ou de la réglementation.

⁹⁶ Allemagne, Autriche, Croatie, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède et Tchéquie.

⁹⁷ Tous les rapports d'évaluation présentés font l'objet d'un examen par le JRC dans le cadre de l'accord administratif conclu entre la DG Concurrence et ce dernier sur le «Soutien à l'appréciation de la qualité des rapports d'évaluation dans le domaine des aides d'État — 2018-2020». Le JRC a continué à soutenir la DG Concurrence dans le cadre du nouvel accord administratif «Soutien à l'appréciation de la qualité des plans et rapports d'évaluation dans le domaine des aides d'État — 2021-2023 (EVALSA II)».

d'information adéquat aux États membres, ii) veiller à ce que les résultats soient utilisés pour améliorer l'élaboration des politiques, et iii) fournir des éléments probants pour aider les États membres à envisager de futurs développements juridiques.

3.4.2. Aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI)

La recherche, le développement et l'innovation (RDI) sont des moteurs essentiels de la croissance économique et sont nécessaires à la réalisation d'une large gamme d'objectifs politiques, y compris ceux du pacte vert pour l'Europe et de la stratégie numérique. Une intervention de l'État peut être requise pour remédier aux défaillances du marché qui peuvent entraîner un niveau d'activités de RDI trop faible du point de vue de la société. Les dépenses d'aides d'État pour la RDI communiquées par les États membres ont atteint en 2020 un niveau sans précédent d'environ 18,8 milliards d'EUR⁹⁸, soit nettement plus que les dépenses déclarées en 2014, qui s'élevaient à environ 8,1 milliards d'EUR (en prix courants). La grande majorité des aides destinées à la RDI (quelque 17,7 milliards d'EUR) sont accordées au titre des dispositions pertinentes du RGEC; il s'ensuit que très peu de mesures dans ce domaine sont notifiées par les États membres. En avril 2022, la Commission a autorisé un régime français d'aides destinées à soutenir les projets de RDI, qui s'inscrit dans le cadre du programme de relance «France 2030» visant à développer la compétitivité industrielle et les technologies d'avenir⁹⁹.

L'examen de l'encadrement RDI, lancé en 2019 dans le cadre du bilan de qualité des aides d'État, s'est achevé en octobre 2022¹⁰⁰. Le nouvel encadrement RDI adopté par la Commission comprend un certain nombre de révisions ciblées par rapport à l'encadrement de 2014, qu'il remplace. En particulier: 1) certaines définitions des activités de recherche et d'innovation pouvant bénéficier d'un soutien ont été mises à jour, en particulier en ce qui concerne les technologies numériques et les activités liées à la transformation numérique (par exemple, les superordinateurs, les technologies quantiques, les chaînes de blocs, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les mégadonnées et l'informatique en nuage ou en périphérie); 2) une nouvelle catégorie d'aides en faveur des infrastructures d'essai et d'expérimentation a été créée pour permettre le développement et, à terme, le déploiement de technologies transformatrices, en particulier par les PME; 3) certaines règles ont été simplifiées afin de faciliter l'application pratique des règles, y compris au moyen d'un mécanisme simplifié pour déterminer les coûts indirects des projets de recherche et de développement.

3.4.3. Aides permettant aux États membres de soutenir conjointement des projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC)

En vertu de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE, les aides d'État contribuant à la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur. Cette disposition était restée largement

⁹⁸ Voir tableau de bord des aides d'État 2022 (à paraître prochainement).

⁹⁹ Affaire SA.102230, *France — Régime français notifié d'aides à la RDI dans le cadre du programme de relance «France 2030»*; à la suite d'une modification autorisée par la Commission en juillet 2022, le budget de ce régime français a été porté à 3,7 milliards d'EUR.

¹⁰⁰ Voir communiqué de presse du 19 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_6233

inutilisée jusqu'à ce que la Commission adopte en 2014 une communication spécifique énonçant les critères d'évaluation applicables à ce type de projets¹⁰¹. À la suite d'une évaluation et d'une vaste consultation publique, une communication révisée sur les PIIEC a été adoptée en novembre 2021¹⁰²; elle s'applique depuis le 1^{er} janvier 2022.

La communication révisée sur les PIIEC 1) renforce le caractère européen et ouvert des PIIEC, en disposant que les PIIEC doivent, en règle générale, associer au moins quatre États membres et en exigeant que les PIIEC soient conçus de manière transparente et inclusive; ii) facilite la participation des PME aux PIIEC et renforce les avantages liés à leur participation, par exemple au moyen de modalités spécifiques pour l'appréciation de la compatibilité des aides en faveur des PME; et iii) aligne les règles sur les priorités actuelles de l'UE, par exemple en requérant des États membres qu'ils apportent la preuve du respect du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» à l'environnement.

La communication révisée sur les PIIEC a été appliquée à deux reprises en 2022, dans les deux cas pour des projets intégrés dans la chaîne de valeur de l'hydrogène. Ces deux PIIEC ont été autorisés en juillet¹⁰³ et septembre 2022¹⁰⁴. Le premier, «Hy2Tech», compte 41 projets dans 15 États membres¹⁰⁵. Il permet des innovations de rupture pour les technologies liées à la production, au transport et au stockage de l'hydrogène ainsi qu'aux piles à combustible et aux applications d'utilisation finale, en particulier dans le secteur de la mobilité. Le second, «Hy2Use», compte 35 projets dans 13 États membres¹⁰⁶. Ce PIIEC permet la construction de grandes infrastructures liées à l'hydrogène revêtant une importance considérable pour l'UE et soutient les innovations liées à l'utilisation de l'hydrogène dans certains secteurs industriels à forte intensité énergétique, comme ceux de l'acier, du ciment et du verre.

3.4.4. Aides au renforcement de la résilience de l'écosystème des semi-conducteurs de l'UE

Les règles en matière d'aides d'État offrent également un certain nombre de possibilités pour renforcer la résilience de l'écosystème des semi-conducteurs de l'UE, notamment des aides à la recherche et au développement et un soutien au titre des règles applicables aux PIIEC. En outre, et comme annoncé dans la communication relative à une action sur les semi-conducteurs de février 2022¹⁰⁷, la Commission évaluera les aides d'État proposées par les États membres pour soutenir de nouvelles installations de production avancées qui

¹⁰¹ Communication de la Commission — Critères relatifs à l'analyse de la compatibilité avec le marché intérieur des aides d'État destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun (JO C 188 du 20.6.2014, p. 4).

¹⁰² C(2021) 8481 final du 25.11.2021.

¹⁰³ Voir communiqué de presse du 15 juillet 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_4544

¹⁰⁴ Voir communiqué de presse du 21 septembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_5676

¹⁰⁵ L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie et la Tchéquie.

¹⁰⁶ L'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie et la Suède; cela inclut également deux projets en Norvège, qui ont été évalués en parallèle par l'Autorité de surveillance AELE.

¹⁰⁷ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions — Action européenne sur les semi-conducteurs [COM(2022) 45 final du 8.2.2022].

renforceront la chaîne de valeur des semi-conducteurs en Europe directement conformément à l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE.

Cette communication expose également les principaux éléments que la Commission prendra en considération lors de la mise en balance requise entre les effets positifs de ces aides et leur incidence négative potentielle sur les échanges et la concurrence dans le marché intérieur. En particulier, la Commission examinera si ces installations sont pionnières en Europe et veillera à ce que toute aide de ce type ait un effet incitatif et soit nécessaire, appropriée et proportionnée.

En octobre 2022, la Commission a autorisé une mesure d'aide d'État italienne de 292,5 millions d'EUR soutenue par la FRR afin d'aider *STMicroelectronics* à construire une usine dans la chaîne de valeur des semi-conducteurs à Catane, en Sicile¹⁰⁸. Ce projet concerne une installation de production de certains substrats de plaquettes de semi-conducteurs qui sont importants pour la poursuite de l'électrification de la mobilité, mais aussi pour des applications industrielles ainsi que pour la génération d'énergies renouvelables. Il renforcera la chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs en Europe et contribuera aux transitions écologique et numérique tout en limitant les éventuelles distorsions du marché.

3.4.5. Aides à finalité régionale

Les lignes directrices révisées concernant les aides d'État à finalité régionale, adoptées en avril 2021¹⁰⁹, sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Les États membres devaient notifier leurs cartes des aides à finalité régionale qui s'appliqueraient à compter de cette date. En 2021, environ la moitié des États membres avaient adopté des cartes des aides à finalité régionale. Les cartes des aides à finalité régionale des États membres restants ont été adoptées au premier semestre de 2022. La Commission a par ailleurs adopté plusieurs modifications de ces cartes des aides à finalité régionale, par exemple pour que la France et l'Italie y incluent leurs zones dites «c», ou pour que la Grèce et l'Autriche mettent à jour leur carte des aides à finalité régionale à la suite de l'approbation de leur plan territorial de transition juste ayant défini les territoires pouvant bénéficier d'un soutien au titre du Fonds pour une transition juste¹¹⁰.

En 2022, la Commission a adopté plusieurs décisions concernant des aides à finalité régionale. La Commission a autorisé des aides à l'investissement à finalité régionale en faveur de *Volta Energy Solutions*¹¹¹ pour l'agrandissement d'une usine de production de feuilles en cuivre pour batteries en Hongrie et en faveur de *SK On Hungary*¹¹² pour la construction d'une usine de cellules pour batteries en Hongrie. En ce qui concerne la mesure de soutien de la

¹⁰⁸ Affaire SA.103083, *Italie — FRR — STMicroelectronics S.R.L*; voir, également, communiqué de presse du 4 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_5970

¹⁰⁹ Communication de la Commission — Lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale (JO C 153 du 29.4.2021, p. 1).

¹¹⁰ Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 établissant le Fonds pour une transition juste (JO L 231 du 30.6.2021, p. 1).

¹¹¹ Affaire SA.59516, *Hongrie — Grand projet d'investissement — Aides à l'investissement à finalité régionale en faveur de Volta Energy Solutions Kft.*

¹¹² Affaire SA.63328, *Hongrie — Aides à l'investissement à finalité régionale en faveur de SK On Hungary Kft.*

Hongrie en faveur de *Rubin NewCo*¹¹³ pour la construction d'une usine de production de pièces automobiles, la Commission a décidé d'ouvrir une enquête approfondie. La Commission a également autorisé des aides à l'investissement à finalité régionale en faveur de *LG Chem*¹¹⁴ pour soutenir le développement d'une installation de production de cellules pour batteries de véhicules électriques en Pologne.

La Commission a en outre autorisé plusieurs modifications d'un régime d'aides au fonctionnement dans la région ultrapériphérique française de Saint-Martin¹¹⁵ et adopté des décisions visant à soutenir la production de rhum et de certains autres produits alcooliques dans les régions ultrapériphériques françaises¹¹⁶ et portugaises¹¹⁷.

La Commission a également autorisé un plan d'évaluation pour un grand régime grec¹¹⁸, mis en œuvre au titre du règlement général d'exemption par catégorie.

3.4.6. Aides au financement des risques

Les États membres peuvent aider les jeunes PME et d'autres entreprises qui ne sont pas des grandes entreprises, telles que les jeunes pousses ou certaines entreprises à moyenne capitalisation, qui pâtissent généralement d'un accès limité au financement, au moyen de fonds propres, de garanties, de prêts ou d'incitations fiscales pour croître et exploiter pleinement leur potentiel face aux informations asymétriques dont disposent les investisseurs.

Les aides au financement des risques en faveur des PME et des jeunes pousses, d'un maximum de 15 millions d'EUR par bénéficiaire, peuvent bénéficier d'une exemption par catégorie en vertu du règlement général d'exemption par catégorie (section 3, articles 21 à 24, du RGEC¹¹⁹), tandis que les aides en faveur des entreprises innovantes ou des petites entreprises à moyenne capitalisation, ou les aides allant au-delà des conditions du RGEC, peuvent être autorisées par la Commission en vertu des lignes directrices sur le financement des risques¹²⁰.

¹¹³ Affaire SA.63470, Hongrie — Aides à l'investissement à finalité régionale en faveur de *Rubin NewCo* 2021 Kft.

¹¹⁴ Affaire SA.53903, Pologne — Grand projet d'investissement — Aides à l'investissement à finalité régionale en faveur de *LG CHEM* 2.

¹¹⁵ Affaire SA.100457, France — Aide fiscale à l'investissement productif ou à l'investissement dans le secteur du logement (intermédiaire ou en location-accession à la propriété) à Saint-Martin; affaire SA.102248, France — Amendement au régime SA.62675 d'aide fiscale à l'investissement outre-mer en faveur du logement social à Saint-Martin 2021-2025.

¹¹⁶ Affaire SA.63903, France — Taux d'accise réduit sur le rhum traditionnel produit dans les départements et régions d'outre-mer (2022-2027).

¹¹⁷ Affaire SA.61045, Portugal — Taux d'accise réduit sur certains produits alcooliques produits dans la région autonome des Açores, du 1.1.2021 au 31.12.2027; affaire SA.102547, Portugal — Deuxième prolongation du régime d'aides d'État SA.38823 — Taux d'accise réduit sur le rhum et les liqueurs produits et consommés dans la région autonome de Madère pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 juillet 2022; affaire SA.103398, Portugal — Taux d'accise réduit sur certains produits alcooliques produits dans la région autonome de Madère du 1.8.2022 au 31.12.2027.

¹¹⁸ Affaire SA.102933, Grèce — Plan d'évaluation des régimes en faveur de l'entrepreneuriat général et de l'entrepreneuriat des petites et microentreprises prévus par la loi sur le développement 4399/2016.

¹¹⁹ Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 (JO L 187 du 26.6.2014, p. 1), tel que modifié.

¹²⁰ La nouvelle communication de la Commission — Lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (JO C 508 du 16.12.2021, p. 1) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Les lignes directrices révisées sur le financement des risques¹²¹ sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Leur structure a été réorganisée. En outre, elles clarifient désormais plus en détail les éléments de l'évaluation ex ante que les États membres doivent effectuer pour démontrer les obstacles recensés à l'accès au financement et la manière dont l'aide notifiée permettrait de les surmonter, et précisent dans quels cas les éléments de preuve présentés dans le cadre de cette évaluation ex ante peuvent être plus limités (c'est-à-dire pour les jeunes pousses et les PME avant leur première vente commerciale) ou le déficit de financement doit être quantifié (c'est-à-dire lorsque l'aide dépasse 15 millions d'EUR par bénéficiaire). Enfin, les lignes directrices ont été alignées sur les conditions du RGEC, par exemple en ce qui concerne la définition élargie des bénéficiaires «innovants».

3.4.7. Mesures de soutien aux infrastructures

En janvier 2022, la Commission a autorisé un régime espagnol au titre de la facilité pour la reprise et la résilience afin de soutenir le déploiement de systèmes de transport intelligents sur les autoroutes et dans les tunnels espagnols¹²². En mars 2022, la Commission a autorisé une mesure lituanienne pour la construction d'un complexe multifonctionnel à Vilnius¹²³.

3.4.8. Renforcer le contrôle des aides d'État existantes afin de garantir une concurrence loyale et équitable

Malgré le nombre exceptionnellement élevé de décisions de la Commission autorisant des régimes d'aides mis en place en raison de la flambée de la pandémie de COVID-19, 83 % des nouvelles mesures d'aide d'État mises en œuvre en 2021 sont couvertes par un règlement d'exemption par catégorie¹²⁴. Parmi toutes les mesures d'aide d'État actives la même année, 81 % environ sont des mesures couvertes par le RGEC, le règlement d'exemption par catégorie pour le secteur agricole et le règlement d'exemption par catégorie pour le secteur de la pêche¹²⁵. Ces chiffres démontrent qu'il est essentiel pour la Commission de vérifier que les États membres appliquent correctement les régimes d'aides d'État et qu'ils n'accordent des aides que lorsque toutes les conditions requises sont remplies. Le contrôle constitue le contrepoids à l'«autoappréciation» par les États membres qui résulte de l'exemption de l'obligation de notification (par exemple, le RGEC) et constitue également un complément nécessaire à l'autorisation des régimes d'aides d'État par la Commission.

3.4.9. Rétablir la concurrence en récupérant les aides d'État octroyées en violation des règles

Afin de garantir l'intégrité du marché intérieur, les États membres doivent prendre toutes les mesures qui s'imposent pour récupérer les aides illégales et incompatibles. Cette récupération a pour objet de rétablir la situation qui existait sur le marché intérieur avant l'octroi de l'aide concernée. Elle est nécessaire pour garantir une concurrence loyale et équitable dans le

¹²¹ Communication de la Commission — Lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (JO C 508 du 16.12.2021, p. 1).

¹²² SA.62986, *FRR — Espagne — Services de transport intelligents pour le secteur routier et autres services liés à la sécurité et à l'entretien des routes*.

¹²³ SA.62831, *Lituanie — Aide individuelle au développement du complexe multifonctionnel santé, éducation, culture et soutien aux entreprises de Vilnius*.

¹²⁴ Voir tableau de bord des aides d'État 2022 (à paraître prochainement).

¹²⁵ Voir tableau de bord des aides d'État 2022 (à paraître prochainement).

marché unique.

En 2022, la Commission a adopté une nouvelle décision de récupération, ordonnant à l'État membre concerné de récupérer 8,5 millions d'EUR¹²⁶. À la fin de l'année 2022, 50 dossiers de récupération (résultant de décisions négatives avec récupération adoptées antérieurement) étaient pendants.

Au 31 décembre 2022, le montant des aides illégales et incompatibles avec le marché intérieur récupéré auprès des bénéficiaires s'élevait à 29,6 milliards d'EUR¹²⁷. Au même moment, l'encours devant encore être récupéré était de 7,6 milliards d'EUR¹²⁸.

Décisions de récupération adoptées en 2022	1
Cas de récupération pendants au 31 décembre 2022	50

En 2022, la Commission a infligé des sanctions à la Grèce et à l'Italie à la suite d'arrêts de la Cour condamnant ces deux États membres pour infraction au droit de l'UE en matière d'aides d'État¹²⁹.

3.4.10. Coopération avec les juridictions nationales pour garantir l'efficacité des règles en matière d'aides d'État

La Commission a poursuivi sa collaboration avec les juridictions nationales conformément à l'article 29 du règlement de procédure¹³⁰ et à sa communication relative à la mise en œuvre des règles en matière d'aides d'État par les juridictions nationales¹³¹. Cette coopération comprend une assistance prodiguée aux juridictions nationales lorsque celles-ci sont amenées à appliquer le droit de l'UE en matière d'aides d'État dans certaines affaires. Les juridictions nationales peuvent demander à la Commission de leur fournir des informations relatives aux affaires ou de rendre un avis sur l'application des règles en matière d'aides d'État. La Commission peut également soumettre des observations à titre d'*amicus curiae* de sa propre initiative.

La Commission a reçu deux demandes de renseignements en 2022. Elle a également reçu trois demandes d'avis juridique (deux de juridictions lettonnes et une d'une juridiction belge). La première demande d'avis, émanant de la Cour administrative régionale de Lettonie, concernait le champ d'application de l'encadrement temporaire adopté par la Commission pour faire face

¹²⁶ Affaire SA.26494, France — Aéroport de La Rochelle.

¹²⁷ La période de référence s'étend du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2022. Ce montant comprend également les montants d'aide enregistrés dans les procédures d'insolvabilité en cours. En outre, un montant de 4,5 milliards d'EUR n'a pas pu être récupéré dans le cadre des procédures d'insolvabilité conclues, étant donné que la liquidation des actifs n'a pas généré de fonds suffisants pour satisfaire les créances d'aides d'État.

¹²⁸ Voir également: https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/procedures/recovery-unlawful-aid_fr

¹²⁹ Affaire SA.15525, Grèce — Hellenic Shipyards; affaire SA.34572, Grèce — Aide d'État accordée à Larko General Mining & Metallurgical Company S.A.; affaire SA.9398, Italie — Mesures pour l'emploi; affaire SA.14895, Italie — Industrie hôtelière en Sardaigne; affaire SA.9440, Italie — Réduction et exonération des cotisations de sécurité sociale à Venise et à Chioggia.

¹³⁰ Règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 248 du 24.9.2015, p. 9).

¹³¹ Communication de la Commission — Communication de la Commission relative à la mise en œuvre des règles en matière d'aides d'État par les juridictions nationales (JO C 305 du 30.7.2021, p. 1).

à la pandémie de COVID-19. La deuxième demande de la Lettonie a été envoyée par la Cour constitutionnelle, qui cherchait à obtenir des précisions sur la durée de l'aide dans le cadre d'un régime autorisé dans le secteur de l'énergie. Enfin, la demande d'avis de la cour d'appel de Bruxelles concernait la mise en œuvre du mécanisme de capacité belge autorisé par la Commission dans le secteur de l'énergie.

En 2022, la Commission a continué à intervenir dans les procédures nationales en qualité d'*amicus curiae*¹³². Pour faire connaître son point de vue au public, elle publie ses avis et observations à titre d'*amicus curiae*, ainsi que les observations adressées à d'autres entités, telles que les juridictions d'arbitrage, sur son site web¹³³.

3.5. Arrêts importants des juridictions de l'Union européenne dans le domaine des aides d'État

En 2022, les juridictions de l'Union ont adopté un certain nombre d'arrêts importants dans le domaine des aides d'État. Le tour d'horizon qui suit est basé sur une sélection d'arrêts rendus par les juridictions, notamment sur les notions d'avantage et de sélectivité, l'interaction des aides d'État avec les traités bilatéraux d'investissement, l'appréciation de la compatibilité dans le cadre de diverses communications et plusieurs points de procédure.

3.5.1. Avantage et sélectivité

Dans son arrêt dans l'affaire T-150/20, *Tartu Agro/Commission*¹³⁴, le Tribunal s'est opposé à l'utilisation par la Commission d'études statistiques pour démontrer l'existence d'un avantage et calculer le montant de l'aide. Dans sa décision, la Commission s'était notamment appuyée sur le montant moyen par an découlant des fourchettes de prix et des données contenues dans ces études. Le Tribunal a considéré que la Commission n'avait pas suffisamment tenu compte du montant des prix correspondant aux bornes inférieures des fourchettes de prix retenues, de l'ampleur de la marge d'erreur, du contexte qui prévalait au moment de la conclusion du contrat litigieux ainsi que des spécificités des terrains en cause. Par conséquent, la Commission n'avait pas été en mesure d'établir de manière suffisante que ces moyennes correspondaient le plus possible à la valeur du marché.

Dans son arrêt dans les affaires jointes T-363/19 et T-456/19, *Royaume-Uni et ITV plc/Commission*¹³⁵, le Tribunal a confirmé l'appréciation de la Commission selon laquelle les mesures en cause étaient sélectives. En particulier, le Tribunal a jugé que les règles britanniques applicables aux sociétés étrangères contrôlées (SEC) constituaient le cadre de référence approprié, car elles étaient détachables du système général d'imposition des sociétés au Royaume-Uni. Ce cadre de référence avait pour objectif spécifique de protéger l'assiette fiscale britannique des détournements artificiel de bénéfices, et au regard de cet objectif toutes

¹³² La Commission a soumis des observations écrites en vertu de l'article 29, paragraphe 2, du règlement de procédure devant le tribunal de première instance de Beiuș, dans le cadre de la mise en œuvre de sa décision de récupération dans l'affaire Micula. Même en dehors du champ d'application de l'article 29, paragraphe 2, du règlement de procédure, la Commission continue d'intervenir en qualité d'*amicus curiae* dans des affaires d'aides d'État devant des juridictions de pays tiers et des tribunaux d'arbitrage à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.

¹³³ Voir: https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/national-courts_fr

¹³⁴ Arrêt du Tribunal du 13 juillet 2022, affaire T-150/20, *Tartu Agro AS/Commission européenne*, EU:T:2022:443.

¹³⁵ Arrêt du Tribunal du 8 juin 2022, affaires jointes T-363/19 et T-456/19, *Royaume-Uni et ITV plc/Commission européenne*, EU:T:2022:349.

les opérations de financement se trouvaient dans une situation juridique et factuelle comparable. Le Tribunal a également confirmé que la praticabilité administrative et l'obligation du Royaume-Uni de s'abstenir d'imposer des obstacles disproportionnés à la liberté d'établissement ne sauraient justifier le caractère à première vue sélectif de la mesure.

Dans son arrêt dans les affaires jointes C-885/19 P et C-898/19 P, *Fiat Chrysler Finance Europe/Commission et Irlande/Commission*¹³⁶, la grande chambre de la Cour a annulé la décision de la Commission relative à une décision anticipative accordée à une entreprise du groupe Fiat par les autorités luxembourgeoises. La Cour de justice a apporté des précisions sur l'appréciation du système de référence et, dès lors, sur la constatation d'un avantage sélectif. Elle a notamment jugé que, dans les domaines dans lesquels le droit fiscal de l'Union n'a pas fait l'objet d'une harmonisation, il appartenait à l'État membre concerné de déterminer les caractéristiques de l'impôt; ainsi, seul le droit national doit être pris en considération lors de l'appréciation du système de référence en matière de fiscalité directe. Par conséquent, le cadre de référence utilisé par la Commission pour appliquer le principe de pleine concurrence aux sociétés intégrées aurait dû tenir compte des règles spécifiques mettant en œuvre ce principe dans l'État membre concerné.

3.5.2. Aides d'État et traités bilatéraux d'investissement

Dans son arrêt dans l'affaire C-638/19 P, *Commission/European Food e.a.*¹³⁷, la grande chambre de la Cour de justice a confirmé que les règles en matière d'aides d'État étaient applicables à une sentence arbitrale rendue après l'adhésion d'un État à l'Union européenne, indépendamment du consentement à la procédure d'arbitrage donné antérieurement. La Cour de justice a jugé que la clause d'arbitrage figurant dans un traité bilatéral d'investissement conclu entre un État membre et un État tiers était susceptible de porter atteinte à l'autonomie du droit de l'Union après l'adhésion de cet État tiers à l'Union européenne et que, à compter de la date d'adhésion, le système des voies de recours juridictionnel prévu par le TUE et le TFUE s'est substitué à la procédure d'arbitrage. Par son arrêt, la Cour a ainsi rétabli la décision initiale de la Commission et déclaré la jurisprudence *Achmea*¹³⁸ applicable au litige, rendant la sentence arbitrale incompatible avec le droit de l'Union.

3.5.3. Lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration

Dans son arrêt de mai 2022 dans l'affaire T-718/20, *Wizz Air Hungary/Commission*¹³⁹, le Tribunal a jugé que la Commission était en droit de conclure que l'aide au sauvetage notifiée accordée à la compagnie aérienne *TAROM* constituait une aide compatible avec le marché intérieur conformément aux lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la

¹³⁶ Arrêt de la Cour de justice (grande chambre) du 8 novembre 2022, affaires jointes C-885/19 P et C-898/19 P, *Fiat Chrysler Finance Europe/Commission et Irlande/Commission*, EU:C:2022:859.

¹³⁷ Arrêt de la Cour de justice (grande chambre) du 25 janvier 2022, affaire C-638/19 P, *Commission européenne/European Food SA e.a.*, EU:C:2022:50.

¹³⁸ Arrêt de la Cour (grande chambre) du 6 mars 2018, affaire C-284/16, République slovaque/*Achmea BV*, EU:C:2018:158.

¹³⁹ Arrêt du Tribunal du 4 mai 2022, affaire T-718/20, *Wizz Air Hungary Légiközlekedési Zrt. (Wizz Air Hungary Zrt.)/Commission européenne*, EU:T:2022:276.

restructuration¹⁴⁰. En particulier, le Tribunal a confirmé que l'exigence des points 44 et 45 des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration selon laquelle les aides d'État doivent poursuivre un objectif d'intérêt commun n'était pas contraire à la décision de la Cour de justice dans l'affaire *Hinkley Point C*¹⁴¹. Le Tribunal a relevé que les lignes directrices imposaient aux États membres de démontrer que l'aide a pour objet «d'éviter des difficultés sociales ou de remédier à une défaillance du marché»; cette obligation pourrait être rattachée à la première condition prévue à l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE, qui permet de déclarer compatibles les aides d'État lorsqu'elles sont destinées à faciliter le développement de certaines activités économiques ou de certaines régions économiques. En ce qui concerne le moyen selon lequel la Commission aurait dû ouvrir une procédure formelle d'examen pour cette mesure d'aide, le Tribunal a jugé que, même si la Commission devait aller au-delà du seul examen des éléments de fait et de droit, il ne saurait être déduit qu'il lui incomberait de rechercher, de sa propre initiative, toutes les informations qui pourraient présenter un lien avec l'affaire, quand bien même de telles informations se trouveraient dans le domaine public. Le Tribunal a également fourni des orientations sur l'interprétation des notions clés qui sous-tendent le principe de non-récurrence.

Dans un autre arrêt rendu en mai 2022, dans l'affaire T-577/20, *Ryanair/Commission*¹⁴², concernant une aide au sauvetage de la compagnie aérienne *Condor*, le Tribunal a précisé que, pour qu'un service soit considéré comme «important» au sens du point 44, sous b), des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration, il n'était pas nécessaire que l'entreprise fournissant ce service joue un rôle systémique, ni qu'elle soit chargée d'un service d'intérêt économique général ou d'importance nationale. Il suffisait qu'un État membre démontre un risque d'interruption d'un service important qu'il serait compliqué de reproduire et qu'un concurrent pourrait difficilement assurer. Dans cette affaire, le Tribunal a affirmé que la Commission avait conclu à bon droit que la sortie du marché de *Condor* risquait d'entraîner une importante défaillance du marché, car elle mettait en danger le rapatriement immédiat d'un grand nombre de passagers, ce qui créerait ainsi un risque d'interruption d'un service important qu'il serait compliqué de reproduire.

3.5.4. Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19

Dans son arrêt dans l'affaire T-657/20, *Ryanair/Commission*¹⁴³, concernant une aide accordée à *Finnair* au titre de l'encadrement temporaire¹⁴⁴, le Tribunal a considéré que, si, dans le

¹⁴⁰ Communication de la Commission — Lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers (JO C 249 du 31.7.2014, p. 1).

¹⁴¹ Arrêt de la Cour de justice (grande chambre) du 22 septembre 2020, affaire C-594/18 P, République d'Autriche/Commission européenne, EU:C:2020:742.

¹⁴² Arrêt du Tribunal du 18 mai 2022, affaire T-577/20, *Ryanair DAC/Commission européenne*, EU:T:2022:301.

¹⁴³ Arrêt du Tribunal du 22 juin 2022, affaire T-657/20, *Ryanair DAC/Commission européenne*, EU:T:2022:390.

¹⁴⁴ Communication de la Commission — Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie

dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (JO C 91I du 20.3.2020, p. 1), telle que modifiée par les communications de la Commission C(2020) 2215 (JO C 112I du 4.4.2020, p. 1); C(2020) 3156 (JO C 164 du 13.5.2020, p. 3); C(2020) 4509 (JO C 218

domaine des aides d'État, la Commission était tenue par ses encadrements, l'adoption de tels encadrements ne l'affranchissait toutefois pas de son obligation d'examiner les circonstances spécifiques exceptionnelles qu'un État membre invoque, dans un cas particulier, afin de solliciter l'application directe de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE. Le Tribunal a relevé à cet égard que l'encadrement temporaire avait été adopté quelques jours seulement après l'adoption des premières mesures de confinement par les États membres, afin de permettre à ceux-ci d'agir avec l'urgence que requerrait la situation. Il ne pouvait dès lors être escompté que cet encadrement couvre toutes les mesures que les États membres étaient susceptibles d'adopter; l'encadrement temporaire avait d'ailleurs été modifié à plusieurs reprises. Le Tribunal a confirmé que, à la lumière des circonstances exceptionnelles causées par la pandémie de COVID-19, la Commission avait le droit d'appliquer directement l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE et de s'écarter des exigences de la section 3.11 de l'encadrement temporaire.

3.5.5. Compensation des obligations de service public et infraction aux règles de concurrence

L'arrêt du Tribunal dans l'affaire T-601/20, *Tirrenia di navigazione SpA/Commission européenne*¹⁴⁵, portait, entre autres, sur l'interaction entre les règles en matière d'aides d'État et les règles de concurrence. Il concernait l'appréciation de la compatibilité avec les règles en matière d'aides d'État d'une compensation pour obligations de service public (OSP) versée à la société *Adriatica* pour une liaison par transbordeur alors qu'elle participait en même temps à une entente sur la fixation des prix¹⁴⁶. Le Tribunal a relevé que l'aide accordée n'était pas, en tant que telle, contraire à d'autres dispositions pertinentes du droit de l'Union (en l'espèce: l'article 101 du TFUE). Toutefois, il a convenu avec la Commission qu'il existait une contradiction évidente entre l'objectif poursuivi par l'entente, qui était d'augmenter les prix appliqués aux consommateurs, et l'objectif poursuivi par la compensation des OSP, consistant à maintenir une liaison pour les utilisateurs à des prix accessibles. La Commission était en droit de tenir compte de cette constatation dans l'évaluation de la compatibilité. Le Tribunal a également rejeté l'argument de la requérante selon lequel, dans cette situation, la condamner à restituer les aides et à payer une amende au motif de l'entente violerait le principe de proportionnalité, rappelant que la condamnation pour participation à une entente constituait une infraction distincte et que la récupération était le résultat normal de l'incompatibilité des aides d'État.

3.5.6. Droits procéduraux

En ce qui concerne la notion de partie intéressée, la Cour de justice a précisé dans son arrêt dans l'affaire C-99/21 P, *Danske Slagtermestre/Commission européenne*¹⁴⁷, les exigences de

du 2.7.2020, p. 3); C(2020) 7127 (JO C 340I du 13.10.2020, p. 1); C(2021) 564 (JO C 34 du 1.2.2021, p. 6); et C(2021)

8442 (JO C 473 du 24.11.2021, p. 1).

¹⁴⁵ Arrêt du Tribunal du 18 mai 2022, affaire T-601/20, *Tirrenia di navigazione SpA/Commission européenne*, EU:T:2022:302.

¹⁴⁶ Décision de la Commission du 9 décembre 1998 relative à une procédure d'application de l'article 85 du traité CE (IV/34.466 — Transbordeurs grecs) (JO L 109 du 27.4.1999, p. 24).

¹⁴⁷ Arrêt de la Cour de justice du 30 juin 2022, affaire C-99/21 P, *Danske Slagtermestre/Commission européenne*, EU:C:2022:510.

preuve applicables aux requérants pour démontrer qu'ils sont directement et individuellement concernés. En particulier, elle a relevé qu'il suffisait de procéder à une appréciation à première vue du risque que la décision de la Commission cause un désavantage concurrentiel à la requérante; il n'était pas nécessaire de procéder à une analyse approfondie des rapports de concurrence sur le marché en cause ni d'établir avec précision l'étendue de l'atteinte à la concurrence.

Les juridictions de l'Union ont également précisé les exigences relatives à la portée et au contenu des décisions d'ouverture de la procédure formelle d'examen:

- dans son arrêt dans les affaires jointes C-167/19 P et C-171/19 P, *Commission européenne/Freistaat Bayern e.a.*¹⁴⁸, la Cour de justice a jugé qu'une décision de la Commission d'ouvrir la procédure formelle d'examen devait mentionner explicitement et clairement les éléments de fait et de droit pertinents afin que les parties intéressées soient en mesure de présenter utilement leurs observations. Le fait d'omettre un tel élément, en ce qu'il a joué un rôle dans la motivation de la décision litigieuse, constituerait une violation d'une formalité substantielle. Il pourrait entraîner l'annulation de la décision, indépendamment de la question de savoir si cette violation a causé un préjudice à celui qui l'invoque ou si la procédure aurait pu aboutir à un résultat différent;
- dans son arrêt dans l'affaire T-508/19, *Mead Johnson Nutrition (Asia Pacific) e.a./Commission*¹⁴⁹, le Tribunal a notamment considéré que l'obligation de rectifier ou d'étendre la procédure formelle d'examen, aux fins de mettre les intéressés en mesure de présenter leurs observations, doit revêtir également le caractère de formalité substantielle lorsque la Commission a pleinement modifié son raisonnement entre la décision d'ouverture de la procédure et la décision finale.

4. DÉVELOPPEMENT DE LA DIMENSION INTERNATIONALE DE LA POLITIQUE DE L'UE EN MATIÈRE DE CONCURRENCE

Alors que l'intégration des marchés mondiaux se poursuit et qu'un nombre croissant d'entreprises dépendent de chaînes de valeur mondiales, les organes chargés de la concurrence doivent plus que jamais renforcer leur collaboration et convenir de normes et de procédures communes. La mise en œuvre effective des règles de concurrence dépend toujours plus de la coopération avec les autres autorités chargées de les faire respecter et de l'existence d'outils efficaces pour garantir un environnement équitable pour les entreprises au sein de l'UE.**4.1. Le règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur — un nouvel outil pour préserver des conditions de concurrence équitables dans le marché intérieur**

¹⁴⁸ Arrêt de la Cour de justice du 10 mars 2022, affaires jointes C-167/19 P et C-171/19 P, *Commission européenne/Freistaat Bayern e.a.*, EU:C:2022:176.

¹⁴⁹ Arrêt du Tribunal du 6 avril 2022, affaire T-508/19, *Mead Johnson Nutrition (Asia Pacific) Pte Ltd e.a./Commission européenne*, EU:T:2022:217.

À la suite de la proposition de la Commission présentée en mai 2021¹⁵⁰, le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen sont parvenus en juin 2022 à un accord politique sur le règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur. En novembre 2022, la plénière du Parlement européen a voté en faveur du texte final¹⁵¹, qui a été adopté par le Conseil le 28 novembre 2022¹⁵². À la suite de sa publication au Journal officiel¹⁵³, le règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur est entré en vigueur au début de l'année 2023 et s'appliquera à partir du 12 juillet 2023. L'obligation de notification des entreprises commencera à s'appliquer trois mois plus tard, à partir du 12 octobre 2023.

Ce règlement vise à combler un vide réglementaire dans le marché unique, les subventions accordées par les pouvoirs publics de pays tiers étant actuellement largement ignorées tandis que les subventions accordées par les États membres font l'objet d'un examen approfondi en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État.

En vertu du règlement, les entreprises devront notifier les contributions financières qu'elles reçoivent de pouvoirs publics de pays tiers avant de conclure une opération de concentration (fusion, acquisition ou entreprise commune) ou une procédure de passation de marchés publics dans l'UE au-delà de seuils de notification donnés. Le règlement permet également à la Commission de mener des enquêtes d'office sur d'autres activités économiques si elle soupçonne l'existence de subventions étrangères générant des distorsions.

4.2. Relations multilatérales

En 2022, la Commission a continué de participer activement aux enceintes internationales dans le domaine de la concurrence, telles que le Comité de la concurrence de l'OCDE, le Réseau international de la concurrence (RIC) et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Lors de la réunion de juin 2022 du Comité de la concurrence de l'OCDE, la Commission a contribué aux discussions sur les réglementations et politiques environnementales en faveur des véhicules électriques, sur les mesures provisoires dans les enquêtes de concurrence¹⁵⁴, sur la puissance d'achat et les ententes entre acheteurs¹⁵⁵, sur le pouvoir de marché dans l'économie numérique et la politique de concurrence¹⁵⁶ et sur les expériences et enjeux en

¹⁵⁰ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur [COM(2021) 223 final du 5.5.2021].

¹⁵¹ Voir communiqué de presse du Parlement européen du 10 novembre 2022 à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/2022/11/07IPR49609/un-nouvel-outil-pour-assurer-une-competition-equitable-sur-le-marche-unique>

¹⁵² Voir communiqué de presse du Conseil de l'Union européenne du 28 novembre 2022 à l'adresse suivante: <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/11/28/council-gives-final-approval-to-tackling-distortive-foreign-subsidies-on-the-internal-market/#:~:text=10%3A28-.Council%20gives%20final%20approval%20to%20tackling%20distortive%20foreign%20subsidies%20on,on%20the%20EU%20single%20market>

¹⁵³ Règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur (JO L 330 du 23.12.2022, p. 1).

¹⁵⁴ Voir: <https://www.oecd.org/fr/daf/concurrence/mesures-provisaires-dans-les-enquetes-de-concurrence.htm>

¹⁵⁵ Voir: <https://www.oecd.org/daf/competition/purchasing-power-and-buyers-cartels.htm>

¹⁵⁶ Voir: <https://www.oecd.org/daf/competition/market-power-in-the-digital-economy-and-competition-policy.htm>

matière de démantèlement des fusions concrétisées¹⁵⁷. En décembre 2022, la Commission a contribué aux délibérations du Comité de la concurrence sur la concurrence sur les marchés d'énergie¹⁵⁸, sur la disqualification d'administrateurs et l'exclusion de soumissionnaires dans la mise en œuvre des règles de concurrence¹⁵⁹, sur la concurrence et l'inflation¹⁶⁰, sur les subventions, la concurrence et le commerce¹⁶¹, sur les mesures correctives et engagements dans les affaires d'abus de position dominante¹⁶² et sur les interactions entre les autorités de la concurrence et les instances de réglementation sectorielle¹⁶³.

Au sein du RIC, la Commission a continué de travailler sur le projet pluriannuel du groupe de travail sur les comportements unilatéraux visant à «évaluer la position dominante et la puissance commerciale sur les marchés numériques». En outre, la Commission a hérité de la coprésidence, pour trois ans, du groupe de travail sur les concentrations, au sein duquel les travaux ont commencé par un nouveau projet sur les concentrations numériques et la mise à jour des pratiques recommandées du RIC pour l'analyse des concentrations avec un nouveau chapitre consacré aux fusions non horizontales. En mai 2022, la Commission a participé à la conférence annuelle du RIC¹⁶⁴, à l'occasion de laquelle elle a prononcé un discours liminaire sur la politique de concurrence, le règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur et le règlement sur les marchés numériques, et elle a pris la parole durant plusieurs séances de la conférence.

En juillet 2022, la Commission a participé à la 20^e réunion du Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence¹⁶⁵ de la CNUCED, au cours de laquelle les discussions ont porté sur le droit de la concurrence et le développement durable, sur la meilleure façon dont la politique de la concurrence peut résoudre les difficultés des marchés des produits de base et des produits alimentaires, sur l'énergie, sur les petites et moyennes entreprises dans les pays en développement, et sur les incidences de la numérisation dans les économies en développement.

Enfin, la Commission a poursuivi ses efforts pour améliorer les règles internationales relatives aux subventions. La réforme des règles en matière de subventions compte parmi les principales priorités de l'Union européenne en ce qui concerne la modernisation des règles commerciales de l'OMC. À cet effet, en 2022, la Commission a participé à des initiatives sectorielles consacrées aux subventions sur la scène internationale, telles que le forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques du G20.

¹⁵⁷ Voir: <https://www.oecd.org/daf/competition/disentangling-consummated-mergers-experiences-and-challenges.htm>

¹⁵⁸ Voir: <https://www.oecd.org/competition/competition-in-energy-markets.htm>

¹⁵⁹ Voir: <https://www.oecd.org/competition/director-disqualification-and-bidder-exclusion-in-competition-enforcement.htm>

¹⁶⁰ Voir: <https://www.oecd.org/fr/concurrence/concurrence-et-inflation.htm>

¹⁶¹ Voir: <https://www.oecd.org/fr/concurrence/forum-mondial/subventions-concurrence-et-commerce.htm>

¹⁶² Voir: <https://www.oecd.org/fr/concurrence/forum-mondial/mesures-correctives-et-engagements-dans-les-affaires-abus-de-position-dominante.htm>

¹⁶³ Voir: <https://www.oecd.org/fr/concurrence/forum-mondial/interactions-entre-les-autorites-de-la-concurrence-et-les-instances-de-reglementation-sectorielle.htm>

¹⁶⁴ Voir: <https://www.icn2022berlin.de/>

¹⁶⁵ Voir: <https://unctad.org/fr/meeting/groupe-intergouvernemental-dexperts-du-droit-et-de-la-politique-de-la-concurrence-vingtieme>

4.3. Relations bilatérales

En octobre 2022, la Commission et les autorités de la concurrence des États-Unis ont tenu la deuxième réunion du dialogue conjoint sur la politique de concurrence dans le domaine des technologies, afin de débattre des progrès relatifs à leurs efforts de coopération pour garantir et promouvoir une concurrence loyale dans le secteur numérique¹⁶⁶.

Deux réunions ministérielles ont par ailleurs eu lieu en mai et décembre 2022 dans le cadre du Conseil du commerce et des technologies UE - États-Unis afin de continuer à favoriser la coopération sur les questions commerciales et technologiques mondiales. La dernière réunion a conduit à la conclusion de deux accords administratifs concernant, respectivement, un mécanisme d'alerte précoce pour enrayer et atténuer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs et un mécanisme commun d'échange réciproque d'informations sur le soutien public apporté par l'UE et les États-Unis à l'industrie des semi-conducteurs afin d'améliorer la transparence des dépenses publiques dans ce domaine¹⁶⁷.

En 2022, la Commission a poursuivi sa coopération dans les domaines de la politique de concurrence et de l'examen de dossiers avec l'administration centrale chinoise de régulation du marché, avec la Commission coréenne du commerce loyal et avec la Commission japonaise du commerce loyal. La coopération technique multilatérale de la DG Concurrence avec les autorités de la concurrence chinoise, japonaise, coréenne, indienne et de l'ANASE s'est également poursuivie¹⁶⁸.

La Commission cherche à inclure des dispositions sur la concurrence et le contrôle des subventions lorsqu'elle négocie des accords de libre-échange (ALE). En 2022, elle a poursuivi les négociations en vue de la conclusion d'ALE engagées avec l'Australie, l'Inde et l'Indonésie et a conclu les négociations menées avec la Nouvelle-Zélande et l'Ouzbékistan.

En ce qui concerne le projet d'accord de deuxième génération entre l'UE et le Canada, la Commission a continué à négocier avec le Canada pour faire en sorte que les dispositions en matière de protection des données soient conformes aux normes établies dans l'avis de la Cour de justice sur l'accord UE-Canada de 2014 relatif aux données des passagers aériens. En outre, la Commission a poursuivi les négociations avec le Japon en vue de la conclusion d'un accord de deuxième génération afin d'actualiser l'accord de coopération existant, qui date de 2003.

Pour les pays candidats¹⁶⁹ et les candidats potentiels¹⁷⁰, dont l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, le principal objectif de la Commission est d'aider ces pays à mettre en place un cadre législatif et des autorités de concurrence performantes, fonctionnant de manière indépendante

¹⁶⁶ Voir communiqué de presse du 13 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_6167

¹⁶⁷ Voir communiqué de presse du 5 décembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7433

¹⁶⁸ Voir: <https://asia.competitioncooperation.eu/>

¹⁶⁹ Pays auxquels le Conseil européen a accordé le statut de pays candidat sur la base d'une recommandation de la Commission européenne: l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Moldavie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine.

¹⁷⁰ Candidats potentiels à l'adhésion à l'UE: la Géorgie et le Kosovo.

et obtenant de bons résultats en matière d'application des règles. En 2022, la Commission a continué de contrôler le respect, par les pays candidats et les candidats potentiels, des engagements qu'ils ont pris au titre des accords de stabilisation et d'association.

La Commission a par ailleurs noué un dialogue actif avec plusieurs autorités nationales et régionales africaines afin de développer encore la coopération dans le domaine de la concurrence¹⁷¹. En 2022, la Commission a organisé pour la première fois la Semaine de la concurrence Afrique-UE afin de favoriser le dialogue avec les autorités africaines de la concurrence aux niveaux national et régional.

¹⁷¹ Voir: <https://africa.competitioncooperation.eu/>

5. SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT DE LA CONCURRENCE DE L'UE

5.1. Transformation numérique

La transformation numérique est une priorité politique majeure du mandat actuel de la Commission («*Une Europe adaptée à l'ère numérique*»), car elle peut non seulement stimuler le changement sur les marchés, mais également permettre la modernisation du secteur public. La mise en œuvre de la stratégie informatique de la DG Concurrence visant à poursuivre la numérisation des processus opérationnels, à moderniser les solutions numériques et à transformer cette direction générale en une organisation davantage fondée sur les données afin de soutenir la politique de concurrence de l'UE et sa mise en œuvre s'est poursuivie tout au long de l'année 2022, conformément à la stratégie numérique révisée de la Commission¹⁷². En outre, la DG Concurrence a réalisé des progrès substantiels dans la mise en œuvre de son plan d'action en matière de sécurité informatique afin d'améliorer davantage encore la cybersécurité de ses systèmes d'information, d'élaborer et de mettre à jour les plans de sécurité informatique qui l'accompagnent¹⁷³ et, en collaboration avec la DG DIGIT, de renforcer les compétences et les connaissances de son personnel en matière de cybersécurité.

5.1.1. Modernisation de la gestion des dossiers

En 2022, le programme *CASE@EC* a été axé sur le soutien aux priorités législatives de la DG Concurrence, notamment le règlement sur les marchés numériques¹⁷⁴, qui est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2022, et le règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur. La première version du programme *CASE@EC* prenant en charge le règlement sur les marchés numériques a été publiée en octobre 2022. Les préparatifs en matière de gestion interne des dossiers pour les cas qui relèvent du règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur sont en cours, la première version étant prévue pour 2023.

En outre, la prise en charge des projets horizontaux de la DG Concurrence par le programme *CASE@EC* et leur migration vers ce système ont bien avancé et ces travaux devraient être terminés en février 2023. Parallèlement, les activités de remplacement du système vieillissant de gestion des dossiers pour les pratiques anticoncurrentielles et les ententes au moyen de *CASE@EC* se poursuivent, bien qu'à un rythme plus lent en raison des priorités législatives susmentionnées.

5.1.2. Améliorer les échanges numériques avec les administrations, les entreprises et les citoyens des États membres

En 2022, la DG Concurrence a continué d'améliorer son éventail de solutions numériques afin de renforcer et de numériser complètement les processus de communication et de

¹⁷² Communication à la Commission — Stratégie numérique de la Commission européenne: La Commission numérique de la prochaine génération [C(2022) 4388 final du 30.6.2022].

¹⁷³ En 2022, 11 plans de sécurité informatique ont été approuvés.

¹⁷⁴ Règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques) (JO L 265 du 12.10.2022, p. 1).

collaboration avec ses parties prenantes externes, en particulier les administrations des États membres, les ANC, les citoyens ainsi que les entreprises et leurs représentants légaux.

La DG Concurrence a notamment lancé une nouvelle solution numérique, *eRFI*, pour faciliter ses demandes de renseignements dans le cadre de ses enquêtes sur les marchés. En outre, l'outil permettant la collaboration et la communication au sein du REC, *ECN2*, a été adapté pour prendre en charge le règlement sur les marchés numériques. De plus, des améliorations importantes ont été apportées aux outils soutenant le programme de clémence de la Commission (*eLeniency*)¹⁷⁵ et la négociation des demandes de confidentialité dans le cadre de la procédure d'accès au dossier (*eConfidentiality*)¹⁷⁶.

Enfin, la DG Concurrence a réalisé des progrès dans son projet devant déboucher sur une nouvelle présentation des informations relatives aux affaires de concurrence publiées sur le site web EUROPA¹⁷⁷, dans le but d'améliorer, pour les citoyens et les parties prenantes externes, l'accès aux données publiques sur les affaires de concurrence, ainsi que les processus de recherche et d'exportation de ces données.

5.1.3. Appui avancé en matière de données et solutions numériques pour les enquêtes en matière de concurrence

La DG Concurrence continuant de faire face à une augmentation exponentielle du volume de communications électroniques avec les parties et des preuves électroniques, divers projets sont en cours pour améliorer le traitement des grandes quantités de documents liés aux affaires et l'accès aux dossiers dans ses locaux pour les parties. Par ailleurs, l'outil *eDiscovery*, utilisé par les équipes chargées d'examiner les dossiers pour passer en revue de grandes quantités de documents, a été remanié. De plus, des services avancés en matière de données et d'apprentissage automatique ont été mis à la disposition des équipes d'enquête pour les aider à traiter et exploiter les grandes quantités de documents fournis dans un format non standard. Un outil de recherche de contenu a été mis à la disposition des gestionnaires des dossiers d'aides d'État. En 2022, un nouvel entrepôt de données et une nouvelle infrastructure de visualisation des données ont été mis en place pour interagir avec le programme *CASE@EC* et permettre de créer des tableaux de bord avancés visuels et interactifs fondés sur une solution d'analyse de données.

En outre, la DG Concurrence continue d'investir dans des solutions de pointe non standard pour son matériel informatique et ses logiciels, exploitées par du personnel spécialisé dans le cadre des activités informatiques d'enquête et technico-légales, l'objectif étant de mieux détecter les comportements anticoncurrentiels et de poursuivre leurs auteurs en justice de manière efficace. Une unité spécialisée a été rebaptisée «unité "Analyse de données et technologies"». Cette unité sera placée sous l'autorité du Chief Technology Officer, un poste nouvellement créé rattaché au directeur général. Le Chief Technology Officer soutiendra les tâches de mise en œuvre et de surveillance du marché, de plus en plus fondées sur les données, et ce en étroite collaboration avec de nombreux autres services de la

¹⁷⁵ Voir communiqué de presse du 30 septembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_5845

¹⁷⁶ Voir: https://competition-policy.ec.europa.eu/antitrust/econfidentiality_fr

¹⁷⁷ Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm?clear=1&policy_area_id=3

DG Concurrence.

5.2. Programme pour le marché unique

L'adaptation à un environnement de plus en plus numérique et en rapide mutation est un défi permanent pour la mise en œuvre de la politique de concurrence de l'UE. Les nouveaux outils et algorithmes numériques sophistiqués utilisés par les opérateurs économiques, combinés à une augmentation exponentielle des communications électroniques, de la quantité de données et du nombre de documents dans les dossiers des différentes affaires, rendent de nombreuses enquêtes de concurrence de plus en plus complexes. La DG Concurrence a dès lors défini la transformation numérique comme une priorité essentielle pour 2022 et a concentré ses efforts sur la mise en place de solutions numériques innovantes et optimisées afin d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre des règles de concurrence, le tout grâce à son plan de modernisation des solutions numériques.

Le cadre financier pluriannuel 2021-2027 répond également à ces nouveaux défis en incluant pour la première fois un programme propre au domaine de la concurrence dans le cadre du programme pour le marché unique¹⁷⁸, afin d'assurer un financement stable aux mesures qui renforcent la capacité de mise en œuvre de la Commission, ses initiatives, sa coopération internationale et sa promotion de la politique de la concurrence. Avec une enveloppe de 20,4 millions d'EUR pour 2022, le programme relatif à la concurrence canalise les investissements dans des domaines qui soutiennent la mise en œuvre efficace et actualisée de la politique de concurrence de l'UE. La mise en œuvre du programme s'est accélérée en 2022 par rapport à 2021 et l'amélioration de la situation sanitaire en Europe a permis d'organiser de plus en plus en personne un plus large éventail d'activités, également en collaboration avec les États membres, au niveau international ou de manifestations de sensibilisation.

La DG Concurrence a poursuivi activement un plan global de mise en œuvre du programme relatif à la concurrence. Elle continue à investir dans le développement de solutions opérationnelles numériques destinées à moderniser la gestion des dossiers et les interactions avec les parties prenantes externes et à accroître la rapidité et l'efficacité de la mise en œuvre des règles de concurrence au moyen de solutions fondées sur les données et l'intelligence artificielle.

5.3. Communication externe et activités de sensibilisation

La DG Concurrence cherche à atteindre diverses parties prenantes, notamment les entreprises, les avocats et autres conseillers, les décideurs politiques, le monde universitaire, les étudiants et la société civile de manière générale. À cette fin, elle utilise différents canaux, et avant tout la participation de la vice-présidente exécutive, Margrethe Vestager, à des événements, ses conférences de presse et ses discours, que la direction générale complète par des communiqués de presse, des bulletins d'information, des conférences, des publications

¹⁷⁸ Règlement (UE) 2021/690 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2021 établissant un programme en faveur du marché intérieur, de la compétitivité des entreprises, dont les petites et moyennes entreprises, du secteur des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et des statistiques européennes (programme pour le marché unique), et abrogeant les règlements (UE) n° 99/2013, (UE) n° 1287/2013, (UE) n° 254/2014 et (UE) n° 652/2014 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 153 du 3.5.2021, p. 1). Ce règlement s'applique, avec effet rétroactif, à compter du 1^{er} janvier 2021.

spécialisées et une présence active sur les médias sociaux. En octobre 2022, la DG Concurrence a organisé la conférence «Making Markets Work for People» [Pour des marchés au service des citoyens]¹⁷⁹ pour discuter de l'importance du maintien, de la dynamisation et du développement d'une économie sociale de marché à l'échelle européenne et du rôle de la politique de concurrence. Dans son discours liminaire, la vice-présidente exécutive, Margrethe Vestager, a souligné les principaux aspects qui doivent caractériser une économie réellement placée au service des personnes et la manière dont la politique de concurrence joue un rôle essentiel à cet égard¹⁸⁰. Il s'agit notamment de répartir plus équitablement les nouveaux débouchés tout en maintenant les prix à un niveau bas, en préservant le choix et en encourageant les produits et les services innovants. En 2022, la vice-présidente exécutive, Margrethe Vestager, a prononcé 53 discours devant divers publics, en Europe et au-delà. Elle s'est également adressée à plusieurs reprises aux représentants du Parlement européen et des États membres au sein du Conseil dans le cadre d'un dialogue régulier avec les autres institutions de l'UE¹⁸¹. Le directeur général de la DG Concurrence a également participé à plus de 24 événements internationaux et, avec d'autres hauts responsables, a joué un rôle actif dans les efforts de sensibilisation menés auprès des institutions de l'UE et des États membres pour leur faire part des avantages qui découlent d'une mise en œuvre efficace d'une politique de concurrence forte. La DG Concurrence a publié 1 050 messages sur son compte Twitter et 190 messages sur son compte LinkedIn et a atteint près de 10 750 abonnés grâce à son bulletin d'information électronique; ses publications sur le site de l'Office des publications de l'UE ont été consultées, téléchargées ou commandées au format papier à quelque 73 000 reprises. La DG Concurrence a publié plus de 250 communiqués de presse en 2022. Certaines affaires et initiatives ont suscité une large couverture médiatique, par exemple l'interdiction, en vertu du règlement de l'UE sur les concentrations, de l'acquisition déjà concrétisée de *GRAIL* par *Illumina*, la communication des griefs adressée à *Teva* pour utilisation abusive du système de brevets et dénigrement de médicaments concurrents contre la sclérose en plaques, et l'entrée en vigueur du règlement sur les marchés numériques et du règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur.

5.4. Analyse des avantages de la mise en œuvre du droit de la concurrence de l'UE pour les citoyens

Les actions de mise en œuvre de la Commission en matière de pratiques anticoncurrentielles et de concentrations créent des avantages directs pour les citoyens. La DG Concurrence estime¹⁸² que les économies directes réalisées par les clients grâce à la mise en œuvre des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles et de concentrations par la Commission au cours de la période 2012-2021 sont comprises entre 120 et 210 milliards d'EUR. En moyenne, la mise en œuvre des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles et de concentrations a

¹⁷⁹ Voir: [Making Markets Work for People \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/competition/press/2022/10/20221013_making-markets-work-people_en)

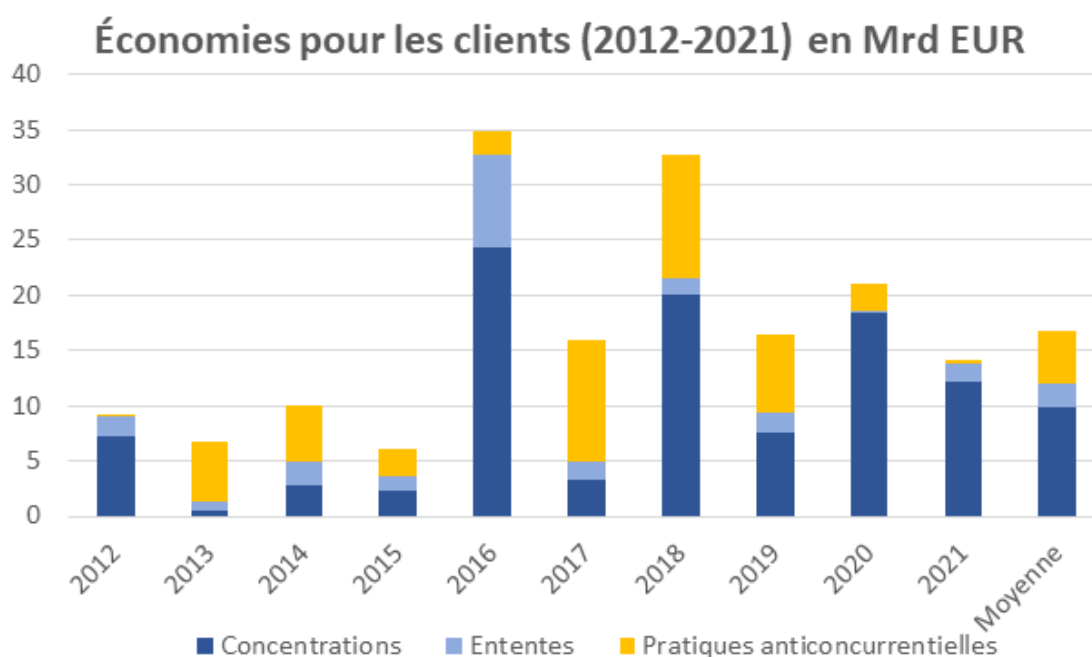
¹⁸⁰ Discours liminaire de la vice-présidente exécutive, Margrethe Vestager, prononcé à l'occasion de la conférence «Making Markets Work for People». Voir: [Making Markets Work for People conference \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/competition/press/2022/10/20221013_making-markets-work-people_en)

¹⁸¹ Rapport sur la politique de concurrence 2022, p. 31.

¹⁸² Voir *Competition policy brief. Issue 1*, édition d'octobre 2022: «Customer savings generated by the Commission's antitrust and merger enforcement: A ten years perspective», Deisenhofer T., Dierx A., Ilzkovitz F., Stevenson A., Verouden V., à l'adresse https://competition-policy.ec.europa.eu/publications/competition-policy-briefs_fr

donc généré entre 12 et 21 milliards d'EUR d'avantages directs par an pour les clients. Outre ces estimations, les avantages globaux pour les clients qui résultent de la mise en œuvre de la politique de concurrence comprennent également les effets indirects ou dissuasifs de la mise en œuvre et des effets positifs sur l'innovation et la qualité. S'il est plus difficile d'estimer ces deux types d'effets, les économistes s'accordent sur le fait qu'ils dépassent probablement les économies directes réalisées par les clients. Il ressort d'une modélisation récente complémentaire des effets macroéconomiques de la mise en œuvre de la politique de concurrence que les activités de la Commission en matière de mise en œuvre des règles concernant les pratiques anticoncurrentielles et les concentrations au cours des dix dernières années devraient avoir une incidence positive sur le PIB de l'UE de l'ordre de 0,6 % à 1,1 % (soit 90 à 160 milliards d'EUR par an) à moyen terme et à long terme¹⁸³.

Graphique n° 6: Économies pour les clients sur la période 2012-2021



En octobre 2022, la Commission a publié les enquêtes Eurobaromètre 2022 sur la politique de concurrence de l'UE¹⁸⁴. Les résultats indiquent clairement que des marchés concurrentiels qui fonctionnent bien améliorent la vie quotidienne des citoyens et ont une incidence positive sur les PME. Ils sont à l'origine de prix plus bas, d'un choix plus vaste et de produits et services plus innovants.

Graphique n° 7: Perceptions de la politique de concurrence par les citoyens

¹⁸³ Commission européenne, Direction générale de la concurrence, Direction générale des affaires économiques et financières, Centre commun de recherche, Archanskaia, E., Cai, M., Cardani, R., et al., *Modelling the macroeconomic impact of competition policy: 2021 update and further development*, Office des publications de l'Union européenne, 2022, <https://data.europa.eu/doi/10.2763/729367>

¹⁸⁴ Voir communiqué de presse du 25 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_6374

Une proportion des personnes interrogées déclare que la politique de concurrence contribue à :



Obtenir des produits et des services de meilleure qualité et moins chers pour tous



Stimuler l'innovation



Stimuler la croissance économique et l'emploi

Une proportion des personnes interrogées considère importantes les diverses améliorations apportées à la concurrence :



Empêcher les acteurs des différents secteurs du marché d'abuser de leur pouvoir



Lutter contre les cartels



Supprimer les avantages offerts aux concurrents subventionnés par des gouvernements de pays non-membres de l'UE



Empêcher les fusions et acquisitions qui réduisent la concurrence dans un secteur



Supprimer les avantages offerts aux concurrents subventionnés par des gouvernements de pays membres de l'UE

II. SITUATION PAR SECTEUR

1. ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

1.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté

Le 27 janvier 2022, la Commission a adopté les nouvelles lignes directrices concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie (les «CEAAG»)¹⁸⁵, qui créent un cadre souple et adapté à l'objectif poursuivi pour aider les États membres à atteindre les objectifs ambitieux du pacte vert pour l'Europe et à réduire la dépendance de l'UE à l'égard des importations de combustibles fossiles.

En réponse aux difficultés et aux perturbations des marchés mondiaux de l'énergie causées par la guerre d'agression non provoquée menée par la Russie contre l'Ukraine, le 8 mars 2022, la Commission a adopté la communication REPowerEU¹⁸⁶, qui indique la voie à suivre pour adapter le secteur de l'énergie de l'UE à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, lutter contre les prix élevés de l'énergie et réduire la dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles. La communication REPowerEU a été suivie du plan REPowerEU, présenté par la Commission le 18 mai 2022¹⁸⁷.

En outre, le 23 mars 2022, la Commission a adopté un encadrement temporaire de crise (*voir section I.3.1*), afin de permettre aux États membres d'exploiter toute la flexibilité offerte par la panoplie des instruments en matière d'aides d'État pour soutenir les entreprises et les secteurs gravement touchés par les évolutions géopolitiques. En 2022, la Commission a adopté 25 décisions dans le secteur de l'énergie au titre de l'ETC. En vertu du nouvel ETC actualisé du 28 octobre 2022, l'application a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2023.

En outre, la Commission a autorisé d'autres mesures de crise pour soutenir la solvabilité de certaines entreprises du secteur de l'énergie, conformément aux principes énoncés dans l'ETC, afin de remédier à une perturbation grave de l'économie des États membres. Entre autres, le 11 novembre 2022, la Commission a autorisé une mesure d'aide allemande visant à fournir de nouveaux capitaux à *SEFE Securing Energy for Europe GmbH* (anciennement *Gazprom Germania GmbH*) («*SEFE GmbH*»)¹⁸⁸ pour le remplacement de l'ancien actionnaire *Gazprom* par une entité publique détenue par l'Allemagne afin de garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz de l'économie allemande. Le 20 décembre 2022, la Commission a autorisé, compte tenu des engagements pris par l'Allemagne, des mesures d'aide en faveur d'*Uniper*¹⁸⁹ et de *SEFE GmbH*¹⁹⁰ consistant en des injections de capital, notamment pour couvrir les pertes résultant de la nécessité d'acheter du gaz à des prix plus élevés sur le

¹⁸⁵ Communication de la Commission — Lignes directrices concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie pour 2022 (JO C 80 du 18.2.2022, p. 1).

¹⁸⁶ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions — REPowerEU: Action européenne conjointe pour une énergie plus abordable, plus sûre et plus durable [COM(2022) 108 final du 8.3.2022].

¹⁸⁷ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions — Plan REPowerEU [COM(2022) 230 du 18.5.2022].

¹⁸⁸ Affaire SA.104353, Allemagne — Remplacement du capital social de *SEFE GmbH*.

¹⁸⁹ Affaire SA.103791, Allemagne — Recapitalisation d'*Uniper SE*; voir, également, communiqué de presse du 20 décembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_7830

¹⁹⁰ Affaire SA.105001, Allemagne — Recapitalisation de *SEFE GmbH*; voir, également, communiqué de presse du 20 décembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_7828

marché pour remplacer le gaz que les fournisseurs russes n'ont pas fourni dans le cadre des contrats à long terme existants.

Le 18 octobre 2022, la Commission a proposé un nouveau règlement d'urgence¹⁹¹ pour atténuer l'incidence des prix élevés du gaz dans l'UE. Ce règlement prévoit, entre autres, un mécanisme d'achat commun pour le gaz afin de permettre aux entreprises gazières et aux consommateurs de gaz de négocier des prix plus bas, de réduire le risque que les États membres se livrent à une surenchère mutuelle et de garantir la sécurité de l'approvisionnement de l'Union européenne dans son ensemble lors des éventuelles pénuries d'approvisionnement.

Les achats communs de gaz dans le cadre du règlement seront conformes aux règles de concurrence de l'UE. La Commission a annoncé qu'elle était prête à accompagner les entreprises dans la conception d'un éventuel consortium pour l'achat de gaz commun participant au mécanisme prévu d'agrégation de la demande et à prendre une décision, conformément à l'article 10 du règlement (CE) n° 1/2003, sur l'inapplicabilité des articles 101 et 102 du TFUE, si des garanties pertinentes sont incorporées et respectées¹⁹². La Commission a également annoncé qu'elle était prête à fournir des orientations informelles dans la mesure où les entreprises participant à tout autre consortium d'achat commun sont confrontées à des incertitudes quant à l'évaluation d'un ou de plusieurs éléments de leur accord d'achat commun au regard des règles de concurrence de l'UE¹⁹³.

Le secteur de l'énergie a également connu une intense activité en matière de concentrations et d'acquisitions en 2022: sont à signaler pour ce secteur plusieurs cas simplifiés, notamment dans le secteur des énergies renouvelables, et quelques dossiers en cours liés à la crise énergétique actuelle qui résulte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La Commission européenne a par ailleurs ouvert une enquête de phase II sur l'acquisition d'*OMV Slovenija* par *MOL* afin de déterminer si cette opération est susceptible de réduire sensiblement la concurrence effective sur le marché de la fourniture au détail de carburants en Slovénie¹⁹⁴. L'enquête est en cours.

La Commission européenne a autorisé en phase I la création d'une entreprise commune, par *SNAM* et *ENI*, pour exploiter le Transmed, un gazoduc transméditerranéen utilisé pour importer du gaz d'Algérie en Italie¹⁹⁵. La Commission européenne a aussi autorisé en phase I l'acquisition du contrôle en commun par *ENI*, avec *Sonatrach* et *Equinor*, sur l'entreprise commune *In Salah*, une société algérienne active dans la production de gaz naturel¹⁹⁶.

¹⁹¹ Proposition de règlement du Conseil renforçant la solidarité grâce à une meilleure coordination des achats de gaz, à des échanges transfrontaliers de gaz et à des prix de référence fiables [COM(2022) 549 final du 18.10.2022].

¹⁹² Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions — Urgence énergétique — Se préparer, effectuer nos achats et protéger l'UE ensemble [COM(2022) 553 final du 18.10.2022].

¹⁹³ Voir considérant 34 du règlement (UE) 2022/2576 du Conseil du 19 décembre 2022 renforçant la solidarité grâce à une meilleure coordination des achats de gaz, à des prix de référence fiables et à des échanges transfrontières de gaz (JO L 335 du 29.12.2022, p. 1).

¹⁹⁴ Affaire M.10438, *MOL/OMV Slovenija* (JO C 245 du 28.6.2022, p. 2).

¹⁹⁵ Affaire M.10619, *SNAM/ENI/JV*.

¹⁹⁶ Affaire M.10941, *ENI/Sonatrach/Equinor/In Salah JV*.

1.2. Concurrence effective dans le secteur de l'économie verte

En 2022, les activités de contrôle du respect des règles de concurrence ont continué à contribuer à la réalisation des objectifs environnementaux de l'UE en permettant d'appliquer les règles en matière d'aides d'État, de pratiques anticoncurrentielles et de concentrations.

1.2.1. Électromobilité

La transition vers une mobilité à émissions nulles reste l'un des grands objectifs de la stratégie européenne de mobilité durable et intelligente et elle apportera une contribution significative à la réalisation du pacte vert pour l'Europe. Elle peut également aider à réduire la dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles. Le déploiement à grande échelle de bornes de recharge électriques et de stations à hydrogène dans le cadre d'un marché concurrentiel est important pour garantir la généralisation des véhicules électriques et à hydrogène et encourager l'abandon des combustibles fossiles.

En 2022, la Commission a autorisé plusieurs régimes d'aides d'État pour le déploiement de bornes de recharge électriques et d'autres infrastructures pour carburants de substitution, pour l'acquisition de véhicules à émissions nulles ou à faibles émissions (notamment des bus électriques ou à hydrogène pour les transports publics) et pour l'adaptation des navires¹⁹⁷. Elle a également donné aux États membres des conseils concernant plusieurs autres régimes, afin que les États membres les soumettent au titre du RGEC ou veillent à ce qu'ils ne comportent pas d'aides d'État, conformément aux orientations pertinentes publiées¹⁹⁸. Afin de garantir que la politique de concurrence et sa mise en œuvre contribuent à la transition écologique, y compris la mobilité verte, la Commission a publié un appel d'offres ouvert pour une étude portant sur la concurrence sur le marché émergent des infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques. Cette étude sera achevée au premier trimestre 2023. Son objectif est de permettre de mieux comprendre les conditions de concurrence sur ce marché et de recenser le plus tôt possible les problèmes de concurrence potentiels afin de permettre à la concurrence de se développer de manière libre et non faussée¹⁹⁹.

1.2.2. Réduction des émissions industrielles

La réduction et la prévention des émissions industrielles de gaz à effet de serre constituent un autre volet majeur du pacte vert pour l'Europe, tout aussi important pour réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Outre la contribution substantielle à la réalisation des objectifs du pacte vert pour l'Europe qu'apportent les deux PIIEC autorisés en 2022 à la chaîne de valeur de l'hydrogène (voir section I.3.4.3), la Commission a autorisé plusieurs mesures d'aides d'État destinées à la décarbonation de secteurs industriels, tels que

¹⁹⁷ Voir, par exemple, affaire SA.62131, *Luxembourg — Régime d'aides au déploiement d'infrastructures de recharge*; affaire SA.64763, *Italie — Régime d'aides d'État pour la modernisation des navires de transport de marchandises par voie navigable*; affaire SA.101781, *Italie — Aides en faveur de Poste Italiana pour le déploiement de bornes de recharge dans les petites municipalités italiennes*; affaire SA.10479, *Allemagne — Régime d'aides pour le déploiement d'infrastructures de recharge à haute puissance pour véhicules électriques*.

¹⁹⁸ Voir: https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-12/template_RRF_electric_and_hydrogen_charging_stations.pdf; https://ec.europa.eu/competitionpolicy/system/files/2021-12/template_RRF_premiums_acquisition_low_emission_vehicles.pdf

¹⁹⁹ https://competition-policy.ec.europa.eu/single-market-programme-smp/calls-tenders-contracts/ex-ante-publicity-low-and-middle-value-contracts_fr

les secteurs sidérurgique et chimique, par l'adoption de technologies fondées sur l'hydrogène ou par l'électrification de la production d'hydrogène²⁰⁰.

La Commission a également autorisé, le 10 octobre 2022, deux régimes d'aides d'État slovaques pour la décarbonation de l'industrie²⁰¹. Il s'agit là des premières décisions sur de grands régimes de décarbonation industrielle adoptées par la Commission en vertu des nouvelles CEEAG. Ces régimes sont ouverts à tous les secteurs industriels qui relèvent du système européen d'échange de quotas d'émission; les projets soutenus seront sélectionnés selon une procédure de mise en concurrence fondée sur les coûts de réduction des émissions de CO₂.

1.2.3. Énergies renouvelables et autres technologies de réduction et d'élimination des émissions

La réduction et la prévention des émissions de gaz à effet de serre dans des secteurs autres que l'industrie, par exemple au moyen de l'installation de nouvelles capacités de production d'énergies renouvelables ou de l'amélioration de l'efficacité énergétique, sont essentielles à la réalisation de l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050. En 2022, la Commission a autorisé sept²⁰² mesures d'aides d'État au titre des nouvelles CEEAG destinées à soutenir le développement des énergies renouvelables et couvrant plusieurs technologies différentes (énergie solaire photovoltaïque, éolien en mer, hydrogène renouvelable ou biométhane, par exemple).

Le 8 août 2022, la Commission a autorisé une première mesure de soutien au titre des nouvelles CEEAG pour la production d'hydrogène renouvelable²⁰³. Le même jour, la Commission a également autorisé un régime italien, soutenu par la FRR, en faveur du développement d'installations de production de biométhane nouvelles ou converties, qui contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'augmentation de la part des énergies renouvelables. Ces deux régimes contribueront également à la réalisation des objectifs du plan REPowerEU visant à réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes et à accélérer la transition écologique.

En outre, le 27 septembre 2022, la Commission a autorisé une mesure supplémentaire complétant la loi allemande sur les énergies renouvelables («EEG 2021») et visant à soutenir la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables en Allemagne au moyen de petites installations solaires photovoltaïques sur toiture (jusqu'à 300 kW) qui injectent dans

²⁰⁰ Affaire SA.103774, Allemagne — BASF — Projet Hy4Chem-El; affaire SA.104361, Espagne — FRR — Projet Green Cobra; affaire SA.104276, Allemagne — Aides en faveur de Salzgitter pour le projet SALCOS, phase I.

²⁰¹ Affaire SA.102385, Slovaquie — Régime d'aides d'État pour la décarbonation de l'industrie au titre du PRR; affaire SA.102388, Slovaquie — Régime d'aides d'État pour la décarbonation de l'industrie au titre du Fonds pour la modernisation.

²⁰² Affaire SA.100704, Italie — FRR — Régime de soutien à la promotion du biométhane; affaire SA.101842, Pologne — Aides individuelles en faveur des parcs éoliens en mer Baltica 2 et Baltica 3; affaire SA.102003, Roumanie — FRR — Régime de soutien aux capacités de production d'hydrogène renouvelable; affaire SA.102303, Allemagne — Modification de l'EEG 2021: train de mesures de Pâques 2022 — Mesures en faveur des adopteurs précoces; affaire SA.103086, Allemagne — Modification de l'EEG 2021: cycle supplémentaire d'appels d'offres pour l'énergie solaire photovoltaïque en 2022; affaire SA.102084, Allemagne — EEG 2023; affaire SA.103069, Allemagne — Loi sur l'éolien en mer — Modifications de 2023.

²⁰³ Affaire SA.102003, Roumanie — FRR — Régime de soutien aux capacités de production d'hydrogène renouvelable.

le réseau toute l'électricité produite. Par ailleurs, l'EEG 2021 a fait l'objet d'ajustements supplémentaires sous la forme de petites modifications des appels d'offres pour l'innovation et l'énergie solaire photovoltaïque, ce qui a amélioré le caractère concurrentiel des procédures d'octroi des aides²⁰⁴. Toutes ces modifications ont été suivies en décembre 2022 d'un réexamen complet de l'EEG 2021, devenue l'«EEG 2023» le 1^{er} janvier 2023²⁰⁵. Contrairement à ce que prévoyait l'EEG 2021, le régime d'aides au titre de l'EEG 2023, doté d'un budget de 28 milliards d'EUR, sera financé par le budget fédéral allemand. L'objectif est de faire en sorte que 80 % de l'électricité soit produite à partir de sources d'énergie renouvelables d'ici à 2030, afin de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2045. Pour réaliser cet objectif, l'Allemagne prévoit d'augmenter le nombre et le volume des appels d'offres pour le solaire photovoltaïque sur les toits et au sol, l'éolien terrestre, le biométhane et l'innovation. Les améliorations les plus importantes de l'EEG 2023 sont l'introduction de garanties dans toutes les procédures d'appel d'offres, qui garantissent le caractère concurrentiel des appels d'offres, l'accord de suppression progressive du soutien en période de prix négatifs pour le 1^{er} janvier 2027 et l'introduction de mesures régionales pour l'éolien terrestre, la biomasse et le biométhane dans le sud, afin de résoudre les problèmes persistants de congestion du réseau en Allemagne. Le 21 décembre 2022, la Commission a en outre autorisé des modifications du régime allemand de soutien à la production d'énergie éolienne en mer²⁰⁶. Le régime modifié augmente les objectifs d'expansion de la capacité installée des installations éoliennes en mer et introduit une nouvelle procédure d'appel d'offres pour un type différent de sites dans la zone économique exclusive allemande, à savoir des sites qui n'ont pas fait l'objet d'une enquête préalable centralisée de la part de l'État. Grâce à cette nouvelle procédure, l'Allemagne prévoit d'accroître et d'accélérer le développement de l'éolien en mer. Dans le cas où plusieurs offres d'une valeur nulle sont reçues, les modifications introduisent une procédure de soumission dynamique, qui permettra à l'Allemagne d'opérer une différenciation et une sélection entre ces offres d'une valeur nulle. Le régime modifié restera applicable jusqu'à la fin de 2026 et dispose d'un budget total de 1,5 milliard d'EUR.

La mise en œuvre des règles concernant les pratiques anticoncurrentielles contribue également à la réalisation de l'objectif d'une économie à faibles émissions de carbone et du pacte vert pour l'Europe. En 2022, la Commission a poursuivi son enquête sur les producteurs d'éthanol soupçonnés d'avoir participé à une entente dans le but d'influencer les indices de référence de l'éthanol publiés par l'agence d'évaluation des prix *S&P Global Platts*. En juillet 2022, la Commission a informé *Alcogroup S.A.* et sa filiale *Alcodis S.A.* ainsi que *Lantmännen ek för* et sa filiale *Lantmännen Agroetanol AB* de sa conclusion préliminaire selon laquelle ces entreprises, ainsi que l'entreprise *Abengoa S.A.*, qui a conclu une transaction en décembre

²⁰⁴ Affaire SA.102303, Allemagne — Modification de l'EEG 2021: train de mesures de Pâques 2022 — Mesures en faveur des adopteurs précoces; affaire SA.103086, Allemagne — Modification de l'EEG 2021: cycle supplémentaire d'appels d'offres pour l'énergie solaire photovoltaïque en 2022.

²⁰⁵ Affaire SA.102084, Allemagne — EEG 2023.

²⁰⁶ Affaire SA.103069, Allemagne — Loi sur l'éolien en mer — Modifications de 2023.

2021²⁰⁷, avaient enfreint les règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles²⁰⁸. Les biocarburants tels que l'éthanol peuvent contribuer à promouvoir des transports plus propres et à réduire les émissions de gaz à effet de serre, soutenant ainsi la réalisation des objectifs énergétiques de l'UE et du pacte vert pour l'Europe.

1.2.4. Infrastructures énergétiques

En décembre 2022, la Commission a ouvert une enquête approfondie²⁰⁹ afin de déterminer si la modification de la mesure d'aide visant à soutenir l'exploitation du terminal GNL de Klaipėda par le fournisseur désigné *Litgas* entre 2016 et 2018 est conforme aux règles de l'UE en matière d'aides d'État en ce qui concerne la compensation des coûts liés à l'évaporation et des coûts d'équilibrage au titre de l'encadrement SIEG²¹⁰. L'ouverture de l'enquête approfondie a fait suite à l'annulation partielle par le Tribunal d'une précédente décision de la Commission autorisant des modifications de la mesure²¹¹.

En ce qui concerne les autres projets d'infrastructures énergétiques, la Commission a adopté en septembre 2022 deux décisions relatives à des mesures de soutien à l'installation de dispositifs de stockage d'électricité: un régime d'aides d'État grec au titre de la facilité pour la reprise et la résilience²¹² et une mesure d'aide d'État individuelle croate²¹³. Ces deux mesures ont été appréciées et autorisées au titre de la section 4.9 des CEAAG, concernant les aides en faveur des infrastructures énergétiques. Les dispositifs de stockage d'électricité peuvent contribuer à l'intégration harmonieuse d'une part croissante d'énergie renouvelable dans le système électrique, conformément aux objectifs stratégiques de l'UE relatifs au pacte vert pour l'Europe.

1.2.5. Réseaux de chaleur et de froid

Le secteur du chauffage et du refroidissement joue un rôle crucial dans l'ambition de l'UE de passer à une économie propre et neutre en carbone d'ici à 2050. Le 2 août 2022, la Commission a autorisé un régime allemand d'un montant de 2,98 milliards d'EUR visant à promouvoir un chauffage urbain vert fondé sur des énergies renouvelables et la chaleur résiduelle. La mesure soutient la construction de nouveaux réseaux de chauffage urbain et la décarbonation des réseaux existants ainsi que la mise en place de nouvelles installations de production de chaleur²¹⁴. En outre, le 30 septembre 2022, la Commission a autorisé un régime

²⁰⁷ Voir communiqué de presse du 10 décembre 2021 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_6769

²⁰⁸ Voir communiqué de presse du 7 juillet 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_4362

²⁰⁹ Affaire SA.44678, *Lituanie — Modification des aides en faveur d'un terminal GNL en Lituanie*; voir, également, communiqué de presse du 1^{er} décembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7231

²¹⁰ Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (JO L 7 du 11.1.2012, p. 3).

²¹¹ Arrêt du Tribunal du 8 septembre 2021, affaire T-193/19, *Achema et Achema Gas Trade/Commission*, EU:T:2021:558.

²¹² Affaire SA.64736, *Grèce — FRR — Soutien financier en faveur de dispositifs de stockage d'électricité*.

²¹³ Affaire SA.64374, *Croatie — Aide individuelle en faveur d'IE-Energy pour le stockage d'énergie à l'échelle du réseau*.

²¹⁴ Affaire SA.63177, *Allemagne — Soutien fédéral pour des réseaux de chauffage efficaces*.

d'un montant de 390 millions d'EUR, partiellement financé par la FRR, destiné à soutenir la production d'électricité et de chaleur par des installations de cogénération à haut rendement raccordées aux réseaux de chauffage urbain en Roumanie²¹⁵.

1.2.6. Abandon progressif du charbon

En 2022, la Commission a poursuivi l'examen des mesures prises par les États membres pour soutenir l'abandon progressif de la production d'électricité à partir de charbon. Entre autres, la Commission a poursuivi son enquête approfondie sur les projets de l'Allemagne visant à indemniser les centrales au lignite fermant plus rapidement que prévu²¹⁶.

À la suite d'une mesure temporaire d'aide au sauvetage octroyée par la Roumanie à la compagnie d'électricité roumaine *Complexul Energetic Oltenia SA* («*CE Oltenia*»), après avoir été autorisée par la Commission conformément aux règles de l'UE en matière d'aides d'État, la Roumanie a notifié à la Commission un plan visant à restructurer *CE Oltenia*. Le 26 janvier 2022, à la suite d'une procédure formelle d'examen, la Commission a adopté une décision conditionnelle, au titre des lignes directrices de 2014 concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration, autorisant une aide d'un montant de 2,65 milliards d'EUR. Le plan de restructuration autorisé prévoit l'abandon progressif du lignite par la fermeture des centrales au lignite et des mines de lignite en vertu du plan de décarbonation de la Roumanie, qui vise à remplacer la production d'électricité à partir de lignite par une production d'électricité à partir de gaz naturel et d'énergies renouvelables (énergie solaire et énergie hydraulique)²¹⁷.

1.2.7. Révision des lignes directrices SEQE

Le 21 septembre 2020, la Commission a adopté les lignes directrices révisées de l'UE concernant les aides d'État liées au système d'échange de quotas dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2021 (les «lignes directrices SEQE»)²¹⁸, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et ont été complétées par la communication de la Commission du 30 décembre 2021²¹⁹. En 2022, la Commission a adopté, au titre des lignes directrices SEQE, 13 décisions autorisant dans différents États membres des régimes de compensation des coûts indirects des utilisateurs grands consommateurs d'électricité, et couvrant également la compensation des coûts encourus en 2021.

1.3. Sécurité de l'approvisionnement en énergie

En 2022, la Commission a poursuivi l'examen des mesures prises par les États membres pour garantir la sécurité de l'approvisionnement en électricité. Le 11 octobre 2022, la Commission a autorisé un mécanisme de capacité destiné à garantir la sécurité de l'approvisionnement en

²¹⁵ Affaire SA.101723, Roumanie — Aide à l'investissement pour une installation de cogénération à haut rendement fonctionnant au gaz naturel dans un réseau de chauffage urbain.

²¹⁶ Affaire SA.53625, Allemagne — Abandon progressif du lignite.

²¹⁷ Affaire SA.59974, Roumanie — Aide à la restructuration en faveur de *Complexul Energetic Oltenia SA*.

²¹⁸ Communication de la Commission — Lignes directrices concernant certaines aides d'État dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2021 (JO C 317 du 25.9.2020, p. 5).

²¹⁹ Communication de la Commission complétant les lignes directrices concernant certaines aides d'État dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2021 (JO C 528 du 30.12.2021, p. 1).

électricité en Finlande, tout en contribuant à la réduction des émissions dans le secteur de l'électricité. Il s'agit là de la première décision sur la sécurité de l'approvisionnement adoptée par la Commission en vertu des nouvelles CEEAG. La mesure soutient les unités de production d'électricité, de participation active de la demande et de stockage d'électricité afin d'assurer leur disponibilité au cas où l'équilibre entre l'offre et la demande risquerait d'entraîner des pénuries. Les projets soutenus seront sélectionnés par l'intermédiaire d'une procédure d'appel d'offres fondée sur le niveau de l'aide par unité de capacité demandée²²⁰.

1.4. Concurrence effective sur les marchés de l'énergie

En 2022, la Commission a poursuivi ses enquêtes en matière de pratiques anticoncurrentielles dans le secteur de l'énergie.

La Commission a poursuivi son enquête visant le fournisseur historique grec d'électricité *Public Power Corporation* (PPC) pour un éventuel comportement prédateur sur le marché de gros de l'électricité sur le réseau interconnecté grec (principalement en Grèce continentale). L'enquête est axée sur le comportement stratégique allégué de PPC dans les procédures d'appels d'offres, qui a pu conduire à la sélection de ses unités thermiques pour la production d'électricité alors même qu'elles ne couvraient pas leurs coûts variables moyens²²¹.

Les échanges d'électricité jouent un rôle important et croissant dans la gestion efficace et sûre des réseaux électriques et aident à garantir que l'électricité est acheminée de son lieu de production vers le lieu où elle est le plus nécessaire. Dans ce contexte, la Commission a poursuivi son enquête visant à déterminer si la bourse de l'électricité *EPEX Spot SE* a entravé les activités de ses concurrents sur le marché des services de facilitation des échanges d'électricité infrajournaliers dans au moins six États membres d'Europe centrale et occidentale²²².

La Commission examine également si les principaux fournisseurs de gaz européens ont pu se livrer à un comportement anticoncurrentiel contribuant aux perturbations des marchés et des prix de l'énergie dans l'EEE observées depuis le second semestre 2021. Dans ce contexte, elle a procédé à des inspections inopinées dans les locaux de plusieurs entreprises exerçant en Allemagne des activités de fourniture, de transport et de stockage de gaz naturel²²³.

Le 31 mars 2022, la Commission a clôturé son enquête en matière de pratiques anticoncurrentielles concernant des accords de fourniture de gaz naturel liquéfié (GNL) conclus entre *Qatar Energy* et plusieurs importateurs de gaz européens²²⁴. La Commission avait cherché à déterminer si ces accords pouvaient constituer des restrictions territoriales des échanges de GNL au sein de l'EEE, notamment sous la forme de clauses de destination. La décision de clôturer l'enquête était fondée sur une analyse approfondie de tous les éléments de preuve pertinents, dont les informations transmises par *Qatar Energy* et les importateurs de

²²⁰ Affaire SA.55604, *Finlande — Réserve stratégique de la Finlande*.

²²¹ Affaire AT.40278, *Marché de gros de l'électricité en Grèce*.

²²² Affaire AT.40700, *Échanges infrajournaliers d'électricité de gros*.

²²³ Voir communiqué de presse du 31 mars 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_2202

²²⁴ Affaire AT.40416, *Approvisionnement en GNL de l'Europe*.

gaz européens, la Commission ayant conclu que les éléments recueillis ne confirmaient pas ses préoccupations initiales.

2. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ET MÉDIAS

2.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté

Les marchés des secteurs de l'information, de la communication, des technologies et des médias («TIC») sont les principaux moteurs d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Ils continuent d'évoluer rapidement, au rythme des nouveaux dispositifs et développements immatériels qui font leur apparition, tels que des services, des applications et des écosystèmes numériques. Les modèles d'entreprise et les sources de revenus tendent à évoluer plus vite sur les marchés numériques qu'ailleurs. Les services numériques ont généré des avantages importants pour les utilisateurs et ont ouvert de nouveaux débouchés commerciaux. Ils peuvent accroître le choix des consommateurs et améliorer l'efficacité et la compétitivité. Les grandes plateformes de fourniture de services numériques représentent des éléments structurels essentiels de l'économie d'aujourd'hui.

La Commission s'efforce de protéger l'innovation et le choix des consommateurs ainsi que de garantir l'égalité des chances pour les acteurs du marché. Compte tenu de la nature dynamique des marchés des TIC, la Commission s'attache à maintenir les marchés ouverts aux nouveaux entrants et à encourager l'innovation technologique.

Les effets de réseau fréquemment observés sur les marchés des TIC rendent ceux-ci particulièrement exposés à l'enfermement des consommateurs et aux positions solidement établies des fournisseurs dominants. Les acteurs du marché jouent souvent un double rôle, en exploitant une plateforme ou une place de marché pour le compte de tiers et en proposant en même temps leurs propres produits ou services sur cette plateforme ou place de marché, en concurrence avec ces tiers. Cela peut donner lieu à des pratiques d'«autopréférence» et de discrimination, y compris le verrouillage vertical des plateformes numériques jouant un «double rôle». Sur les marchés des TIC, l'accès à divers types de données et leur contrôle seront souvent déterminants pour assurer le succès commercial. Dans le même temps, les pratiques anticoncurrentielles fondées sur l'exploitation des données peuvent créer des barrières à l'entrée et amener les petits concurrents innovants à se retirer prématurément du marché, ainsi que restreindre de manière injustifiée le choix des consommateurs.

De plus, le secteur des médias a considérablement évolué en raison de la convergence technologique, les contenus étant fournis aux utilisateurs par l'intermédiaire d'un éventail croissant d'appareils et de réseaux (par exemple, les films, la musique et les contenus éditoriaux proposés par différentes plateformes sont disponibles sur les écrans de télévision, les téléphones, les tablettes et les ordinateurs portables au moyen de différents réseaux de télécommunications, fixes comme mobiles). Sur les marchés des médias, les pratiques anticoncurrentielles peuvent compromettre l'innovation technologique et empêcher les consommateurs de bénéficier d'un large accès à des contenus de haute qualité à des prix compétitifs.

Afin de contribuer à la transition numérique, il convient de garantir un contrôle efficace des éventuels comportements anticoncurrentiels des acteurs du marché, y compris des

plateformes, ainsi qu'une intervention rapide sur les marchés des TIC. Dans le but de rendre et de maintenir les marchés ouverts et concurrentiels conformément aux objectifs de la stratégie numérique de l'UE, l'application de la législation doit se concentrer sur la sauvegarde de l'interopérabilité et de la concurrence entre les plateformes technologiques.

2.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes

2.2.1. Données et plateformes

Les données sont devenues un intrant crucial pour les services numériques. La compétitivité des entreprises dépend de plus en plus de leur capacité à accéder en temps utile aux données pertinentes. Les données sont également un intrant clé pour le développement de l'intelligence artificielle. Dans ce contexte, la mise en œuvre par la Commission des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles vise à garantir que les plateformes numériques n'accèdent pas aux données ni ne les utilisent de manière anticoncurrentielle.

En 2022, la Commission a poursuivi son enquête concernant *Meta*, ouverte le 4 juin 2021. Par cette enquête, la Commission cherche à établir si *Meta* a enfreint l'article 102 du TFUE en utilisant des données publicitaires recueillies en particulier auprès d'annonceurs afin de les concurrencer sur des marchés où *Meta* est présente, tels que celui de la publicité en ligne²²⁵. Elle vise aussi à déterminer si *Meta* lie son service de publicité en ligne «Facebook Marketplace» à son réseau social. Le 19 décembre 2022, la Commission a informé *Meta* qu'elle estime, à titre préliminaire, que cette entreprise a enfreint les règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles en faussant la concurrence sur les marchés des annonces publicitaires en ligne. La Commission craint que *Meta* ne lie son service d'annonces publicitaires en ligne, Facebook Marketplace, à son réseau social personnel, Facebook. La Commission craint également que *Meta* n'impose des conditions commerciales déloyales aux concurrents de Facebook Marketplace²²⁶.

La Commission a également poursuivi son enquête, ouverte le 22 juin 2021, concernant un large éventail de pratiques de *Google* liées aux technologies de publicité et aux données²²⁷. La Commission examine si le comportement de *Google* et son utilisation des données dans le secteur de la publicité en ligne et de la fourniture de services de technologies de publicité, c'est-à-dire de services d'intermédiation en ligne entre les annonceurs et les éditeurs en vue de la diffusion de publicités, sont contraires aux articles 101 et 102 du TFUE. L'enquête porte notamment sur: 1) des restrictions potentielles quant à la manière dont les services de technologies de publicité concurrents sont en mesure de proposer des affichages publicitaires en ligne sur *YouTube* et une obligation potentielle d'utiliser les services de *Google* pour acheter des affichages publicitaires en ligne dans le cadre d'un programme sur *YouTube*,

²²⁵ Affaire AT.40684, *Effet de levier de Facebook*; voir, également, communiqué de presse du 4 juin 2021 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_2848

²²⁶ Affaire AT.40684, *Effet de levier de Facebook*; voir, également, communiqué de presse du 19 décembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7728.

²²⁷ Affaire AT.40670, *Google — Pratiques liées aux technologies de publicité et aux données*; voir, également, communiqué de presse du 22 juin 2021 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_3143

depuis au moins 2015; 2) un avantage potentiel en faveur des différents services de technologies de publicité de *Google* tout au long de la chaîne de valeur, depuis au moins 2010; 3) des restrictions potentielles imposées par *Google* en ce qui concerne la capacité des annonceurs, des éditeurs et des intermédiaires concurrents dans le domaine de l’affichage publicitaire en ligne d’accéder aux données relatives à l’identité ou au comportement des utilisateurs, données qui sont à la disposition des propres services de technologies de publicité de *Google*, depuis au moins 2012; 4) le projet annoncé par *Google* d’interdire le placement de cookies tiers sur son navigateur Chrome et de les remplacer par la panoplie d’outils «Privacy Sandbox», au moins depuis que ce projet a été annoncé en janvier 2020; et 5) le projet annoncé par *Google* de ne plus mettre l’identifiant publicitaire à la disposition de tiers sur les appareils Android lorsqu’un utilisateur renonce à la publicité personnalisée ou fondée sur ses intérêts, au moins depuis que ce projet a été annoncé en juin 2021.

En décembre 2022, la Commission a également clôturé une enquête²²⁸, ouverte en mars 2022 en application des articles 101 et 102 du TFUE, au sujet d’un accord dit «Jedi Blue» entre *Google* et *Meta* concernant les services d’affichage publicitaire en ligne.

Le 14 juillet 2022, la Commission a sollicité un retour d’information sur les engagements proposés par *Amazon* dans le cadre de deux enquêtes²²⁹. La première enquête portait sur la dépendance systémique d’*Amazon* à l’égard des données commerciales non publiques des vendeurs indépendants qui proposent leurs produits et services sur sa place de marché au bénéfice de sa propre activité de vente au détail, qui est en concurrence directe avec celle de ces vendeurs tiers²³⁰. La seconde enquête était motivée par l’avis préliminaire de la Commission selon lequel les critères fixés par *Amazon* pour sélectionner le vainqueur de la «boîte d’achat» et permettre aux vendeurs de proposer des produits aux utilisateurs Prime, dans le cadre de son programme de fidélisation Prime, conduisent à un traitement préférentiel de l’activité de détail d’*Amazon* ou de vendeurs tiers qui utilisent les services logistiques et de livraison d’*Amazon*²³¹. En juillet 2022, la Commission a invité à formuler des observations²³² sur les engagements proposés par *Amazon* pour résoudre les problèmes de concurrence liés à son utilisation de données non publiques des vendeurs de sa place de marché et à un éventuel parti pris dans l’octroi aux vendeurs de l’accès à sa Buy Box et à son programme Prime. Le 20 décembre 2022, sur la base des résultats de la consultation des acteurs du marché et des engagements modifiés proposés par *Amazon*, la Commission a conclu que les engagements définitifs répondaient à ses préoccupations en matière de concurrence et les a rendus

²²⁸ Affaire AT.40774, *Accord entre Google et Facebook (Open Bidding)*; voir, également, communiqué de presse du 19 décembre 2022 à l’adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/mex_22_7832

²²⁹ Affaires AT.40462, *Place de marché («Marketplace») d’Amazon*, et AT.40703, *Boîte d’achat («Buy Box») d’Amazon*; voir, également, communiqué de presse du 14 juillet 2022 à l’adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_4522

²³⁰ Affaire AT.40462, *Place de marché («Marketplace») d’Amazon*; voir, également, communiqué de presse du 10 novembre 2022 à l’adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2077

²³¹ Affaire AT.40703, *Boîte d’achat («Buy Box») d’Amazon*; voir, également, communiqué de presse du 10 novembre 2022 à l’adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2077

²³² Affaire AT.40462, *Place de marché («Marketplace») d’Amazon*, et affaire AT.40703, *Boîte d’achat («Buy Box») d’Amazon*, proposition d’engagements; voir: https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases1/202229/AT_40462_8414012_7971_3.pdf

juridiquement contraignants en vertu des règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles²³³. La Commission a constaté que les engagements définitifs d'*Amazon* garantiront qu'*Amazon* n'utilisera pas les données des vendeurs sur sa place de marché pour ses propres activités de détail et qu'elle accordera un accès non discriminatoire à Buy Box et au programme Prime.

La Commission a accepté les engagements modifiés d'Amazon l'empêchant d'utiliser les données des vendeurs actifs sur sa place de marché et garantissant l'égalité d'accès à la Buy Box et au programme Prime

Pour répondre aux préoccupations de la Commission en matière de concurrence dans le cadre des deux procédures, Amazon a initialement proposé les engagements suivants:

- En ce qui concerne l'utilisation des données des vendeurs actifs sur sa place de marché, Amazon a proposé les engagements suivants:

- s'abstenir d'utiliser des données non publiques relatives aux activités des vendeurs indépendants sur sa place de marché, ou tirées de celles-ci, pour ses activités de vente au détail qui sont en concurrence avec ces vendeurs;
- ne pas utiliser ces données aux fins de la vente de produits de marque ou de la vente de produits sous sa propre marque.

- En ce qui concerne la Buy Box, Amazon a proposé les engagements suivants:

- appliquer l'égalité de traitement à tous les vendeurs lors du classement de leurs offres aux fins de la sélection du gagnant de la Buy Box;
- afficher une deuxième offre concurrente à celle du gagnant de la Buy Box s'il existe une deuxième offre d'un autre vendeur suffisamment différenciée de la première sur les plans du prix et/ou de la livraison. Les deux offres afficheront les mêmes informations descriptives et offriront les mêmes possibilités d'achat.

- En ce qui concerne Prime, Amazon a proposé les engagements suivants:

- fixer des conditions et des critères non discriminatoires pour l'éligibilité à Prime des vendeurs actifs sur la place de marché et des offres;
- permettre aux vendeurs bénéficiant des conditions Prime de choisir librement les transporteurs pour leurs services logistiques et de livraison et de négocier les conditions directement avec le transporteur de leur choix;
- ne pas utiliser, pour ses propres services logistiques, d'informations obtenues grâce à Prime sur les conditions et les performances des transporteurs tiers.

Entre juillet et septembre 2022, la Commission a soumis les engagements d'Amazon aux acteurs du marché et a consulté tous les tiers intéressés afin de vérifier si les engagements proposés élimineraient les problèmes de concurrence qu'elle avait recensés. À la lumière des résultats de cette consultation, Amazon a modifié sa proposition initiale et s'est encore engagée à:

- afficher une deuxième offre concurrente à celle du gagnant de la Buy Box et améliorer la présentation en la rendant plus visible et prévoir un mécanisme de réexamen si la présentation n'attire pas suffisamment l'attention du consommateur;
- garantir la transparence et les flux d'informations précoces vers les vendeurs et les transporteurs au sujet des engagements et de leurs droits nouvellement acquis, permettant, entre autres, de changer rapidement de vendeur pour se tourner vers des transporteurs indépendants;
- définir les moyens permettant aux transporteurs indépendants de contacter directement leurs clients Amazon, conformément aux règles en matière de protection des données, afin de leur permettre de fournir des services de livraison équivalents à ceux proposés par Amazon;
- garantir la protection des données des transporteurs contre l'utilisation par les services logistiques concurrents d'Amazon, en particulier en ce qui concerne les informations sur les profils de fret;

²³³ Affaire AT.40462, *Place de marché («Marketplace») d'Amazon*, et affaire AT.40703, *Boîte d'achat («Buy Box») d'Amazon*, décision de la Commission du 20 décembre 2022; voir, également, communiqué de presse du 20 décembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7777

- mettre en place un mécanisme de plainte centralisé, ouvert à tous les vendeurs et transporteurs en cas de soupçon de non-respect des engagements;
- confier des pouvoirs importants au mandataire chargé de la surveillance en introduisant de nouvelles obligations de notification.

Les engagements acceptés couvrent toutes les places de marché actuelles et futures d'Amazon dans l'Espace économique européen. Ils excluent l'Italie pour ce qui est des engagements relatifs à la Buy Box et à Prime, compte tenu de la décision de l'autorité italienne de la concurrence du 30 novembre 2021 imposant des mesures correctives à Amazon en ce qui concerne le marché italien. Les engagements définitifs resteront en vigueur pendant sept ans en ce qui concerne Prime et l'affichage de la deuxième offre concurrente de la Buy Box, et pendant cinq ans pour les autres parties des engagements. Sous la supervision de la Commission, un mandataire indépendant sera chargé de contrôler la mise en œuvre et le respect des engagements. Si Amazon contrevenait aux engagements, la Commission pourrait lui infliger une amende pouvant aller jusqu'à 10 % de son chiffre d'affaires annuel total, sans avoir à prouver l'existence d'une quelconque violation des règles de concurrence de l'Union, ou une astreinte de 5 % du chiffre d'affaires quotidien d'Amazon pour chaque jour de non-respect.

La Commission mène également une enquête au sujet des règles d'*Apple* relatives à la distribution d'applications qui sont en concurrence avec ses propres applications et services sur son App Store dans l'Espace économique européen²³⁴. Dans l'affaire *Pratiques concernant l'App Store (musique en continu)* en particulier, la Commission a conclu à titre préliminaire que les exigences imposées par *Apple* faussaient la concurrence sur le marché de la diffusion de musique en continu et constituaient un abus de position dominante de la part d'*Apple* sur le marché de la distribution d'applications de diffusion de musique en continu destinées aux utilisateurs d'iPhone et d'iPad²³⁵.

Le 27 janvier 2022, la Commission a autorisé l'acquisition de *Kustomer*, un fournisseur de logiciels de gestion des relations avec la clientèle, par *Meta*²³⁶. La Commission a mené une enquête approfondie, craignant que l'opération ne nuise à la concurrence sur le marché de la fourniture de logiciels de gestion des relations avec la clientèle, étant donné que *Meta* aurait pu mener des stratégies d'éviction des concurrents de *Kustomer* et des nouveaux entrants, en supprimant l'accès aux interfaces de programmation (API) pour ses canaux de messagerie (Messenger, Instagram, WhatsApp). Afin d'apaiser les craintes en matière de concurrence, *Meta* a proposé des mesures correctives en matière d'accès pour une durée de dix ans. Ces mesures correctives sont les suivantes: i) la garantie aux concurrents de *Kustomer* d'un accès non discriminatoire aux API publiques de *Meta* pour ses canaux de messagerie; ii) un engagement sur un accès paritaire aux API, toutes les améliorations et mises à jour mises à la disposition de *Kustomer* étant également mises à la disposition des concurrents de *Kustomer*. La Commission a conclu que l'opération, telle que modifiée par les mesures correctives, ne poserait plus de problèmes de concurrence.

²³⁴ Affaire AT.40437, *Apple — Pratiques concernant l'App Store (musique en continu)*; affaire AT.40652, *Apple — Pratiques concernant l'App Store (livres électroniques et audio)*; affaire AT.40716, *Apple — Pratiques concernant l'App Store*.

²³⁵ Affaire AT.40437, *Apple — Pratiques concernant l'App Store (musique en continu)*; voir, également, communiqué de presse du 30 avril 2021 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_2061

²³⁶ Affaire M.10262, *Meta (anciennement Facebook)/Kustomer*, décision de la Commission du 27 janvier 2020, disponible à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/competition/mergers/cases1/202242/M_10262_8559915_3054_3.pdf

Le 20 janvier 2022, la Commission a publié le rapport final²³⁷ et le document de travail de ses services qui l'accompagne²³⁸ concernant son enquête sectorielle sur l'internet des objets (IDO) pour les consommateurs ouverte en juillet 2020, en vertu de l'article 17 du règlement (CE) n° 1/2003²³⁹. Ce rapport présente les conclusions de l'enquête sectorielle, y compris un certain nombre de problèmes de concurrence potentiels soulevés par les parties prenantes, à l'égard notamment des assistants vocaux et des systèmes d'exploitation des dispositifs intelligents, de l'accumulation de grandes quantités de données et de l'accès à celles-ci, et d'un manque d'interopérabilité.

Le règlement sur les marchés numériques

Le règlement sur les marchés numériques traite de pratiques systémiques qui émergent sur les marchés numériques, telles que le pouvoir de contrôleur d'accès des grandes plateformes numériques. Il établit les critères à appliquer pour identifier les «contrôleurs d'accès» qui relèvent du règlement. Lorsqu'une plateforme atteint les seuils quantitatifs au niveau 1) de sa taille, 2) de ses entreprises utilisatrices et utilisateurs finaux actifs et 3) d'une position solidement établie et durable, elle est réputée être un contrôleur d'accès. La Commission pourra également désigner individuellement des contrôleurs d'accès au terme d'une évaluation qualitative. Les contrôleurs d'accès désignés seront tenus de se conformer à un ensemble de règles harmonisées, qui visent à maintenir la contestabilité des services de plateforme essentiels et à restreindre les pratiques déloyales à l'égard de leurs entreprises utilisatrices, dans un délai de six mois à compter de leur désignation en tant que contrôleur d'accès. En cas de non-respect des obligations, des amendes pouvant atteindre 10 % du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise peuvent être infligées. En outre, en cas d'infractions systématiques, des mesures correctives comportementales ou structurelles proportionnées peuvent être imposées à ces entreprises.

Un accord politique sur le règlement sur les marchés numériques est intervenu le 24 mars 2022. Le texte final a été signé le 14 septembre 2022 par le Conseil et le Parlement et a été publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 12 octobre 2022. Le règlement sur les marchés numériques est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2022 et s'applique à compter du 2 mai 2023. Dans les deux mois suivants, les entreprises fournissant des services de plateforme essentiels qui atteignent les seuils quantitatifs devront le notifier à la Commission et fournir toutes les informations pertinentes. La Commission disposera ensuite d'un délai de deux mois pour adopter une décision désignant un contrôleur d'accès spécifique. Les contrôleurs d'accès désignés auront jusqu'à six mois après la décision de la Commission pour se conformer aux obligations du règlement sur les marchés numériques.

En outre, la Commission doit élaborer un certain nombre d'actes d'exécution et de modèles de décisions et mettre en place des procédures internes, y compris des registres et des systèmes informatiques.

2.2.2. Marchés de technologies

Les actions de la Commission sur les marchés des technologies visent à maintenir la concurrence sur les marchés et à maximiser les incitations à l'innovation. Dans ce contexte, la Commission a continué de contrôler le respect de ses décisions dans les affaires *Moteur de*

²³⁷ Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen — Rapport final — Enquête sectorielle sur l'internet des objets de consommation [COM(2022) 19 final du 20.1.2022], disponible à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2022-01/internet-of-things_final_report_2022_fr.pdf

²³⁸ Document de travail des services de la Commission — Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen: Rapport final — Enquête sectorielle sur l'internet des objets de consommation [SWD(2022) 10 final du 20.1.2022], disponible à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2022-01/internet-of-things_final_report_2022_staff_working_document_0.pdf

²³⁹ Décision de la Commission du 16 juillet 2020 relative à l'ouverture d'une enquête sur le secteur des biens et services de consommation liés à l'internet des objets en vertu de l'article 17 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil, disponible à l'adresse suivante: https://competition-policy.ec.europa.eu/system/files/2021-05/internet-of-things_decision_initiating_inquiry_fr.pdf

recherche Google (Shopping)²⁴⁰ et Google Android²⁴¹.

En février 2022, *NVIDIA*, un fournisseur mondial de semi-conducteurs, a retiré la notification de son projet d'acquisition d'*Arm*, un fournisseur d'architectures essentielles et de propriété intellectuelle (PI) aux fabricants de puces pour la conception d'unités de traitement, et a renoncé à l'opération. La Commission avait ouvert une enquête approfondie afin d'examiner le projet d'acquisition d'*Arm* par *NVIDIA*, la Commission ayant constaté qu'*Arm* disposait d'un pouvoir important sur le marché en amont de la concession de licences de PI pour la conception de processeurs²⁴². Au cours de l'enquête approfondie, la Commission a enquêté sur les risques que l'entité issue de la concentration ait la capacité de restreindre ou de dégrader l'accès à la PI d'*Arm* par les fournisseurs de processeurs concurrents de *NVIDIA* en aval, ou soit incitée à le faire. Cela pourrait entraîner une hausse des prix, une diminution du choix et une réduction de l'innovation dans le secteur des semi-conducteurs.

En décembre 2022, la Commission a ouvert une enquête approfondie afin d'apprécier le projet d'acquisition de *VMware* par *Broadcom*²⁴³. *Broadcom* est un fournisseur de matériel informatique, principalement de cartes d'adaptateur réseau et d'adaptateurs, tandis que *VMware* propose des logiciels de virtualisation. La Commission craint surtout que l'opération ne permette à *Broadcom* de réduire la capacité des fournisseurs concurrents de matériel informatique de lui faire concurrence, principalement en détériorant l'interopérabilité des logiciels de virtualisation de *VMware* avec les matériels de ses concurrents.

L'affaire Google Android

Le 14 septembre 2022, le Tribunal a largement confirmé la décision de la Commission de 2018 dans l'affaire *Google Android* par laquelle celle-ci avait conclu que Google avait imposé des restrictions illégales aux fabricants d'appareils Android et aux opérateurs de réseaux mobiles, afin de préserver sa position dominante sur le marché de la recherche générale sur l'internet. Le Tribunal a réduit le montant de l'amende, la faisant passer de 4,34 milliards d'EUR à 4,125 milliards d'EUR. Plus précisément, le Tribunal a confirmé la conclusion de la Commission selon laquelle Android et iOS appartenaient à des marchés de produits en cause distincts. Il a également confirmé les conclusions de la Commission selon lesquelles Google avait restreint la concurrence des services de recherche générale et des navigateurs concurrents, au moyen des conditions de préinstallation imposées par Google aux fabricants d'appareils mobiles, et des versions alternatives d'Android et des services de recherche générale concurrents, au moyen de ses accords anti-fragmentation.

Parallèlement, la Commission continue de surveiller les mesures correctives mises en œuvre par Google dans l'EEE. Google a cessé la vente liée de sa boutique d'applications en ligne (Google Play Store), de son application de recherche (Google Search) et de son navigateur (Google Chrome) sur les appareils mobiles intelligents fonctionnant sous Google Android. Google a autorisé les fabricants d'appareils à vendre une version dérivée d'Android sur les appareils de leur choix tout en continuant à vendre d'autres appareils fonctionnant sous Google Android et compatibles avec Google Play. Google a déployé un écran de sélection permettant aux utilisateurs de choisir leur moteur de recherche préféré lors de la configuration d'un nouvel appareil.

²⁴⁰ Affaire AT.39740, *Moteur de recherche Google (Shopping)*, décision de la Commission du 27 juin 2017, disponible à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases/dec_docs/39740/39740_14996_3.pdf

²⁴¹ Affaire AT.40099, *Google Android*, décision de la Commission du 18 juillet 2018, disponible à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases/dec_docs/40099/40099_9993_3.pdf

²⁴² Affaire M.9987, *Nvidia/Arm*; voir, également, communiqué de presse du 27 octobre 2021 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_5624

²⁴³ Affaire M.10806, *Broadcom/VMware*; voir, également, communiqué de presse du 20 décembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7835

2.2.3. Secteur des télécommunications

Les consommateurs européens doivent pouvoir disposer d'un choix accru dans le secteur des télécommunications, et ce en bénéficiant de prix bas, d'une qualité élevée et de services innovants. Les accords de partage d'infrastructures mobiles peuvent être une source de gains d'efficacité, tels que la réduction des coûts et l'amélioration de la qualité. Toutefois, ces accords peuvent avoir des effets restrictifs sur la concurrence, car ils peuvent limiter la concurrence en matière d'infrastructures qui aurait lieu en l'absence d'accord. Une section contenant des orientations sur l'évaluation des accords de partage d'infrastructures mobiles au regard du droit de la concurrence a été introduite dans le projet de lignes directrices révisées relatives aux accords de coopération horizontale, qui a été ouvert à une consultation publique en 2022²⁴⁴. Ces lignes directrices soulignent la nécessité de procéder à une évaluation au cas par cas au titre de l'article 101 du TFUE, énoncent une gamme d'éléments pertinents pour l'appréciation sous l'angle de la concurrence, exposent les grands principes à appliquer à l'autoévaluation des différents types d'accords de partage d'infrastructures mobiles et fixent des exigences minimales à respecter pour qu'un accord de partage d'infrastructures mobiles ne soit pas considéré à première vue comme étant susceptible d'avoir des effets restrictifs au sens de l'article 101 du TFUE.

En 2022, la Commission a poursuivi son enquête sur des accords de partage d'infrastructures mobiles entre les deux plus grands opérateurs de Tchéquie, *O2/CETIN* et *T-Mobile*. À la suite de l'envoi d'une communication des griefs en 2019, la Commission a adopté, le 27 août 2021, une évaluation préliminaire exposant les préoccupations qu'elle continuait d'avoir en ce qui concerne les effets négatifs des accords de partage sur la concurrence. Les principales préoccupations exprimées portaient sur la réduction de la capacité et de l'incitation de *T-Mobile* et d'*O2* à investir unilatéralement dans des infrastructures de réseau, notamment en raison d'une limitation des technologies, de mesures financières dissuasives et d'un échange d'informations, ce qui pourrait entraîner une réduction de la flexibilité en matière de compétitivité, d'innovation et de différenciation des technologies ou des produits et, par conséquent, avoir une incidence négative sur la concurrence sur les marchés de détail et de gros des services de télécommunications mobiles en République tchèque, ce qui se traduirait par une réduction du choix, une diminution de la qualité des services et des retards dans l'innovation. Les parties ont proposé des engagements pour apaiser les inquiétudes de la Commission en matière de concurrence. Ces engagements concernent certaines mises à niveau du matériel, certaines conditions financières pour les déploiements unilatéraux, d'autres restrictions à l'échange d'informations et l'absence d'extension des accords de partage à Prague et Brno pour une période comprise entre sept et dix ans. Le 11 juillet 2022, la Commission a adopté une décision rendant juridiquement contraignants, en vertu des règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles, les engagements proposés par les parties au partage ainsi que leurs sociétés mères, *Deutsche Telekom* et le groupe *PPF*²⁴⁵. Le

²⁴⁴ Voir communiqué de presse du 1^{er} mars 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_1371

²⁴⁵ Affaire AT.40305, *Partage de réseau — République tchèque*; voir, également, communiqué de presse du 11 juillet 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_4463

30 septembre 2022, la Commission a adopté une décision de rejet²⁴⁶ adressée à la plaignante, *Vodafone*, dans laquelle elle a expliqué pour quelle raison, selon elle, compte tenu de la décision relative aux engagements, il n’y avait plus lieu d’agir en ce qui concerne les allégations traitées par ladite décision. Quant aux autres préoccupations soulevées par la plaignante, la Commission explique dans la décision pour quelle raison elle considère que la probabilité de constater une infraction à l’article 101, paragraphe 1, du TFUE est limitée et ne juge donc pas approprié d’enquêter plus avant dans ce dossier.

En janvier 2022, la Commission a réadopté une décision par laquelle elle a infligé une amende de 66 894 000 EUR à *Telefónica* et une amende de 12 146 000 EUR à *Pharol* (anciennement Portugal Telecom)²⁴⁷. Le 23 janvier 2013, la Commission avait adopté une décision infligeant des amendes à *Telefónica* et à *Portugal Telecom* en raison de leur participation à un accord de non-concurrence ayant pour objet de restreindre la concurrence sur le marché intérieur en violation de l’article 101 du TFUE: dans son arrêt du 28 juin 2016 (confirmé ultérieurement par l’arrêt de la Cour de justice du 13 décembre 2017)²⁴⁸, le Tribunal a confirmé le raisonnement de la Commission quant à l’infraction mais a annulé les amendes infligées. En vertu de ces deux arrêts, la Commission aurait dû déterminer les services pour lesquels *Telefónica* et *Portugal Telecom* n’étaient pas en concurrence potentielle pendant la durée d’application de la clause de non-concurrence et aurait dû exclure ces services aux fins du calcul des amendes. Dans sa décision de réadoption de 2022, la Commission a pleinement tenu compte des arrêts du Tribunal et a exclu de la valeur des ventes les services pour lesquels il existait des barrières insurmontables à l’entrée et pour lesquels les parties n’étaient donc pas en concurrence potentielle pendant la durée d’application de la clause de non-concurrence.

Le 28 juillet 2022, la Commission a ouvert une enquête approfondie sur le projet d’acquisition de *VOO* et *Brutélé* par *Orange*²⁴⁹. *Orange*, établie en France, est un fournisseur de services de télécommunications mobiles et fixes au détail en Belgique. *VOO* et *Brutélé*, établies en Belgique, sont les principaux fournisseurs de services de télécommunications fixes et mobiles au détail en Belgique. La Commission craint que l’opération envisagée ne réduise la concurrence sur les marchés de détail de la fourniture de services d’internet fixe, de services audiovisuels et d’offres groupées «multiple-play» dans certaines parties de la Belgique.

En outre, le 27 juillet 2022, la Commission a décidé d’accepter une demande de renvoi de l’Espagne, rejointe par plusieurs États membres, afin d’évaluer le projet d’acquisition

²⁴⁶ Voir décision de la Commission à l’adresse suivante:

https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases1/202250/AT_40305_8659567_4194_4.pdf

²⁴⁷ Affaire AT.39839, *Telefónica/Portugal Telecom*; décision de la Commission du 25 janvier 2022, disponible à l’adresse suivante: https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases1/202232/AT_39839_8432000_2174_3.pdf

²⁴⁸ Arrêt du Tribunal du 28 juin 2016, affaire T-216/13, *Telefónica/Commission*, EU:T:2016:369, tel que confirmé par l’arrêt dans l’affaire C-487/16 P, *Telefónica/Commission*, EU:C:2017:961, et arrêt du Tribunal du 28 juin 2016, affaire T-208/13, *Portugal Telecom/Commission*, EU:T:2016:368.

²⁴⁹ Affaire M.10663, *Orange/VOO/Brutélé*; voir, également, communiqué de presse du 28 juillet 2022 à l’adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_4762

d'*Inmarsat* par *Viasat*²⁵⁰. Alors même que le projet d'acquisition n'atteignait pas les seuils du règlement de l'UE sur les concentrations, la Commission a conclu que l'opération remplissait les critères de renvoi au titre de l'article 22 dudit règlement. *Viasat*, établie aux États-Unis, et *Inmarsat*, établie au Royaume-Uni, exploitent leurs propres réseaux de satellites et fournissent des services de communication par satellite bidirectionnels. La Commission estime que l'opération pourrait porter atteinte à la concurrence dans la fourniture de services de connectivité en vol par satellite pour l'aviation commerciale dans l'EEE.

2.2.4. Médias

Les activités de la Commission dans ce secteur visent à garantir que les consommateurs bénéficient d'un choix plus vaste de contenus de haute qualité à des prix compétitifs, d'un accès illimité à ceux-ci et d'une innovation technologique accrue.

Le 15 mars 2022, la Commission a autorisé sans condition l'acquisition de *Metro Goldwyn Mayer (MGM)* par *Amazon*²⁵¹. *MGM* produit et distribue des contenus audiovisuels, dont la populaire série de films *James Bond*. *Amazon* est présente, entre autres, dans le secteur de la distribution de contenus audiovisuels, par l'intermédiaire de Prime Video, et dans le secteur de la fourniture de services de place de marché. Au cours de son enquête, la Commission a examiné les problèmes de verrouillage des clients et des intrants, en particulier la question de savoir si *Amazon* pourrait nuire i) aux distributeurs concurrents de contenus audiovisuels et ii) aux cinémas en empêchant l'accès aux films et séries de *MGM*. En outre, la Commission a enquêté sur les liens congloméraux concernant i) les contenus de *MGM* et ii) l'offre groupée existante de services de vente au détail de contenus audiovisuels et de services de place de marché d'*Amazon*, afin d'examiner les incidences éventuelles sur la position d'*Amazon* en tant que fournisseur de services de place de marché. La Commission a conclu que l'opération ne poserait aucun problème de concurrence, principalement en raison de la présence de solides concurrents pour tant la production que la distribution de contenus audiovisuels.

De plus, le 8 novembre 2022, la Commission a ouvert une enquête approfondie sur le projet d'acquisition d'*Activision Blizzard* par *Microsoft*, deux entreprises établies aux États-Unis²⁵². *Activision Blizzard* est un éditeur et distributeur de jeux vidéo, dont la populaire série *Call of Duty*. *Microsoft* est une société mondiale de technologie qui, notamment, édite et distribue aussi des jeux vidéo. La Commission craint que *Microsoft* ne mène des stratégies de verrouillage à l'égard i) des distributeurs numériques concurrents de jeux pour consoles et ii) des fournisseurs concurrents de services d'abonnement de jeux vidéo et de services de jeu dans le nuage en supprimant ou en dégradant l'accès aux jeux d'*Activision Blizzard*. La Commission craint également que l'opération ne renforce la position de *Microsoft* sur le marché des systèmes d'exploitation pour PC, en raison des liens congloméraux entre Windows de *Microsoft* et plusieurs marchés interdépendants, en particulier la distribution par

²⁵⁰ Voir communiqué de presse du 27 juillet 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/mex_22_4743

²⁵¹ Affaire M.10349, *Amazon/MGM*; voir, également, communiqué de presse du 15 mars 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_1762

²⁵² Affaire M.10646, *Microsoft/Activision Blizzard*; voir, également, communiqué de presse du 8 novembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_22_6578

Microsoft de jeux pour PC, y compris les jeux d'*Activision Blizzard*, et la fourniture de services de jeu en streaming dans le nuage.

En novembre 2022, la Commission a ouvert une enquête approfondie afin d'apprécier le projet d'acquisition de *Lagardère* par *Vivendi*²⁵³. Les deux parties sont des groupes multimédias français actifs dans l'édition de livres et de magazines. Elles sont les première et deuxième plus grandes entreprises sur la plupart des marchés de la chaîne de valeur du livre. La Commission craint que l'opération ne réduise la concurrence sur les marchés i) de l'achat de droits d'auteur associés à des livres en langue française, ii) de la distribution et de la commercialisation de livres en langue française, iii) de la vente de livres en langue française aux détaillants et iv) de la vente de magazines «people».

En 2022, la Commission a également examiné un grand nombre de dossiers d'aides d'État dans le secteur des médias d'information, afin d'aider ce secteur à se remettre de la crise et à maintenir un environnement concurrentiel sain. Une attention particulière a été accordée au fait que les médias jouent un rôle essentiel pour la démocratie et qu'il convient de leur apporter un soutien d'une manière qui respecte et encourage un journalisme indépendant de qualité ainsi que la liberté et le pluralisme des médias²⁵⁴. Dans ce contexte, la Commission a autorisé des régimes visant à favoriser la transformation numérique et l'innovation technologique de l'industrie des médias²⁵⁵. De plus, la Commission a autorisé des aides à la production cinématographique²⁵⁶ et à la production de jeux vidéo²⁵⁷, le cas échéant, pour soutenir la diversité culturelle de l'UE dans le secteur audiovisuel.

2.2.5. Faciliter la transition numérique

Des réseaux de communications électroniques performants, fiables et sûrs sont des pièces essentielles à la transformation numérique de l'UE. Ils sont indispensables pour réduire la fracture numérique ainsi que pour assurer la cohésion sociale et une économie compétitive et durable. Le contrôle des aides d'État dans ce secteur est important pour l'élaboration d'une stratégie d'investissement coordonnée dans l'ensemble de l'UE et pour la réalisation des objectifs de la transition numérique définis dans les communications pertinentes de la Commission²⁵⁸.

²⁵³ Affaire M.10433, *Vivendi/Lagardère*; voir, également, communiqué de presse du 30 novembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7243

²⁵⁴ Voir, entre autres, affaire SA.101274, *Italie — Crédit d'impôt pour les dépenses engagées en 2020 par les éditeurs pour la distribution de journaux et de périodiques*; affaire SA.102752, *France — Crédit d'impôt modifié sur les abonnements aux médias d'information*.

²⁵⁵ Affaire SA.101182, *Belgique — Transformation numérique des médias*.

²⁵⁶ Voir, entre autres, affaire SA.100474, *Allemagne/Fonds allemand d'aide au cinéma*; affaire SA.102040, *Espagne — Déduction fiscale pour les productions audiovisuelles et les représentations en direct des arts de la scène et de la musique en Biscaye — Modification*.

²⁵⁷ Voir, entre autres, affaire SA.103066, *France — Crédit d'impôt en faveur de la création de jeux vidéo*.

²⁵⁸ Voir, en particulier, communications suivantes de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions: i) communication du 14 septembre 2016, «Connectivité pour un marché unique numérique compétitif — Vers une société européenne du gigabit» [COM(2016) 587 final]; ii) communication du 19 février 2020, «Façonner l'avenir numérique de l'Europe» [COM(2020) 67 final]; iii) communication du 9 mars 2021, «Une boussole numérique pour 2030: l'Europe balise la décennie numérique» [COM(2021) 118 final]. Voir, également, proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action à l'horizon 2030 «La voie à suivre pour la décennie numérique» [COM(2021) 574 final].

À la suite d'une évaluation des lignes directrices de 2013 concernant les aides d'État au haut débit²⁵⁹, et à l'issue d'une consultation publique sur le projet de révision des lignes directrices dans le domaine du haut débit²⁶⁰ qui s'est achevée en février 2022, la Commission a adopté, le 12 décembre 2022, les nouvelles lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit²⁶¹. La révision garantit que les lignes directrices sont alignées sur les dernières évolutions du marché et des technologies. Les principales modifications concernent: i) un seuil de défaillance du marché concernant les réseaux fixes, fixé à 1 Gbps en liaison descendante et à 150 Mbps en liaison montante en conditions d'heure de pointe; ii) les conditions applicables aux investissements publics (exceptionnels) dans les zones noires; iii) des conditions de franchissement de palier; iv) une cartographie et une consultation publique; et iv) des obligations d'accès en gros révisées pour garantir une concurrence effective au niveau de gros, tout en préservant l'équilibre entre les coûts et les avantages de ces obligations. En outre, les lignes directrices ont introduit un nouveau cadre d'évaluation pour le déploiement des réseaux de collecte et des réseaux mobiles, ainsi que pour les mesures portant sur la demande.

Le contrôle des aides d'État a également été fondamental en ce qui concerne les mesures relevant de la FRR²⁶². En 2022, pour le secteur des télécommunications, la Commission a entre autres autorisé, en vertu des règles en matière d'aides d'État, cinq régimes visant à soutenir le déploiement de réseaux à haute performance (fixes²⁶³ ou mobiles²⁶⁴), ainsi que deux régimes de crédits²⁶⁵, soutenus par la FRR. En particulier, en 2022, la Commission a autorisé deux régimes italiens entièrement soutenus par la FRR²⁶⁶. Par décision du 27 janvier 2022, la Commission a autorisé un régime d'un montant de 3,8 milliards d'EUR en vue de soutenir le déploiement de réseaux fixes offrant un débit descendant de 1 Gbps et un débit ascendant de 200 Mbps dans les régions d'Italie où aucun réseau capable de fournir un débit de 300 Mbps en liaison descendante n'existe ou n'est prévu. Par décision du 25 avril 2022, la Commission a autorisé un régime d'un montant de 2 milliards d'EUR en vue du déploiement de réseaux mobiles 5G à haute performance, et notamment: i) de réseaux de collecte

²⁵⁹ Communication de la Commission — Lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (JO C 25 du 26.1.2013, p. 1).

²⁶⁰ La consultation publique s'est déroulée entre novembre 2021 et février 2022. Voir https://competition-policy.ec.europa.eu/public-consultations/2021-broadband_fr

²⁶¹ Communication de la Commission — Lignes directrices relatives aux aides d'État en faveur des réseaux de communication à haut débit [C(2022) 9343 final du 12.12.2022].

²⁶² Afin de faciliter l'appréciation des aides d'État par les États membres, la Commission a fourni des orientations sous la forme d'un cadre de mesures visant à soutenir le déploiement et l'adoption des réseaux fixes et mobiles, disponibles à l'adresse suivante: https://competition-policy.ec.europa.eu/system/files/2021-04/template_RRF_broadband_roll_out_and_demand_side_measures_0.pdf

²⁶³ Affaire SA.63170, *Italie — FRR — Plan 1 Gbps*; affaire SA.63172, *Autriche — FRR — Haut débit Autriche 2030*; affaire SA.102847, *Espagne — FRR — Soutien à la connectivité dans les zones rurales*.

²⁶⁴ Affaire SA.100557, *Italie — FRR — Plan 5G italien*; affaire SA.103451, *Espagne — FRR — Déploiement de réseaux de collecte pour la connectivité mobile*.

²⁶⁵ Affaire SA.100138, *Espagne — FRR — Crédits sociaux de connectivité pour des catégories d'utilisateurs finaux économiquement vulnérables*; affaire SA.102977, *Chypre — FRR — Crédits de connectivité à haut débit pour les ménages*.

²⁶⁶ Affaire SA.100704, *Italie — FRR — Régime de soutien à la promotion du biométhane*; affaire SA.102460, *Italie — FRR — Realizzazione di impianti fotovoltaici da installare su edifici a uso produttivo nei settori agricolo, zootecnico e agroindustriale, da finanziare nell'ambito del PNRR, Missione 2, componente 1, investimento 2.2 «Parco Agrisolare»*.

performants permettant de connecter les stations de base mobiles qui, d'ici à 2026, ne disposeront pas d'un réseau de collecte performant; et ii) des stations de base nécessaires pour fournir des services mobiles 5G offrant des vitesses de téléchargement descendant d'au moins 150 Mbps et de téléchargement ascendant d'au moins 30 Mbps dans les zones d'Italie qui, d'ici à 2026, ne seront pas desservies par des réseaux offrant une vitesse de téléchargement descendant supérieure à 30 Mbps. La Commission a constaté que les deux régimes satisfaisaient aux exigences applicables en matière d'aides d'État. Bien qu'elles précèdent l'adoption des nouvelles lignes directrices dans le domaine du haut débit, ces décisions sont conformes à leurs principes et les appliquent à de grands régimes financés par des fonds publics visant à faciliter la transition numérique.

3. SERVICES FINANCIERS

3.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté

Tout au long de l'année 2022, les marchés des services financiers sont restés caractérisés par des évolutions rapides sur les plans des technologies et de la réglementation. Les interventions de la Commission dans ce secteur visent à faire en sorte que les consommateurs et les commerçants puissent tirer pleinement parti de ces évolutions. La politique de concurrence de l'UE contribue à maintenir et à promouvoir la concurrence sur les marchés des services financiers et à protéger les consommateurs et l'innovation, tout en prévenant les risques systémiques pour l'économie.

La législation de l'UE, notamment la mise en œuvre du règlement relatif aux commissions d'interchange²⁶⁷ et de la directive révisée concernant les services de paiement²⁶⁸, stimule la concurrence et l'innovation dans le secteur des paiements, dans l'intérêt des consommateurs et des commerçants. De nombreux marchés de services de paiement se caractérisent par des effets de réseau. Dès lors, les distorsions de la concurrence causées par les entreprises ou les États membres peuvent avoir des effets particulièrement graves, comme empêcher les concurrents innovants d'entrer sur les marchés ou les pousser à quitter les marchés.

Régulièrement, de nouveaux acteurs apparaissent ou poursuivent leur expansion sur de nombreux marchés financiers. Les entreprises entrant sur les marchés financiers comprennent de grandes entreprises de technologie, telles qu'*Apple* ou *Alphabet (Google)*, mais également des fournisseurs plus petits ou plus innovants, en particulier des entreprises de technologie financière. Elles améliorent la fourniture des services financiers grâce à l'innovation technologique. Cette évolution concerne la plupart des marchés de services financiers, y compris les secteurs des banques, des paiements et des assurances. Les entreprises de technologie numérique et de technologie financière facilitent également l'accès des investisseurs aux marchés des capitaux de l'UE. En 2022, la Commission a poursuivi ses efforts en vue de créer une union des marchés des capitaux pleinement opérationnelle. Les cryptomonnaies posent un certain nombre de problèmes réglementaires, ainsi que d'éventuels

²⁶⁷ Règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte (JO L 123 du 19.5.2015, p. 1).

²⁶⁸ Directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (JO L 337 du 23.12.2015, p. 35), dont le réexamen est actuellement mené par la Commission.

problèmes de concurrence. La plupart des problèmes réglementaires ainsi qu'un certain nombre de problèmes de concurrence sont traités dans le règlement sur les marchés de crypto-actifs²⁶⁹, qui régit et surveille les crypto-actifs. En 2022, la Commission a suivi l'évolution du marché en ce qui concerne les crypto-actifs, ainsi que les «portefeuilles numériques» pour les paiements et les transferts d'argent liés aux cryptomonnaies, tels que le projet pilote de *Facebook* portant sur la création d'un portefeuille numérique appelé Novi²⁷⁰.

Les opérateurs historiques du secteur financier, y compris les systèmes de paiement par carte, les banques et les assureurs ou courtiers traditionnels, demeurent des acteurs clés des chaînes de valeur financières. En 2022, la Commission a enquêté sur la consolidation, la coopération et une éventuelle coordination anticoncurrentielle entre opérateurs historiques. Elle a également examiné des régimes d'aides en faveur de banques et d'autres établissements financiers traditionnels.

L'accès à des données financières fiables à faible coût constitue un autre défi majeur pour le secteur financier. Ces données garantissent l'équité des prix sur le marché et la stabilité systémique. Les principales initiatives politiques et stratégies commerciales visant à encourager une transition plus forte vers des investissements durables sur la base d'indicateurs plus clairs en ce qui concerne les antécédents environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) des entreprises ont encore souligné la nécessité d'un accès équitable et non discriminatoire aux données des marchés financiers telles que les indices ESG. Ces évolutions démontrent l'importance des données de marché qualitatives propriétaires pour le fonctionnement de l'union des marchés des capitaux. Il convient encore plus qu'avant de veiller à ce que les marchés de données de l'UE soient exempts de comportements anticoncurrentiels et à ce que les concentrations dans ce domaine fassent l'objet d'un examen attentif.

Le secteur bancaire de l'UE a largement surmonté la crise financière qui a débuté en 2008 et a jusqu'à présent réussi à résister aux effets économiques négatifs de la pandémie de COVID-19 et aux perturbations du marché qui ont fait suite à l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Les régimes d'aides mis en place par les États membres pour soutenir l'économie réelle et autorisés par la Commission au titre de l'encadrement temporaire et de l'encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État ont contribué à protéger les banques des effets négatifs du ralentissement économique soudain.

3.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes

3.2.1. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à l'innovation et à l'équité dans le domaine des paiements

En 2022, la Commission a poursuivi son suivi de l'application du règlement relatif aux

²⁶⁹ Voir proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2019/1937 [COM(2020) 593 final du 24.9.2020].

²⁷⁰ Bien que *Facebook* ait mis fin au projet pilote Novi le 1^{er} septembre 2022, elle envisage de réutiliser ce portefeuille pour de futurs produits, y compris dans le cadre du développement du métavers.

commissions d'interchange²⁷¹.

En outre, une étude sur les nouvelles évolutions des marchés des paiements liés à une carte principalement, mais pas seulement, causées par l'application du règlement relatif aux commissions d'interchange a été lancée en octobre 2022. Cette étude examinera les tendances du marché, dont les tendances liées aux solutions numériques telles que les portefeuilles mobiles liés à une carte pour les opérations de paiement. Elle fournira également une évaluation détaillée des tendances des commissions de service acquittées par le commerçant et de leurs composants, y compris les frais de schéma, de leur transparence et de leur négociabilité ainsi que du choix des applications de paiement par carte.

3.2.2. Enquêtes en matière de pratiques anticoncurrentielles dans le secteur des services financiers

En 2022, dans le domaine de l'assurance automobile, la Commission a achevé son enquête sur les conditions d'accès au système de mise en commun de données InsuranceLink géré par l'association professionnelle *Insurance Ireland*. En juin 2021, la Commission avait adressé une communication des griefs²⁷² à *Insurance Ireland* pour lui faire part de ses préoccupations préliminaires quant au fait qu'*Insurance Ireland* avait arbitrairement retardé ou refusé de facto l'accès au système à des entreprises qui avaient un intérêt légitime à pouvoir y accéder, ce qui pourrait avoir pour effet, sur le marché irlandais de l'assurance automobile, de désavantager ces entreprises, sur le plan de la concurrence, par rapport aux entreprises qui ont déjà accès à la base de données. *Insurance Ireland* a proposé des engagements pour dissiper ces craintes préliminaires. La Commission a été satisfaite des engagements définitifs proposés et, le 30 juin 2022, elle a adopté une décision²⁷³ les acceptant. La Commission a également approuvé le mandataire chargé de la surveillance, qui aura pour tâche de surveiller la bonne mise en œuvre des engagements pendant les dix prochaines années.

En ce qui concerne les services financiers de gros, compte tenu de la suppression des LIBOR et autres IBOR, la Commission a poursuivi sa surveillance de la conception et de la mise en œuvre des taux de repli. Ces taux de repli existent pour faciliter la transition des contrats financiers depuis les IBOR vers des taux sans risque opérée par divers organismes publics ainsi que des organismes et associations privés.

La Commission a également poursuivi sa surveillance annuelle des engagements parallèles sur dix ans conclus par l'*International Swaps and Derivatives Association* et *IHS Markit* (qui fait désormais partie de S&P Global), un fournisseur de données sur les matières premières et de données financières²⁷⁴. Ces engagements portent à la fois sur des changements organisationnels visant à réduire l'influence des courtiers de contrats d'échange sur risque de crédit (les banques membres des comités consultatifs) sur les décisions relatives à l'octroi de licences, et sur des changements dans le domaine de l'octroi de licences, tels que l'octroi de

²⁷¹ Règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte (JO L 123 du 19.5.2015, p. 1).

²⁷² Voir communiqué de presse du 18 juin 2021 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_3081

²⁷³ Affaire AT.40511, *Insurance Ireland*; voir, également, communiqué de presse du 25 février 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_1389

²⁷⁴ Affaire M.10108, *S&P Global/IHS Markit*.

licences à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires.

La Commission a par ailleurs poursuivi ses enquêtes sur l'accès aux données de marché, qui est considéré comme un élément essentiel de la capacité des clients à participer à la négociation d'actions. Par exemple, les données de marché sont accessibles par l'intermédiaire de fournisseurs de données qui achètent leurs données auprès des bourses en place pertinentes («fournisseurs de données de marché») et d'autres plateformes, ou directement auprès des bourses en place.

À la suite de l'acceptation par la Commission des engagements proposés par *Visa* et *MasterCard* en 2019²⁷⁵ de réduire sensiblement leurs commissions multilatérales d'interchange sur les paiements effectués dans l'EEE à l'aide de cartes consommateurs émises hors EEE, la Commission a poursuivi en 2022 sa surveillance du respect des conditions de ces engagements par *Visa* et *MasterCard*.

Le 2 mai 2022, la Commission a adressé une communication des griefs²⁷⁶ à *Apple*, estimant, à titre préliminaire, que cette entreprise restreignait la concurrence en abusant de sa position dominante sur le marché des portefeuilles mobiles sur les appareils iOS. Le fait qu'*Apple* limite l'accès à la fonctionnalité «Communication en champ proche» (Near Field Communication, NFC) sur les iPhones pour les paiements en magasin et réserve à Apple Pay l'accès peut causer des effets d'éviction pour les concurrents, affaiblir l'innovation et restreindre le choix des consommateurs en ce qui concerne les portefeuilles mobiles sur iPhones.

3.2.3. Enquêtes sur les opérations de concentration dans le secteur financier

La Commission a continué de veiller à ce que les concentrations dans le secteur financier n'entraînent pas de hausse des prix, de baisse de la qualité des produits ou des services, ni de baisse de l'innovation pour les consommateurs. Bien qu'elle ne soit intervenue dans aucun dossier en 2022, elle a examiné des opérations sur divers marchés, notamment dans les secteurs des assurances, des services de paiement, des services bancaires et d'autres services financiers spécialisés. En outre, la Commission a mené une enquête au titre de l'article 21 du règlement de l'UE sur les concentrations, qui lui confère une compétence exclusive pour les concentrations de dimension européenne²⁷⁷.

À la suite de l'autorisation de l'acquisition d'*IHS Markit* par *S&P Global* le 22 octobre 2021, sous réserve des engagements des parties de céder certaines activités, la Commission a approuvé en 2022 les acquéreurs des activités cédées²⁷⁸. En particulier, le 24 février 2022, la Commission a approuvé *NewsCorp* en tant qu'acquéreur approprié des activités commerciales cédées dans le domaine des évaluations des prix des matières premières, et *FactSet* en tant qu'acquéreur approprié des activités commerciales cédées dans le domaine des identifiants. Enfin, le 24 mai 2022, la Commission a approuvé *Morningstar* en tant qu'acquéreur approprié

²⁷⁵ Décisions C(2019) 3033 final et C(2019) 3034 final du 29.4.2019.

²⁷⁶ Affaire AT.40452, *Paiements mobiles*; voir, également, communiqué de presse du 2 mai 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_2764

²⁷⁷ Affaire M.10494, *VIG/Aegon CEE (procédure au titre de l'article 21)*.

²⁷⁸ Affaire M.10108, *S&P Global/IHS Markit*.

des activités commerciales cédées dans le domaine de la connaissance du marché des prêts à effet de levier.

Le 6 avril 2021, la Hongrie s'est opposée à l'acquisition des deux filiales hongroises d'*AEGON* par *VIG*, deux entreprises actives dans le secteur de l'assurance, alors même que, après son examen, la Commission avait fini par autoriser sans condition cette opération le 12 août 2021²⁷⁹. Le 21 février 2022, la Commission a conclu que la Hongrie avait enfreint l'article 21 du règlement de l'UE sur les concentrations en bloquant l'opération en vertu de ses règles nationales sur les investissements directs étrangers²⁸⁰. À l'issue de son enquête, la Commission avait des doutes raisonnables quant à la question de savoir si le veto visait réellement à protéger les intérêts légitimes de la Hongrie et a également estimé que les autorités hongroises n'avaient pas démontré que la mesure était justifiée, appropriée et proportionnée. Par sa décision, la Commission a ordonné à la Hongrie de retirer son veto.

Le 24 février 2022, la Commission a autorisé sans condition l'acquisition d'*Ethniki* par *CVC Capital Partners*²⁸¹. *Ethniki* propose des services d'assurance vie et non vie à Chypre, en Grèce et en Roumanie. *CVC*, par l'intermédiaire de sa société de portefeuille *HHG*, contrôle des hôpitaux privés en Grèce et à Chypre. La Commission a examiné si l'opération était susceptible d'entraver la concurrence dans les services d'assurance maladie privés et dans les services généraux d'hôpitaux privés en Grèce. Toutefois, elle a conclu qu'*Ethniki* ne détiendrait pas un pouvoir sur le marché suffisant pour évincer les hôpitaux concurrents de *HHG* et que *HHG* n'aurait aucune incitation à évincer les assureurs concurrents d'*Ethniki*.

Le 26 avril 2022, la Commission a autorisé sans condition la création, par cinq banques commerciales slovaques, d'une entreprise commune dans le domaine des services de caisse en Slovaquie²⁸². La Commission a conclu que l'opération ne poserait aucun problème de concurrence en raison du nombre suffisant d'autres prestataires de services de caisse opérant en Slovaquie.

Le 21 octobre 2022, la Commission a autorisé sans condition la fusion de *Vipps* et de *MobilePay* et l'acquisition du contrôle en commun sur la nouvelle entité par un groupe de banques actives dans les pays nordiques²⁸³. Si *Vipps* et *MobilePay* fournissent toutes deux des portefeuilles mobiles, la Commission n'a relevé aucun problème de concurrence, *Vipps* étant active en Norvège et *MobilePay* opérant au Danemark et en Finlande. La Commission a également constaté que les parties n'auraient pas la capacité de se livrer à des pratiques de verrouillage et ne seraient pas incitées à le faire. Cette autorisation faisait suite à un examen d'une opération connexe réalisé plus tôt en 2022, opération à laquelle participaient en outre un portefeuille mobile (*Pivo*) et une banque (*OP*) opérant en Finlande, mais la notification de cette opération a été retirée au cours de l'enquête de phase I²⁸⁴.

²⁷⁹ Affaire M.10102, *VIG/Aegon CEE*.

²⁸⁰ Affaire M.10494, *VIG/Aegon CEE* (procédure au titre de l'article 21).

²⁸¹ Affaire M.10301, *CVC/Ethniki*.

²⁸² Affaire M.10378, *VUB/Slovenska Sporitelna/Tatra Banka/365.Bank/CSOB/JV*.

²⁸³ Affaire M.10935, *DNB/Danske Bank/SB1/EIKA/Balder/Vipps/MobilePay*.

²⁸⁴ Affaire M.10398, *DNB/Danske Bank/OP/SB1/EIKA/Balder/Vipps/MobilePay/PIVO*.

3.2.4. Enquêtes en matière d'aides d'État dans le secteur financier

Le 1^{er} octobre 2022, la Commission a autorisé une aide destinée à soutenir la résolution de *Getin Noble Bank*²⁸⁵, l'une des dix plus grandes banques polonaises. En vertu du plan de résolution, les principaux actifs et passifs de la banque ont été transférés à une banque relais nouvellement créée. La Pologne s'est engagée à lancer un processus de vente ouvert, transparent et non discriminatoire de cette banque relais afin de trouver un acquéreur approprié qui assurerait sa viabilité à long terme. Elle a pris en faveur de la banque relais des mesures de soutien direct sous la forme d'injections de liquidités d'une valeur d'environ 1,4 milliard d'EUR (6,9 milliards de PLN). Ces mesures ont été financées par i) le fonds de résolution national et ii) le fonds national de garantie des dépôts. La Commission a apprécié ces mesures d'aide au regard de ses règles sur les aides d'État accordées aux banques dans le contexte de la crise financière²⁸⁶. Elle a constaté que ces mesures étaient conformes à l'objectif de préservation de la stabilité financière. Les actionnaires existants et les détenteurs de dettes subordonnées ont contribué aux coûts, ce qui a permis de réduire l'intervention nécessaire du fonds de résolution polonais, conformément aux principes de la répartition des charges. Afin de limiter les distorsions de concurrence, la Pologne s'est engagée, entre autres, à ce que l'existence de la banque relais soit limitée dans le temps et à ce qu'une gestion prudente soit mise en œuvre.

Le 2 août 2022²⁸⁷, la Commission a approuvé une série d'engagements révisés présentés par l'Italie en remplacement des engagements initiaux sur la base desquels la Commission avait autorisé en 2017 une recapitalisation préventive de la banque *Monte dei Paschi di Siena* (MPS), la cinquième plus grande banque italienne. L'Italie avait demandé un délai supplémentaire pour achever la restructuration de la banque et vendre la participation de l'État italien dans celle-ci. La Commission a conclu que les mesures supplémentaires proposées par l'Italie, telles que des cessions supplémentaires d'activités et de succursales et certaines restrictions à la conduite des activités de la banque, étaient suffisantes pour atténuer les distorsions de la concurrence. La Commission a conclu que l'aide accordée par l'Italie à MPS en juillet 2017 reste compatible avec les règles de l'UE en matière d'aides d'État, étant donné que l'équilibre global de la décision initiale était maintenu avec la série d'engagements révisés.

La Commission a également autorisé la prolongation de régimes existants en vertu desquels les États membres peuvent fournir une aide pour favoriser la restructuration ou la sortie ordonnée du marché d'entités en détresse, en cas de besoin. En ce qui concerne la Pologne, la Commission a autorisé la prolongation du régime de liquidation des coopératives de crédit (en place depuis février 2014)²⁸⁸ et du régime de résolution applicable aux banques coopératives

²⁸⁵ Affaire SA.100687, Pologne — Aide en faveur de la liquidation de *Getin Noble Bank S.A.* en résolution.

²⁸⁶ Communication de la Commission concernant l'application, à partir du 1^{er} août 2013, des règles en matière d'aides d'État aux aides accordées aux banques dans le contexte de la crise financière («Communication concernant le secteur bancaire de 2013») (JO C 216 du 30.7.2013, p. 1).

²⁸⁷ Affaire SA.103450, Italie — Banque *Monte dei Paschi di Siena* — Deuxième modification de la liste des engagements liés à l'aide accordée à la banque *Monte dei Paschi di Siena* en 2017.

²⁸⁸ Affaire SA.103473, Pologne — Douzième prolongation du régime de liquidation ordonnée des coopératives de crédit.

et aux petites banques commerciales (en place depuis décembre 2016)²⁸⁹. En ce qui concerne l'Irlande, la Commission a autorisé deux prolongations du régime de restructuration des coopératives de crédit (en place depuis octobre 2014)²⁹⁰ et la prolongation du régime de liquidation ordonnée des coopératives de crédit (en place depuis décembre 2011)²⁹¹. En ce qui concerne le Danemark, la Commission a autorisé la deuxième réintroduction du régime de liquidation des petites banques²⁹².

La Commission a aussi autorisé l'octroi d'aides indirectes à des établissements financiers au titre de régimes visant principalement à fournir une aide sociale aux ménages vulnérables qui risquent de perdre leur logement en raison de difficultés à rembourser leur crédit hypothécaire. En Grèce, la Commission a autorisé un régime de soutien provisoire jusqu'à la mise en place d'un régime de cession-bail²⁹³, prévue pour novembre 2023. Ce régime provisoire offrira un délai de grâce aux emprunteurs vulnérables confrontés à des procédures d'exécution ou de liquidation de la garantie sur leur résidence principale. Pendant cette période de soutien, toutes les exécutions seront suspendues et les emprunteurs s'engageront à verser des tranches mensuelles prédéterminées, partiellement subventionnées par l'État. Une fois mis en place, le régime de cession-bail deviendra propriétaire des résidences principales des emprunteurs et les relouera dans le cadre d'un contrat de location à long terme (c'est-à-dire selon un système «prêt hypothécaire en loyer»). Les bénéficiaires du régime provisoire peuvent choisir de ne pas participer au régime de cession-bail. Le régime fixe des critères d'éligibilité stricts pour garantir que l'aide cible les personnes qui en ont le plus besoin.

La Commission a également autorisé une modification du régime «OIKIA» à Chypre²⁹⁴. Cette modification élargit le groupe des personnes socialement vulnérables qui peuvent bénéficier d'un allègement de la dette sur les prêts hypothécaires lorsque ces personnes ne sont pas en mesure de rembourser leur emprunt.

En outre, la Commission a autorisé la prolongation d'un régime de garantie cohérent avec le marché pour la titrisation des prêts non performants en Italie (*Fondo di Garanzia sulla Cartolarizzazione delle Sofferenze*, GACS), en place depuis février 2016²⁹⁵. Dans le cadre de ce type de régime, les États membres sont autorisés à aider les banques à assainir leurs bilans sans accorder d'aide ni fausser la concurrence.

La Commission a constaté en 2021 que la proposition législative de la Suède visant à instaurer un impôt sur les risques pour les grands établissements de crédit ne constituait pas

²⁸⁹ Affaire SA.103943, Pologne — Septième prolongation du régime de résolution applicable aux banques coopératives et aux petites banques commerciales.

²⁹⁰ Affaire SA.102499, Irlande — Quinzième prolongation du régime de restructuration et de stabilisation du secteur des coopératives de crédit; affaire SA.104441, Irlande — Seizième prolongation du régime de restructuration et de stabilisation du secteur des coopératives de crédit.

²⁹¹ Affaire SA.102819, Irlande — Dix-neuvième prolongation du régime de résolution des coopératives de crédit 2020-2021.

²⁹² Affaire SA.102434, Danemark — Deuxième réintroduction du régime de liquidation des petites banques.

²⁹³ Affaire SA.100529, Grèce — Régime de soutien provisoire jusqu'à la mise en place d'un régime de cession-bail.

²⁹⁴ Affaire SA.101516, Chypre — Modification du régime de gestion des prêts accordés dans le cadre des plans de logements publics (régime OIKIA).

²⁹⁵ Affaire SA.62880, Italie — Quatrième prolongation du régime de garantie italien en faveur de la titrisation des prêts non performants.

une aide d'État. Cette décision a été contestée et est désormais pendante devant le Tribunal²⁹⁶.

Les lignes directrices révisées sur le financement des risques²⁹⁷ sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et ont introduit des exigences simplifiées pour l'évaluation des régimes ciblant les PME et certaines autres entreprises qui ne sont pas des grandes entreprises (c'est-à-dire les jeunes pousses ou certaines entreprises à moyenne capitalisation, à savoir les entreprises à moyenne capitalisation de petite taille ou innovantes). Les lignes directrices de 2021 ont été appliquées à deux reprises en 2022: dans le cas de Chypre, pour une réduction de l'impôt pour les investissements réalisés par des personnes physiques ou morales dans des PME innovantes²⁹⁸; et dans le cas de la France, pour la deuxième modification du dispositif IR-PME de réduction d'impôt sur le revenu pour la souscription au capital de PME²⁹⁹.

En ce qui concerne l'assurance-crédit à l'exportation à court terme, le 31 mars 2022, les dispositions particulières de l'«encadrement temporaire»³⁰⁰, qui qualifiaient exceptionnellement de temporairement «non cessibles» tous les risques commerciaux et politiques associés aux exportations vers les pays énumérés à l'annexe de la communication de 2012 sur l'assurance-crédit à l'exportation à court terme, ont expiré. La Commission a dès lors autorisé un certain nombre de régimes d'assurance-crédit à l'exportation à court terme³⁰¹, qui ont expiré pendant la période d'exemption et/ou que l'État membre souhaitait aligner sur la communication révisée sur l'assurance-crédit à l'exportation à court terme³⁰².

Le 17 mars 2022, la Commission a lancé la consultation publique sur l'évaluation des règles applicables aux aides d'État en faveur des banques en difficulté, dans le contexte plus général de la révision du cadre de gestion des crises et de garantie des dépôts lancée par la Commission en 2021³⁰³. Cette consultation publique s'est achevée le 15 juillet 2022 et sa synthèse a été publiée le 11 octobre 2022.

Enfin, le 29 août, la Commission a lancé l'évaluation de la communication sur les garanties³⁰⁴ en publiant une consultation publique et ciblée.

²⁹⁶ Affaire SA.56348, *Suède — Impôt suédois sur les établissements de crédit*; cette décision a été contestée devant le Tribunal et est désormais pendante dans l'affaire T-112/22.

²⁹⁷ Communication de la Commission — Lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (JO C 508 du 16.12.2021, p. 1).

²⁹⁸ Affaire SA.63127, *Chypre — Financement des risques: réduction de l'impôt pour les investissements réalisés par des personnes physiques ou morales dans des petites et moyennes entreprises innovantes*.

²⁹⁹ Affaire SA.100943, *France — 2^e modification du dispositif IR-PME pour les investissements dans les FCPI et FIP*.

³⁰⁰ Communication de la Commission — Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (JO C 91I du 20.3.2020, p. 1), telle que modifiée par les communications de la Commission C(2020) 2215 (JO C 112I du 4.4.2020, p. 1), C(2020) 3156 (JO C 164 du 13.5.2020, p. 3), C(2020) 4509 (JO C 218 du 2.7.2020, p. 3), C(2020) 7127 (JO C 340I du 13.10.2020, p. 1), C(2021) 564 (JO C 34 du 1.2.2021, p. 6), et C(2021) 8442 (JO C 473 du 24.11.2021, p. 1).

³⁰¹ Affaire SA.102373, *Lettonie — Modification du régime d'assurance-crédit à l'exportation à court terme*; affaire SA.102071, *Danemark — Remise en œuvre du régime d'assurance-crédit à l'exportation pour la couverture risque individuel à court terme*; affaire SA.101648, *Finlande — Prolongation et modification du régime d'assurance-crédit à l'exportation à court terme pour les PME et la couverture risque individuel*; affaire SA.102108, *Roumanie — Régime de crédit à l'exportation à court terme 2022-2026*.

³⁰² Communication de la Commission concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme (JO C 497 du 10.12.2021, p. 5).

³⁰³ Voir annexe de la communication COM(2021) 713 final du 18.11.2021.

³⁰⁴ Communication de la Commission sur l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État sous forme de garanties (JO C 155 du 20.6.2008, p. 10).

4. FISCALITÉ ET AIDES D'ÉTAT

4.1. Aperçu des principaux problèmes en matière de fraude et d'évasion fiscales et d'aides fiscales

La Commission met en œuvre les règles en matière d'aides d'État dans le domaine fiscal, notamment en ce qui concerne les pratiques de planification fiscale agressive qui faussent ou menacent de fausser la concurrence, ainsi que les décisions de politique fiscale qui conduisent à un traitement discriminatoire des entreprises.

Dans les domaines dans lesquels le droit fiscal de l'UE n'a pas fait l'objet d'une harmonisation, les États membres sont libres de décider eux-mêmes des modalités d'imposition des activités économiques, des activités économiques à imposer, des taux à appliquer et de l'assiette fiscale à utiliser. En d'autres termes, la fiscalité directe relève de la compétence des États membres. Cependant, la souveraineté fiscale des États membres n'est pas absolue: cette compétence doit s'exercer dans le respect du droit de l'Union, y compris les règles en matière d'aides d'État. Les arrêts récents de la Cour de justice et du Tribunal ont confirmé le pouvoir de la Commission d'apprécier l'existence d'avantages sélectifs en matière de fiscalité directe.

Dans le contexte des mesures fiscales, la constatation d'une aide d'État dépend dans une large mesure de l'existence d'un avantage sélectif, le caractère sélectif de la mesure requérant une attention particulière. Il incombe à la Commission d'apprécier si des mesures fiscales favorisent sélectivement certaines entreprises ou certains secteurs d'activités³⁰⁵.

Les stratégies de planification fiscale agressive peuvent revêtir de nombreuses formes. Les entreprises peuvent conclure avec les autorités fiscales des «accords de complaisance» individuels, qui leur permettent d'obtenir un niveau d'imposition inférieur à celui qui s'appliquerait à d'autres contribuables. Elles peuvent aussi bénéficier de dispositifs plus généraux qui leur procurent des avantages fiscaux et qui sont disponibles par la législation ou la pratique administrative. Dans tous les cas, ces pratiques provoquent des effets de distorsion sur le marché intérieur, en ce qu'elles renforcent indûment la position concurrentielle de certaines entreprises par rapport à d'autres. Elles réduisent également les financements publics qui seraient normalement disponibles pour les investissements et qui sont particulièrement nécessaires dans le contexte actuel de reprise économique en Europe.

Bien que des initiatives législatives aient été lancées et élaborées au niveau mondial et aient récemment été adoptées au niveau de l'UE pour faire face à la planification fiscale agressive³⁰⁶, les activités de la Commission relatives à la mise en œuvre des règles en matière d'aides d'État peuvent également contribuer à la lutte contre l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert des bénéfices, en particulier lorsqu'un traitement fiscal favorable est accordé aux activités mobiles à l'échelle internationale.

³⁰⁵ Voir arrêts de la Cour du 4 juin 2015, affaire C-15/14 P, Commission/MOL, EU:C:2015:362, point 60, et du 30 juin 2016, affaire C-270/15 P, Belgique/Commission, EU:C:2016:489, point 48.

³⁰⁶ Voir, par exemple, directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 14 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union (JO L 328 du 22.12.2022, p. 1).

L'arrêt de la Cour de justice dans l'affaire Fiat³⁰⁷ représente une évolution importante de la jurisprudence relative aux pratiques de planification fiscale agressive. Tout en confirmant le principe selon lequel la Commission est compétente pour apprécier les mesures de fiscalité directe au regard des règles en matière d'aides d'État, la Cour a, dans cette affaire, annulé l'arrêt du Tribunal et la décision attaquée de la Commission. Elle a estimé que la Commission avait commis une erreur dans la détermination du cadre de référence en ne fondant pas pleinement cette détermination sur le droit national. La détermination erronée du cadre de référence était suffisante pour vicier l'ensemble de l'analyse (méthode en trois étapes) tenant à l'existence d'un avantage sélectif.

4.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes

En 2022, la Commission a continué de mettre en œuvre les règles en matière d'aides d'État dans les domaines tant de la fiscalité directe que de la fiscalité indirecte, en appréciant les mesures susceptibles d'impliquer des aides d'État.

4.2.1. Enquêtes en matière d'aides d'État et décisions relatives à la planification fiscale agressive

La Commission a poursuivi l'examen des affaires en cours concernant des allégations d'aides octroyées par les Pays-Bas à *Inter Ikea*, à *Starbucks* et à *Nike*, ainsi que des allégations d'aides d'État octroyées par le Luxembourg à *Huhtamäki*.

En outre, à la suite de l'arrêt du Tribunal du 6 avril 2022 (voir ci-dessous pour de plus amples informations), la Commission a élargi la portée de son enquête approfondie en cours sur le régime d'imposition des sociétés de Gibraltar afin de réévaluer la compatibilité avec les règles en matière d'aides d'État d'une décision fiscale anticipative de 2012 au profit d'une filiale établie à Gibraltar de Mead Johnson Nutrition.

Parallèlement, la Commission poursuit son enquête sur la législation et la pratique des États membres en matière de décisions fiscales anticipatives. Pour rappel, la Commission avait commencé à collecter des renseignements pertinents auprès de tous les États membres en 2014 (pour la période 2010-2013), dans le but d'acquérir des informations sur la pratique de l'octroi de décisions fiscales anticipatives. En 2019, la Commission a lancé un exercice similaire pour la période 2014-2018. À ce jour, la Commission a examiné plus d'un millier de décisions fiscales anticipatives et continue d'examiner de manière approfondie les renseignements communiqués par les États membres.

4.2.2. Affaires importantes

En 2022, la Commission a été la destinataire d'un arrêt important de la Cour de justice, à savoir l'arrêt dans l'affaire Fiat³⁰⁸.

Le 8 novembre 2022, la Cour de justice a rendu son arrêt sur les pourvois de *Fiat Chrysler Finance Europe*

³⁰⁷ Arrêt de la Cour (grande chambre) du 8 novembre 2022, affaires jointes C-885/19 P et C-898/19 P, Fiat Chrysler Finance Europe et Irlande/Commission européenne, EU:C:2022:859.

³⁰⁸ Arrêt de la Cour (grande chambre) du 8 novembre 2022, affaires jointes C-885/19 P et C-898/19 P, Fiat Chrysler Finance Europe/Commission, EU:C:2022:859.

(Fiat) et de l'Irlande contre l'arrêt du Tribunal, qui avait confirmé la décision de la Commission³⁰⁹.

La Cour de justice a annulé l'arrêt du Tribunal et la décision de la Commission. Selon elle, la Commission (et le Tribunal, en acceptant le raisonnement de la Commission) avait commis une erreur de droit dans la détermination du cadre de référence. En vertu d'une jurisprudence constante, cette erreur vicie l'ensemble de l'analyse en trois étapes pour l'établissement de l'existence d'un avantage sélectif.

La Cour de justice est d'avis que la Commission et le Tribunal ont commis une erreur en ne tenant pas compte de la manière dont le Luxembourg définissait et appliquait le principe de pleine concurrence dans son droit interne. La Commission s'est plutôt appuyée sur une «expression abstraite» du principe de pleine concurrence, s'écartant ainsi du droit national. La Cour de justice a considéré cela comme une erreur dans l'application de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE.

Toutefois, la Cour de justice a précisé que cet arrêt n'affecte pas la compétence de la Commission d'examiner les mesures fiscales directes dans le contexte des règles en matière d'aides d'État et de confirmer l'existence d'un avantage sélectif dans le cas où toutes les conditions quant à l'existence d'une aide d'État énoncées à l'article 107, paragraphe 1, du TFUE sont remplies.

4.2.3. Affaires importantes en matière de régimes fiscaux

La jurisprudence récente confirme la méthode habituellement appliquée pour apprécier la sélectivité de mesures fiscales, à savoir l'analyse dite en trois étapes — i) détermination du système de référence, ii) identification d'une dérogation et iii) justification par la logique du système fiscal —, et continue de souligner l'importance d'une motivation appropriée et d'une définition correcte du cadre de référence car l'existence d'un avantage sélectif ne peut être établie que par rapport à l'imposition «normale»³¹⁰. C'est ce que confirment les deux arrêts suivants du Tribunal concernant les règles britanniques applicables aux sociétés étrangères contrôlées et le régime d'imposition des sociétés de Gibraltar.

Royaume-Uni — Arrêt du Tribunal concernant les règles applicables aux sociétés étrangères contrôlées

Le 8 juin 2022, dans les affaires jointes T-363/19 et T-456/19, le Tribunal a confirmé la décision de la Commission concernant les règles britanniques applicables aux sociétés étrangères contrôlées (SEC). Par cette décision, la Commission avait conclu qu'un chapitre particulier des règles applicables aux SEC, l'exonération sur le financement des groupes, procurait un avantage sélectif aux entreprises multinationales établies au Royaume-Uni détenant des filiales à l'étranger (SEC) qui tirent des revenus d'activités de financement. Cet avantage consistait en une exonération partielle (75 %) ou totale (jusqu'à 100 %) de l'impôt britannique grevant les bénéfices générés par des activités de financement, qui seraient normalement imposés en vertu des règles applicables aux SEC en ce qu'ils seraient considérés comme étant artificiellement détournés du Royaume-Uni vers le territoire de la SEC. Les bénéfices seraient réputés artificiellement détournés si (au moins) l'un des deux critères suivants était rempli: i) capitaux liés au Royaume-Uni (les bénéfices sont générés par des prêts financés par des ressources britanniques de la société mère); ii) fonctions humaines significatives effectuées au Royaume-Uni (les bénéfices sont générés par des prêts pour lesquels des activités décisionnelles essentielles ont eu lieu au Royaume-Uni).

Le Tribunal a confirmé la détermination du cadre de référence par la Commission, qui était constitué des règles britanniques applicables aux SEC, par opposition au régime général d'imposition des sociétés. Ce faisant, le

³⁰⁹ Arrêt du Tribunal du 24 septembre 2019, affaires T-755/15 et T-759/15, Luxembourg et Fiat Chrysler Finance Europe/Commission, EU:T:2019:670.

³¹⁰ Voir arrêts de la Cour du 16 mars 2021, affaires C-562/19 P, Commission/Pologne, EU:C:2021:201, et C-596/19 P, Commission/Hongrie, EU:C:2021:202; voir, également, arrêts de la Cour du 6 octobre 2021, affaire C-50/19 P, Sigma Alimentos Exterior SL, EU:C:2021:792; affaires jointes C-51/19 P et C-64/19 P, World Duty Free Group SA e.a./Commission, EU:C:2021:793; affaire C-52/19 P, Banco Santander SA/Commission, EU:C:2021:794; affaires jointes C-53/19 P et C-65/19 P, Banco Santander et Santusa/Commission, EU:C:2021:795.

Tribunal a renvoyé à l'arrêt *World Duty Free II*³¹¹, dans lequel la Cour de justice avait interprété et appliqué le critère de la divisibilité, et avait examiné si les règles applicables aux SEC étaient dotées d'une «logique juridique autonome» et constituaient un ensemble normatif cohérent et distinct.

Ensuite, le Tribunal a analysé l'objectif du cadre de référence. Il a convenu que l'objectif des règles applicables aux SEC était plus spécifique que la simple protection de l'assiette fiscale britannique, dans la mesure où cette protection visait spécifiquement à lutter contre les détournements artificiels de bénéfices du Royaume-Uni vers une SEC.

En outre, le Tribunal a confirmé l'analyse de comparabilité de la Commission et a conclu que tous les types de revenus tirés d'activités de financement, qu'ils soient couverts ou non par l'exonération sur le financement des groupes, se trouvaient dans une situation juridique et factuelle comparable au regard de l'objectif spécifique des règles applicables aux SEC.

Enfin, le Tribunal a également convenu avec la Commission que l'exonération sur le financement des groupes dans les cas où les fonctions humaines significatives étaient effectuées au Royaume-Uni n'était pas justifiée pour des raisons de praticabilité administrative ou par l'obligation du Royaume-Uni de respecter la liberté d'établissement. En ce qui concerne la première justification alléguée, le Tribunal a constaté que le Royaume-Uni n'avait présenté aucun élément de preuve pour démontrer que le critère des fonctions humaines significatives impliquerait des formalités extrêmement contraignantes et qu'une mesure de simplification était donc nécessaire ou proportionnée. Quant à la seconde justification alléguée, le Tribunal a relevé que l'identification des fonctions humaines significatives et l'imposition d'une charge fiscale proportionnée sur les bénéfices attribuables à une entité britannique étaient conformes à la jurisprudence *Cadbury Schweppes*³¹² et ne constitueraient donc pas une entrave à la liberté d'établissement.

Gibraltar (Royaume-Uni) — Régime d'imposition des sociétés — Arrêt du Tribunal et nouvelle décision d'ouverture

L'arrêt du Tribunal du 6 avril 2022 dans l'affaire T-508/19 (affaire Gibraltar)³¹³ porte sur la décision de la Commission du 19 décembre 2018 (SA.34914) concernant deux aspects du système d'imposition des sociétés de Gibraltar: i) un régime d'exonération fiscale pour les revenus générés par des intérêts passifs et par des redevances de propriété intellectuelle (de 2011 à 2013), et ii) des aides individuelles en faveur de cinq entreprises résidant à Gibraltar, dont MJN Holdings (Gibraltar) Ltd (MJN GibCo), octroyées sur la base de décisions fiscales anticipées des autorités fiscales de Gibraltar (aides accordées entre 2014 et 2016)³¹⁴.

Par son arrêt³¹⁵, le Tribunal a rejeté dans leur intégralité tous les moyens de recours concernant le régime d'exonération des revenus générés par des redevances de propriété intellectuelle. En particulier, bien qu'il n'ait pas défini explicitement le système fiscal de référence, il s'est référé à l'objectif de l'impôt et a constaté que la Commission avait à bon droit considéré que les entreprises de Gibraltar percevant des redevances de propriété intellectuelle auraient normalement dû être soumises à l'impôt et qu'elles se trouvaient dans une situation juridique et factuelle comparable à celle des autres entreprises percevant des revenus générés ou trouvant leur

³¹¹ Arrêts de la Cour du 6 octobre 2021, affaire C-50/19 P, Sigma Alimentos Exterior SL, EU:C:2021:792; affaires jointes C-51/19 P et C-64/19 P, World Duty Free Group SA e.a./Commission, EU:C:2021:793; affaire C-52/19 P, Banco Santander SA/Commission, EU:C:2021:794; affaires jointes C-53/19 P et C-65/19 P, Banco Santander et Santusa/Commission, EU:C:2021:795.

³¹² Arrêt de la Cour de justice (grande chambre) du 12 septembre 2006, affaire C-196/04, Cadbury Schweppes plc et Cadbury Schweppes Overseas Ltd/Commissioners of Inland Revenue, EU:C:2006:544.

³¹³ Arrêt du Tribunal du 6 avril 2022, affaire T-508/19, Mead Johnson Nutrition (Asia Pacific) Pte Ltd e.a./Commission, EU:T:2022:217.

³¹⁴ Les décisions fiscales anticipées en cause concernent un dispositif de planification fiscale similaire, à savoir la constitution d'une société en commandite simple de droit néerlandais percevant des revenus générés par des intérêts et par des redevances de propriété intellectuelle et l'octroi d'une exonération fiscale à Gibraltar malgré les modifications législatives qui soumettaient à l'impôt sur le revenu les revenus générés par des intérêts et par des redevances de propriété intellectuelle (et malgré la nature transparente au regard de la fiscalité de la société en commandite simple néerlandaise).

³¹⁵ Arrêt du Tribunal du 6 avril 2022, affaire T-508/19, Mead Johnson Nutrition (Asia Pacific) e.a./Commission, EU:T:2022:217.

origine à Gibraltar. Le Tribunal a également rappelé que la technique réglementaire utilisée par le législateur national ne saurait être déterminante³¹⁶, qu'une définition positive de l'assujettissement à l'impôt, de sorte que seules les catégories de revenus expressément énumérées dans la loi relative à l'imposition des sociétés sont assujetties à l'impôt, produit les mêmes effets qu'une exonération expresse d'imposition et, dès lors, que le «non-assujettissement» et l'«exonération» produisent les mêmes effets. Ainsi, le Tribunal a constaté que l'existence d'un «régime cédulaire» (consistant à imposer les catégories de revenus expressément énumérées) ne constituait, en réalité, que le choix d'une technique réglementaire et non d'une règle d'imposition déterminante aux fins de l'analyse du système d'imposition de Gibraltar.

En revanche, le Tribunal a annulé partiellement (pour des motifs de procédure) le volet de la décision relatif aux décisions fiscales anticipées dans la mesure où est concernée la décision fiscale anticipée accordée à MJN GibCo.

À la suite de cet arrêt, la Commission a réexaminé les renseignements communiqués par les autorités britanniques concernant la décision fiscale anticipée accordée à MJN GibCo et a décidé d'élargir la procédure formelle d'examen³¹⁷ afin de couvrir le traitement fiscal (l'exonération fiscale) des revenus de MJN GibCo depuis le 1^{er} janvier 2014. Ce traitement fiscal est lié à l'exonération des revenus générés par des redevances de propriété intellectuelle perçus par une société en commandite simple néerlandaise, dont MJN GibCo était l'actionnaire principal. Cette exonération résultait de la poursuite de l'application d'une décision fiscale anticipée accordée (en 2012) à cette entreprise, après, et malgré, une modification législative adoptée en 2013 qui soumettait à l'impôt les revenus générés par des redevances de propriété intellectuelle (à partir du 1^{er} janvier 2014).

5. INDUSTRIES DE BASE ET INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

5.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté

Représentant plus d'un cinquième de l'économie de l'UE, l'industrie manufacturière est un moteur de croissance et d'innovation et emploie environ 35 millions de personnes, soit plus de 20 % de la main-d'œuvre de l'Union. Les entreprises européennes actives dans ce secteur sont confrontées à des défis de taille, tels que la hausse des prix de l'énergie, les tensions commerciales, l'émergence de technologies avancées et la nécessité d'adapter leurs pratiques pour les rendre respectueuses du climat. Cette situation a été exacerbée par la pandémie de COVID-19 et la brutale invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces deux événements ont eu des incidences négatives sur les chaînes d'approvisionnement et ont entraîné des hausses de prix pour l'énergie, les matières premières et les composants.

La FRR et le plan REPowerEU visent à relever ces défis en stimulant les investissements dans le cadre de la reprise consécutive à la pandémie et de la transition vers une économie numérique et propre indépendante des combustibles fossiles russes. L'application des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles et aux concentrations dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des industries de base facilite ces transformations dans l'esprit des objectifs du marché unique, notamment en garantissant que l'innovation n'est pas entravée et que les entreprises peuvent se faire concurrence dans des conditions loyales et égales. Dans le même temps, l'application des règles en matière d'aides d'État garantit que les intérêts purement nationaux ne faussent pas la concurrence.

³¹⁶ Voir arrêt de la Cour de justice du 28 juin 2018, affaire C-203/16 P, Dirk Andres/Commission, points 90 à 92, EU:C:2018:505, et arrêt de la Cour de justice (grande chambre) du 15 novembre 2011, affaires jointes C-106/09 P et C-107/09 P, Commission et Espagne/Government of Gibraltar et Royaume-Uni, points 91 à 93, EU:C:2011:732.

³¹⁷ Décision non encore publiée. Voir actualité quotidienne de la Commission européenne du 31 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/mex_22_6484

5.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes

5.2.1. Enquêtes en matière de pratiques anticoncurrentielles dans les industries de base et l'industrie manufacturière

L'industrie manufacturière et l'industrie des biens de consommation continuent de représenter un axe majeur de la pratique de la Commission en matière de mise en œuvre. En 2022, la Commission a poursuivi ses lignes d'action (notamment en ce qui concerne le traitement des dossiers, la surveillance des marchés et les actions de sensibilisation) dans ces secteurs. Le 31 janvier 2022, la Commission a ouvert une enquête formelle afin de déterminer si la maison de mode *Pierre Cardin* et son preneur de licence, *Ahlers*, avaient enfreint les règles de concurrence de l'UE en restreignant les échanges et ventes parallèles de produits *Pierre Cardin* sous licence à des clients spécifiques dans l'EEE³¹⁸.

5.2.2. Enquêtes sur les opérations de concentration dans les industries de base et l'industrie manufacturière

En janvier 2022, la Commission a interdit l'acquisition de *Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering CO., Ltd* par *Hyundai Heavy Industries Holdings*³¹⁹. Ces deux entreprises sont des acteurs mondiaux de premier plan sur le marché de la construction des méthaniers (navires qui transportent le gaz naturel liquéfié ou GNL) et deux des trois plus grands acteurs de ce marché très concentré. À la suite d'une enquête approfondie, la Commission a constaté que la concentration aurait donné lieu à une position dominante, à une réduction du choix des fournisseurs et à une hausse des prix pour les clients de l'EEE sur le marché mondial de la construction des méthaniers, qui sont des navires hautement sophistiqués, complexes à construire et coûteux. La Commission a préservé une concurrence effective sur le marché de la construction des méthaniers, profitant aux clients de l'EEE, qui ont passé près de 50 % de l'ensemble des commandes de ces navires au cours des cinq dernières années, et en fin de compte aux consommateurs d'énergie de l'UE.

En février 2022, la Commission a autorisé, sous conditions, le projet de concentration entre *Cargotec* et *Konecranes*³²⁰. Cette décision était subordonnée à la cession de certaines activités. *Cargotec* et *Konecranes* sont deux des principales entreprises mondiales dans le domaine des équipements de manutention de conteneurs et de fret. Les opérateurs de terminaux portuaires, les entreprises logistiques et un large éventail d'acteurs industriels en Europe dépendent de ces équipements de levage et de transport de conteneurs et de charges lourdes. Dans la situation actuelle de l'industrie du transport de conteneurs, la Commission devait s'assurer que cette concentration ne porterait pas préjudice aux chaînes

³¹⁸ Voir communiqué de presse du 31 janvier 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_682

³¹⁹ Affaire M.9343, *Hyundai Heavy Industries Holdings/Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering*.

³²⁰ Affaire M.10078, *Cargotec/Konecranes*.

Voit: https://ec.europa.eu/competition/mergers/cases1/202231/M_10078_8433511_6645_3.pdf

d'approvisionnement en raison de hausses de prix supplémentaires. La Commission a estimé que, à la suite des cessions proposées par les deux entreprises, les clients européens auraient bénéficié d'un choix suffisant d'équipements portuaires et auraient continué à bénéficier de prix compétitifs, ainsi que d'un vaste choix de technologies. Les entreprises ont finalement décidé de [renoncer à l'opération envisagée](#).

En avril 2022, *Kingspan Group* a renoncé à son projet d'acquisition de *Trimo*, ce qui a marqué la fin de l'enquête approfondie de la Commission sur cette opération. Ces deux entreprises sont des chefs de file sur le marché des panneaux sandwich en fibre minérale, qui sont utilisés pour la construction, la rénovation et l'isolation d'une large gamme de bâtiments industriels et commerciaux. D'après les constatations préliminaires de la Commission, la concentration risquait de faire augmenter les prix des panneaux sandwich en fibre minérale dans plusieurs pays européens. La préservation de la concurrence pour la fourniture de ces produits économes en énergie est un élément clé pour atteindre les objectifs du pacte vert pour l'Europe.

En avril 2022, l'acquisition de *Meggitt* par *Parker*, deux entreprises du secteur des composants aéronautiques, a été autorisée sous réserve de la cession de la division «roues et freins d'avions» de *Parker*³²¹. Ensuite, en juillet 2022, la Commission a approuvé l'entreprise aéronautique *Kaman* en tant qu'acquéreur de l'activité à céder. Cette cession préservera la concurrence sur les marchés des roues et freins d'avions et garantira que les clients de l'industrie aérospatiale et de la défense ont accès à un choix suffisant de fournisseurs de composants et continueront à bénéficier de prix compétitifs.

En avril 2022, la Commission a ouvert une enquête approfondie sur le projet d'acquisition de *Pfleiderer Polska* par *Kronospan*³²². *Kronospan* et *Pfleiderer Polska* comptent parmi les principaux fournisseurs européens de panneaux à base de bois, des intrants importants pour la fabrication de mobilier. La Commission craignait que la concentration ne réduise la concurrence sur le marché de la fourniture de différents types de panneaux en carton bois en Pologne et dans les pays voisins. En novembre 2022, *Kronospan* et *Pfleiderer* ont décidé de résilier leur accord. Cette résiliation a fait suite aux conclusions de l'enquête approfondie de la Commission et au fait que *Kronospan* n'avait pas présenté de mesures correctives appropriées³²³.

En juin 2022, la Commission a autorisé, sous conditions, le projet d'acquisition de *Welbilt* par *Ali Group*, deux producteurs d'équipements de restauration³²⁴. Cette décision est subordonnée aux engagements d'*Ali Group* de céder l'ensemble de l'activité mondiale de machines à glace de *Welbilt*. Deux semaines après cette décision d'autorisation, la Commission a approuvé

³²¹ Affaire M.10506, *Parker/Meggitt*;

voir: https://ec.europa.eu/competition/mergers/cases1/202229/M_10506_8413340_1616_3.pdf

³²² Voir communiqué de presse du 5 avril 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_2284

³²³ Voir communiqué de presse du 30 novembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/statement_22_7321

³²⁴ Voir communiqué de presse du 17 juin 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_3837

Pentair, un fournisseur de solutions d'eau commerciales, en tant qu'acquéreur de l'activité à céder³²⁵.

En octobre 2022, la Commission a autorisé, sous conditions, le projet d'acquisition de l'activité «Mobilité & Matériaux» de *DuPont* par *Celanese*³²⁶. Ces deux entreprises sont actives dans le segment des matières plastiques à haute performance. La décision est subordonnée à la cession par *Celanese* de ses activités mondiales en matière de copolyester thermoplastique. Deux semaines après cette décision d'autorisation, la Commission a approuvé *Taro Plast* en tant qu'acquéreur de l'activité à céder.

En octobre 2022, la Commission a ouvert une enquête approfondie sur le projet d'acquisition d'*Alumetal* par *Norsk Hydro*³²⁷. La Commission a conclu, à titre préliminaire, que l'opération réduirait en Europe la concurrence dans la production et la fourniture d'alliages d'aluminium pour fonderie et d'alliage mères d'aluminium, des composants essentiels à la réalisation des objectifs de l'Europe en matière de lutte contre le changement climatique.

En octobre 2022, la Commission a autorisé, sous conditions, le projet d'acquisition de *Real Alloy Europe* par *KPS*³²⁸. La filiale de *KPS Speira* produit de l'aluminium recyclé, tandis que *Real Alloy Europe* fournit des services de recyclage pour les sous-produits du processus de recyclage de l'aluminium, comme les crasses et les scories sodiques. Cette opération aurait pu réduire l'accès des producteurs concurrents d'aluminium recyclé aux services de recyclage, alors que cet accès est essentiel pour atteindre les objectifs de l'économie circulaire et de la transition écologique. Afin de préserver la concurrence, la décision de la Commission est subordonnée à la cession par *KPS* de l'installation de production d'aluminium recyclé et de recyclage des crasses de *Real Alloy* à Swansea (Royaume-Uni) ainsi que de son usine de recyclage des scories sodiques à Sainte-Meneshould (France).

En octobre 2022, la Commission a autorisé, sous conditions, le projet d'acquisition de *Swedish Match* par *Philip Morris International*, deux fournisseurs de tabac et de produits à base de nicotine³²⁹. Afin de préserver l'accès au marché, la décision est subordonnée à la cession de la branche logistique de *Swedish Match*, *SMD Logistics*, qui distribue des produits du tabac combustibles, des produits sans fumée et des produits connexes pour *Swedish Match* et d'autres fournisseurs en Suède.

Enfin, toujours en octobre 2022, la Commission a autorisé, sous conditions, l'acquisition de *NTS* par *SalMar*³³⁰. Ces deux entreprises sont d'importants producteurs de saumon qui approvisionnent les pays européens depuis leurs opérations d'élevage en Norvège et en Islande. La décision de la Commission est subordonnée aux engagements de *SalMar* de céder

³²⁵ Affaire M.10432, *Ali Group/Welbilt*.

³²⁶ Voir communiqué de presse du 11 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_6114

³²⁷ Voir communiqué de presse du 6 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_6013

³²⁸ Voir communiqué de presse du 19 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_6274

³²⁹ Voir communiqué de presse du 25 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_6372

³³⁰ Voir communiqué de presse du 31 octobre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_6425

Arctic Fish, qui constitue l'ensemble des activités de *NTS* en Islande. Cette cession préservera le choix et des prix compétitifs pour le saumon islandais en Europe.

6. SECTEUR AGROALIMENTAIRE

6.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté

Même avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie en mars 2022, la reprise économique du secteur agroalimentaire de l'UE à la suite de la pandémie de COVID-19 se heurtait à des difficultés, les déséquilibres de l'offre et de la demande d'intrants et de produits de base agricoles étant à l'origine d'importantes hausses de prix. Si l'UE est largement autosuffisante sur le plan alimentaire et enregistre un excédent commercial important en matière agroalimentaire, l'inquiétude grandissait en ce qui concerne le caractère abordable des denrées alimentaires, en particulier pour les ménages à faible revenu, en raison des prix élevés sur le marché et de l'inflation³³¹.

En 2022, l'agression de la Russie contre l'Ukraine a provoqué des perturbations sur les marchés agricoles mondiaux, notamment une incertitude quant à la disponibilité mondiale des céréales et des oléagineux. Elle a révélé la dépendance de l'UE à l'égard des importations d'aliments pour animaux et d'engrais, en particulier en provenance d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie³³². La Russie et la Biélorussie fournissent 60 % des engrais de l'UE³³³.

La hausse des prix de l'énergie a entraîné une augmentation considérable des coûts de production du secteur agroalimentaire dans l'UE. Les secteurs grands consommateurs d'énergie, tels que les industries du sucre, de l'amidon et de la confiserie, ont subi des augmentations importantes de leurs coûts de production. Les coûts du transport ont considérablement augmenté. En mars 2022, les prix mondiaux des denrées alimentaires étaient à leur plus haut niveau depuis l'introduction de l'indice FAO des prix des produits alimentaires, en 1990³³⁴.

6.1.1. Actions de la Commission visant à atténuer les effets de la crise dans le secteur agroalimentaire

En mars 2022, la Commission européenne a publié une communication exposant des mesures de renforcement de la sécurité alimentaire et de soutien aux agriculteurs et consommateurs de l'UE, à la lumière de la hausse des prix des denrées alimentaires et des coûts des intrants, tels que l'énergie et les engrais³³⁵. Cette communication prévoyait également des mesures destinées à aider les agriculteurs de l'UE confrontés à un manque de trésorerie causé par la hausse des prix des combustibles et des engrais. Des aides d'État en faveur des agriculteurs

³³¹ Voir: https://agriculture.ec.europa.eu/system/files/2022-04/short-term-outlook-spring-2022_en_0.pdf

³³² Voir: https://agriculture.ec.europa.eu/system/files/2022-04/short-term-outlook-spring-2022_en_0.pdf

³³³ Voir: <https://www.fertilizerseurope.com/fertilizers-in-europe/facts-figures/>; La Russie et la Biélorussie sont, respectivement, les premier et sixième exportateurs mondiaux d'engrais, représentant au total 20 % de l'offre mondiale.

³³⁴ L'indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture est un indicateur qui mesure la variation mensuelle des cours internationaux de cinq produits alimentaires de base: céréales, huiles végétales, produits laitiers, viande et sucre; voir: <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>

³³⁵ Voir: https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:5391557a-aaa2-11ec-83e1-01aa75ed71a1.0001.02/DOC_3&format=PDF

étaient également disponibles au titre de l'encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État.

Les secteurs de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation de l'UE ont également été directement touchés par les perturbations du marché. L'UE n'est pas autosuffisante en ce qui concerne les produits de la mer et les matières premières destinées à la transformation du poisson. La forte hausse des prix des carburants a éliminé la rentabilité de la plupart des flottes de pêche. Le secteur de la pêche bénéficie de certaines des mesures de crise et des aides d'État prévues par l'encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État.

En novembre 2022, la Commission européenne a publié une communication sur la disponibilité et le caractère abordable des engrais³³⁶. La communication décrit des actions visant à maintenir une production durable d'engrais dans l'UE et à réduire les dépendances tout en garantissant les rendements. À cet égard, l'encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État a été modifié afin de permettre aux États membres de fournir une aide spécifique en faveur des producteurs d'engrais. La Commission encourage également une transition vers des engrais plus écologiques et soutient les investissements dans l'hydrogène renouvelable et le biométhane pour la production d'ammoniac. Enfin, la Commission signale qu'elle a contacté d'autres fournisseurs d'engrais pour compenser la perte des précédents fournisseurs russes et biélorusses.

6.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes

Ainsi que la Commission et les ANC l'ont souligné dans la *déclaration commune du réseau européen de la concurrence sur l'application du droit de la concurrence dans le contexte de la guerre en Ukraine de mars 2022*³³⁷, il est de la plus haute importance de veiller à ce que les produits essentiels tels que les denrées alimentaires et les matières premières restent disponibles à des prix compétitifs et à ce que la crise actuelle ne soit pas exploitée pour nuire à la concurrence entre les entreprises.

6.2.1. Enquêtes relatives à des accords protectionnistes

En 2022, la Commission, en coordination avec les ANC, a continué d'enquêter sur un certain nombre d'accords protectionnistes éventuellement anticoncurrentiels conclus entre des chaînes de supermarchés ou entre des opérateurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Ces accords donnent la préférence à des produits nationaux, ce qui est susceptible d'enfreindre l'article 101 du TFUE. Cette préférence est parfois liée à la promotion d'«aliments locaux» et à de prétendus objectifs environnementaux liés à la consommation de produits locaux. Si la notion applicable d'«aliment local» n'est pas fondée sur des caractéristiques objectives ou sur des avantages environnementaux réels, elle peut dans la pratique correspondre à des produits nationaux. Il en résulterait une discrimination fondée sur la nationalité, contraire aux principes fondamentaux du marché unique. À la suite de ces enquêtes, les entreprises concernées ont résilié ces accords ou les ont modifiés afin de résoudre les problèmes de concurrence.

³³⁶ Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_6564

³³⁷ Voir: https://competition-policy.ec.europa.eu/system/files/2022-03/202203_joint-statement_ecn_ukraine-war.pdf

6.2.2. Enquêtes relatives à des alliances internationales de détaillants

Les alliances de détaillants sont des groupes de détaillants indépendants, de chaînes de détaillants ou de groupes de détaillants qui s'allient pour négocier ensemble de meilleures conditions d'achat avec leurs fournisseurs, augmentant ainsi leur pouvoir de négociation collective. Les alliances de détaillants constituent une forme d'accords d'achat groupé, à apprécier conformément au chapitre 5 des lignes directrices sur les restrictions horizontales (actuellement en révision)³³⁸. Elles peuvent être favorables à la concurrence si elles contrebalancent le pouvoir de marché des grands fournisseurs et si les membres de l'alliance répercutent les avantages des meilleures conditions sur les consommateurs finaux. Cependant, elles peuvent être anticoncurrentielles si elles entraînent une augmentation des prix ou une diminution de la production, de la qualité ou de la diversité des produits, ou de l'innovation. Elles peuvent également conduire à une répartition des marchés ou à l'éviction anticoncurrentielle d'autres acheteurs³³⁹. En général, les accords d'achat groupé sont moins susceptibles de poser des problèmes de concurrence lorsque les parties ne possèdent pas de pouvoir de marché sur les marchés de vente³⁴⁰.

En 2022, la Commission a enquêté sur trois alliances internationales dans le secteur du commerce de détail. Il s'agissait d'alliances de détaillants n'opérant pas sur les mêmes marchés nationaux, mais négociant en commun afin d'obtenir de meilleures conditions d'achat auprès de leurs fournisseurs. La Commission a examiné si la négociation collective des conditions d'achat et l'arrêt temporaire coordonné des commandes passées auprès des fournisseurs enfreignaient l'article 101 du TFUE.

6.2.3. Enquête relative à d'éventuelles restrictions du commerce parallèle sur les marchés du chocolat, des biscuits et des produits à base de café

En 2022, la Commission a poursuivi son enquête d'initiative sur de possibles restrictions de *Mondelez* concernant le commerce parallèle sur les marchés du chocolat, des biscuits et des produits à base de café³⁴¹.

6.2.4. Enquête relative à un éventuel accord de répartition des marchés dans le secteur de la commande et de la livraison en ligne de produits alimentaires et d'épicerie

En 2022, la Commission a procédé à des inspections dans le secteur de la commande et de la livraison en ligne de produits alimentaires, de produits d'épicerie et d'autres biens de consommation. La Commission examine l'existence éventuelle d'un accord ou d'une pratique concertée de répartition des marchés géographiques dans l'UE³⁴².

³³⁸ Lignes directrices sur l'applicabilité de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux accords de coopération horizontale (2011/C 11/01), points 194 et suivants.

³³⁹ Lignes directrices sur les restrictions horizontales, point 200.

³⁴⁰ Lignes directrices sur les restrictions horizontales, point 204.

³⁴¹ Voir communiqué de presse du 28 janvier 2021 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_281

³⁴² Voir communiqué de presse du 6 juillet 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_4345

6.2.5. Enquête relative à d'éventuelles pratiques de verrouillage des marchés dans le secteur des boissons

La Commission a enquêté sur des pratiques potentiellement anticoncurrentielles de *The Coca-Cola Company* et de ses embouteilleurs, *Coca-Cola Europacific Partners* et *Coca-Cola Hellenic*. La Commission craignait que *Coca-Cola* et ses embouteilleurs n'aient accordé des rabais de fidélité à des détaillants dans un certain nombre d'États membres (en particulier, l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie) dans lesquels *The Coca-Cola Company* et ses embouteilleurs pourraient détenir une position dominante sur le marché.

6.2.6. Dérogation aux règles de concurrence pour les accords de durabilité dans le secteur agricole

À la suite de la récente réforme de la politique agricole commune (PAC) pour la période 2023-2027, la Commission publiera, pour décembre 2023 au plus tard, des lignes directrices concernant l'application de l'article 210 *bis* du règlement (UE) n° 1308/2013 (règlement OCM). L'article 210 *bis* permet aux producteurs agricoles et à d'autres opérateurs de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire de mettre en œuvre des normes de durabilité qui vont au-delà de ce qui est actuellement requis par la législation européenne et nationale en vigueur, à condition que les normes plus élevées poursuivent certains objectifs de durabilité (environnement, utilisation réduite des pesticides et des antimicrobiens, santé et bien-être des animaux).

L'article 210 *bis* exclut du champ d'application de l'article 101, paragraphe 1, du TFUE les accords de durabilité, à condition que toute restriction de concurrence résultant de ces accords soit indispensable pour atteindre la norme de durabilité en question.

En 2022, la Commission a mené une consultation publique en vue de recueillir les expériences et les propositions des parties prenantes³⁴³. La nouvelle dérogation en matière de durabilité permet aux opérateurs de la chaîne de valeur agroalimentaire de contribuer aux objectifs de durabilité énoncés, par exemple, dans la stratégie «De la ferme à la table» de l'UE et dans la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité.

6.2.7. Application des règles de l'UE en matière d'aides d'État dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche

En 2022, la Commission a poursuivi sa révision des règles en matière d'aides d'État dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture, en tenant compte de l'évaluation réalisée en 2021, qui a montré que les règles atteignent leurs objectifs et restent globalement adaptées à leur finalité. Toutefois, certaines révisions ciblées s'imposaient, telles que la clarification de certains concepts, la poursuite de la rationalisation et de la simplification, de même que des ajustements destinés à refléter les principales priorités de l'UE, par exemple le pacte vert pour l'Europe et la stratégie «De la ferme à la

³⁴³ Voir communiqué de presse du 28 février 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_1352

table». De plus, les règles devaient être adaptées à la nouvelle PAC et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMP)³⁴⁴ créé en 2021.

Dans le secteur agricole, la révision portait sur le règlement d'exemption par catégorie dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales³⁴⁵ et sur les lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020³⁴⁶, qui ont été remplacés respectivement par la version révisée du règlement d'exemption par catégorie pour le secteur agricole³⁴⁷ et par les nouvelles lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales³⁴⁸.

En ce qui concerne le règlement de minimis existant pour le secteur agricole [règlement (UE) n° 1408/2013]³⁴⁹, qui ne s'applique qu'à la production primaire de produits agricoles, la Commission a adopté en 2022 une modification à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne³⁵⁰. Cette révision a porté sur les annexes du règlement fixant des plafonds nationaux pour les montants que les États membres sont autorisés à dépenser en tant qu'aides de minimis dans le secteur agricole.

Dans le secteur de la pêche, la révision concernait trois instruments juridiques. Premièrement, le règlement d'exemption par catégorie existant pour les secteurs de la pêche et de l'aquaculture³⁵¹ a été remplacé par un nouveau règlement d'exemption par catégorie³⁵². Deuxièmement, la Commission a approuvé la version anglaise des nouvelles lignes directrices sur les aides d'État³⁵³ qui remplaceront les lignes directrices pour l'examen des aides d'État

³⁴⁴ Règlement (UE) 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004 (JO L 247 du 13.7.2021, p. 1).

³⁴⁵ Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 193 du 1.7.2014, p. 1).

³⁴⁶ Lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (JO C 204 du 1.7.2014, p. 1).

³⁴⁷ Règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 327 du 21.12.2022, p. 1).

³⁴⁸ Communication de la Commission — Lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales (2022/C 485/01) (JO C 485 du 21.12.2022, p. 1).

³⁴⁹ Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture (JO L 352 du 24.12.2013, p. 9).

³⁵⁰ Règlement (UE) 2022/2046 de la Commission du 24 octobre 2022 modifiant les annexes du règlement (UE) n° 1408/2013 aux fins de leur adaptation pour tenir compte des dispositions de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique et de son protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord (JO L 275 du 25.10.2022, p. 55).

³⁵¹ Règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 369 du 24.12.2014, p. 37).

³⁵² Règlement (UE) 2022/2473 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 327 du 21.12.2022, p. 82).

³⁵³ Communication de la Commission — Approbation du contenu d'un projet de communication de la Commission concernant les lignes directrices pour l'examen des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture [C(2022) 8995 final du 14.12.2022].

dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture³⁵⁴. Troisièmement, le règlement de minimis n° 717/2014³⁵⁵, qui s'applique à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture, a été prolongé d'un an³⁵⁶.

En 2022, les États membres ont adopté 544 mesures au titre du règlement d'exemption par catégorie pour le secteur agricole, et 137 au titre du règlement d'exemption par catégorie pour le secteur de la pêche. Au cours de la même période, ils ont notifié à la Commission 102 mesures au titre des lignes directrices pour le secteur agricole, et 32 au titre des lignes directrices pour le secteur de la pêche.

6.2.8. Atténuer les effets négatifs, dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, de la pandémie de coronavirus et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie

En ce qui concerne la pandémie de coronavirus, en 2022, la plupart des aides d'État en faveur des agriculteurs et des pêcheurs ont été accordées sous la forme de montants d'aide limités inférieurs aux montants maximaux autorisés au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État. Dans le secteur agricole, le plafond de l'aide a été initialement fixé à 100 000 EUR avant d'être porté à 290 000 EUR; dans le secteur de la pêche, il a d'abord été fixé à 120 000 EUR avant d'être porté à 345 000 EUR.

En vertu de l'encadrement temporaire de crise, les États membres ont principalement octroyé des aides d'État aux agriculteurs et aux pêcheurs sous la forme de montants d'aide limités. Les entreprises du secteur agricole pouvaient recevoir jusqu'à 35 000 EUR, montant qui a été ensuite porté à 62 000 EUR, puis à 250 000 EUR. Pour les pêcheurs, le maximum a d'abord été fixé à 35 000 EUR, avant d'être porté à 75 000 EUR, puis à 300 000 EUR.

En mars 2022, la Commission a adopté une communication sur la sécurité alimentaire et la résilience des systèmes alimentaires³⁵⁷. Parmi les mesures de soutien aux agriculteurs les plus touchés par la crise, la Commission a alloué une réserve de crise de 500 millions d'EUR. Les États membres pouvaient utiliser ces fonds pour compenser en faveur des agriculteurs l'augmentation des coûts des intrants et les restrictions commerciales supplémentaires afin de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

7. INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET SERVICES DE SANTÉ

7.1. Aperçu

L'accès des patients à des médicaments sûrs, efficaces et abordables constitue l'un des piliers de la stratégie pharmaceutique pour l'Europe adoptée par la Commission³⁵⁸. Contribuant à la

³⁵⁴ Communication de la Commission — Lignes directrices pour l'examen des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (JO C 217 du 2.7.2015, p. 1).

³⁵⁵ Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (JO L 190 du 28.6.2014, p. 45).

³⁵⁶ Voir communiqué de presse du 14 décembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7670

³⁵⁷ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions — Préserver la sécurité alimentaire et renforcer les systèmes alimentaires [COM(2022) 133 final du 23.3.2022].

³⁵⁸ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions — Stratégie pharmaceutique pour l'Europe [COM(2020) 761 final du 25.11.2020].

réalisation de ces objectifs, la Commission et les ANC ont continué en 2022 d'appliquer avec détermination les règles de concurrence de l'UE dans les secteurs des produits pharmaceutiques et des soins de santé. Cette activité de mise en œuvre complète les cadres réglementaires applicables à ces secteurs³⁵⁹ et favorise à la fois une concurrence dynamique, qui débouche sur des médicaments plus innovants, et une concurrence effective par les prix, ce qui contribue ensuite à rendre les médicaments et les traitements plus abordables et plus accessibles.

7.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne

7.2.1. Mise en œuvre des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles dans le secteur pharmaceutique

Le 10 octobre 2022, la Commission a envoyé une communication des griefs à *Teva* pour l'informer de son point de vue préliminaire selon lequel l'entreprise avait enfreint les règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles en se livrant à des pratiques visant à retarder la concurrence pour son médicament vedette utilisé pour le traitement de la sclérose en plaques, la Copaxone. Plus particulièrement, la Commission a constaté à titre préliminaire que, de février 2015 à aujourd'hui, *Teva* a recouru de manière abusive aux procédures en matière de brevets et s'est livrée à un dénigrement visant à exclure des concurrents afin d'empêcher la concurrence par les prix après l'expiration du brevet principal du Copaxone. Premièrement, la Commission a conclu à titre préliminaire que, après l'expiration du brevet de base initial, *Teva* a créé plusieurs brevets divisionnaires dont le contenu se chevauchait, a intentionnellement échelonné le dépôt de ces brevets et les a retirés de manière répétée et stratégique afin d'éviter une décision motivée quant à leur validité. *Teva* est donc susceptible d'avoir entravé l'efficacité de l'examen juridique et d'avoir prolongé l'insécurité juridique au sujet de ses autres brevets (comportement appelé «jeu des divisionnaires» dans le secteur), tout en se prévalant agressivement de ces brevets face à un concurrent. Deuxièmement, la Commission a également conclu à titre préliminaire que *Teva* avait mené une campagne de dénigrement systématique ciblant des professionnels de la santé et mettant en doute la sécurité et l'efficacité d'un médicament concurrent contenant de l'acétate de glatiramère et son équivalence thérapeutique avec la Copaxone³⁶⁰.

En outre, le 20 juin, la Commission a ouvert une enquête formelle en matière de pratiques anticoncurrentielles afin de déterminer si *Vifor Pharma* a restreint la concurrence en dénigrant de manière illégale *Pharmacosmos*, son concurrent le plus proche — et potentiellement le seul — en Europe, et a ainsi entravé la concurrence au profit de son médicament vedette de traitement martial à forte dose par administration intraveineuse, le Ferinject³⁶¹.

³⁵⁹ La Commission procède actuellement à la révision de la législation générale de l'UE sur les médicaments à usage humain (voir https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_4882) et de la législation de l'UE sur les médicaments orphelins et à usage pédiatrique (médicaments destinés aux personnes atteintes d'une maladie rare et aux enfants; voir https://health.ec.europa.eu/medicinal-products/medicines-children/evaluation-medicines-rare-diseases-and-children-legislation_fr).

³⁶⁰ Affaire AT.40577, *Teva Copaxone*. Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_6062

³⁶¹ Affaire AT.40577, *Vifor (médicaments martiaux en intraveineuse)*. Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_3882

La Commission examine également des allégations selon lesquelles *Novartis* utilise des tactiques contentieuses en matière de brevets pour entraver la concurrence sur le marché des médicaments biologiques innovants pour une affection cutanée, et elle a adressé une demande de renseignements formelle à *Novartis*. La Commission coopère avec la Commission de la concurrence suisse, qui a procédé à des inspections inopinées dans les locaux de *Novartis* le 13 septembre 2022. Cette coopération est fondée sur l'accord entre l'Union européenne et la Confédération suisse concernant la coopération en matière d'application de leurs droits de la concurrence³⁶².

Enfin, après avoir achevé une inspection dans le secteur de la santé animale³⁶³, la Commission poursuit son enquête préliminaire dans cette affaire.

7.2.2. Contrôle des concentrations dans le secteur pharmaceutique

La Commission a continué de veiller à ce que les concentrations dans le secteur pharmaceutique n'aboutissent pas à des prix plus élevés et à un choix réduit pour les consommateurs ni à une innovation moindre.

Le 6 septembre 2022, la Commission a interdit, en vertu du règlement de l'UE sur les concentrations, l'acquisition de *GRAIL* réalisée par *Illumina*³⁶⁴. Elle a constaté que cette concentration freinerait l'innovation et réduirait le choix sur le marché émergent des tests sanguins de détection précoce du cancer. Les mesures correctives proposées par *Illumina* n'ont pas été jugées suffisantes pour répondre à ces préoccupations.

Cette décision constitue l'aboutissement de l'enquête approfondie de la Commission ouverte le 22 juillet 2021 sur la concentration, qui a conduit à l'intégration verticale d'*Illumina*, un important fournisseur de systèmes de séquençage de nouvelle génération (NGS) à des fins d'analyse génétique et génomique, avec *GRAIL*, un client d'*Illumina* qui utilise des systèmes NGS pour mettre au point des tests de détection du cancer. Ces tests utilisent un simple échantillon sanguin pour détecter différents cancers chez les patients asymptomatiques à un stade précoce et sont susceptibles de changer la donne dans la lutte contre le cancer. L'acquisition permettrait à *Illumina* d'évincer les concurrents de *GRAIL*, qui dépendent de la technologie d'*Illumina*, de l'accès à un intrant essentiel dont ils ont besoin pour mettre au point et commercialiser leurs propres tests, et l'inciterait à le faire. En conséquence, les concurrents de *GRAIL* seraient désavantagés par rapport à cette dernière.

En août 2021, alors que l'examen de la Commission était en cours, *Illumina* a finalisé son acquisition de *GRAIL*. En réponse à cette mise en œuvre prématurée de l'opération alors que l'enquête approfondie de la Commission était en cours, la Commission a ouvert une enquête afin de déterminer si *Illumina* avait violé l'obligation de suspension, en violation de l'article 7 du règlement de l'UE sur les concentrations. En outre, le 29 octobre 2021, la Commission a

³⁶² JO L 347 du 3.12.2014, p. 3.

³⁶³ Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_5543

³⁶⁴ Affaire M.10188, *Illumina/GRAIL*; voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_10188; le 17 novembre 2022, *Illumina* a saisi le Tribunal d'un recours en annulation de la décision de la Commission interdisant l'acquisition (affaire T-709/22).

adopté des mesures provisoires visant à rétablir et à maintenir les conditions d'une concurrence effective pendant douze mois: elle a ordonné la séparation de *GRAIL* et d'*Illumina*³⁶⁵. Le 28 octobre 2022, la Commission a adopté une nouvelle décision, renouvelant et renforçant les mesures provisoires existantes³⁶⁶. Ces mesures sont juridiquement contraignantes à l'égard d'*Illumina* et de *GRAIL* et resteront applicables jusqu'à ce que la Commission notifie toute décision, en vertu de l'article 8, paragraphe 4, du règlement de l'UE sur les concentrations, ordonnant la dissolution de la concentration ou d'autres mesures appropriées.

En décembre 2022, la Commission a adressé une communication des griefs à *Illumina* et à *GRAIL* pour les informer des mesures visant à rétablir la situation qu'elle entend adopter en vertu du règlement de l'UE sur les concentrations, à la suite de sa décision d'interdire l'acquisition, déjà réalisée, de *GRAIL* par *Illumina*³⁶⁷. Étant donné qu'*Illumina* avait déjà réalisé l'acquisition de *GRAIL*, les mesures visant à rétablir la situation envisagées prévoient qu'*Illumina* doit dénouer l'acquisition pour donner son plein effet à la décision de la Commission d'interdire l'opération.

Le 13 juillet 2022, le Tribunal a rejeté le recours d'*Illumina* contre les décisions de renvoi de la Commission du 19 avril 2021, par lequel *Illumina* contestait la compétence de la Commission d'examiner les effets de l'opération au motif que celle-ci n'était soumise à l'obligation de notification dans aucun État membre de l'UE³⁶⁸.

Les répercussions de cet arrêt sont très importantes, le Tribunal ayant confirmé, entre autres, que les opérations soumises à l'article 22 du règlement de l'UE sur les concentrations ne doivent pas nécessairement relever du champ d'application des règles en matière de contrôle des concentrations dans l'État membre demandant le renvoi. L'arrêt du Tribunal fait actuellement l'objet d'un pourvoi devant la Cour de justice³⁶⁹.

La Commission a examiné plusieurs autres opérations dans le secteur pharmaceutique, en autorisant certaines dans le cadre de la procédure simplifiée, tandis que trois opérations ont été autorisées sans condition à la suite d'une enquête sur le marché de phase I³⁷⁰.

³⁶⁵ Les 7 et 11 janvier 2022, *Illumina* et *GRAIL* ont fait appel de la décision de la Commission d'adopter des mesures provisoires devant le Tribunal, respectivement dans l'affaire T-755/21, *Illumina/Commission*, et dans l'affaire T-22/23, *GRAIL/Commission*.

³⁶⁶ Affaire M.10938, *Illumina/GRAIL*; décision de la Commission du 28 octobre 2022. Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_10938

³⁶⁷ Voir communiqué de presse du 5 décembre 2022 à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7403

³⁶⁸ Arrêt du Tribunal du 13 juillet 2022, affaire T-227/21, *Illumina, Inc./Commission européenne*, EU:T:2022:447.

³⁶⁹ Pourvoi formé par *Illumina* le 22 septembre 2022 dans l'affaire C-611/22 P, *Illumina/Commission*, et pourvoi formé par *GRAIL* le 30 septembre 2022 dans l'affaire C-625/22 P, *Grail/Commission et Illumina*.

³⁷⁰ Affaire M.10749, *PAI Partners/The Carlyle Group/Theramex*, décision de la Commission du 12 juillet 2022; voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_10749; affaire M.10680, *Permira/Sestant/Kedrion/BPL*, décision de la Commission du 5 août 2022; voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_10680; et affaire M.10629, *CSL/Vifor Pharma*, décision de la Commission du 27 septembre 2022; voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_10629

7.2.3. Actions en matière d'aides d'État dans le secteur des services de santé

La Commission a terminé son évaluation, lancée en 2019, des règles en matière d'aides d'État pour les services d'intérêt économique général (SIEG) sociaux et de santé et du règlement de minimis applicable aux SIEG³⁷¹. Le 1^{er} décembre 2022, la Commission a publié un document de travail de ses services³⁷² exposant l'issue de cette évaluation et détaillant et analysant ses résultats, en tenant compte des dernières évolutions du marché, de la jurisprudence des juridictions de l'UE et de la pratique de la Commission. À la lumière des résultats de cette évaluation, la Commission poursuivra sa réflexion sur la nécessité et l'opportunité d'actualiser les règles en matière d'aides d'État pertinentes.

Le 31 mars 2022, la Commission a autorisé la prolongation et la modification d'un régime irlandais existant d'égalisation des risques afin d'indemniser les assureurs pour la fourniture d'assurances maladie privées³⁷³. Dans le cadre de ce régime, les prestataires de services d'assurance maladie privée dont les clients présentent un profil de risque supérieur à la moyenne du marché reçoivent des paiements au titre d'un fonds d'égalisation des risques financé par un prélèvement imposé à tous les prestataires de services d'assurance maladie privée. Le régime existant, autorisé pour la première fois en 2003 et prolongé à quatre reprises, devait expirer le 31 mars 2022. Il a été prolongé jusqu'au 31 mars 2027 après avoir subi plusieurs modifications, dont la création d'une «réserve pour les sinistres d'un montant élevé» destinée à rembourser certains sinistres. La Commission a évalué les modifications proposées au regard des règles de l'UE en matière d'aides d'État, en particulier de l'encadrement de l'UE applicable aux aides d'État sous forme de compensations de service public³⁷⁴.

Le 11 mai 2022, la Commission a autorisé un régime de subventions d'un montant de 5 millions d'EUR destiné à soutenir les organisations caritatives fournissant des services médicaux d'urgence hélicoptérés en Irlande touchées par la pandémie de COVID-19³⁷⁵. Ce régime visait à assurer le fonctionnement d'un service médical d'urgence vital en Irlande, en atténuant le manque de liquidités auquel les bénéficiaires étaient confrontés. Il a été autorisé au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État.

8. TRANSPORTS, TOURISME ET SERVICES POSTAUX

8.1. Aperçu

Les secteurs des transports, du tourisme et des services postaux jouent un rôle clé dans l'économie de l'UE. Les transports en particulier sont la clé à la fois d'un marché intérieur intégré et d'une économie ouverte, intégrée à l'économie mondiale. Le secteur du tourisme représente environ 10 % du PIB de l'UE et constitue donc un pan essentiel de son économie. Les services postaux conservent une valeur économique et sociale importante, notamment

³⁷¹ Voir: https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-09/kd0621047enn_SGEI_evaluation.pdf

³⁷² Voir: https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/11835-Regles-relatives-aux-subventions-publiques-en-faveur-des-services-sociaux-et-de-sante-dinteret-economique-general-evaluation-_fr

³⁷³ Affaire SA.64337, *Irlande — Régime d'égalisation des risques 2022*.

³⁷⁴ Communication de la Commission — Encadrement de l'Union européenne applicable aux aides d'État sous forme de compensations de service public (2011) (JO C 8 du 11.1.2012, p. 15).

³⁷⁵ Affaire SA.102557, *Irlande — COVID-19: soutien aux services médicaux d'urgence hélicoptérés*.

parce qu'ils sont également actifs sur d'autres marchés, en particulier la distribution de colis.

8.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne

8.2.1. Aides d'État en faveur du secteur de l'aviation

Le secteur de l'aviation a été durement touché par la pandémie de COVID-19 et une reprise complète n'est pas attendue avant 2024. Dans ce contexte, la Commission a continué de permettre aux États membres d'exploiter toute la flexibilité prévue par les règles en matière d'aides d'État pour soutenir les entreprises actives dans le secteur de l'aviation.

En 2022, la Commission a autorisé 17 mesures d'aide d'État à des entreprises du secteur de l'aviation pour contribuer à répondre à leurs besoins de liquidités et de capitaux découlant de la pandémie de COVID-19. Ces mesures d'aide ont généralement été autorisées au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État ou de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE. Quelques exemples notables sont présentés ci-dessous.

Le 10 février 2022, la Commission a autorisé une contribution de 48,62 millions d'EUR de la Finlande sous la forme d'un prêt hybride en faveur de *Finnair*³⁷⁶. La Commission a relevé que *Finnair* avait subi des pertes d'exploitation considérables en raison de la pandémie de COVID-19, notamment en raison des restrictions en matière de déplacements imposées par la Finlande et d'autres pays pour limiter la propagation de la pandémie de COVID-19.

En mai 2022, la Commission a autorisé deux mesures d'aide lettones sous la forme d'injections de capital en faveur d'*airBaltic*. La première décision concernait une mesure d'aide d'un montant de 11,6 millions d'EUR destinée à compenser les dommages subis par *airBaltic* dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et directement causés par les restrictions en matière de déplacements³⁷⁷. La mesure a été autorisée en vertu de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE. La deuxième décision concernait une injection de capital de 33,4 millions d'EUR³⁷⁸ et cette injection de capital a été autorisée étant donné qu'elle était conforme aux conditions énoncées dans l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État.

Le 27 juin 2022, la Commission a autorisé une aide de 12 millions d'EUR destinée à indemniser *Malta International Airport plc.* des dommages subis en raison de la pandémie de COVID-19 et des restrictions en matière de déplacements imposées par Malte et d'autres pays pour limiter la propagation du virus³⁷⁹. Cette aide, sous la forme d'un crédit d'impôt, a été autorisée en vertu de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE.

En outre, la Commission a continué d'appliquer les lignes directrices de 2014 sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes («lignes directrices de 2014 sur les aides d'État au secteur aérien»)³⁸⁰. En 2022, plusieurs décisions finales ont été adoptées à la suite d'enquêtes de longue haleine sur des aides accordées à des aéroports et à des compagnies aériennes. Le 26 juillet 2022, la Commission a autorisé plusieurs mesures françaises en faveur

³⁷⁶ Affaire SA.63668, Finlande — COVID-19: prêt hybride en faveur de *Finnair II*.

³⁷⁷ Affaire SA.101755, Lettonie — COVID-19: indemnisation des dommages subis par *airBaltic*.

³⁷⁸ Affaire SA.63604, Lettonie — COVID-19: deuxième recapitalisation d'*airBaltic*.

³⁷⁹ Affaire SA.102240, Malte — COVID-19: indemnisation des dommages subis par *Malta International Airport plc.*

³⁸⁰ Communication de la Commission — Lignes directrices sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes (JO C 99 du 4.4.2014, p. 3).

des aéroports de Beauvais et de La Rochelle et a ordonné la récupération de 8,5 millions d'EUR d'aides incompatibles auprès de deux compagnies aériennes en lien avec leurs activités à l'aéroport de La Rochelle³⁸¹.

En outre, la Commission a adopté plusieurs décisions dans des affaires concernant des aides au démarrage accordées à des compagnies aériennes. La Commission a autorisé une aide au démarrage d'un montant de 2,7 millions d'EUR pour soutenir la réouverture d'une liaison entre l'aéroport de Pierrefonds sur l'île de la Réunion, une région ultrapériphérique française, et Maurice³⁸². Cette liaison avait été fermée en mars 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et n'avait plus été exploitée depuis. La Commission a également autorisé la prolongation d'un régime d'aides au démarrage pour des liaisons au départ de l'aéroport italien d'Ancône³⁸³ et la réintroduction d'un régime d'aides au démarrage pour des liaisons au départ des îles Canaries³⁸⁴.

Le 18 janvier 2022, la Commission a également autorisé l'octroi d'un prêt de sauvetage de 20 millions d'EUR à *Air Austral*³⁸⁵. La Commission a conclu que le prêt de sauvetage remplissait toutes les conditions des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers³⁸⁶.

8.2.2. Prolongation éventuelle de la période transitoire pour les aides au fonctionnement en faveur des aéroports régionaux prévue par les lignes directrices de 2014 sur les aides d'État au secteur aérien

Les lignes directrices de 2014 sur les aides d'État au secteur aérien prévoient une période transitoire (expirant en avril 2024), au cours de laquelle des aides au fonctionnement en faveur d'aéroports accueillant moins de 3 millions de passagers par an peuvent être autorisées. La pandémie de COVID-19, en particulier les restrictions qu'elle a provoquées en matière de déplacements et les autres mesures de confinement, a fortement touché le secteur de l'aviation et a entraîné une forte diminution du trafic dans les aéroports de l'UE. Par conséquent, à la fin de la période transitoire, des aéroports régionaux qui auraient en d'autres circonstances au moins atteint le seuil de rentabilité risquent de ne pas l'atteindre. Dès lors, si la période transitoire reste inchangée, davantage d'aéroports régionaux que prévu pourraient fermer dans les conditions normales du marché. Une telle situation pourrait avoir des conséquences négatives sur la connectivité au sein de l'UE. Pour remédier à cette situation, en juin 2022, la

³⁸¹ Affaire SA.26494, France — Aéroport de La Rochelle, et affaire SA.33960, France — Aéroport de Beauvais.

³⁸² Affaire SA.102756, France — Aide au démarrage à une compagnie aérienne pour une liaison au départ de l'aéroport Pierrefonds.

³⁸³ Affaire SA.101586, Italie — Prolongation et augmentation du budget du régime d'aides au démarrage pour de nouvelles liaisons au départ de l'aéroport d'Ancône (SA.57002).

³⁸⁴ Affaire SA.100802, Espagne — Réintroduction d'un régime d'aides au démarrage en faveur des compagnies aériennes opérant au départ des îles Canaries.

³⁸⁵ Affaire SA.100758, France — Aide au sauvetage d'*Air Austral*.

³⁸⁶ Communication de la Commission — Lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers (JO C 249 du 31.7.2014, p. 1).

Commission a lancé un appel public à contributions afin de consulter les parties prenantes sur une éventuelle prolongation de la période transitoire³⁸⁷.

8.2.3. Sélection d'arrêts rendus par les juridictions dans des affaires d'aide dans le secteur de l'aviation

Le 22 juin 2022, le Tribunal a confirmé la décision de la Commission autorisant une mesure de recapitalisation (286 millions d'EUR) accordée par la Finlande en faveur de *Finnair*³⁸⁸. En tant qu'actionnaire majoritaire, la Finlande prévoyait de souscrire, au prorata de sa participation existante, aux nouvelles actions proposées à l'ensemble des actionnaires de *Finnair*.

Le Tribunal a constaté que la Commission n'avait pas violé les principes d'égalité de traitement, de sécurité juridique et de protection de la confiance légitime en renonçant à l'application de certaines exigences prévues par l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État³⁸⁹ et a confirmé la décision de la Commission dans son intégralité.

Le 17 novembre 2022, la Cour de justice a annulé les deux arrêts antérieurs du Tribunal par lesquels celui-ci avait rejeté les recours de *Volotea* et d'*easyJet* dirigés contre la décision de la Commission concernant les aides d'État accordées par l'Italie aux aéroports de Sardaigne³⁹⁰. Elle a également annulé cette décision dans la mesure où elle concernait *Volotea* et *easyJet*, la Commission n'ayant pas établi l'existence d'un avantage conféré à ces deux compagnies aériennes par l'application du principe de l'opérateur privé en économie de marché et le Tribunal ayant constaté à tort que le principe de l'opérateur privé en économie de marché n'était pas applicable étant donné que la région avait poursuivi des objectifs de politique publique et avait agi par l'intermédiaire d'exploitants aéroportuaires qui étaient des entreprises privées. Par ailleurs, le Tribunal a commis une erreur de droit en jugeant que *Volotea* et *easyJet* devaient être considérées comme ayant bénéficié d'un avantage au motif que la rémunération qui leur avait été versée en application des contrats qu'elles avaient conclus avec les exploitants des aéroports de Cagliari-Elmas et d'Olbia ne constituait pas la contrepartie de services satisfaisant de véritables besoins de la région et que lesdits contrats avaient par ailleurs été conclus sans la mise en œuvre d'une procédure d'appel d'offres.

8.2.4. Suivi et évaluation des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles applicables au secteur maritime

En 2022, la Commission a poursuivi sa surveillance étroite du secteur du transport maritime de ligne, qui a jeté les bases de l'évaluation du cadre juridique de l'UE exemptant des règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles certains accords de coopération entre

³⁸⁷ Voir: [Lignes directrices relatives au secteur de l'aviation — Prolongation des aides au fonctionnement en faveur des aéroports régionaux \(réaction à la pandémie de COVID-19\) \(europa.eu\)](https://european-council.europa.eu/media/en/press-communications/infographic/Pages/infographic-aviation-aid-extension-covid-19.aspx)

³⁸⁸ Arrêt du Tribunal du 22 juin 2022, affaire T-657/20, Ryanair/Commission, EU:T:2022:390. L'arrêt est actuellement attaqué.

³⁸⁹ Arrêt du Tribunal du 22 juin 2022, affaire T-657/20, Ryanair/Commission, EU:T:2022:390, point 102.

³⁹⁰ Arrêt de la Cour de justice du 17 novembre 2022, affaires jointes C-331/20 P et C-343/20 P, Volotea/Commission, EU:C:2022:886.

compagnies maritimes de ligne (règlement d'exemption par catégorie en faveur des consortiums³⁹¹).

Le règlement d'exemption par catégorie en faveur des consortiums de transport maritime expire le 25 avril 2024. La Commission doit procéder à une évaluation de celui-ci avant sa date d'expiration. Le 9 août 2022, la Commission a publié un appel à contributions afin de solliciter un retour d'information sur le fonctionnement du règlement d'exemption par catégorie en faveur des consortiums de transport maritime depuis 2020³⁹². Elle a également envoyé des questionnaires ciblés aux parties intéressées de la chaîne d'approvisionnement du transport maritime de ligne, à savoir les transporteurs, les chargeurs et les transitaires, les exploitants de ports et de terminaux, sur l'effet qu'ont eu les consortiums et ledit règlement sur leurs activités depuis 2020.

La Commission utilise les retours d'information recueillis dans le cadre de l'appel à contributions et des questionnaires ciblés pour compléter les éléments collectés au moyen de ses activités de surveillance du secteur, notamment les réponses des transporteurs aux questionnaires exploratoires, envoyés en décembre 2021, concernant les effets de la pandémie de coronavirus sur leurs activités et sur la chaîne d'approvisionnement maritime.

La Commission synthétisera les résultats de l'évaluation dans un document de travail de ses services qui devrait être publié durant le premier trimestre 2023. Cette évaluation servira de base à la décision de la Commission de proroger ou non le règlement d'exemption par catégorie en faveur des consortiums de transport maritime.

8.2.5. Application des règles en matière d'aides d'État dans le secteur du transport maritime

La compétitivité du secteur du transport maritime est importante pour le bon fonctionnement du marché unique, à la lumière des répercussions positives pour d'autres secteurs dans une économie maritime européenne de plus en plus intégrée dans les marchés mondiaux.

En 2022, la Commission a autorisé plusieurs régimes d'aides d'État en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE, tel qu'interprété par les orientations sur les aides d'État au transport maritime³⁹³. Le 23 janvier 2022, la Commission a adopté une décision positive concernant certaines modifications d'un régime de remboursement danois en faveur des dragues en vue d'élargir le champ d'application de ce régime et ses bénéficiaires potentiels³⁹⁴. En septembre 2022, la Commission a également autorisé des prolongations avec modifications d'un régime français en faveur des marins ainsi que d'un régime irlandais

³⁹¹ Règlement (CE) n° 906/2009 de la Commission du 28 septembre 2009 concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du traité à certaines catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées entre compagnies maritimes de ligne (consortiums) (JO L 256 du 29.9.2009, p. 31).

³⁹² Voir: [Droit de la concurrence de l'UE — évaluation du règlement d'exemption par catégorie en faveur des consortiums \(europa.eu\)](#)

³⁹³ Communication C(2004) 43 de la Commission — Orientations communautaires sur les aides d'État au transport maritime (JO C 13 du 17.1.2004, p. 3).

³⁹⁴ Affaire SA.64772, *Danemark — Modification du régime de remboursement danois en faveur des dragues*.

concernant la réduction des cotisations de sécurité sociale des marins³⁹⁵. En outre, le 28 octobre 2022, la Commission a autorisé une prolongation de dix ans avec modifications d'un régime belge d'exemption des cotisations de sécurité sociale des marins³⁹⁶. Ces régimes visent à encourager l'immatriculation des navires dans l'UE et à contribuer à la compétitivité du secteur à l'échelle mondiale sans fausser indûment la concurrence.

En outre, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la Commission a adopté un certain nombre de décisions, à la fois au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE et en vertu de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État, afin de permettre l'indemnisation des dommages subis par les compagnies de transport maritime et le soutien aux entreprises du secteur maritime. Ces décisions concernaient l'indemnisation des dommages subis par les grandes compagnies maritimes en Italie³⁹⁷, l'indemnisation des coûts fixes pour les entreprises du secteur maritime en Croatie³⁹⁸ et des subventions directes en faveur des entreprises du secteur du cabotage et des secteurs connexes en Italie³⁹⁹.

8.2.6. Mise en œuvre des règles relatives aux concentrations dans le secteur de la location de voitures

Le 5 octobre 2022, la Commission a reçu notification de l'acquisition du groupe néerlandais *LeasePlan* par son concurrent français *ALD*⁴⁰⁰. Ces deux parties proposent des services de location de véhicules et des services de gestion connexes. *ALD* est sous le contrôle exclusif de *Société Générale*, un groupe de services bancaires et financiers français. Le 25 novembre 2022, la Commission a rendu une décision d'autorisation conditionnelle en phase I. Cette autorisation est subordonnée à la cession par *ALD* de ses activités de crédit-bail opérationnel en Irlande, en Norvège et au Portugal, ainsi que des activités de *LeasePlan* en Finlande, au Luxembourg et en Tchéquie, avec leurs actifs, leurs contrats et leurs salariés.

8.2.7. Application des règles en matière d'aides d'État au secteur du transport ferroviaire et intermodal

Comme dans les autres modes de transport touchés par la pandémie de COVID-19, une intervention publique dans le secteur du transport ferroviaire était nécessaire pour préserver la connectivité et pour répondre aux besoins de liquidité des entreprises. La Commission a autorisé, au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE, plusieurs mesures permettant l'indemnisation des dommages subis par les entreprises en raison des restrictions que les États membres avaient mises en place pour limiter la propagation du coronavirus.

Par exemple, la Commission a autorisé un régime d'aides italien d'un montant de 374 millions d'EUR destiné à indemniser les opérateurs de transport ferroviaire de fret⁴⁰¹ et

³⁹⁵ Affaire SA.101240, France — Prolongation avec modification du régime SA.59537 concernant le remboursement des cotisations sociales des marins, et affaire SA.103729, Irlande — Prolongation du régime d'aides au remboursement des cotisations patronales de sécurité sociale pour les marins sur certains navires.

³⁹⁶ Affaire SA.103643, Belgique — Prolongation du régime belge d'exemption des cotisations de sécurité sociale des marins.

³⁹⁷ Affaire SA.100553, Italie — COVID-19: indemnisation des grandes compagnies maritimes.

³⁹⁸ Affaire SA.101061, Croatie — COVID-19 — Régime d'aides au secteur maritime.

³⁹⁹ Affaire SA.101428, Italie — COVID-19 — Soutien au cabotage et à d'autres services maritimes.

⁴⁰⁰ Affaire M.10638, *ALD/LeasePlan*.

⁴⁰¹ Affaire SA.63174, Italie — COVID-19: indemnisation des dommages subis par les opérateurs de fret ferroviaire.

un régime d'aides italien d'un montant de 687 millions d'EUR destiné à indemniser les prestataires de services commerciaux de transport ferroviaire longue distance de voyageurs pour les dommages subis⁴⁰². La Commission a également autorisé des aides d'un montant de plus de 750 millions d'EUR accordées par l'Allemagne en vue d'indemniser *Deutsche Bahn AG* pour les dommages subis par ses filiales *DB Fernverkehr*⁴⁰³ ainsi que *DB Netz*, *DB Energie* et *DB Station&Service*⁴⁰⁴. La Commission a en outre autorisé plusieurs régimes de réduction des redevances d'accès aux voies afin de remédier aux difficultés rencontrées par les entreprises de transport ferroviaire en conséquence de la pandémie de COVID-19⁴⁰⁵.

Outre le traitement des affaires liées à la COVID-19, la Commission a continué à faire respecter les règles en matière d'aides d'État applicables au secteur du transport ferroviaire et intermodal. La Commission a autorisé, au titre des lignes directrices de 2008 relatives aux aides d'État et de l'article 93 du TFUE, 36 mesures d'aide à la coordination des transports, comprenant des aides à l'utilisation des infrastructures, des aides à la réduction des coûts externes ou des aides à l'interopérabilité, notamment pour soutenir le déploiement du système européen de gestion du trafic ferroviaire. Toutes ces mesures favorisent le transfert modal de la route vers le rail, les voies navigables ou le transport maritime en tant que modes de transport plus sûrs et plus respectueux de l'environnement, ce qui constitue une priorité pour la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe.

Enfin, le 31 janvier 2022, la Commission a ouvert une enquête formelle à l'encontre de *DB Cargo*, une filiale à 100 % de l'opérateur ferroviaire public allemand *Deutsche Bahn AG*. Cette enquête porte principalement sur l'aide potentielle découlant d'un accord de transfert de profits et pertes conclu entre *DB Cargo* et *Deutsche Bahn AG*, sur les conditions des prêts potentiellement avantageuses pour le financement du groupe ainsi que sur la fourniture de services intragroupe à *DB Cargo* à des conditions tarifaires potentiellement favorables⁴⁰⁶.

8.2.8. Révision des lignes directrices sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires

Le transport ferroviaire joue un rôle de premier plan dans la réalisation des objectifs ambitieux fixés dans le cadre du pacte vert pour l'Europe, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % à l'horizon 2030 et l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050. Les transports génèrent 25 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'UE et leurs émissions de GES doivent être réduites d'au moins 90 % d'ici à 2050. Le transport est le seul secteur qui a augmenté sa part d'émissions de GES depuis 1990 (de 15 % à 25 %) par rapport aux autres secteurs et industries. La part du transport ferroviaire dans les émissions de GES est très faible (0,4 %). Le principal émetteur est le transport routier (transport de personnes et fret), à l'origine de plus de 70 % des émissions de GES du secteur des transports. Dans le même temps, notamment parce que le

⁴⁰² Affaire SA.62394, *Italie — COVID-19: indemnisation des dommages subis par les opérateurs commerciaux de services de transport ferroviaire de personnes II*.

⁴⁰³ Affaire SA.100323, *Allemagne — COVID-19 — Indemnisation, en faveur de Deutsche Bahn AG, des dommages subis par DB Fernverkehr II*.

⁴⁰⁴ Affaire SA.100322, *Allemagne — COVID-19 — Indemnisation, en faveur de DB AG, des dommages subis par DB Netz AG, DB Energie GmbH et DB Station&Service AG*.

⁴⁰⁵ Affaire SA.102132, *Autriche*; affaire SA.103381, *Allemagne*; affaires SA.102270 et SA.104518, *Italie*.

⁴⁰⁶ Affaire SA.50952, *Allemagne — Aide d'État alléguée en faveur de DB Cargo*.

transport routier n'internalise que partiellement les coûts externes qu'il génère, le transport ferroviaire est désavantagé sur le plan de la concurrence, tout en étant confronté à des coûts d'utilisation des infrastructures plus élevés que ceux du transport routier.

Les lignes directrices de 2008 sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires («lignes directrices sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires»)⁴⁰⁷ prévoient une panoplie d'instruments utiles pour soutenir le secteur ferroviaire et, ainsi, le transfert modal de la route vers le rail en tant que mode de transport plus durable. En 2020, le bilan de qualité des lignes directrices sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires⁴⁰⁸ a montré que les lignes directrices actuelles ont largement contribué à encourager un transfert modal vers le rail, mais que des ajustements des règles existantes s'imposent pour tenir compte des dernières évolutions du marché et de la réglementation et permettre au secteur ferroviaire d'accueillir les transitions écologique et numérique conformément aux priorités de la Commission, en particulier celles du pacte vert pour l'Europe.

Dans ce contexte, la Commission a lancé en 2021 la révision des lignes directrices sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires⁴⁰⁹. Cette révision vise à soutenir le transfert vers des modes de transport plus durables, tout en instaurant des exemptions par catégorie pour des mesures d'aide spécifiques dans le domaine du transport terrestre et intermodal, afin d'ainsi simplifier les procédures d'octroi des aides. Une consultation publique de 12 semaines a été menée au cours du premier trimestre 2022⁴¹⁰ et des réunions bilatérales ont eu lieu avec des associations de parties prenantes de l'UE. Parallèlement, une étude a été commandée pour analyser certains domaines spécifiques du secteur ferroviaire. Les retours d'information reçus et les conclusions de l'étude alimenteront le rapport d'analyse d'impact et contribueront à la conception des nouvelles règles. La Commission entend adopter en 2025 les lignes directrices actualisées.

En outre, en ce qui concerne spécifiquement l'objectif de simplification des procédures, la Commission a adopté le 6 juillet 2022⁴¹¹ une proposition de règlement du Conseil qui permettra à la Commission d'adopter des règlements d'exemption par catégorie dans le domaine de la coordination des obligations de transport et de service public non couvertes par le règlement (CE) n° 1370/2007, conformément à l'article 93 du TFUE. L'adoption par le Conseil a eu lieu le 19 décembre 2022⁴¹².

⁴⁰⁷ Communication de la Commission — Lignes directrices communautaires sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires (2008/C 184/07) (JO C 184 du 22.7.2008, p. 13).

⁴⁰⁸ Document de travail des services de la Commission — Bilan de qualité du paquet 2012 de modernisation des aides d'État, des lignes directrices sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires et de l'assurance-crédit à l'exportation à court terme [SWD(2020) 257 final].

⁴⁰⁹ Voir: https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13154-Transport-ferroviaire-revision-des-lignes-directrices-relatives-aux-aides-dEtat_fr

⁴¹⁰ Voir: https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13154-Rail-transport-revision-of-State-aid-guidelines/public-consultation_fr

⁴¹¹ Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_4311

⁴¹² Règlement (UE) 2022/2586 du Conseil du 19 décembre 2022 sur l'application des articles 93, 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'aides d'État dans les secteurs des transports par chemin de fer et par voie navigable et du transport multimodal (JO L 338 du 30.12.2022, p. 35).

8.2.9. Application des règles en matière d'aides d'État dans le secteur du transport routier

En janvier 2022, la Commission a adopté, au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État, une décision concernant des aides d'un montant d'environ 9 millions d'EUR en faveur des exploitants d'autobus en Slovaquie⁴¹³. En outre, la Commission a adopté deux décisions réintroduisant des régimes d'aides d'État en faveur du transport routier de personnes qui avaient expiré en Italie⁴¹⁴. La Commission a également autorisé des aides d'un montant de 800 000 EUR en faveur des entreprises de transport routier de personnes au Portugal⁴¹⁵.

En avril 2022, la Commission a autorisé, au titre de l'encadrement temporaire de crise, une mesure d'aide d'un montant de 18 millions d'EUR visant à soutenir les transporteurs routiers en Irlande⁴¹⁶. Des mesures similaires, d'environ 450 millions d'EUR et 46 millions d'EUR, ont également été autorisées pour l'Espagne⁴¹⁷ et le Portugal⁴¹⁸. En outre, la Commission a autorisé une mesure d'aide d'un montant d'environ 61 millions d'EUR destinée à soutenir les entreprises de transport routier de marchandises et de personnes en Roumanie⁴¹⁹, une mesure d'aide d'un montant de 526 millions d'EUR en faveur des transporteurs routiers en Italie⁴²⁰ et une mesure d'aide d'un montant de 35 millions d'EUR en faveur des opérateurs de transport par autobus en Italie⁴²¹.

À la suite de l'adoption de l'encadrement temporaire de crise actualisé⁴²², la Commission a autorisé la prolongation jusqu'au 31 décembre 2023, avec modifications, de la mesure d'aide italienne en faveur des transporteurs routiers⁴²³.

8.2.10. Application des règles en matière d'aides d'État dans le secteur des services postaux

En contrôlant les aides d'État dans le secteur des services postaux, la Commission veille à ce que la concurrence entre les prestataires de services historiques et les nouveaux entrants ne soit pas faussée, à ce que les bénéficiaires d'aides d'État ne soient pas protégés de la pression

⁴¹³ Affaire SA.101088, Slovaquie — COVID-19: aides aux compagnies d'autobus.

⁴¹⁴ Affaire SA.101935, Italie — COVID-19: réintroduction du régime SA.100126 — Soutien au transport routier de personnes; affaire SA.101992, Italie — COVID-19: réintroduction du régime d'aides SA.64342 — Aides aux entreprises exerçant des activités de transport routier de personnes par autobus.

⁴¹⁵ Affaire SA.102334, Portugal — COVID-19: aides au secteur du transport de personnes aux Açores pour 2022.

⁴¹⁶ Affaire SA.102559, Irlande — ETC: régime de soutien d'urgence aux transporteurs routiers titulaires d'une licence.

⁴¹⁷ Affaire SA.102615, Espagne — ETC: aides directes en faveur des travailleurs indépendants et des entreprises privées de transport routier subissant la hausse des prix du carburant.

⁴¹⁸ Affaire SA.103207, Portugal — ETC: soutien extraordinaire et exceptionnel aux entreprises de transport routier de marchandises pour compte d'autrui.

⁴¹⁹ Affaire SA.103249, Roumanie — ETC: aides aux entreprises fournissant des services de transport routier de marchandises et de personnes.

⁴²⁰ Affaire SA.103480, Italie — ETC: régime de soutien d'urgence aux transporteurs. La mesure d'aide a ensuite été modifiée dans l'affaire SA.103966, à la suite de la première modification de l'encadrement temporaire de crise [communication de la Commission C(2022) 5342 (JO C 280 du 21.7.2022, p. 1)].

⁴²¹ Affaire SA.104566, Italie — ETC: soutien d'urgence aux opérateurs de transport par autobus.

⁴²² Communication de la Commission — Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine (JO C 426 du 9.11.2022, p. 1).

⁴²³ Affaire SA.105007, Italie — ETC: régime de soutien d'urgence aux transporteurs (modification du régime SA.103480).

concurrentielle et de l'évolution du marché et à ce que l'efficacité, l'innovation et la productivité soient toujours encouragées.

Le 11 janvier 2022, la Commission a conclu qu'une injection de capital interne de 2,34 milliards de DKK (environ 314,6 millions d'EUR) effectuée par *PostNord* en faveur de *Post Danmark* ne constituait pas une aide d'État⁴²⁴. Dans le même temps, la Commission a constaté que deux injections de capital effectuées par le Danemark et la Suède en faveur de *PostNord*, d'un montant total de 667 millions de SEK (environ 66 millions d'EUR), constituaient une aide d'État incompatible avec le marché intérieur, que le Danemark et la Suède doivent récupérer auprès de *PostNord*.

Le 10 mars 2022, la Commission a ouvert une enquête approfondie afin de déterminer si certaines mesures de soutien grecques en faveur de l'opérateur postal *ELTA* sont conformes aux règles en matière d'aides d'État⁴²⁵. Ces mesures comprennent le versement à *ELTA*, par la Grèce, en décembre 2020, de 149 millions d'EUR en tant que compensation supplémentaire au titre de l'obligation de fournir le service universel pour la période 2013-2018, une injection de capital de 100 millions d'EUR et l'octroi d'une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée à tous les services postaux d'*ELTA* depuis 2000.

Le 19 juillet 2022, la Commission a conclu⁴²⁶ que les projets de la Belgique visant à compenser l'opérateur postal *bpost* pour la fourniture de plusieurs services d'intérêt économique général entre 2022 et 2026 étaient compatibles avec le marché intérieur en vertu de l'article 106, paragraphe 2, du TFUE, toutes les conditions de l'encadrement SIEG étant remplies. Les SIEG concernés comprennent, entre autres, le maintien d'un réseau de bureaux de poste dans toute la Belgique, le paiement à domicile des pensions de retraite, la fourniture de services en espèces au guichet, ainsi que la livraison des imprimés électoraux en Belgique.

Le 25 juillet 2022, la Commission a conclu⁴²⁷ que les projets de la Tchéquie visant à compenser Czech Post pour son obligation de service postal universel pour la période 2018-2022 étaient compatibles avec le marché intérieur en vertu de l'article 106, paragraphe 2, du TFUE, toutes les conditions de l'encadrement SIEG étant remplies. De même, le 10 août 2022, la Commission a conclu⁴²⁸ que la compensation accordée par le Danemark à *Post Danmark* pour son obligation de service postal universel en 2020 constituait une aide d'État compatible avec le marché intérieur, toutes les conditions de l'encadrement SIEG étant remplies.

Le 10 août 2022, la Commission a conclu⁴²⁹ que les quatre modifications que la France souhaite apporter au régime de compensation du SIEG de *La Poste* relatif à l'aménagement du territoire, autorisé par décision de la Commission dans l'affaire SA.49469 en décembre

⁴²⁴ Affaires SA.49668, *Danemark — Injections de capital en faveur de PostNord et de Post Danmark*; et SA.53403, *Suède — Injections de capital en faveur de PostNord et de Post Danmark*.

⁴²⁵ Affaire SA.57538, *Grèce — Aide d'État potentiellement illégale en faveur d'ELTA*.

⁴²⁶ Affaire SA.100860, *Belgique — Septième contrat de gestion de bpost*.

⁴²⁷ Affaire SA.55208, *Tchéquie — Aide d'État mise à exécution par la Tchéquie en faveur de Czech Post*.

⁴²⁸ Affaire SA.57991, *Danemark — Compensation accordée à Post Danmark A/S pour son obligation de service universel en 2020*.

⁴²⁹ Affaire SA.100960, *France — Modifications au régime de compensation de la mission d'aménagement du territoire en faveur de La Poste (SA.49469)*.

2018, sont sans incidence sur l'appréciation de la compatibilité dudit régime avec le marché intérieur en vertu de l'article 106, paragraphe 2, du TFUE. Ces modifications ont trait à la mise en place de sources de financement supplémentaires pour la compensation du SIEG de *La Poste* et à une mise à jour de la méthode de modélisation du périmètre des points de contact relevant de la mission d'aménagement du territoire.

Le 5 décembre 2022, la Commission a conclu⁴³⁰ que les projets de la France visant à compenser *La Poste* pour la fourniture des SIEG de transport et de distribution de la presse sur le territoire français entre 2022 et 2026 étaient compatibles avec le marché intérieur en vertu de l'article 106, paragraphe 2, du TFUE, toutes les conditions de l'encadrement SIEG étant remplies.

8.2.11. Mise en œuvre des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles dans le secteur hôtelier

Ces dernières années, plusieurs interventions législatives et de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles ont été menées à bien en ce qui concerne la distribution de nuitées hôtelières. Depuis 2010, plusieurs ANC ont examiné l'utilisation de clauses de parité pour la vente au détail par les agences de voyages en ligne dans leurs contrats avec les hôtels. Les clauses de parité larges pour la vente au détail empêchent les hôtels d'offrir de meilleurs prix de chambre ou une plus grande disponibilité sur tout autre canal de vente. Les clauses de parité restreintes pour la vente au détail permettent aux hôtels de proposer de meilleurs prix de chambres sur d'autres agences de voyages en ligne et pour la vente hors ligne, mais pas de publier de meilleurs prix sur leur propre site web.

Le 26 août 2022, la Commission a publié les résultats d'une étude de marché externe sur les pratiques de distribution hôtelières dans l'UE, portant sur la période comprise entre 2017 et 2021⁴³¹. L'étude s'est concentrée sur un échantillon représentatif de six États membres (Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Pologne et Suède) et visait notamment à identifier tout changement dans les pratiques de distribution hôtelières par rapport aux résultats de l'exercice de suivi réalisé par le réseau européen de la concurrence en 2016, et à déterminer si les lois interdisant l'utilisation de clauses de parité larges et restreintes par les agences de voyages en ligne en Autriche et en Belgique ont entraîné des changements dans les pratiques de distribution hôtelières dans ces États membres.

Les résultats de l'étude seront pris en considération par la Commission et les ANC dans leurs travaux actuels de suivi et de contrôle de l'application de la législation dans le secteur de la distribution de nuitées hôtelières, sans préjudice de l'incidence sur la concurrence dans ce secteur que pourrait avoir le règlement sur les marchés numériques.

8.2.12. Mise en œuvre des règles relatives aux concentrations dans le secteur des agences de voyages en ligne

Le 10 octobre 2022, la Commission a reçu notification de l'acquisition de l'agence de voyages en ligne suédoise *eTraveli*, spécialisée dans les voyages aériens, par l'entreprise

⁴³⁰ Affaire SA.102817, *France — La Poste: mission de transport et de distribution de la presse pour la période 2023-2026*.

⁴³¹ Voir: https://competition-policy.ec.europa.eu/document/download/1551a94d-e3c0-4175-bdff-d54aef2f6606_en

américaine *Booking*⁴³². *Booking* fournit des services d'agence de voyages en ligne et de métarecherche principalement dans le domaine de l'hébergement, tout en fournissant également des services de voyages aériens, de location de voitures et de réservation d'activités. Le 16 novembre 2022, craignant que l'opération envisagée ne permette à *Booking* de renforcer sa position sur le marché des agences de voyages en ligne dans le domaine de l'hébergement, la Commission a ouvert une enquête approfondie sur l'acquisition⁴³³.

⁴³² Affaire M.10615, *Booking Holdings/eTraveli Group*.

⁴³³ Voir communiqué de presse du 16 novembre 2022 à l'adresse suivante:
https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_6883

ANNEXE 1.

Décisions relatives aux aides d'État adoptées au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État en 2022⁴³⁴, par pays

N°	État membre	Numéro de l'affaire	Intitulé	Date de la décision
1	Autriche	SA.100831	COVID-19: modification et prolongation des régimes SA.56840 «Régime autrichien de soutien à la liquidité» et SA.58661 «Régime d'indemnisation des coûts fixes»	11.1.2022
2	Autriche	SA.100853	Spezielle Richtlinien des NÖ Wirtschafts- und Tourismusfonds — Förderprogramm COVID-19	11.1.2022
3	Autriche	SA.101013	COVID-19: régime d'aides en faveur des organisateurs d'événements I	11.1.2022
4	Autriche	SA.101086	COVID-19 — AT — Subventions salariales en faveur des travailleurs saisonniers (AMS-Saisonstarthilfe)	14.1.2022
5	Autriche	SA.101232	COVID-19: régime d'indemnisation — directive relative aux subventions pour coûts fixes pour les activités économiques des organisations à but non lucratif	14.1.2022
6	Autriche	SA.101115	COVID-19: sixième modification du régime d'aides SA.56981	17.1.2022
7	Belgique	SA.101027	Mécanisme de protection flamand pour les entreprises qui subissent une baisse de leur chiffre d'affaires en raison des mesures de lutte contre le coronavirus	10.1.2022
8	Belgique	SA.101133	Prêts-relais en Région flamande	11.1.2022
9	Belgique	SA.100961	SA.100961 (2021/N) — Belgique — COVID-19: réintroduction des régimes SA.56919, SA.57083, SA.57132, SA.57246, SA.58081, SA.60198, SA.60524, SA.61748, SA.62032, SA.62407, SA.62430, SA.62882, SA.62883, SA.62884, SA.63932, SA.64030, SA.64031, SA.64071 et SA.64072, tels que déjà modifiés	20.1.2022
10	Belgique	SA.101656	Modification du régime SA.101027 «COVID-19: mécanisme de protection flamand pour les entreprises qui subissent une baisse de leur chiffre d'affaires en raison des mesures de lutte contre le coronavirus du 28 octobre 2020»	7.2.2022
11	Belgique	SA.101794	COVID-19: avance récupérable aux entreprises des secteurs événementiels et culturels dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 dans la Région de Bruxelles-Capitale et modification du régime SA.100716	17.2.2022
12	Belgique	SA.101410	COVID-19 — BE — Octroi d'une prime aux employeurs du secteur événementiel, aux discothèques, dancings et plaines de jeux intérieures, et autres activités récréatives en	18.2.2022

⁴³⁴ Un certain nombre de ces décisions ont été modifiées par la suite.

			intérieur	
13	Belgique	SA.101957	Régime wallon d'aides à destination des indépendants et des entreprises qui ont dû fermer ou qui ont été impactés par des décisions au premier trimestre 2022 à la suite de la crise du coronavirus COVID-19	3.3.2022
14	Belgique	SA.101958	Régime wallon d'aides à destination des indépendants et des entreprises qui ont dû fermer ou qui ont été impactés au quatrième trimestre 2021 par des décisions à la suite de la crise du coronavirus COVID-19	3.3.2022
15	Belgique	SA.101863	COVID-19: décision du gouvernement flamand concernant un mécanisme de protection flamand pour les entreprises qui subissent une baisse de leur chiffre d'affaires en raison des mesures de lutte contre le coronavirus du 28 octobre 2021	4.3.2022
16	Belgique	SA.102420	COVID-19: modification du régime SA.101133 «COVID-19 — Prêts-relais en Région flamande»	4.4.2022
17	Belgique	SA.102414	COVID-19: secteur de l'hébergement touristique dans la Région de Bruxelles-Capitale II	12.4.2022
18	Belgique	SA.102417	COVID-19: projet d'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à une aide de relance aux entreprises encore fortement impactées des secteurs des discothèques, des restaurants et cafés et de certains de leurs fournisseurs, de l'événementiel, de la culture, du tourisme, du sport et du transport des voyageurs	26.4.2022
19	Belgique	SA.102421	Besluit van de Vlaamse Regering betreffende het corona globalisatiemechanisme voor ondernemingen met een grote omzetsdaling in 2021 ten gevolge van de coronamaatregelen (arrêté du gouvernement flamand relatif au mécanisme de globalisation corona pour les entreprises enregistrant une forte baisse de leur chiffre d'affaires en 2021 à la suite des mesures de lutte contre le coronavirus)	12.5.2022
20	Belgique	SA.102504	Aide de la Flandre aux entreprises et entités publiques qui subissent un impact économique négatif à la suite des mesures de lutte contre le coronavirus et du Brexit	1.6.2022
21	Bulgarie	SA.101012	COVID-19: prolongation et modification des régimes SA.56905, SA.56933, SA.57052, SA.57283, SA.57795, SA.58095, SA.59704, SA.60454, SA.100320 et SA.100331, tels que déjà modifiés	7.1.2022
22	Bulgarie	SA.100885	COVID-19: aides d'État en faveur du secteur du tourisme	17.1.2022
23	Bulgarie	SA.101306	Aides d'État en faveur des voyagistes	19.1.2022
24	Bulgarie	SA.100321	COVID-19: régime d'aides en faveur des transporteurs aériens	17.3.2022
25	Bulgarie	SA.102193	COVID-19: aides d'État en faveur des voyagistes (réintroduction du régime SA.58050, tel que modifié par les régimes SA.60082 et SA.63497)	22.3.2022

26	Bulgarie	SA.102392	COVID-19: aide à la liquidité en faveur des agriculteurs 2022	7.4.2022
27	Bulgarie	SA.103269	COVID-19 — Bulgarie — Modification du régime d'aides en faveur des transporteurs aériens (SA.100321)	27.6.2022
28	Croatie	SA.102126	COVID-19: réintroduction et modification du régime SA.56998, tel que déjà modifié	25.3.2022
29	Croatie	SA.101061	COVID-19 — HR — Régime d'aides au secteur maritime (section 3.12)	28.3.2022
30	Croatie	SA.102436	COVID-19: soutien en faveur des entreprises du secteur de l'aviation civile sous la forme de taux d'intérêt bonifiés pour les prêts au titre de la section 3.3 de l'encadrement temporaire	1.6.2022
31	Croatie	SA.103028	COVID-19: soutien en faveur des entreprises du secteur de l'aviation civile pour des mesures de recapitalisation au titre de la section 3.11 de l'encadrement temporaire	17.6.2022
32	Croatie	SA.103135	COVID-19: modification de l'aide d'État SA.57711 (2020/N), telle que modifiée par les régimes SA.58128 (2020/N), SA.58136 (2020/N), SA.59924 (2020/N), SA.59942 (2020/N), SA.64375 (2021/N) et SA.100913 (2021/N)	17.6.2022
33	Croatie	SA.103801	COVID-19 — HR — Régime d'aides pour la préservation de l'emploi	9.12.2022
34	Chypre	SA.101278	COVID-19: régime d'incitation en faveur des voyageurs	20.1.2022
35	Chypre	SA.101311	réintroduction du régime SA.57691, tel que modifié par les régimes SA.60661 et SA.63695	18.2.2022
36	Chypre	SA.101098	Plan d'aides d'État, au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, en faveur a) des éleveurs de porcs, b) des éleveurs de volailles, c) des éleveurs de vaches et d) des éleveurs de lapins	28.2.2022
37	Chypre	SA.102081	Régime de subventions en faveur de certaines entreprises et de certains travailleurs indépendants	4.4.2022
38	Chypre	SA.102885	COVID-19: aides en faveur des producteurs de fromage en raison de l'impact des mesures de restriction mises en œuvre et appliquées dans le secteur de la restauration	20.5.2022
39	Chypre	SA.102435	COVID-19 — CY — Suspension du paiement de la TVA pour certaines catégories de contribuables dans le contexte de la pandémie de COVID-19 en 2021	21.6.2022
40	Chypre	SA.103624	COVID-19: régime spécial d'indemnités forfaitaires en faveur des entreprises et des indépendants	28.11.2022
41	Tchéquie	SA.101455	COVID-19 — CZ — Garanties pour les agences de voyages (modification du régime SA.61837)	27.1.2022
42	Tchéquie	SA.101034	COVID-19 — CZ — Bonus d'indemnisation pour 2022	10.2.2022
43	Tchéquie	SA.101719	COVID-19 — CZ — Quatrième modification du	10.3.2022

			régime de subventions salariales autorisé comme aide d'État SA.57102, SA.59334, SA.62441 et SA.100663	
44	Tchéquie	SA.102180	Aide d'État SA.102180 (2022/N) — République tchèque — COVID-19: prolongation des régimes SA.62471 et SA.62477, tels que déjà modifiés	30.3.2022
45	Danemark	SA.101132	COVID-19 — DK — Modification des régimes SA.59960, SA.64159, SA.59764, SA.58515, SA.56708 et SA.56808	14.1.2022
46	Danemark	SA.101789	COVID-19 — DK — Ajustement du régime applicable aux grands événements annulés, reportés ou substantiellement modifiés (SA.59960, tel que modifié par les régimes SA.61947 et SA.101132)	23.2.2022
47	Danemark	SA.101840	COVID-19: régime danois d'aides en faveur de certaines dépenses saisonnières (au titre de la section 3.1 de l'encadrement temporaire)	4.3.2022
48	Danemark	SA.102187	Danemark — COVID-19: notification de l'ajustement du régime SA.59960, tel que modifié par les régimes SA.61947, SA.101132 et SA.101789 — montants d'indemnisation limités — régime applicable aux grands événements annulés, reportés ou substantiellement modifiés	24.3.2022
49	Estonie	SA.102162	COVID-19 — EE — Assistance aux organisateurs de manifestations culturelles et de concerts	31.3.2022
50	Estonie	SA.102167	COVID-19: GARANTIES SUR LES PRÊTS AU TITRE DES SECTIONS 3.1 ET 3.2 DE L'ENCADREMENT TEMPORAIRE	6.4.2022
51	Estonie	SA.104054	COVID-19: modification des engagements au titre du régime SA.57586 — Recapitalisation et prêt à taux bonifié en faveur de Nordica	30.9.2022
52	Finlande	SA.102463	COVID-19 — Soutien aux coûts fixes non couverts au titre de la section 3.12 de l'encadrement temporaire (réintroduction du régime SA.63205)	21.4.2022
53	Finlande	SA.103178	COVID-19: modification du régime SA.57059, tel que déjà modifié	15.6.2022
54	Finlande	SA.103101	COVID-19: prolongation de la garantie de l'État associée à un prêt en faveur de Finnair (modification du régime SA.56809)	20.6.2022
55	France	SA.101947	COVID-19: dispositif de garantie de l'État sur l'investissement dans des quasi-fonds propres de petites et moyennes entreprises et d'entreprises de taille intermédiaire	29.3.2022
56	France	SA.102110	COVID-19: indemnisation exceptionnelle des élevages porcins	7.4.2022
57	France	SA.102077	COVID-19: régime d'aides destinées à soutenir l'investissement en vue d'une reprise durable	21.4.2022
58	France	SA.103459	COVID-19: modification du régime-cadre temporaire SA.56985	30.6.2022
59	France	SA.102799	COVID-19 — FR — Modification du régime SA.62999 (2021/N) — COVID-19: régime d'aides sous forme d'exonérations de cotisations	4.8.2022

			sociales	
60	France	SA.102804	Réintroduction de SA.59746 (2020/N) — Compensation des clubs sportifs et organisateurs d'événements sportifs	14.12.2022
61	France	SA.105172	COVID-19: prolongation et modification du régime SA.102077	20.12.2022
62	Allemagne	SA.101574	Modification du régime SA.56814	25.1.2022
63	Allemagne	SA.63946	COVID-19 — Aide en faveur de Flughafen Berlin Brandenburg	1.2.2022
64	Grèce	SA.100939	COVID-19: prolongation et modification des régimes SA.56857, SA.58367, SA.58368, SA.58616, SA.59033, SA.61574, SA.61802, SA.62098, SA.62341, SA.62626, SA.62699, SA.62835, SA.63004 et SA.63123 (tels que déjà modifiés)	18.1.2022
65	Grèce	SA.101418	COVID-19 — EL — Modification du régime SA.100951: régime de subventions en faveur des municipalités de Mantoúdi-Límní-Agía Ánna et Histíeí-Edipsós en Eubée du nord	20.1.2022
66	Grèce	SA.100945	Aides d'État sous la forme de subventions dans les secteurs agricoles i) de la culture de figes destinées au séchage dans tout le pays, ii) de la culture de lavande dans tout le pays, iii) des olives de table sauf les olives de table de la variété «Kalamon» et les olives de table «autres» (code 2008190 selon les données du système intégré de gestion et de contrôle national de l'OPEKEPE), iv) des pommes de terre industrielles et pommes de terre d'automne, v) des mandarines de la variété «Klimentini» et vi) de la filière du tabac au titre de l'encadrement temporaire COVID-19	9.2.2022
67	Grèce	SA.101934	COVID-19: fonds de roulement sous la forme de subventions en faveur des entreprises encore durement touchées par la COVID-19	4.3.2022
68	Grèce	SA.102365	COVID-19: première modification du régime SA.101934 (2022/N) — Fonds de roulement sous la forme de subventions en faveur des entreprises encore durement touchées par la COVID-19	31.3.2022
69	Grèce	SA.102304	COVID-19: mesure d'aide temporaire en raison des conséquences de la propagation de la COVID-19 (régime-cadre)	1.4.2022
70	Grèce	SA.101963	COVID-19: facilité de prêt pour soutenir l'investissement privé (FRR)	16.5.2022
71	Grèce	SA.102749	COVID-19: réintroduction du régime SA.63896, tel que modifié	16.5.2022
72	Grèce	SA.103434	COVID-19: modification du régime SA.61574, tel que modifié par le régime SA.100939	28.6.2022
73	Grèce	SA.63905	COVID-19 — Régime d'avances remboursables pour les entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 pour les mois de janvier à mars 2021 (cycles 6 et 7)	11.8.2022
74	Grèce	SA.105095	COVID-19: facilité de prêt pour soutenir	20.12.2022

			l'investissement privé (FRR) (modification du régime SA.101963)	
75	Hongrie	SA.101494	COVID-19: régime de soutien à l'investissement en vue d'une reprise durable	2.3.2022
76	Hongrie	SA.101821	COVID-19: deuxième régime de soutien à l'investissement en vue d'une reprise durable	29.3.2022
77	Hongrie	SA.102107	Douzième demande de modification de la décision de la Commission du 8 juin 2020 dans l'affaire SA.57468 (2020/N) — COVID-19: régime-cadre des subventions directes fournies par les crédits gérés au niveau des chapitres budgétaires des ministères [C(2020) 3951 final]	7.4.2022
78	Hongrie	SA.102512	Septième modification du régime SA.56926 (2020/N) — COVID-19: mesures d'aide pour augmenter la compétitivité des entreprises dans le contexte de la pandémie de COVID-19	26.4.2022
79	Hongrie	SA.104991	COVID-19: prolongation et modification des régimes de soutien à l'investissement en vue d'une reprise durable SA.101494 et SA.101821	15.12.2022
80	Irlande	SA.101267	COVID-19: régime de soutien aux prestations en direct 2021 (modification du régime SA.63067, tel que déjà modifié dans l'affaire SA.100717)	19.1.2022
81	Irlande	SA.101580	COVID-19: régime de subventions en capital pour le secteur du divertissement commercial (modification du régime SA.100526)	1.2.2022
82	Irlande	SA.102196	Programme pour l'efficacité du secteur bovin 2022	25.3.2022
83	Irlande	SA.102557	COVID-19: Irlande — Régime de soutien aux services médicaux d'urgence héliportés	11.5.2022
84	Irlande	SA.103565	COVID-19: régime de soutien à l'investissement en vue d'une reprise durable	25.7.2022
85	Irlande	SA.104540	COVID-19: régime de soutien à l'investissement en vue d'une reprise durable (modification du régime SA.103565)	30.9.2022
86	Italie	SA.101010	COVID-19: prolongation des régimes SA.56966, SA.61599, SA.62576, SA.64217, SA.100204 et SA.100304	11.1.2022
87	Italie	SA.101056	COVID-19: prolongation des régimes SA.58802, SA.64420 et SA.100005	11.1.2022
88	Italie	SA.101076	modification des régimes SA.62668, SA.100091 et SA.100155	11.1.2022
89	Italie	SA.101179	Italie — COVID-19 — Patrimonio Rilancio — Prolongation	11.1.2022
90	Italie	SA.101180	COVID-19: prolongation du régime SA.56963	11.1.2022
91	Italie	SA.101314	COVID-19: prolongation du régime SA.56963	11.1.2022
92	Italie	SA.101321	COVID-19: prolongation du régime SA.100597	11.1.2022
93	Italie	SA.101160	COVID-19: garanties de prêts et subventions au titre du Fonds de garantie de l'ISMEA conformément à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19	17.1.2022
94	Italie	SA.101025	COVID-19: réintroduction des mesures et augmentation des plafonds d'aide liés aux	18.1.2022

			mesures relevant des sections 3.1 et 3.12 de l'encadrement temporaire	
95	Italie	SA.101474	COVID-19: réintroduction du régime SA.57947 «Mesures de soutien aux entreprises exerçant des activités dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture et des activités qui y sont liées, en relation avec la crise de la COVID-19», tel que déjà modifié	28.1.2022
96	Italie	SA.101055	COVID-19: aides aux entreprises titulaires de concessions portuaires	1.2.2022
97	Italie	SA.101313	COVID-19: aides aux entreprises gérant des usines de tri et de recyclage des déchets d'aluminium	1.2.2022
98	Italie	SA.101535	Subventions en faveur des brasseries	3.2.2022
99	Italie	SA.101598	COVID-19: plan d'urgence socio-économique de la Campanie — Réintroduction du régime SA.57439, tel que déjà modifié	3.2.2022
100	Italie	SA.101883	COVID-19: subventions en faveur des services de restauration (article 43 <i>bis</i> du décret-loi n° 73 du 25 mai 2021)	2.3.2022
101	Italie	SA.101935	COVID-19: mesures d'indemnisation pour les entreprises exerçant des activités de transport routier de personnes (réintroduction du régime SA.100126)	17.3.2022
102	Italie	SA.102012	COVID-19: régime de subventions pour soutenir les activités du commerce de détail	24.3.2022
103	Italie	SA.101992	COVID-19 — IT — Réintroduction du régime SA.64342 — Entreprises exerçant des activités de transport routier de personnes par autobus	28.3.2022
104	Italie	SA.102013	COVID-19: remboursement des frais portuaires pour les navires de croisière accostant dans les ports italiens	4.4.2022
105	Italie	SA.101428	COVID-19 — Italie — Soutien au cabotage et à d'autres services maritimes	4.5.2022
106	Italie	SA.102105	COVID-19: crédit d'impôt en faveur des entreprises du secteur du tourisme pour le paiement des loyers	6.5.2022
107	Italie	SA.102136	COVID-19 et FRR: subventions directes et crédits d'impôt en faveur des entreprises du secteur du tourisme et crédits d'impôt en faveur des agences de voyages et des voyagistes	11.5.2022
108	Italie	SA.102137	COVID-19: avantages fiscaux supplémentaires pour les secteurs du tourisme et du thermalisme	11.5.2022
109	Italie	SA.102779	COVID-19: deuxième modification du régime SA.100597 — COVID-19: subventions directes en faveur des PME participant à des activités et des opérations internationales en vue des transitions numérique et écologique (FRR), tel que modifié par le régime SA.101321	19.5.2022
110	Italie	SA.102579	COVID-19: régime d'aides destinées à soutenir les investissements innovants et durables visant à favoriser la transformation technologique et numérique des entreprises	25.5.2022
111	Italie	SA.102966	Régime d'incitation en faveur des employeurs	1.6.2022

			qui recrutent des travailleurs couverts par le dispositif de chômage partiel extraordinaire	
112	Italie	SA.102925	COVID-19 — Italie — Soutien aux secteurs du mariage, du divertissement et des hôtels, cafés et restaurants, et à d'autres secteurs	3.6.2022
113	Italie	SA.102580	COVID-19: crédit d'impôt pour les investissements productifs en faveur des entreprises touchées par la pandémie dans les régions qui avaient été touchées par l'activité sismique en 2016/2017	3.6.2022
114	Italie	SA.102968	Exonération du paiement des cotisations de sécurité sociale pour les employeurs privés des secteurs du tourisme et du thermalisme recourant à des contrats à durée déterminée ou saisonniers	7.6.2022
115	Italie	SA.102967	COVID-19: exonération du paiement des cotisations de sécurité sociale pour les coopératives de travailleurs	9.6.2022
116	Italie	SA.103064	COVID-19 — Italie — Soutien aux transports de tourisme par autobus couverts (sans obligations de service public)	16.6.2022
117	Italie	SA.102702	COVID-19: investissements en faveur d'une reprise durable	20.6.2022
118	Italie	SA.102998	COVID-19 — IT — Crédit d'impôt pour l'impôt municipal unique en faveur du secteur du tourisme	21.6.2022
119	Italie	SA.103161	COVID-19 — IT — Exonération du paiement des cotisations de sécurité sociale pour le secteur des agences de voyages et des voyagistes	22.6.2022
120	Italie	SA.102926	COVID-19 — IT — Subventions salariales sous la forme d'une exonération du paiement des cotisations de sécurité sociale pour le cabotage et d'autres activités maritimes	27.6.2022
121	Italie	SA.103405	Prêts accordés par l'ISMEA en faveur d'entreprises des secteurs de l'agriculture et de la pêche touchées par la pandémie de COVID-19	30.6.2022
122	Italie	SA.103122	COVID-19: exonération du paiement de la contribution employeur	7.7.2022
123	Italie	SA.103316	COVID-19/ETC: régime d'aides destinées à soutenir les investissements dans les zones touchées par les événements sismiques de 2009 et 2016 (FRR)	3.8.2022
124	Italie	SA.103540	COVID-19: régime de soutien à l'investissement en vue d'une reprise durable pour les entreprises de Lombardie touchées par la pandémie de COVID-19	13.9.2022
125	Italie	SA.104510	COVID-19: régime de soutien à l'investissement en vue d'une reprise durable pour les entreprises des Marches	7.12.2022
126	Italie	SA.105070	COVID-19: prolongation et modification des régimes SA.102579 et SA.102702	16.12.2022
127	Italie	SA.105115	COVID-19: prolongation et modification du régime SA.103540	16.12.2022
128	Lettonie	SA.101079	COVID-19: prolongation du régime SA.62916, tel que déjà modifié	7.1.2022

129	Lettonie	SA.101295	Troisième modification du régime d'aides Lettonie — COVID-19: régime de garanties des prêts et régime de prêts bonifiés, affaire enregistrée par la Commission européenne sous le numéro SA.56722 (modification des régimes SA.60409 et SA.63139)	12.1.2022
130	Lettonie	SA.100494	Investissements en fonds propres dans les entreprises dont les activités ont été touchées par les conséquences de la COVID-19	13.1.2022
131	Lettonie	SA.101506	Cinquième modification du régime SA.59592 (2020/N) — Subventions en faveur des entreprises touchées par la crise de la COVID-19 pour garantir le flux des fonds de roulement	27.1.2022
132	Lettonie	SA.101601	COVID-19 — LV — Modification du régime SA.100605: réduction des loyers des locataires de biens publics	7.2.2022
133	Lettonie	SA.101521	COVID-19 — LV — Première modification de l'aide d'État SA.100598 — Soutien aux contribuables pour la poursuite de leur activité dans les conditions de la crise provoquée par la COVID-19	10.2.2022
134	Lettonie	SA.102018	COVID-19: Réintroduction du régime SA.62195 «Mesure d'aide d'État en faveur des petits agriculteurs»	8.3.2022
135	Lettonie	SA.101995	COVID-19: LV — Soutien aux entreprises des secteurs de l'art, du divertissement et des loisirs (réintroduction du régime SA.62003)	21.3.2022
136	Lettonie	SA.102274	COVID-19: réintroduction du régime SA.62681 «Aides d'État pour les prêts à court terme dans l'agriculture afin d'atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19»	4.4.2022
137	Lettonie	SA.102151	Investissements en fonds propres dans les entreprises dont les activités ont été touchées par les conséquences de la COVID-19	6.4.2022
138	Lettonie	SA.63604	COVID-19: deuxième recapitalisation d'airBaltic	23.5.2022
139	Lituanie	SA.100014	COVID-19 — LT — Report du paiement des droits d'accise et de la TVA à l'importation	4.1.2022
140	Lituanie	SA.101446	Modification du «Fonds d'aide aux entreprises» (SA.57008)	25.1.2022
141	Lituanie	SA.101400	COVID-19: réintroduction et extension du régime «Prêts directs COVID» (SA.60379)	9.2.2022
142	Lituanie	SA.101868	Prêts destinés à assurer la liquidité des entités économiques des secteurs de l'agriculture et de l'aquaculture dans le contexte de la pandémie de COVID-19	15.3.2022
143	Lituanie	SA.102324	COVID-19: aides aux prestataires de services d'hébergement et aux voyageurs	4.4.2022
144	Lituanie	SA.102468	COVID-19: aides d'État temporaires en faveur des producteurs de poulets de chair confrontés à des difficultés économiques causées par la pandémie de COVID-19	22.4.2022
145	Luxembourg	SA.101417	COVID-19 — Modification des régimes SA.59428 et SA.59322	2.2.2022
146	Luxembourg	SA.102106	COVID-19: modification des régimes SA.59428	11.4.2022

			et SA.59322	
147	Luxembourg	SA.102539	COVID-19: aide au secteur porcin, 3 ^e volet	25.4.2022
148	Malte	SA.100998	COVID-19: réintroduction des régimes SA.56843, SA.57163 et SA.57961	12.1.2022
149	Malte	SA.101142	COVID-19: modification des régimes SA.57076, SA.57204, SA.58297, SA.58306 et SA.100440	19.1.2022
150	Malte	SA.101841	COVID-19: modification du régime «Aide d'État temporaire en faveur des exploitants agricoles»	24.2.2022
151	Malte	SA.102125	COVID-19: modification du régime «Aide d'État temporaire en faveur des éleveurs»	14.3.2022
152	Malte	SA.101993	COVID-19: régime de prêts conjoints garantis pour les PME	28.4.2022
153	Malte	SA.102010	COVID-19: aides d'État temporaires en faveur des coopératives porcines reconnues	2.5.2022
154	Pays-Bas	SA.101235	Modification de sept régimes d'aides existants conformément à la sixième modification de l'encadrement temporaire (notification par catégorie des Pays-Bas) en réponse à la COVID-19 — Dérogation linguistique	19.1.2022
155	Pays-Bas	SA.101892	COVID-19: huitième modification du régime de subventions directes pour soutenir les coûts fixes des entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 (modification des régimes SA.57712, SA.59535, SA.60166, SA.62241, SA.63257, SA.63984, SA.100829 et SA.101235)	21.2.2022
156	Pays-Bas	SA.102182	NL_LNV_AGRO_EIA Modification des régimes SA.63576 (2021/N), SA.100202 (2021/N) et SA.100953 (2021/N) — NL_LNV_AGRO_EIA Régime d'aides finançant les coûts fixes non couverts des entreprises agricoles et horticoles dans le cadre de la COVID-19	25.3.2022
157	Pays-Bas	SA.103285	COVID-19: modification du régime SA.63576 (2021/N)	21.6.2022
158	Pologne	SA.101500	Aide aux éleveurs de truies menacés par une perte de liquidités en raison des restrictions imposées au marché agricole à la suite de la COVID-19	31.1.2022
159	Pologne	SA.101234	Modification du régime SA.61825 (2021/N) — Nouveau soutien aux secteurs touchés par la pandémie de COVID-19 — Décembre 2021	15.2.2022
160	Pologne	SA.101979	COVID-19 — PL — Taux d'intérêt bonifiés pour les prêts en faveur des voyageurs — Modification du régime SA.58102 (2020/N), tel que modifié par le régime SA.62231 (2021/NN)	25.4.2022
161	Portugal	SA.63546	COVID-19 — PT — Apoio Extraordinário à Empregabilidade Açores 21 (AEEA21)	20.1.2022
162	Portugal	SA.63265	COVID-19 — Suporte ao Emprego Regional (SER21)	20.1.2022
163	Portugal	SA.63547	COVID-19 — Incentivo Regional à Normalização da Atividade Empresarial (IRNAE21)	21.1.2022
164	Portugal	SA.102005	COVID-19: subventions directes aux micro, petites et moyennes entreprises dans des secteurs	7.3.2022

			spécifiques établies dans la région ultrapériphérique des Açores («APOIAR.PT Açores») — Novembre 2021 à janvier 2022	
165	Portugal	SA.102334	COVID-19: aides au secteur du transport de personnes aux Açores pour 2022	6.4.2022
166	Portugal	SA.102911	COVID-19: subventions directes aux micro, petites et moyennes entreprises dans des secteurs spécifiques établies dans la région ultrapériphérique des Açores («APOIAR.PT Açores») — Février à avril 2022	23.5.2022
167	Portugal	SA.102275	Fonds de capitalisation et de résilience (FdCR)/Programme de recapitalisation stratégique	10.6.2022
168	Roumanie	SA.101753	Réintroduction du régime d'aides d'État SA.100195 — COVID-19: soutien aux PME pour surmonter la crise économique causée par la pandémie de COVID-19 — Investissements productifs	22.2.2022
169	Roumanie	SA.100434	COVID-19 — Régime d'aides aux compagnies aériennes opérant à l'aéroport d'Arad	4.4.2022
170	Roumanie	SA.102487	COVID-19: soutien à l'activité des éleveurs de bovins, de porcins et de volailles dans le contexte de la crise économique provoquée par la pandémie de COVID-19	26.4.2022
171	Roumanie	SA.102898	COVID-19: soutien aux entités agroalimentaires sous la forme de micro-subventions et de fonds de roulement	25.5.2022
172	Roumanie	SA.102939	COVID-19: soutien aux petits aéroports sous la forme de montants d'aide limités au titre de la section 3.1 de l'encadrement temporaire	2.6.2022
173	Roumanie	SA.102830	COVID-19: régime d'aides d'État associé au programme GARANT CONSTRUCT	3.6.2022
174	Roumanie	SA.102828	COVID-19: régime pour le volet IMM PROD	3.6.2022
175	Roumanie	SA.103035	COVID-19: régime d'aides d'État associé au programme d'investissement rural	7.6.2022
176	Roumanie	SA.103503	COVID-19: régime d'octroi de subventions pour l'investissement dans la retechnologisation des PME afin de restaurer la résilience	9.8.2022
177	Slovaquie	SA.101088	COVID-19 — SK — Compagnies d'autobus	17.1.2022
178	Slovaquie	SA.100438	COVID-19: régime d'aides destinées à soutenir les transporteurs aériens slovaques	23.3.2022
179	Slovénie	SA.101099	Aide d'État SA.101099 (2021/N) — Slovénie — COVID-19: prolongation et modification du régime SA.57724, tel que déjà modifié	12.1.2022
180	Slovénie	SA.101779	COVID-19: transformation numérique de l'économie (FRR)	14.3.2022
181	Slovénie	SA.102649	COVID-19: réintroduction et modification du régime SA.57782, tel que déjà modifié	16.5.2022
182	Espagne	SA.60190	HAC — Grupo CELSA-España (Barna Steel S.A.)	24.6.2022
183	Espagne	SA.103291	COVID-19: modification du régime SA.56851 afin de permettre l'extension des garanties	30.6.2022
184	Suède	SA.101248	Prolongation et modification du régime d'indemnisation pour les entreprises confrontées	17.1.2022

			à des pertes de chiffre d'affaires dues à la COVID-19 pendant la période d'aide allant de décembre 2021 à mars 2022	
185	Suède	SA.101222	COVID-19: remise de loyer en faveur des locataires (prolongation du régime SA.56972, tel que modifié)	21.1.2022
186	Suède	SA.101687	COVID-19: modification du régime d'aides SA.63116 — Aides pour les événements restreints ou annulés pour la période allant de janvier à juin 2022	23.2.2022
187	Suède	SA.102496	COVID-19: réintroduction du programme de garantie tel que modifié dans l'affaire SA.100381	28.4.2022
188	Suède	SA.102780	COVID-19: prêts aux services de contrôle de l'espace aérien (modification des régimes SA.61298 et SA.63289)	24.5.2022

ANNEXE 2

Décisions relatives aux aides d'État adoptées directement en vertu du traité⁴³⁵ par pays

N°	État membre	Numéro de l'affaire	Intitulé	Date de la décision
1	Autriche	SA.101114	COVID-19: garantie d'État en faveur des organisateurs de voyages à forfait et des facilitateurs de services de voyage liés	4.2.2022
2	Autriche	SA.102132	COVID-19 — Modification du régime d'aides existant pour le fret ferroviaire et du régime d'aides existant relatif à l'exonération des redevances d'accès aux voies	24.5.2022
3	Croatie	SA.102197	Indemnisation par la République de Croatie des dommages causés à MZLZ pendant la pandémie de COVID-19 conformément à l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE (SA.102197)	13.12.2022
4	Danemark	SA.101011	Régime d'aides en faveur des éleveurs de visons et des entreprises connexes touchés par la pandémie de COVID-19 (modification)	10.1.2022
5	Danemark	SA.101243	Réintroduction du régime SA.57930: régime d'indemnisation temporaire ciblé pour les entreprises touchées par les interdictions liées à la COVID-19 (interdictions et événements annulés)	16.2.2022
6	Danemark	SA.101238	Réintroduction du régime SA.62538: régime d'indemnisation ciblé des coûts fixes pour les entreprises touchées par les interdictions liées à la COVID-19 (activités mixtes)	16.2.2022
7	Danemark	SA.101406	Réintroduction de l'aide d'État SA.56685: régime d'indemnisation applicable aux annulations d'événements liées à l'épidémie de COVID-19	18.2.2022
8	Finlande	SA.63668	COVID-19: prêt hybride en faveur de Finnair II	10.2.2022
9	Finlande	SA.102826	Modification des notifications SA.60113 et SA.63668: aide en faveur de Finnair Plc, facilité de prêt hybride en faveur de Finnair — Finlande	20.6.2022
10	France	SA.102804	Réintroduction de SA.59746 (2020/N) — Compensation des clubs sportifs et organisateurs d'événements sportifs	14.12.2022
11	Allemagne	SA.103381	COVID-19: réintroduction de la réduction des redevances d'accès aux voies pour les services de transport ferroviaire de personnes longue distance	25.7.2022
12	Allemagne	SA.100322	COVID-19: indemnisation des dommages causés à DB AG pour couvrir les dommages subis par DB Netz AG, DB Energie GmbH et DB Station&Service AG	27.7.2022
13	Allemagne	SA.100323	SA.100323 — COVID-19: Schadensausgleich DB Fernverkehr AG — Phase 2 [BMDV]	28.11.2022
14	Grèce	SA.62588	COVID-19: indemnisation des dommages subis	2.5.2022

			par Ellinair	
15	Grèce	SA.100264	COVID-19 — Deuxième indemnisation des dommages subis par l’aéroport international d’Athènes	12.12.2022
16	Italie	SA.62394	COVID-19: indemnisation des dommages subis par les opérateurs commerciaux de services de transport ferroviaire de personnes II	2.3.2022
17	Italie	SA.100553	COVID-19: indemnisation des grandes compagnies maritimes	8.6.2022
18	Italie	SA.102270	Réintroduction du régime de réduction des redevances d’accès aux voies pour le fret ferroviaire et les services commerciaux de transport ferroviaire de personnes dans le contexte de la COVID-19	17.6.2022
19	Italie	SA.63174	COVID-19: indemnisation des dommages subis par les opérateurs de fret ferroviaire	20.6.2022
20	Lettonie	SA.101755	COVID-19: deuxième indemnisation des dommages subis par airBaltic	24.5.2022
21	Malte	SA.102240	COVID-19: indemnisation des dommages subis par Malta International Airport plc	27.6.2022
22	Pays-Bas	SA.100781	COVID-19: subventions supplémentaires temporaires pour les événements dans le contexte de la COVID-19	16.2.2022
23	Pays-Bas	SA.101802	COVID-19: aides au secteur des feux d’artifice 2	28.6.2022
24	Pays-Bas	SA.103614	COVID-19: subventions temporaires pour les événements pour 2022	18.7.2022
25	Pays-Bas	SA.103571	COVID-19: troisième régime d’indemnisation pour les parcs et jardins zoologiques au titre de l’article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE	24.11.2022
26	Roumanie	SA.60996	COVID-19: indemnisation des dommages subis par CFR Calatori	8.2.2022
27	Roumanie	SA.63360	COVID-19 — Aide en faveur de TAROM — Indemnisation des dommages II	29.4.2022
28	Roumanie	SA.104966	COVID-19: régime d’octroi de subventions pour l’investissement dans la retechnologisation des PME afin de restaurer la résilience (modification du régime SA.103503)	15.12.2022
29	Espagne	SA.101051	Aide d’État SA.101051 (2021/N) — ESPAGNE — COVID-19 — Régime de garanties en faveur des entreprises sous concordat (réintroduction du régime SA.59045)	26.1.2022
30	Espagne	SA.102370	ECON — Programa Solvencia COVID-19 Euskadi	27.4.2022

ANNEXE 3

Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine: décisions adoptées par la Commission en 2022 par pays

N°	État membre	Numéro de l'affaire	Intitulé	Date de la décision
1	Autriche	SA.103830	ETC: mesure d'aide spéciale pour amortir les surcoûts dans l'agriculture dus à l'augmentation du coût des intrants	5.8.2022
2	Autriche	SA.104439	ETC — Autriche — Subvention des coûts de l'énergie pour les entreprises	18.11.2022
3	Belgique	SA.103314	ETC: prêts-relais en Région flamande	12.7.2022
4	Belgique	SA.103790	ETC: régime de compensation des surcoûts dans le secteur de la pêche causés par l'agression de la Russie contre l'Ukraine	1.8.2022
5	Belgique	SA.103842	ETC: régimes wallons consistant en des montants d'aide limités, garanties publiques et prêts bonifiés temporaires en faveur des entreprises wallonnes touchées par le conflit en Ukraine	26.9.2022
6	Belgique	SA.104585	ETC: garantie d'État en faveur des fournisseurs de gaz naturel et d'électricité et de leurs intermédiaires	28.10.2022
7	Belgique	SA.104588	ETC: aides aux entreprises confrontées à une augmentation des coûts de l'énergie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, pour le quatrième trimestre 2022	5.12.2022
8	Belgique	SA.104845	ETC: modification du régime SA.103314 (prêts-relais en Région flamande)	5.12.2022
9	Belgique	SA.105119	ETC: extension de la garantie de l'État belge pour les prêts aux fournisseurs de gaz naturel et d'électricité et à leurs intermédiaires	20.12.2022
10	Bulgarie	SA.103875	ETC: aide à la liquidité en faveur des agriculteurs afin de surmonter l'impact économique négatif de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	16.8.2022
11	Bulgarie	SA.104779	ETC: aide à la liquidité en faveur des agriculteurs afin de surmonter l'impact économique négatif de l'agression de la Russie contre l'Ukraine [modification du régime SA.103875 (2022/N)]	15.11.2022
12	Croatie	SA.103217	ETC: programme de soutien aux producteurs de semences de maïs à la suite des conditions économiques difficiles causées par l'agression de la Russie contre l'Ukraine	23.6.2022
13	Croatie	SA.103167	ETC: assurance de portefeuille et assurances individuelles pour les exportateurs	1.7.2022
14	Croatie	SA.103003	ETC: régime d'aides d'État de la Banque croate pour la reconstruction et le développement	7.7.2022

15	Croatie	SA.103558	ETC: régime de garantie de la Banque croate pour la reconstruction et le développement pour les prêts aux entités à moyenne capitalisation et aux grandes entreprises	26.8.2022
16	Croatie	SA.103919	Assurance de portefeuille et assurances individuelles pour les prêts de liquidités et investissements en faveur des exportateurs conformément aux sections 2.1. et 2.2 de l'encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	29.8.2022
17	Croatie	SA.103920	Régime d'aides d'État de la Banque croate pour la reconstruction et le développement conformément aux sections 2.1. et 2.3 de l'encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	29.8.2022
18	Croatie	SA.105227	ETC: assurance de portefeuille et assurances individuelles pour les exportateurs (modification du régime SA.103167)	21.12.2022
19	Croatie	SA.105228	ETC: régime d'aides d'État de la Banque croate pour la reconstruction et le développement (modification du régime SA.103003)	21.12.2022
20	Chypre	SA.104833	ETC: régime d'aides d'État destinées aux secteurs de l'agriculture et de l'élevage et aux groupes organisés d'agriculteurs	23.11.2022
21	Chypre	SA.105054	ETC: plan de soutien au secteur de la viticulture (production de vin)	9.12.2022
22	Tchéquie	SA.103619	ETC: Opex 2022 — Réduction du capital des prêts	14.7.2022
23	Tchéquie	SA.103616	ETC: Opex — Producteurs agroalimentaires — Réduction du capital des prêts	5.8.2022
24	Tchéquie	SA.104342	Tchéquie — ETC: aides liées aux surcoûts dus à une augmentation exceptionnellement importante des prix du gaz naturel et de l'électricité	15.11.2022
25	Tchéquie	SA.105065	ETC: EGAP Plus	15.12.2022
26	Danemark	SA.104461	ETC: régime danois de report de paiement pour l'électricité, le gaz et le chauffage	31.10.2022
27	Danemark	SA.104475	ETC: montants d'aide limités sous la forme de subventions directes destinées à couvrir les frais administratifs des PME dans le cadre du régime danois de report de paiement des factures d'énergie	31.10.2022
28	Danemark	SA.104505	ETC: régime de prêt de liquidités pour les entreprises grandes consommatrices d'énergie	4.11.2022
29	Danemark	SA.104602	ETC: régime de garantie pour les garanties financières en faveur des entreprises des secteurs de l'électricité et du gaz	4.11.2022
30	Estonie	SA.103257	ETC: soutien d'urgence au secteur de l'agriculture	20.6.2022
31	Estonie	SA.103350	ETC: régime de garantie des prêts pour les petites et moyennes entreprises (y compris les	14.7.2022

			microentreprises) et les grandes entreprises par la Fondation pour le développement rural dans le contexte de la crise ukrainienne	
32	Estonie	SA.103788	ETC: garanties de l'Estonian Business and Innovation Agency	19.8.2022
33	Estonie	SA.103936	ETC: soutien aux investissements dans l'industrie agroalimentaire afin de garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique	23.9.2022
34	Estonie	SA.105226	ETC: modification des régimes SA.103788 (EIS) et SA.103350 (MES)	20.12.2022
35	Finlande	SA.102914	ETC: remboursement de la taxe foncière sur les bâtiments de production agricole pour 2022	20.5.2022
36	Finlande	SA.103159	Régime-cadre national finlandais pour les mesures d'aide d'État — Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de l'Ukraine par la Russie (section 2.1 de l'ETC)	13.6.2022
37	Finlande	SA.103386	ETC: régime de garanties et de prêts bonifiés	15.7.2022
38	Finlande	SA.103668	ETC: soutien d'urgence temporaire aux éleveurs de bétail en réponse à la crise des coûts dans le secteur de l'agriculture causée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie	19.7.2022
39	Finlande	SA.104150	ETC: aides de crise au secteur de la pêche — Aides en faveur des entreprises du secteur de la pêche et de l'aquaculture en raison de la détérioration de la situation économique due à l'agression de la Russie contre l'Ukraine	8.9.2022
40	Finlande	SA.104201	Modification du régime SA.103159	13.9.2022
41	Finlande	SA.104267	Soutien à la liquidité des compagnies d'électricité municipales	7.10.2022
42	Finlande	SA.104224	ETC: soutien à la liquidité des producteurs d'électricité d'importance systémique	7.10.2022
43	Finlande	SA.105249	ETC: régime de prêts bonifiés et de garanties dans le secteur de l'énergie municipale (modification du régime SA.104267)	21.12.2022
44	France	SA.102395	ETC: prêt garanti par l'État «Résilience»	7.4.2022
45	France	SA.102784	ETC: dispositif exceptionnel de prise en charge des surcoûts d'alimentation animale des exploitations agricoles et des exploitations piscicoles d'élevage	10.5.2022
46	France	SA.102783	ETC: dispositif exceptionnel de prise en charge de cotisations sociales en faveur des entreprises du secteur de l'agriculture, de la forêt et de l'aquaculture fortement affectées par les conséquences de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	16.5.2022
47	France	SA.102839	ETC: dispositif de soutien aux entreprises de pêche pour faire face à l'augmentation des prix des matières premières et notamment de l'énergie liée à l'agression de la Russie contre l'Ukraine	18.5.2022
48	France	SA.103240	ETC: dispositif d'indemnisation exceptionnel des exploitations agricoles et des exploitations	17.6.2022

			piscicoles d'élevage dans les départements d'outre-mer et en Corse	
49	France	SA.103280	ETC — France — Soutien aux entreprises grandes consommatrices d'énergie	30.6.2022
50	France	SA.103548	ETC: modification du régime SA.102783 (2022/N)	12.7.2022
51	France	SA.104067	ETC: dispositif de soutien aux entreprises de pêche pour faire face à l'augmentation des prix des matières premières et notamment de l'énergie liée à l'agression de la Russie contre l'Ukraine [modification du régime SA.102839 (2022/N)]	26.8.2022
52	France	SA.104325	ETC: modification du régime SA.103280 (2022/N) — Mesures d'aides aux surcoûts des prix du gaz naturel et de l'électricité en faveur des entreprises grandes consommatrices d'énergie touchées par le conflit ukrainien	29.9.2022
53	France	SA.103934	ETC: régime-cadre relatif aux mesures temporaires en faveur des entreprises affectées par le conflit ukrainien	1.12.2022
54	France	SA.104958	ETC — France: modification du régime SA.104325 (2022/N) — Mesures d'aides aux surcoûts des prix du gaz naturel et de l'électricité en faveur des entreprises grandes consommatrices d'énergie touchées par le conflit ukrainien	16.12.2022
55	France	SA.105217	ETC: dispositif de soutien aux entreprises de pêche pour faire face à l'augmentation des prix des matières premières et notamment de l'énergie liée à l'agression de la Russie contre l'Ukraine [modification du régime SA.102839 (2022/N)]	20.12.2022
56	France	SA.104963	ETC — Débridage d'installations éoliennes terrestres	21.12.2022
57	France	SA.105310	ETC: dispositif exceptionnel de prise en charge de cotisations sociales en faveur des entreprises du secteur de l'agriculture, de la forêt et de l'aquaculture fortement affectées par les conséquences de l'agression de la Russie contre l'Ukraine [modification du régime SA.102783 (2022/N)]	21.12.2022
58	Allemagne	SA.102542	ETC: cadre fédéral — Petits montants d'aide 2022 («BKR — Bundesregelung Kleinbeihilfen 2022»)	19.4.2022
59	Allemagne	SA.102631	ETC: régimes-cadres de garanties sur les prêts et de prêts bonifiés	4.5.2022
60	Allemagne	SA.103348	ETC — Allemagne — Maîtrise temporaire des coûts liés à la hausse des prix du gaz naturel et de l'électricité (Energiekostendämpfungsprogramm)	14.7.2022
61	Allemagne	SA.104019	ETC: modification des régimes SA.102542 et SA.102631	18.8.2022
62	Allemagne	SA.104756	ETC: modification des régimes SA.102542, SA.102631 et SA.104019	22.11.2022

63	Allemagne	SA.104587	ETC — Allemagne — Programme de maîtrise des coûts de l'énergie: indemnités destinées à réduire temporairement les coûts liés à la hausse des prix du gaz naturel et de l'électricité	19.12.2022
64	Allemagne	SA.104606	ETC — Allemagne — Maîtrise temporaire des coûts liés à la hausse des prix du gaz naturel, de la chaleur et de l'électricité	21.12.2022
65	Grèce	SA.102633	ETC — Aides d'État en faveur des éleveurs	1.6.2022
66	Grèce	SA.103457	Subventions aux entreprises affectées par l'attaque de la Russie contre l'Ukraine et par les sanctions internationales imposées	5.8.2022
67	Grèce	SA.104056	ETC — Grèce — Aide aux éditeurs de journaux	23.9.2022
68	Grèce	SA.103978	ETC — Grèce — Aides d'État dans le secteur de l'énergie	3.10.2022
69	Hongrie	SA.102986	ETC: programme de garantie de crise dans le secteur de l'agriculture	17.6.2022
70	Hongrie	SA.103089	ETC: régime-cadre hongrois de soutien aux entreprises dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie	20.6.2022
71	Hongrie	SA.103315	ETC: programme de garantie Garantiqa «Krizis 2 (Crisis 2)»	11.07.2022
72	Hongrie	SA.104009	ETC: régime-cadre hongrois de soutien aux entreprises dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie (modification du régime SA.103089)	31.8.2022
73	Hongrie	SA.104515	ETC: régime de soutien sous la forme de garanties et de prêts bonifiés	26.10.2022
74	Hongrie	SA.104850	ETC: modification des régimes SA.102986, SA.103089 (tel que modifié), SA.103315 et SA.104515	9.12.2022
75	Irlande	SA.102559	ETC: régime de soutien d'urgence aux transporteurs titulaires d'une licence	27.4.2022
76	Irlande	SA.102990	ETC: régime d'aides au labourage et d'incitations à la culture des protéagineux au titre de l'encadrement temporaire de crise	20.6.2022
77	Irlande	SA.103406	ETC: régime d'aides au fourrage	28.6.2022
78	Irlande	SA.103569	Irlande — Régime d'aides destinées aux entreprises dans le contexte de la crise ukrainienne	11.8.2022
79	Irlande	SA.104737	ETC: régime d'aides au fourrage 2023	11.11.2022
80	Irlande	SA.104655	ETC — Régime temporaire de soutien à l'énergie des entreprises	24.11.2022
81	Irlande	SA.104761	ETC: régime de garantie des crédits dans le contexte de la crise ukrainienne	12.12.2022
82	Irlande	SA.105276	SA.105276 (2022/N) — Irlande — ETC: modification du régime SA.103569 — Régime d'aides destinées aux entreprises dans le contexte de la crise ukrainienne	21.12.2022
83	Italie	SA.102522	ETC: régime-cadre pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture conformément à l'encadrement temporaire de crise	22.4.2022
84	Italie	SA.102896	ETC: régime-cadre de mesures visant à soutenir	18.5.2022

			les entreprises des secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture conformément à l'encadrement temporaire de crise	
85	Italie	SA.103166	Garanties sur les prêts en faveur des entreprises agricoles, de pêche et aquacoles affectées par la hausse du coût de l'énergie	22.6.2022
86	Italie	SA.103289	Exonération partielle du paiement des cotisations de sécurité sociale dans les zones défavorisées affectées par l'agression de la Russie contre l'Ukraine	24.6.2022
87	Italie	SA.103480	ETC — IT — Régime de soutien d'urgence aux transporteurs	14.7.2022
88	Italie	SA.103464	ETC: subventions directes en faveur des entreprises ayant des relations commerciales, en Ukraine, en Russie et en Biélorussie, touchées par la crise actuelle	19.7.2022
89	Italie	SA.103286	ETC: régime de garanties de SACE	19.7.2022
90	Italie	SA.103403	ETC: garanties sur les prêts pour les PME et les petites entreprises à moyenne capitalisation	29.7.2022
91	Italie	SA.103316	COVID-19/ETC: régime d'aides destinées à soutenir les investissements dans les zones touchées par les événements sismiques de 2009 et 2016 (FRR)	3.8.2022
92	Italie	SA.103966	ETC — Italie — Régime de soutien d'urgence aux transporteurs (modification du régime SA.103480)	10.8.2022
93	Italie	SA.103965	ETC: modification du régime SA.102896 (2022/N)	18.8.2022
94	Italie	SA.104055	ETC: régime-cadre pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture conformément à l'encadrement temporaire de crise [modification du régime SA.102522 (2022/N)]	19.8.2022
95	Italie	SA.102721	ETC — Régime-cadre Friuli Venezia Giulia	22.8.2022
96	Italie	SA.104161	ETC: subventions directes en faveur des entreprises ayant des relations commerciales, en Ukraine, en Russie et en Biélorussie, touchées par la crise actuelle	14.9.2022
97	Italie	SA.103947	ETC: régime de soutien aux entreprises de Lombardie affectées par l'agression de la Russie contre l'Ukraine	21.9.2022
98	Italie	SA.104242	ETC: subventions directes en faveur des entreprises tributaires de fournisseurs, en Ukraine, en Russie et en Biélorussie, touchés par la crise actuelle	28.9.2022
99	Italie	SA.103752	ETC — Italie: régime de soutien d'urgence aux transporteurs utilisant du gaz naturel liquéfié (GNL) comme carburant	13.10.2022
100	Italie	SA.104501	ETC: garanties sur les prêts en faveur des entreprises agricoles, de pêche et aquacoles affectées par la hausse du coût de l'énergie [modification du régime SA.103166 (2022/N)]	21.10.2022
101	Italie	SA.104566	Italie — ETC: soutien d'urgence aux opérateurs	25.10.2022

			de transport par autobus	
102	Italie	SA.104460	ETC: soutien au système productif de la Campanie afin de répondre aux besoins de liquidité à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	26.10.2022
103	Italie	SA.104358	ETC: fonds de soutien aux entreprises touchées par la crise ukrainienne	17.11.2022
104	Italie	SA.104492	ETC: exonération du paiement de la contribution employeur	24.11.2022
105	Italie	SA.104509	ETC: régime des Marches visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	25.11.2022
106	Italie	SA.104888	ETC: régime-cadre pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture conformément à l'encadrement temporaire de crise [modification du régime SA.102522 (2022/N)]	25.11.2022
107	Italie	SA.104881	ETC: garanties sur les prêts en faveur des entreprises agricoles, de pêche et aquacoles affectées par la hausse du coût de l'énergie [modification du régime SA.103166 (2022/N)]	28.11.2022
108	Italie	SA.104962	Modification du régime SA.103289 (2022/N) «Decontribuzione SUD — Agevolazione contributiva per l'occupazione in aree svantaggiate colpite dalla aggressione militare russa in Ucraina» (Exonération partielle du paiement des cotisations de sécurité sociale dans les zones défavorisées affectées par l'agression de la Russie contre l'Ukraine)	6.12.2022
109	Italie	SA.105080	Prolongation du régime SA.103316	14.12.2022
110	Italie	SA.105007	ETC: régime de soutien d'urgence aux transporteurs (modification)	14.12.2022
111	Italie	SA.105191	ETC: régime-cadre de mesures visant à soutenir les entreprises des secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture conformément à l'encadrement temporaire de crise [modification du régime SA.102896 (2022/N)]	16.12.2022
112	Italie	SA.104722	ETC: montants d'aide limités en faveur des entreprises et modification du régime SA.103286	20.12.2022
113	Italie	SA.105124	ETC: garanties sur les prêts pour les PME et les petites entreprises à moyenne capitalisation (modification du régime SA.103403)	20.12.2022
114	Lettonie	SA.103359	ETC: soutien à la liquidité sous la forme de prêts bonifiés	1.8.2022
115	Lettonie	SA.103400	ETC: garanties sur les prêts et les loyers	1.8.2022
116	Lettonie	SA.103707	ETC: procédures d'octroi d'aides d'État destinées à atténuer les conséquences économiques négatives dans le secteur de la transformation des produits agricoles	22.8.2022
117	Lettonie	SA.104754	ETC: aides d'État destinées à atténuer l'impact économique négatif sur la production de porcins et de volailles et sur la production de légumes dans les zones couvertes	14.11.2022

118	Lettonie	SA.104408	ETC — Lettonie: soutien aux commerçants de l'industrie de transformation grands consommateurs d'énergie afin d'atténuer les conséquences économiques de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine	25.11.2022
119	Lettonie	SA.104794	ETC: procédures d'octroi d'aides d'État destinées à atténuer les conséquences économiques négatives dans le secteur de la transformation des produits agricoles [modification de l'aide d'État SA.103707 (2022/N)]	2.12.2022
120	Lituanie	SA.102772	ETC: garanties individuelles sur les prêts et les loyers	2.6.2022
121	Lituanie	SA.103706	ETC: garanties et prêts pour soutenir les entités économiques	23.8.2022
122	Lituanie	SA.103781	ETC — Lituanie: investissements des entités juridiques visant à modifier ou réduire l'utilisation des combustibles fossiles et/ou l'utilisation des ressources énergétiques renouvelables	30.8.2022
123	Lituanie	SA.104109	ETC: instrument financier incitatif «Prêts directs aux opérateurs économiques touchés par la guerre»	21.9.2022
124	Lituanie	SA.104717	Mesure «Subventions aux entreprises opérant dans des secteurs fortement touchés afin d'atténuer les effets de la hausse des prix de l'énergie»	14.11.2022
125	Lituanie	SA.104975	ETC: aide d'État temporaire en faveur des producteurs de pommes	12.12.2022
126	Lituanie	SA.105108	ETC: garanties et prêts pour soutenir les entités économiques	14.12.2022
127	Lituanie	SA.104853	ETC: garanties individuelles sur les prêts et les loyers	14.12.2022
128	Lituanie	SA.104854	ETC: instrument financier incitatif «Prêts directs aux opérateurs économiques touchés par la guerre»	14.12.2022
129	Luxembourg	SA.102724	ETC: régime d'aides sous la forme de garanties visant à soutenir l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	20.5.2022
130	Luxembourg	SA.103096	ETC — Luxembourg — Régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie	26.7.2022
131	Luxembourg	SA.104396	Modification du régime SA.103096 — ETC — Luxembourg — Régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie	11.11.2022
132	Luxembourg	SA.104945	ETC: prolongation et modification du régime de garanties SA.102724	7.12.2022
133	Malte	SA.102758	ETC: régime de prêts bonifiés de la Banque de développement de Malte	18.5.2022
134	Malte	SA.102970	ETC: régime de garanties pour soutenir la liquidité et régime de bonification des taux d'intérêt	13.6.2022

135	Malte	SA.103223	ETC: indemnisation financière des pêcheurs en raison de l'augmentation des prix du carburant causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine	16.6.2022
136	Malte	SA.103449	ETC: régime de soutien à l'achat d'engrais pour les agriculteurs	14.7.2022
137	Malte	SA.104238	Mesure d'aide d'État visant à soutenir les entreprises de transport maritime de personnes par transbordeur rapide entre Malte et Gozo	7.10.2022
138	Malte	SA.104832	ETC: modification des régimes SA.102758 et SA.102970	28.11.2022
139	Malte	SA.104983	ETC: mesure d'aide d'État visant à soutenir les entreprises de transport maritime de personnes par transbordeur rapide entre Malte et Gozo	2.12.2022
140	Malte	SA.105206	ETC: modification des régimes SA.103223 (2022/N) et SA.103449 (2022/N)	19.12.2022
141	Pays-Bas	SA.104994	ETC — Limitation temporaire des prix de l'énergie	16.12.2022
142	Pologne	SA.102555	ETC — Aides en faveur des producteurs agricoles liées à la hausse des prix des engrais à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	19.4.2022
143	Pologne	SA.102866	ETC — Garanties sur les prêts	30.6.2022
144	Pologne	SA.102867	ETC — Garanties sur les produits d'affacturage	30.6.2022
145	Pologne	SA.103176	ETC: aides sous la forme de prêts	30.6.2022
146	Pologne	SA.103175	Subventions ou prêts au titre des fonds des programmes opérationnels pour 2014-2020 visant à soutenir l'économie polonaise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	8.8.2022
147	Pologne	SA.103902	ETC — Modification du régime SA.102866 «Garanties sur les prêts»	11.8.2022
148	Pologne	SA.103903	ETC: modification du régime SA.102867 «Garanties sur les produits d'affacturage»	11.8.2022
149	Pologne	SA.105214	ETC: mesures d'aide d'État (deuxième modification des régimes SA.102866 et SA.102867 et première modification du régime SA.103176)	20.12.2022
150	Pologne	SA.105229	ETC: subventions ou prêts au titre des fonds des programmes opérationnels pour 2014-2020 visant à soutenir l'économie polonaise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine (modification du régime SA.103175)	20.12.2022
151	Pologne	SA.104932	ETC: aides destinées à couvrir les surcoûts dus à une augmentation exceptionnellement importante des prix du gaz naturel et de l'électricité en Pologne en 2022	20.12.2022
152	Pologne	SA.105347	ETC: régime de prêts bonifiés pour les entreprises du secteur du gaz	22.12.2022
153	Portugal	SA.102757	ETC: Portugal — Montants d'aide limités au Portugal pour les industries grandes consommatrices de gaz 2022	3.6.2022
154	Portugal	SA.103207	ETC — Portugal — Soutien extraordinaire et exceptionnel aux entreprises de transport routier de marchandises pour compte d'autrui	20.6.2022

155	Portugal	SA.104277	ETC: montants d'aide limités pour les industries grandes consommatrices de gaz 2022	3.10.2022
156	Portugal	SA.104549	ETC — Aides destinées à couvrir les surcoûts dus à une augmentation exceptionnellement importante des prix du gaz naturel et de l'électricité pour les industries grandes consommatrices de gaz	9.12.2022
157	Roumanie	SA.103249	Aides aux entreprises fournissant des services de transport routier de marchandises et de personnes	28.6.2022
158	Roumanie	SA.103626	ETC: régime d'aides d'État IMM Invest Plus	9.9.2022
159	Roumanie	SA.104273	ETC: régime-cadre d'aides d'État dans le contexte de la crise économique causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine	17.11.2022
160	Roumanie	SA.104570	ETC: soutien aux opérateurs des secteurs de la meunerie, des huiles et graisses, des produits laitiers et des préparations pour l'alimentation animale	18.11.2022
161	Roumanie	SA.105291	Aides aux entreprises fournissant des services de transport routier de marchandises et de personnes (modification du régime SA.103249)	21.12.2022
162	Slovaquie	SA.104395	ETC — Régime d'aides d'État visant à soutenir le secteur agroalimentaire à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	12.10.2022
163	Slovaquie	SA.104815	ETC: régime d'aides d'État destinées à soutenir la production agricole primaire, la pêche et l'aquaculture	23.11.2022
164	Slovaquie	SA.104846	ETC: régime d'aides d'État visant à soutenir les entreprises à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	30.11.2022
165	Slovaquie	SA.105113	ETC: régime d'aides d'État destinées à soutenir la production agricole primaire, la pêche et l'aquaculture [modification du régime SA.104815 (2022/N)]	9.12.2022
166	Slovaquie	SA.104872	ETC — Slovaquie: régime de soutien aux entreprises du secteur de la production agricole primaire dans le contexte de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	20.12.2022
167	Slovénie	SA.102841	ETC — Prêts bonifiés visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine	30.6.2022
168	Slovénie	SA.103115	ETC: aides au secteur de l'élevage	13.7.2022
169	Slovénie	SA.103664	ETC: aides au secteur de l'agriculture en raison des prix élevés des produits énergétiques utilisés pour les machines agricoles	22.7.2022
170	Slovénie	SA.103723	ETC: aides au secteur de la pêche maritime commerciale en raison des prix élevés des produits énergétiques utilisés pour alimenter les navires de pêche	27.7.2022
171	Slovénie	SA.103726	ETC: aides au secteur de l'agriculture en raison des prix élevés du matériel de reproduction utilisé pour la production agricole primaire	28.7.2022
172	Slovénie	SA.103930	ETC: modification du régime SA.103726 (2022/N)	8.8.2022
173	Slovénie	SA.104110	ETC: modification du protocole de SID Banka	13.9.2022

			relatif aux aides d'État conformément à l'ETC	
174	Slovénie	SA.104116	ETC — Slovénie — Aide à l'économie en raison de la forte hausse des prix de l'électricité et du gaz naturel	10.10.2022
175	Slovénie	SA.105106	ETC: aides au secteur de l'apiculture en raison des prix élevés du matériel de reproduction	12.12.2022
176	Espagne	SA.102650	ETC: aide couvrant l'augmentation des coûts des producteurs de lait	28.4.2022
177	Espagne	SA.102645	ETC: aides en faveur des compagnies de navires de pêche	2.5.2022
178	Espagne	SA.102615	ETC — Espagne — Aides au secteur des transports en raison de la hausse des prix des carburants	4.5.2022
179	Espagne	SA.102613	ETC — Montants d'aide limités en Espagne pour les industries grandes consommatrices de gaz 2022	10.5.2022
180	Espagne	SA.102616	ETC: aides en faveur des entreprises privées de fret ferroviaire	13.5.2022
181	Espagne	SA.102711	ETC — Régime national de garanties	2.6.2022
182	Espagne	SA.102771	ETC: régime-cadre	10.6.2022
183	Espagne	SA.103941	ETC: modification des régimes SA.102771, SA.102711, SA.102645, SA.102616 et SA.102615	18.8.2022
184	Espagne	SA.104884	ETC: modification du régime SA.102771 (tel que modifié par le régime SA.103941)	12.12.2022
185	Espagne	SA.105056	ETC: deuxième modification du régime national de garanties (SA.102711)	20.12.2022
186	Suède	SA.103489	ETC: aides au secteur de l'agriculture en raison de l'augmentation des coûts	6.7.2022
187	Suède	SA.103543	ETC: aides au secteur de la pêche en raison de l'augmentation des coûts	7.7.2022

ANNEXE 4

Décisions relatives aux aides d'État adoptées directement en vertu du traité à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, par pays

N°	État membre	Affaire	Intitulé	Date de la décision
1	Finlande	SA.104831	Soutien à la solvabilité en faveur de Meyer Turku Oy	20.12.2022
2	Allemagne	SA.103662	Réserve temporaire d'alimentation en lignite afin d'économiser le gaz	30.9.2022
3	Allemagne	SA.105001	Recapitalisation de SEFE GmbH	20.12.2022
4	Allemagne	SA.103791	Recapitalisation d'Uniper SE	20.12.2022
5	Italie	SA.103757	ETC: garantie d'État pour la réassurance du risque de crédit commercial lié au gaz naturel et à l'électricité	30.9.2022
6	Pays-Bas	SA.103012	Stockage de gaz à Bergermeer	12.7.2022
7	Portugal	SA.102569	ETC — Portugal — Mécanisme d'ajustement des coûts des combustibles fossiles sur le marché ibérique de l'électricité	8.6.2022
8	Espagne	SA.102454	ETC — Espagne — Mécanisme d'ajustement des coûts des combustibles fossiles sur le marché ibérique de l'électricité	8.6.2022